

Ce livre, publié pour la première fois en 1988 par les éditions La Découverte, est mis gracieusement à votre disposition par l'auteur.

Du même auteur

Les Hommes d'Uriage,
La Découverte, 1988.

Les Champs du départ. Une France rurale sans paysans ?,
en collaboration avec Pierre Alphanodéry et Yves Dupont
La Découverte, 1989.

L'Équivoque écologique,
en collaboration avec Pierre Alphanodéry et Yves Dupont, La Découverte, 1991.

La Facture. Le train de vie de l'État et des élus,
Albin Michel, 1993.

Voyage au pays de la démocratie moribonde,
Albin Michel, 1995.

Les Cumulards. La confiscation de l'argent, du pouvoir et de la parole,
Stock, 1998.

Éloge des fonctionnaires. Pour en finir avec le grand matraquage,
Calmann-Lévy, 2001.

Campagnes d'enfance. Une anthologie littéraire,
Éditions Cénomane, 2005.

Le Rire au village,
Inra-Mona, 2007.

Paris-Parjure,
Éditions @telier de Presse, 2007

Demain, la démocratie... Pour réfléchir, élire, agir.
Éditions @telier de Presse, 2007.

© Pierre Bitoun

Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur, de ses ayants droit, ou ayants cause, est illicite (article L.122-4 du Code de la Propriété Intellectuelle). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait une contrefaçon sanctionnée par l'article L.122-5 du Code de la Propriété Intellectuelle. Le Code de la Propriété Intellectuelle n'autorise, aux termes de l'article L.122-5 que les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective d'une part et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration.

Pierre Bitoun

LES HOMMES D'URIAGE

Introduction

Un fantôme hante notre mémoire nationale : Vichy. Je ne connais guère de Français qui, au moins une fois dans leur vie, n'en aient fait l'expérience. Qui n'a assisté, confortablement assis devant sa télévision, déjà à moitié endormi, à ce moment rituel du débat entre hommes politiques, historiens ou intellectuels, où les protagonistes, soudainement échauffés par le rappel des combats d'hier, nous tirent du sommeil et achèvent dans l'invective et le pugilat, au mieux verbal, une confrontation commencée dans le calme ? Qui n'a participé à un repas familial où la montée des tensions suit l'ordre du menu ? La pluie et le beau temps accompagnent les hors-d'œuvre, le plat de résistance est politique et le dessert pour la scène fratricide indéfiniment rejouée. Que l'on évoque Vichy, et le dialogue tolérant et serein se transforme instantanément en un tribunal où chacun est tour à tour avocat et procureur, juge et accusé. Les anciens sont sommés de s'expliquer sur leur attitude passée, les plus jeunes précisent le comportement qu'il aurait fallu adopter et tous se sentent obligés à la pratique accélérée de la défense et de la contre-attaque. Plus de quarante ans après, Vichy est toujours l'argument massue, la fin de toute démonstration, le déterminant dernier de notre opinion politique et de notre conscience morale.

Une première explication vient immédiatement à l'esprit. Comme n'importe quelle guerre, mais peut-être plus que toutes les autres car elle fut totale et que le monde entier y joua son destin, la guerre de 1939-1945 fut une période éminemment tragique qui a laissé des traces indélébiles, en France et ailleurs. En France notamment, car le combat contre l'ennemi héréditaire se doubla d'une guerre civile, franco-française, entre résistants et collaborateurs, gaullistes et pétainistes. L'explication contient, à l'évidence, une part de vérité. Il y eut effectivement, dès 1940, des chantres de l'Europe nazifiée et des « terroristes » de la première heure, des hommes de Londres et des hommes de l'hôtel du Parc. Mais ces constatations ont un défaut essentiel : elles se tiennent aux franges extrêmes de la réalité de l'époque et sont à la source d'une mythologie qui, loin de contribuer à affronter et à dissiper le fantôme vichyssois, le rend toujours plus mystérieux et envoûtant. En effet, on sait maintenant avec certitude que résistants et collaborateurs ne furent, au moins au début de l'Occupation, qu'une poignée, que beaucoup de Français n'entendirent pas l'appel du 18 juin ou même que, l'ayant entendu et projetant de rejoindre l'Angleterre, ils n'y parvinrent pas, et qu'enfin bien d'autres crurent au maréchal Pétain sans pour cela devenir des thuriféraires du régime ou les auxiliaires de ses actes innommables. Je suis toujours, je dois le dire, profondément irrité par ces débats encore actuels où se font face les deux récits mythologiques : celui, d'une part, du pétainiste impénitent, endurci, ânonnant la thèse du bouclier vichyssois, du maréchal-moindre mal, s'évertuant à rappeler les bienfaits de Vichy pour les chômeurs et se gardant bien d'évoquer les mesures antisémites et xénophobes du régime ; celui, d'autre part, de l'ancien chef de l'Armée de l'ombre, gaulliste comme il se doit, caracolant sur le cheval blanc d'une Résistance unique, donnée dès les lendemains de l'armistice, pure de toute compromission et magiquement incarnée par de Gaulle, seul détenteur de la légitimité devant l'Histoire. Que l'un et l'autre ne soient pas renvoyables dos à dos, qu'il y ait d'un côté l'image de l'erreur et de la honte et de l'autre le symbole de la lucidité et du courage, cela est certain. Mais la France tout entière est-elle là, enfermée dans ces deux légendes ?

C'est à ce point du raisonnement que vient en général se greffer une seconde explication. Il y aurait eu ainsi en France, pendant une, voire deux années ou plus, quarante millions de pétainistes et la mauvaise conscience travaillerait toujours les esprits. À l'appui de cette thèse, on avance ordinairement plusieurs arguments, de nature différente et dont on ne sait pas toujours très bien d'ailleurs dans quelle réflexion d'ensemble ils s'inscrivent. On évoque ainsi, pêle-mêle, les foules immenses venues acclamer les premiers discours du maréchal Pétain à Lyon, Saint-Étienne ou Marseille, le fait que la France fut le seul pays vaincu et occupé à ne pas être dirigé par un *gauleiter* et à se doter d'un régime légal, le fait encore qu'au sein de l'État vichyssois s'engouffrèrent des hommes venus de tous les courants politiques et sociaux de l'avant-guerre, depuis des transfuges de l'extrême gauche comme Doriot jusqu'à des représentants de la droite royaliste comme Maurras. Censée nous convaincre définitivement de notre culpabilité collective, une dernière preuve, plus récente celle-là, est couramment administrée : ce serait des historiens américains, tel Robert O. Paxton, qui dans les années soixante-dix auraient été les premiers à faire découvrir aux Français la réalité de Vichy, ses origines multiples et ses legs considérables à la France d'après-guerre, démontrant par là même que les Français avaient préféré refouler leur passé, rayer quatre années de leur histoire et n'apercevoir dans le régime de Vichy qu'une courte parenthèse entre deux Républiques. Ici également, l'explication est en partie vraie. L'amnésie volontaire est bien réelle et nous avons tous lu, un jour ou l'autre, au dos d'un livre ou dans un dictionnaire des noms propres, la notice biographique d'un Français célèbre d'où, étrangement, on avait fait disparaître la chronique des années fatidiques. Mais là encore, l'argumentaire occulte la complexité de l'époque et entretient la mauvaise conscience plus qu'il ne l'explique. D'autres ouvrages, bien avant ceux des historiens américains, sont venus éclairer notre lanterne : ceux de Robert Aron sur Vichy et d'Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch sur la Résistance, tous deux publiés en 1954, ou bien encore celui de Philippe Bauchard sur les continuités technocratiques des années trente aux années soixante, paru en 1966. On pourrait aussi retourner aisément l'argument et se renvoyer à l'infini la faute, d'un côté à l'autre de l'Atlantique. Au fond, les Américains ne seraient-ils pas venus oublier en France leur propre culpabilité d'avoir, sitôt la guerre finie, employé quelques nazis notoires ? Mais l'essentiel, à mon avis, est ailleurs et réside dans un double problème de définition et de datation. S'est-on véritablement interrogé sur ce que signifiait « participer à Vichy » ? S'agissait-il toujours d'une acceptation totale du régime, depuis l'interdiction des partis politiques jusqu'aux rafles et à l'organisation des trains de la mort ? N'est-il pas nécessaire de distinguer entre l'adolescent des Chantiers de jeunesse et l'administrateur, mûr et réfléchi, d'un bureau du Commissariat général aux Questions juives ? Parmi les millions de pétainistes de 1940, combien en 1943 devinrent des miliciens et combien des résistants de la deuxième heure ? N'y eut-il pas quantité d'hommes et de femmes qui, écœurés par la III^e République, foudroyés par la défaite de 1940, rejoignirent Vichy moins pour Vichy que pour préparer la revanche et commencer à bâtir quelque chose de neuf, de radicalement nouveau et qui allait plus tard venir nourrir les projets d'une Résistance multiforme et, plus tard encore, les institutions du pays libéré ? On sait enfin que bien d'autres Français, responsables vichyssois ou simples citoyens, ne voulurent entendre pendant toute la durée de l'Occupation aucun des appels au combat qui leur étaient lancés. Ni celui des gaullistes, ni celui des communistes, ni celui des chrétiens ou de toute autre organisation de l'Ombre. Et ils ne partagèrent, en tant que « résistants » de la dernière heure, qu'un seul souci : saisir dans la Libération l'occasion commode du repentir, effacer l'homme providentiel de 1940 par celui de 1944, oublier dans le retour à la République la facilité avec laquelle ils avaient consenti, quatre années auparavant, à l'étouffement de toute démocratie. La France n'est-elle pas là, diverse et complexe, à la fois plus difficile à accepter et à imaginer, mais plus vraie et plus entière que dans les mythologies dont nous nous berçons depuis plus de quarante ans ?

Ne serait-il pas possible, aujourd'hui, d'aborder autrement cette période cruciale de l'histoire de France ? Si l'on souhaite, un tant soit peu, soulever le drap qui recouvre le fantôme vichyssois, il faut d'abord, me semble-t-il, se libérer d'un double complexe : celui de culpabilité dont, à tort ou à raison, la génération de la guerre porte le poids, celui d'épurateur à retardement dans lequel la jeune génération s'est trop souvent complu. Je crois indispensable, ensuite, d'élargir le champ de la réflexion, des années trente jusqu'à nos jours, afin de substituer à la problématique de la faute une interrogation plus riche et plus constructive.

Qu'a-t-on inventé dans ces années terribles qui nous concerne aujourd'hui encore ? Dans cet esprit, penser Vichy, c'est effectuer *en même temps* un triple travail : s'intéresser aux années trente en ne se bornant pas à pointer un doigt accusateur sur tel ou tel fasciste déclaré ou en puissance, mais tenter de comprendre à la fois les dangers et la fécondité des débats et des initiatives de l'époque ; réfléchir à Vichy et à la Résistance non pas seulement pour y faire le compte des erreurs et des mérites, mais également pour y saisir le moment d'une métamorphose sociale, d'un laboratoire où vinrent s'incarner les rêves inassouvis de l'avant-guerre et se dessiner bien des réalités de l'après-guerre ; sortir enfin de cette tourmente inventive pour essayer de cerner en quoi, de filiations en ruptures et de ruptures en filiations, nous sommes encore ses héritiers.

L'histoire des hommes et des femmes d'Uriage, que ce livre se propose de relater de 1930 à nos jours, se prête admirablement à cette démarche. Fondée en août 1940 par un jeune capitaine de cavalerie, Pierre Dunoyer de Segonzac, l'École nationale des cadres d'Uriage fut à la fois un centre de formation renommé, placé sous la tutelle du secrétariat à la Jeunesse de Vichy, et une communauté, aussi petite que soudée. Installée dans l'ancien château du chevalier Bayard, situé au-dessus du village d'Uriage près de Grenoble, l'équipe de base de l'école se compose d'une trentaine de personnes, très jeunes pour la plupart, et dont les origines sociales, les professions et les engagements politiques antérieurs sont infiniment variés. Marxistes et chrétiens s'y côtoient et, deux années durant, reçoivent plusieurs milliers de stagiaires venus de tous les coins de France. L'objectif est de penser la défaite, de reconstituer les élites et le tissu social de la nation et d'imaginer ce que pourraient être la France et l'Europe de demain. Mais, à la fin de l'année 1942, l'école doit fermer ses portes : son indépendance d'esprit, ses activités antivichysoises et antiallemandes ont décidé Laval à la dissoudre. Dans leur majorité, les hommes et les femmes d'Uriage rejoignent alors la Résistance. Un autre château, proche du massif du Vercors et rapidement surnommé la Thébaïde, devient le quartier général d'une partie de l'ancienne équipe, augmentée de nouvelles recrues. Pendant près d'un an, partageant leur temps entre la réflexion intellectuelle et l'action clandestine, les habitants de la Thébaïde rédigent un ouvrage collectif, *Vers le style du XX^e siècle*, et, répartis en petits groupes, en « équipes volantes », partent régulièrement en tournée dans les forêts du Vercors pour aider à la formation militaire et spirituelle des maquisards dont les réfractaires au Service du travail obligatoire (STO) viennent alors grossir les rangs. Mais en décembre 1943 la Thébaïde est attaquée et incendiée par l'armée allemande. Échappant de peu à la mort, l'équipe se disperse avant de se retrouver six mois plus tard, en juin 1944, dans le Tarn, presque au complet et prête à de nouveaux combats. Rassemblée au sein du corps franc « Bayard » commandé par P. Dunoyer de Segonzac, elle participe au cours de l'été à la libération du département. Puis, après avoir échoué dans sa tentative de créer un Ordre qui survivrait à la fin de la guerre, elle se sépare définitivement. *Le temps des communautés* (première partie) s'éloigne, *le temps des initiatives* (seconde partie) commence. Et anciens d'Uriage et de la Thébaïde s'engagent alors, chacun dans leur domaine, dans la construction de la France nouvelle. Certains ne tarderont pas à en devenir des figures exemplaires, d'autres resteront ignorés. Citons parmi les plus connus : Hubert Beuve-Méry, fondateur et directeur du journal *Le Monde* jusqu'en 1969 ; Paul Delouvrier et Simon Nora, deux hauts fonctionnaires, symboles de la technocratie des « trente glorieuses » ; Jean-Marie Domenach, directeur de la revue *Esprit* jusqu'en 1976, et Gilbert Gadoffre, créateur du centre culturel de Royaumont ; Joffre Dumazedier et Bénigno Cacères, deux des fondateurs de l'association d'éducation populaire Peuple et Culture ; Jacques Douai, chanteur et actuel directeur du Théâtre du Jardin, et Yves Robert, cinéaste et réalisateur du célèbre film *La Guerre des boutons*.

Ce livre se présente sous une forme particulière. Il est un récit à plusieurs voix : celles, d'abord, des anciens d'Uriage et de la Thébaïde qui interviennent aussi bien par des extraits des entretiens qu'ils ont bien voulu m'accorder en 1986 et 1987 que par des fragments des ouvrages qu'ils ont eux-mêmes écrits à un moment ou à un autre de leur vie ; celles, ensuite, d'autres acteurs ou témoins qui, également par le biais d'interviews et d'extraits de livres, viennent enrichir — confirmer ou infirmer — les témoignages précédents ; celle, enfin, de l'auteur de ces lignes, metteur en scène autant qu'auteur du présent ouvrage, qui se manifeste dans la

construction même du livre, par de simples remarques utiles à l'intelligibilité du texte ou par des interprétations plus générales concernant les moments importants du récit¹.

Pourquoi cette forme ? Il me faut entrer ici, ne serait-ce que brièvement, dans la genèse de ce livre. En effet, l'idée même de cet ouvrage ne m'appartient pas : elle vient de B. Cacères. Resté profondément attaché au souvenir de ces années aussi dramatiques que passionnées et inventives, il souhaitait depuis fort longtemps que soit racontée l'épopée de l'école d'Uriage et des équipes volantes du Vercors. Un livre-témoignage lui paraissait la forme la plus adaptée à la nature du sujet. Toujours en contact avec certains membres du groupe, il leur avait parlé de son projet et, constatant que ces derniers partageaient son souci et acceptaient le principe d'entretiens enregistrés au magnétophone, il se trouvait avec ses amis des éditions La Découverte, François Gèze et Thierry Paquot, à la recherche d'un œil neuf qui ait à la fois le temps et le désir de recueillir de la manière la plus complète possible la mémoire des anciens de l'école. À cette volonté non pas nostalgique dirais-je, mais plus simplement commémorative, était venue s'ajouter ces dernières années une seconde motivation. Dans plusieurs livres, dont *L'Idéologie française* de Bernard-Henri Lévy, l'école d'Uriage avait été prise à parti et décrite comme l'un des hauts lieux du pétainisme, du « fascisme à la française ». Les anciens d'Uriage en avaient été révoltés et désiraient que soit rétablie ce qui leur semblait être la « vraie » histoire. Sans pour autant, je dois le souligner et leur en rendre hommage, rechercher à tout prix un hagiographe.

Dans ces conditions, j'ai donc accepté l'offre qui m'était faite par les éditions La Découverte et, au début de mon travail, j'ai rencontré à plusieurs reprises B. Cacères qui fut ce qu'il est convenu d'appeler mon premier informateur. Qu'il soit ici chaleureusement remercié des longues heures qu'il a bien voulu, à l'époque, me consacrer. Pourquoi ai-je accepté ? Je m'étais déjà intéressé à l'histoire du régime de Vichy et j'avais écrit en 1985 *L'Équivoque vichyssoise*, une série d'articles parus dans le *Bulletin du Mouvement antiutilitariste en sciences sociales* (MAUSS). Par ailleurs, l'idée d'un récit à plusieurs voix m'attirait. J'avais lu avec un très grand plaisir le livre de François Fourquet *Les Comptes de la puissance*. Cet ouvrage relatait, à partir de l'interview de ses principaux artisans, l'histoire de la Comptabilité nationale et de la Planification françaises. Il avait l'immense mérite de rendre intéressant et vivant un sujet abstrait et généralement traité sous une forme rébarbative et soporifique. Et il apportait, de surcroît, un regard nouveau sur l'histoire de la technocratie et de l'État, ainsi qu'un matériau original et infiniment riche au sein duquel chacun, en accord ou non avec son interprétation, pouvait désormais puiser à loisir. J'avais tiré de ce livre une leçon : il fallait rompre avec l'historiographie classique, rejeter la prétendue scientificité de la réécriture savante de l'histoire et chercher à retrouver son épaisseur humaine. Pour ce qui concernait la période de Vichy, cette dimension me paraissait plus nécessaire encore que pour tout autre sujet. La permanence des deux récits mythologiques, l'existence du double complexe dans lequel s'étaient enfermées les générations successives, l'impossibilité de se dégager de la problématique de la faute, tout cela, au fond, n'était-il pas dû au fait que la génération de la guerre avait été dépossédée de sa propre mémoire ? Ne fallait-il pas, coûte que coûte, revenir à la mémoire vivante avant qu'elle ne s'évanouisse à jamais ? C'est, je crois, en étudiant la polémique autour du livre de B.-H. Lévy, objet principal du chapitre préliminaire, que je pris une claire conscience de ce phénomène de dépossession.

1. Afin de ne pas surcharger le corps du livre d'un appareil de notes trop volumineux, j'ai choisi de dresser, en bibliographie, la liste chapitre par chapitre des différents documents utilisés. Le lecteur soucieux de retrouver l'origine d'un texte cité est prié de s'y reporter.

Chapitre préliminaire

Dans les premiers jours de 1981, Bernard-Henri Lévy, déjà rendu célèbre par ses prises de position de nouveau philosophe à la fin des années soixante-dix, fait paraître son quatrième livre, intitulé *L'Idéologie française*². Écrit dans une langue alerte, rapide, qui n'hésite pas à recourir à l'injure mais marie avec talent un certain romantisme du style et un sens du plaidoyer politique, *L'Idéologie française* est un ouvrage provocateur, un pamphlet. B.-H. Lévy veut y « regarder la France en face³ » et secouer les légendes et la bonne conscience nationales.

Le livre s'ouvre par un retour aux écrits littéraires de l'avant-guerre où l'auteur s'essaie à définir ce que fut l'esprit des années trente. « Génération de vainqueurs qui étaient déjà des vaincus », « génération de faillis, de maudits, de réprouvés⁴ », cette décennie honteuse a, nous dit B.-H. Lévy, rassemblé des hommes qui ont renié les valeurs et les idéaux fondateurs de la démocratie et cherché, au travers de symboles compensateurs tels que la Terre, le Corps, la Race ou la Nation, à construire une autre identité française diamétralement opposée à celle de 1789. Ce faisant, ils ont préparé le régime des lendemains de la défaite, l'ère du pétainisme sincère et heureux d'après la signature de l'armistice jusqu'à l'invasion de la zone libre par les Allemands, c'est-à-dire l'authentique révolution fasciste » qui « s'est tenue de 1940 à 1942, trente mois durant au moins » et « fut vécue dans une atmosphère de joie, de liesse et de ferveur⁵ ». Révolution française, ni copiée sur le modèle nazi, ni même véritablement contaminée par lui, elle a réuni des extrémistes antisémites comme Vallat, des traditionalistes tels que Pétain, Maurras ou Thibon, des intellectuels personnalistes de la revue *Esprit*, de bons et anciens fonctionnaires bien respectueux de l'ordre, de jeunes technocrates néos en mal de planisme et de futurisme, des transfuges de la gauche à l'image de Doriot, Déat ou Belin et, un an au moins, des pétainistes rouges aussi renommés que Thorez, Billoux ou Frachon. Tous, sous des formes et avec des voix bien sûr différentes et parfois même discordantes, ont crié « la France aux Français » et communié dans « un fascisme aux couleurs de la France⁶ ».

Au retour de ce voyage en terre vichyssoise, B.-H. Lévy décide de se métamorphoser en archéologue de la culture et de repérer au sein du savoir national les origines et les premières manifestations de ce fascisme tranquille. Rapidement, il décèle « une nappe sombre, toute constellée de mots », « comme une banquise plutôt, un hideux bloc de textes qui flotterait, monumental, à la surface de notre culture et ne cesserait d'y dériver depuis un siècle maintenant⁷ ». C'est le cœur même du livre, le concept même qui lui a valu son titre, l'idéologie française. On y trouve, pêle-mêle une certaine idée de la race au pays de Gobineau et de Le Bon, un antisémitisme d'antidreyfusards à la Drumont ou à la Barrès, un racisme du dreyfusard Péguy, racisme des racines et du terroir, racisme de paysan païen qui nourrit le procès de

2. B.-H. LÉVY, *L'Idéologie française*, Grasset, Paris, 1981.

3. *Ibid.*, p. 10.

4. *Ibid.*, p. 17.

5. *Ibid.*, p. 37.

6. *Ibid.*, pp. 12 et 13.

7. *Ibid.*, p. 95.

l'intellectuel et du parlementaire, la haine de l'argent, de l'Amérique et du juif ; une alliance du nationalisme maurrassien et du socialisme sorélien qui fait que « la France, la patrie des droits de l'homme, est, en un sens, la propre patrie du national-socialisme en général⁸ » ; une solide xénophobie intellectuelle qui décervelle, réduit le marxisme à la propagande guesdiste, puise son matérialisme chez le fascisant Sorel et porte au pinacle le vitalisme de la vulgate bergsonienne, « le point focal, peut-être, de cette idéologie française⁹ » ; enfin, un appel à n'être ni de droite ni de gauche, un soupçon de pacifisme gioniste ou au contraire un culte du guerrier viril et gaulois, un souci excessif de décentralisation et de régionalisme, un goût trop prononcé pour la résurrection du folklore et des identités locales, un attachement pervers à la petite patrie.

Pour B.-H. Lévy, ces éléments épars, diffus et hétéroclites du fascisme français qui sont autant de linéaments de la mémoire nationale, s'alimentent tous à une même terre, trouvent leur unité dans un même rêve, portent un seul et même nom : l'organicisme. C'est-à-dire la phobie du monothéisme et de l'universel, du Droit et de la Raison. C'est-à-dire le fantasme d'une société indivise reposant sur l'image du corps humain, d'une communauté naturelle où l'homme ne serait plus l'individu abstrait de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, mais un homme concret, élément du tissu cellulaire de la nation maternelle. C'est-à-dire enfin un « onanisme politique¹⁰ » qui veut désétatiser la société, détruire la médiation et l'institution, résorber définitivement la différence entre le Haut et le Bas, que ce soit à la manière autonome de Proudhon, césarienne de Barrès, ou hiérarchique de Maurras. En bref, un véritable lien social, une entière Cité fasciste à laquelle il faut, pense B.-H. Lévy, opposer l'utopie d'un autre lien et d'une autre Cité : « la "démocratie", cette idée neuve, exotique, et étrangement cernée de brumes, dans la France des "Lumières", de la "Liberté", des "Droits de l'homme"¹¹ ».

Deux ans plus tard presque jour pour jour, en janvier 1983, Zeev Sternhell, professeur de sciences politiques à l'université de Jérusalem et spécialiste de l'histoire de la droite française, publie *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*¹². L'ouvrage, d'un tout autre style que le précédent, est un travail d'universitaire et Z. Sternhell, d'emblée, cherche à se démarquer de B.-H. Lévy. Il critique le mauvais vulgarisateur, dénonce son manque de respect des impératifs de la recherche scientifique et qualifie de « ridicule¹³ » la thèse du nouveau philosophe. En fait, une brève comparaison montre que les objectifs, les présupposés, les lectures et les conclusions de Z. Sternhell ne sont pas si éloignés de ceux de B.-H. Lévy.

Les objectifs et les présupposés d'abord. Comme ce dernier qui visait « le champ équivoque », « la plaine aux mille voies », « la langue aux infinies versions¹⁴ » d'un fascisme insaisissable, Z. Sternhell s'intéresse moins aux fascistes avoués, organisés et casqués, qu'à « la banalité du fascisme¹⁵ », à « l'imprégnation fasciste¹⁶ » de certains courants de pensée de droite et de gauche. De même, et bien qu'il récuse l'existence d'une idéologie française, il partage avec B.-H. Lévy l'idée selon laquelle la France, patrie des droits de l'homme, serait aussi le terrain privilégié pour étudier le fascisme. S'il met en avant l'idée que la France, pays qui a engendré la Révolution démocratique et libérale et où la droite légaliste a toujours été puissante, a su pour ces raisons résister au choc du fascisme et du nazisme, c'est pour en conclure que « le fascisme, par conséquent, n'y a jamais dépassé le stade de la théorie et n'a jamais souffert des compromissions inévitables qui faussent toujours d'une façon ou d'une autre l'idéologie officielle d'un régime. Ainsi on pénètre sa signification profonde et, en sai-

8. *Ibid.*, p. 125.

9. *Ibid.*, p. 164.

10. *Ibid.*, p. 245.

11. *Ibid.*, p. 297.

12. Zeev STERNHELL, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Éd. du Seuil, Paris, 1983.

13. *Ibid.*, p. 316.

14. B.-H. LÉVY, *L'idéologie française*, op. cit., p. 296.

15. Z. STERNHELL, *Ni droite ni gauche...*, op. cit., p. 296.

16. *Ibid.*, p. 10.

sisant l'idéologie fasciste à ses origines, dans son processus d'incubation, on aboutit à une perception plus fidèle des mentalités et des comportements¹⁷ ».

Les lectures et les conclusions maintenant. Se penchant principalement, comme le faisait B.-H. Lévy, sur les écrits des générations précédant les deux guerres mondiales, s'efforçant de repérer les ponts et les filiations de l'une à l'autre, Z. Sternhell retrace un processus de fascisation complexe et polymorphe dont les ingrédients et la logique d'ensemble sont, peu ou prou, les mêmes que ceux mis au jour par l'auteur de *L'idéologie française* : remise en question de l'orthodoxie marxiste, rencontre du nationalisme et du socialisme, organicisme antidémocratique et antilibéral, etc.

Suivons le raisonnement sternhellien. À la base, nous dit-il, un dégoût absolu du vieux monde, de ces vieilles choses que représentent la démocratie, le libéralisme et le socialisme de Marx, dégoût qui s'identifie à « un refus du matérialisme, c'est-à-dire de l'essentiel de l'héritage intellectuel sur lequel vit l'Europe depuis le XVII^e siècle¹⁸ ». Favorisé, plus ou moins consciemment, par Bergson, Durkheim ou Freud dont les théories contribuent à la fois à l'érosion de l'esprit d'optimisme et de foi dans l'individu des Lumières et à l'élaboration d'un système général d'explication de l'homme et du monde rival de celui de Marx, le fascisme procède avant tout d'une révision du marxisme. Celle-ci consiste à abandonner le matérialisme historique au profit d'une vision éthique et spiritualiste du marxisme qui débouche sur le projet d'un « socialisme sans prolétariat¹⁹ », d'un socialisme unanimiste dont l'engouement planiste des années trente traduit parfaitement bien l'intention : rejeter le principe marxiste de la lutte des classes et le principe libéral de la concurrence individuelle, organiser une réconciliation autoritaire et corporatiste de la nation. Encore révolutionnaire mais non plus marxiste, ce nouveau socialisme, celui d'un Sorel puis d'un de Man ou d'un Déat, peut désormais entrer en résonance avec un nationalisme venu de la droite et lui-même en pleine mutation. Révolté contre les conservateurs, les aristocrates et les bourgeois, indigné par les injustices sociales, ce nationalisme radicalisé, intégral comme chez Maurras ou spiritualiste comme chez Maulnier, répudie lui aussi le capitalisme et le marxisme et cherche à incorporer le prolétariat au sein d'une nation revitalisée et unifiée. Ainsi, pense Z. Sternhell, s'opère l'alchimie fasciste. Produit de la synthèse entre un nationalisme antilibéral, fermé et dur, de la terre et du sang, et un socialisme national, moraliste et idéaliste, le fasciste-modèle est un dissident des années trente qui se projette au-delà des oppositions classiques et des idéologies officielles. Reniant tout « le XVIII^e siècle dont le libéralisme et le marxisme sont les héritiers », il désire « créer un type d'homme nouveau lié, par des liens charnels, à une nouvelle société²⁰ ». Héros à l'âme antibourgeoise et au corps viril du sportif, cet homme sera doué du sens du devoir et du sacrifice et ne comptera plus que comme « cellule » de « cette collectivité humaine, harmonieuse, organique²¹ » qu'est la nation et dont l'État, désormais dégagé des contraintes de la démocratie, sera la puissante émanation et le garant infaillible.

Dis-moi qui sont tes ennemis, je te dirai... Rien ne traduit mieux, rien ne rend plus palpable la proximité des points de vue de B.-H. Lévy et Z. Sternhell que leurs communes diatribes contre Emmanuel Mounier et l'école d'Uriage²².

C'est par Vichy que B.-H. Lévy commençait son périple dans la France brune. Z. Sternhell l'y termine et voit en Mounier le représentant idéal de ces intellectuels contestataires des années trente dont le malaise moral, la critique sociale et la volonté de changement préparaient le pire. Dégoûté par la III^e République et l'ordre libéral, et parti à la recherche d'une révolution qui ne soit pas marxiste, le philosophe du personnalisme, écrit Z. Sternhell, manifestait « une

17. *Ibid.*, p. 293.

18. *Ibid.*, p. 291.

19. *Ibid.*, p. 206.

20. *Ibid.*, p. 291 et 293.

21. *Ibid.*, p. 293.

22. Sur des attaques comparables, on peut aussi lire John HELLMAN, *E. Mounier and the New Catholic Left 1930-1950*, University of Toronto Press, 1981.

certaine indulgence, une certaine compréhension à l'égard du fascisme, souvent même une certaine admiration²³ ». Il opérait de « subtiles distinctions » conceptuelles entre les différents types de régime souhaitable qui, dans une période aussi troublée, ne pouvaient « qu'ajouter à la confusion des esprits²⁴ ». En conséquence, poursuit-il, « il importe de ne pas amoindrir la place occupée par l'équipe d'*Esprit* [...] dans la constitution du climat intellectuel qui rend possible la révolution nationale et qui contribuera à la poussée du fascisme²⁵ ». Il n'est meilleure preuve de cette responsabilité, soutient Z. Sternhell, que la participation de Mounier au régime de Vichy pendant plus d'un an : sa demande, reçue favorablement, de reparution d'*Esprit* à partir de novembre 1940, ses conférences à l'école d'Uriage. H. Beuve-Méry n'est pas plus épargné. Citant longuement un texte de ce dernier, datant de mars 1941 et intitulé « Révolutions nationales, révolution humaine », Z. Sternhell l'accuse d'avoir « de fait » accepté « le nouvel ordre des choses²⁶ », c'est-à-dire la Révolution nationale pétainiste et l'Europe sous domination nazie.

Pour B.-H. Lévy, Mounier porte aussi une très lourde responsabilité et figure parmi les plus beaux fleurons de l'idéologie française. Type même de l'intellectuel fasciné par le fascisme romain ou germain, sa jeunesse, son énergie, sa différence d'allure, mais par-dessus tout patriote et convaincu que la France doit puiser dans sa tradition les principes de sa mission et les formules de son salut contemporain, Mounier, écrit B.-H. Lévy, est « au cœur du délire²⁷ ». Transporté par « cette grande révolution culturelle et populaire que lui propose l'époque et dont il lui appartient [...] de relever le défi²⁸ », il fait partie de la troupe des « jeunes-turcs », des « hussards²⁹ » du fascisme français. Il ne faut jamais oublier, poursuit le nouveau philosophe, que Mounier est allé dire la bonne parole à l'élite vichyssoise, celle des Chantiers de jeunesse, des Compagnons de France, de l'école des cadres d'Uriage.

Uriage occupe dans la pensée de B.-H. Lévy une place centrale, stratégique. L'école n'est pas seulement la preuve que l'idéologie française existe, l'école est l'idéologie française. Elle est l'idéologie française incarnée, en actes au cœur du XX^e siècle. Elle exprime la quintessence du pétainisme : « Par quintessence j'entends sa forme pure et sans mélange : un discours *proprement* pétainiste, sans le moindre soupçon de "collaborationnisme". J'entends aussi sa forme exemplaire, observable *in vitro* : Uriage est mieux qu'une thébaïde ou une cathédrale du vichysme, il en est le laboratoire. J'entends encore sa forme élégante, cultivée, convenable, à la limite de l'acceptable : il faudra faire le compte un jour de tous les hésitants qui succombèrent à un délire si joliment tourné, si profondément rassurant. J'entends enfin la version qui aurait pu durer, enjamber les années terribles, survivre à la collaboration et doter notre pays de ce lien social nouveau qu'elle avait de bout en bout pensé³⁰ ». Comment B.-H. Lévy parvient-il à cette conclusion ? Pour être installée dans un cadre médiéval et enchanteur, Uriage n'est pas, dit-il, une fantaisie folklorique. Encensant le maréchal et tout entière occupée à fabriquer les chefs de l'ère naissante, elle est une pièce maîtresse du dispositif étatique vichyssois. « Sorte de Saint-Cyr civil » ou « d'ENA avant la lettre », elle élabore et diffuse « les valeurs les plus fondamentales³¹ » du régime : l'amour de la terre et du travail manuel, l'esprit martial et fraternel du sport et du feu de camp, l'enseignement par Mounier, H. Beuve-Méry, Paul-Henry Chombart de Lauwe et d'autres de ces grands penseurs authentiquement français que sont Proudhon, Maurras et Péguy, l'éducation des nouvelles élites aux anathèmes de l'avant-guerre contre l'argent, l'intellectuel et l'individualisme libéral ou l'apprentissage des distinguos dorénavant indispensables entre les communautés de sang, de travail ou de lieu. En bref, l'école a un style, nationaliste, antiallemand, contre la collaboration, et on y est même tolérant à

23. Z. STERNHELL, *Ni droite ni gauche...*, op. cit., p. 301.

24. *Ibid.*, p. 302.

25. *Ibid.*, p. 303.

26. *Ibid.*, p. 307.

27. B.-H. LÉVY, op. cit., p. 48.

28. *Ibid.*

29. *Ibid.*, p. 49.

30. *Ibid.*, p. 53.

31. *Ibid.*, p. 50.

l'égard des juifs. Un style qui est celui du « pétainisme achevé³² ». Le passage de l'équipe d'Uriage à la Résistance peut sembler contradictoire avec le propos. Pas du tout, répond B.-H. Lévy, puisqu'il s'effectue à la Noël 1942, c'est-à-dire aux lendemains du franchissement de la ligne de démarcation par l'armée allemande, c'est-à-dire au moment fatidique, symbolique où l'espoir se meurt pour les francs pétainistes, où le rêve de la Révolution nationale, fraîche et joyeuse, succombe définitivement sous la botte du nazisme. En d'autres termes, la date du ralliement est la preuve vivante qu'Uriage était animée par la substance même de l'idéologie française et préparait, « enracinée dans nos terroirs » et « parlant la plus pure et la plus classique langue de France³³ » l'anti-1789, l'autre Révolution française, celle de la communauté et de l'organicisme.

DEUX LIVRES-SCANDALE

En la terre de France des années quatre-vingt, on ne touche pas à Vichy, au pétainisme, à la Résistance et au fascisme sans risques et, ainsi qu'on le devine aisément, les livres de B.-H. Lévy et Z. Sternhell déclenchèrent, chacun en leur temps, de très vives polémiques.

En dépit de quelques articles parus dans la presse, *Le Monde* et *Le Monde diplomatique*³⁴ notamment, la controverse autour des écrits de Z. Sternhell³⁵ resta dans l'ensemble cantonnée aux historiens et aux spécialistes qui, tout en reconnaissant à l'universitaire d'indéniables qualités de chercheur et une grande culture, récusèrent ses travaux. Avec plus ou moins de véhémence selon les cas, ils contestèrent la manière dont étaient présentés quelques auteurs, la réalité de l'influence de certains courants choisis et les méthodes de travail utilisées, en particulier la reconstitution sélective et partielle d'itinéraires individuels et le recours constant au « syllogisme d'identité » qui consiste à voir une parenté entre deux penseurs parce que ceux-ci critiquent un troisième en termes voisins. Ils reprochèrent aussi à Z. Sternhell de s'intéresser uniquement à l'histoire des idées et de minorer, par exemple, le rôle joué par la Première Guerre mondiale dans la genèse du fascisme ou l'action de groupes fascistes déclarés (membres du PPF de Doriot, collaborateurs de *Je suis partout*, cagouleurs, etc.). Mais surtout, ils furent unanimes à condamner l'absence d'une définition préalable et rigoureuse du fascisme fondée sur les modèles italien et allemand et en dénoncèrent l'aboutissement logique : « un fascisme à géométrie variable³⁶ » que l'auteur décèle partout, et singulièrement dans le pays où il ne triomphe pas et où l'enracinement de la culture démocratique limite son développement. Les historiens firent alors chorus. « La France des années trente allergique au fascisme », « Sur un fascisme imaginaire », « Fascisme à la française ou fascisme introuvable » titrèrent respectivement Serge Berstein, Jacques Julliard et Michel Winock³⁷. Auteur d'une histoire de la revue *Esprit*, ce dernier³⁸ prit la défense de Mounier, rappela sa dénonciation du nazisme, ses positions antimunichoises et rétablit deux faits omis par Z. Sternhell : l'interdiction d'*Esprit* en juillet 1941 et l'incarcération de Mounier entre janvier et octobre 1942.

32. *Ibid.*

33. *Ibid.*, p. 54.

34. Cf. *Le Monde*, 14 janvier 1983 et 11-12 mars 1984, et *Le Monde diplomatique* de mars 1985. Les deux premiers contiennent des entretiens avec Z. Sternhell, le troisième un article critique de Gilbert Comte.

35. Le livre *Ni droite ni gauche* et deux articles « Sur le fascisme et sa variante française » in *Le Débat*, n° 32, novembre 1984, p. 28 et sq. ; « E. Mounier et la contestation de la démocratie libérale dans la France des années trente », *Revue française des sciences politiques*, n° 6, déc. 1984, p. 1141 et sq.

36. L'expression est de Serge Berstein.

37. Cf., dans l'ordre, les revues : *Vingtième Siècle*, n° 2, 1984, p. 83 et sq. ; *Annales, Économies-Sociétés-Civilisations*, juil.-août 1984, p. 849 et sq. ; *Le Débat*, n° 23, janv. 1983. On peut aussi lire Shlomo SAND, « L'idéologie fasciste en France », *Esprit*, n° 8-9, 1983, p. 149 et sq. ; P. BURRIN, « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, n° 32, nov. 1984, p. 52 et sq.

38. Mais aussi B. COMTE, « E. Mounier devant Vichy et la Révolution nationale en 1940-1941 : l'histoire réinterprétée », *Revue d'histoire de l'Église de France*, 1985, p. 253 et sq. ; et F. FEJTO, « E. Mounier et *Esprit* coupables ? », *Commentaire*, n° 30, 1985, p. 664 et sq.

Mais c'est sans nul doute à propos de l'ouvrage de B.-H. Lévy que s'est produite la polémique la plus longue et la plus violente. Tout commence au mois de janvier 1981 par la publication par *L'Express* des meilleures pages du livre. Les extraits choisis portent sur les années trente, le pétainisme rouge du PCF et Uriage. En regard du texte sur l'école, une photographie appelée à attiser la colère des anciens d'Uriage. L'hebdomadaire commet en effet l'erreur de choisir une vue du château à une époque où l'équipe de Dunoyer de Segonzac a depuis longtemps rejoint la Résistance et a été remplacée dans les lieux par une autre école de cadres, celle de la Milice, dont le nom trône sur une pancarte accrochée au mur de façade. La légende de la photo ne dissipe pas la confusion et si elle précise bien que le cliché date de 1944, elle reprend quelques mots de B.-H. Lévy qui s'appliquent à l'école de 1940-1942. Très vite, la mécanique s'enclenche. Les bonnes feuilles sont publiées par *L'Express* dans la semaine du 10 au 16, le livre sort le 14 et, dès le lendemain et le surlendemain, paraissent les premiers articles dans *Le Quotidien de Paris*, *Le Monde* et *Les Nouvelles littéraires*. Le 23, B.-H. Lévy fait un passage houleux à l'émission *Apostrophes*, « Au carrefour des idéologies », qui parachève le lancement du livre et engage définitivement la polémique. Celle-ci va durer plusieurs mois, mobiliser des journalistes, des historiens, des intellectuels, des témoins de l'époque, des amis des uns et des autres et rebondir d'éloges en insultes, d'études fouillées en papiers d'humeur et de droits de réponse en contre-attaques. Une bonne trentaine d'articles au total.

Et d'abord, que répondent les anciens d'Uriage puisqu'ils sont au premier chef concernés ?

La réaction de certains est brutale. Pour H. Beuve-Méry³⁹, la cause est entendue. B.-H. Lévy tronque ou fausse délibérément les faits et profère d'odieux propos sur la « tolérance » des juifs à Uriage. Il n'a rien compris, écrit n'importe quoi et se trouve en proie au « délire gentiment tourné » qu'il dénonce chez les autres. J.-M. Domenach, doublement scandalisé et mis en cause parce que sa « vie a été orientée » par Uriage et *Esprit*, n'est pas plus tendre dans *Le Matin de Paris*⁴⁰. « Hystérie » qui outrage l'intelligence du pays, symptôme d'une « régression française », la thèse de B.-H. Lévy est à ranger à la même enseigne que les mystifications faurissonniennes sur la non-existence des chambres à gaz. Elle est assise sur une constante falsification des écrits et des actes des individus, une technique de l'amalgame dont « les totalitaires sont coutumiers ». Rappelant l'arrestation de Mounier, son procès devant la justice de Pétain, l'établissement de liens entre Uriage et la Résistance avant Noël 1942 et le passage de l'école dans la clandestinité au début de l'année suivante, J.-M. Domenach écrit : « C'était ça, notre fascisme — pour permettre à Lévy de publier aujourd'hui librement ses insanités. [...] J'espère que nous ne devons pas affronter une nouvelle occupation. Car ce ne serait pas le structuralisme, le freudisme (même lacanien), le monothéisme et la sémiologie qui résisteront, mais ce qui reste de juste et simple chez le peuple et les intellectuels, une minorité plus restreinte encore qu'il y a quarante ans, des gens qui croient à la liberté, à l'égalité des droits entre les hommes, à ce que Péguy appelait : "l'internationale humaine". » Dans le numéro d'*Esprit* de mai 1981⁴¹, G. Gadoffre choisit aussi la contre-offensive. S'il concède à B.-H. Lévy d'avoir fort bien su parler de l'atmosphère d'euphorie réformatrice et de rêve éveillé dans laquelle baignait Uriage, il rejette l'accusation de « pétainisme achevé », condamne l'assimilation du style militaire et patriotique au fascisme et conclut vertement : « C'est ainsi que ceux qui avaient le style militaire contribuèrent à la Libération, et ceux qui ne l'avaient pas restèrent chez eux ou se cachèrent. On peut se demander dans lequel des deux camps se serait trouvé Bernard-Henri Lévy avec vingt ans de moins et un autre nom. Sans doute pas dans celui de la Résistance avouée. Peut-être chez les intellectuels neutralistes qui grenouillaient dans Paris occupé et qui, par horreur du style militaire et du nationalisme, prêchaient la paix définitive avec l'Allemagne nazie. »

Avec moins de passion mais autant de fermeté, d'autres anciens réagissent : René de Naurois dans *La Croix*, P.-H. Chombart de Lauwe dans *Le Monde*, J. Dumazedier dans *L'Express*

39. Lettre à *L'Express*, n° 1541.

40. *Le Matin de Paris*, 22 janv. 1981, p. 14.

41. *Esprit*, n° 5, 1981, pp. 37-38.

et *Esprit*⁴². D'aucuns refusent de répondre. D'autres encore ne le peuvent pas, faute de temps pour écrire ou de colonnes dans les journaux. Tous n'ont cependant pas oublié « l'affaire B.-H. Lévy » et me diront leur indignation lors de nos rencontres. Ainsi Bertrand d'Astorg me déclare : « Comment B.-H. Lévy n'a-t-il pas compris que le véritable miracle français, c'était de ne pas en être arrivé au même point que la jeunesse allemande ? Quel a été le miracle qui a fait que nous ne sommes pas devenus des nazis ? » La grande majorité des anciens d'Uriage, révoltée ou simplement déçue par l'incompréhension du jeune et fougueux philosophe, scandalisée par la photo de *L'Express*, rappelle que Vichy n'était pas fait d'une pièce et qu'il existait au sein même du régime des courants différents et destinés à s'opposer : des collaborateurs, des maréchalistes, des futurs résistants. Beaucoup évoquent aussi les mauvaises relations qu'entretenaient Uriage et Vichy et racontent que l'école était l'un des rares lieux de France où se faisait, publiquement et dès 1940, le procès du nazisme, de l'antisémitisme et du racisme. À l'image de J. Dumazedier, nombreux enfin sont ceux qui se souviennent de l'après Uriage et soulignent combien ce prétendu pétainisme a été porteur de culture démocratique : « Nous avons toujours milité pour une lutte contre les injustices, pour une promotion individuelle et collective de ce que nous appelions "les élites populaires". Nous militons pour une humanisation révolutionnaire du travail, une culture populaire authentique. Les futurs fondateurs du *Monde* ou du Centre culturel de Royaumont étaient parmi nous. En quoi leur pensée profondément démocrate a-t-elle le moindre rapport avec le fascisme ? Il y avait aussi, à Uriage, des animateurs qui ont été les premiers à relancer l'éducation ouvrière intersyndicale, dans la clandestinité, puis à la Libération. [...] C'est dans cette équipe d'Uriage que s'élabore aussi ce qui devait devenir un mouvement national de culture populaire : Peuple et Culture. En quoi tout cela ressemble-t-il à "un fascisme aux couleurs de la France"⁴³ ? »

Entre journalistes, historiens et intellectuels, le débat n'est pas moins vif. Échauffés par la montée du racisme, la récente publication des thèses de Faurisson et l'opération des bulldozers du PCF à Vitry, deux groupes s'opposent.

D'un côté campent les partisans de l'ouvrage, même s'ils critiquent quelques formules simplistes, certaines attaques maladroites et injustes, ou les trémolos exagérés du philosophe en colère. Paul Guilbert, du *Quotidien de Paris*, salue dans *L'Idéologie française* « la plus belle méditation sur la France parue depuis la dernière visite de Malraux à Colombey⁴⁴ ». Jean-Paul Enthoven, du *Nouvel Observateur*, souligne que le livre, « en l'état actuel des préjugés et vu le taux de racisme ambiant, est, à l'évidence, d'utilité publique⁴⁵ ». Alain Roger, professeur de philosophie à l'université de Clermont-Ferrand, estime lui dans la tribune du *Matin de Paris* que *L'Idéologie française* est « un grand livre, salutaire, exemplaire », qui use de l'amalgame, précisément parce qu'il cherche à déceler « sous l'écume des querelles, le creuset commun, l'immonde matrice où s'engendre, par une manière de parthénogenèse bien française [...] le fascisme tricolore ». « On saura gré à B.-H. Lévy, poursuit-il, de récuser la sève et le sang, la terre et le terroir, et leurs succédanés écologiques, pour leur substituer la force du concept et de l'universel⁴⁶. » Enfin, Jean-François Revel, prenant dans *L'Express* du 7 février la défense de B.-H. Lévy face aux historiens reconnus, tire l'enseignement suivant de l'offensive menée contre *L'Idéologie française* : « Ce qui a faussé en partie la discussion autour du livre de Lévy, c'est l'existence d'un "lobby d'Uriage" dont j'ai découvert, à cette occasion, la pugnacité insoupçonnée [...]. Si cet épisode, somme toute minuscule, de la Seconde Guerre mondiale demeure, après quarante ans, susceptible de déclencher une aussi intolérante véhémence, c'est sans doute qu'il y a quelque part un cadavre dans le placard⁴⁷. »

42. *La Croix*, 5 fév. 1981, dans lequel on peut lire également une réponse de B. Comte, historien spécialiste de l'école d'Uriage ; *Le Monde*, 24 janv. 1981, p. 2, qui publie aussi le 31 une critique de B.-H. Lévy par Jean-Louis Lévy, médecin et ami de Dunoyer de Segonzac ; *Esprit*, n° 5, 1981, pp. 39-40, où figurent aussi divers témoignages de proches de l'école.

43. *Esprit*, n° 5, 1981, p. 40.

44. *Le Quotidien de Paris*, 16 janv. 1981.

45. *Le Nouvel Observateur*, 26 janv. 1981, pp. 84-85.

46. *Le Matin de Paris*, 4 mars 1981, p. 12.

47. *L'Express*, 7 fév. 1981, pp. 56-58.

De l'autre côté s'établissent, plus nombreux, les adversaires du livre. Á une ou deux exceptions près, ils reconnaissent tous à B.-H. Lévy le sens du pamphlet, la grande qualité de son style et la puissance émotionnelle de ses appels aux droits de l'homme. En revanche, ils le condamnent pour sa rage de philosophe inquisiteur, sa morgue à juger des vertus et des fautes des vivants et des morts et sa passion mégalomane pour le « coup » médiatique.

Certains accusent purement et simplement la thèse de B.-H. Lévy d'être un faux, fabriqué à coups de citations fantaisistes et truquées, qui, parfois, rencontre et dénature le sens de phénomènes déjà depuis longtemps mis à jour par les historiens : l'hétérogénéité politique des soutiens au régime de Vichy, les sources de droite et de gauche de l'antisémitisme, etc. C'est « une imposture », écrit Pierre-Luc Séguillon dans *Témoignage chrétien*⁴⁸. « Il n'y a pas une "idéologie française" », répond aux questions du même journal M. Winock, et beaucoup de ceux qui « n'ont pas la culture historique ni le temps de se reporter aux textes [...] risquent de tenir pour fascistes des auteurs qui ont combattu toutes les barbaries modernes et qui doivent nous aider à poursuivre cette lutte⁴⁹ ». C'est une « rhapsodie en mineur », écrit René Rémond, qui « dans sa prétention à dispenser une vérité jusqu'alors cachée risque de faire perdre une part de l'acquis laborieusement constitué par les historiens⁵⁰ ». « Tous des fascistes », titre ironiquement Bertrand Poirot-Delpech, qui juge que le « corpus des textes attend son habeas⁵¹ ». Plus expéditif encore, J. Julliard commence son article intitulé « Les n'importe quoi et le presque rien » par ces mots : « On l'a peut-être déjà deviné à mon titre c'est du livre de B.-H. Lévy que je veux parler⁵². »

Tout en récusant, le plus souvent avec autant de virulence, la thèse de l'idéologie française, d'autres critiques cherchent surtout à attirer l'attention du public sur les présupposés du nouveau philosophe, les enjeux de son propos et les dangers de ses conclusions. Pour Raymond Aron, qui regrette que B.-H. Lévy n'ait pas pris le temps de réfléchir, ne serait-ce qu'un instant, au fait que « le fascisme n'a jamais "pris" en France, comme une mayonnaise ne prend pas », l'ouvrage est, sans conteste aucun, un « danger public ». Il « jette du sel sur toutes les plaies mal cicatrisées » et risque en particulier de creuser un fossé entre les juifs et les non-juifs de France⁵³. C'est aussi l'avis d'Alain Besançon qui écrit dans *Le Point* : « Je propose dans l'intérêt général — y compris celui de Bernard-Henri Lévy — que nous oublions ce livre⁵⁴. » Ou celui de Jean-François Kahn qui pense que B.-H. Lévy est « obsédé jusqu'à la psychose par la seule dimension de l'antisémitisme », répond à un terrorisme inquisiteur par un autre terrorisme inquisiteur et peut ainsi rendre totalement impossible le rassemblement des forces antifascistes dont il prône la nécessité⁵⁵. Dans *Le Matin de Paris*, Alain Touraine se livre à une analyse sociopolitique du livre. Á ses yeux, le succès immérité de *L'idéologie française* est le symptôme d'un renversement idéologique : « Après trente ans d'une pensée doctrinaire de gauche pour laquelle toute vie sociale se réduisait à l'opposition de la bourgeoisie et du prolétariat, voici que Bernard-Henri Lévy nous jette dans une pensée doctrinaire de droite pour laquelle seule compte l'opposition du libéralisme et des régimes autoritaires, qu'ils soient de droite ou de gauche. » B.-H. Lévy, estime le sociologue, se fait de la démocratie une idée étroite et strictement politique qui l'empêche de comprendre l'apport des mouvements sociaux contestataires à l'élargissement et au renforcement de la démocratie. Sa thèse ne doit pas « nous détourner, conclut-il, de notre objectif principal : renforcer les libertés en réduisant les inégalités et en supprimant les exclusions⁵⁶ ». C'est également le manichéisme de B.-H. Lévy que dénonce Paul Thibaud dans un long article d'*Esprit*. En désignant sous le vocable idéologie française « un amal-

48. *Témoignage chrétien*, 26 janv. 1981, p. 7.

49. *Ibid.*, pp. 7-8.

50. *Le Point*, 26 janv. 1981, p. 106.

51. *Le Monde*, 16 janv. 1981, p. 18.

52. *Le Nouvel Observateur*, 30 mars 1981, pp. 58-60.

53. *L'Express*, 7 fév. 1981, pp. 56-58.

54. *Le Point*, 26 janv. 1981, p. 107.

55. *Les Nouvelles littéraires*, 15-22 janv. 1981, pp. 10-12.

56. *Le Matin de Paris*, 4 mars 1981, p. 12.

game du fascisme proprement dit, du traditionalisme, et de toute autre forme de critique de la démocratie libérale », B.-H. Lévy ne nous laisse, écrit-il, qu'« une seule alternative : idéologie française ou démocratie libérale⁵⁷ ».

INDIVIDUALISME, COMMUNAUTÉ OU TROISIÈME VOIE ?

On pourrait, à partir des écrits de B.-H. Lévy, de Z. Sternhell et des polémiques dont ils furent l'objet, dissenter à l'infini sur de multiples sujets : les techniques d'étude de textes et la déontologie du métier d'historien, l'engagement des intellectuels dans l'univers médiatique, les conditions d'un débat aussi serein que possible dans l'intelligentsia parisienne, la meilleure riposte à apporter aux théories et aux mouvements antisémites et racistes, ou bien encore les difficultés du dialogue entre les générations sur la Seconde Guerre mondiale et l'éternité du conflit entre les jeunes et les vieux. On pourrait aussi entrer dans d'interminables controverses sur l'interprétation des courants et des penseurs dont ils ont retracé les idées et les trajectoires réfuter un auteur par un autre, user de contre-exemples à l'intérieur d'une même mouvance, arguer d'une partie d'une œuvre contre une autre, opposer à tel événement symbolique de la vie d'un individu tel choix non moins éclairant. Laissant à d'autres plus audacieux ou plus scrupuleux que moi-même le soin d'emprunter l'une ou l'autre de ces voies, je m'attacherai ici à réfléchir sur deux simplismes qui, me semble-t-il, soutiennent l'ensemble de l'argumentation de B.-H. Lévy et Z. Sternhell et forment la charpente commune aux deux ouvrages.

Le premier s'explique, au moins en partie, par la volonté de repérer et de dénoncer le fascisme banal, courant, d'autant plus insidieux qu'il est diffus. Ce projet, parfaitement légitime et louable, aboutit chez les deux auteurs à une conclusion malheureusement extrémiste et caricaturale selon laquelle toute mise en question de l'ordre des choses existant est, ou deviendra, presque inmanquablement fasciste. En effet, que nous disent ou parfois nous laissent entendre B.-H. Lévy et Z. Sternhell ? Que toute critique, de la raison, de la loi, de la démocratie, de l'individualisme, de l'État, du parlementarisme et des partis politiques, toute dénonciation des méfaits sociaux du capitalisme, de l'économisme libéral ou marxiste, de l'industrie, du machinisme et de la technique, des valeurs bourgeoises et des pouvoirs corrupteurs de l'argent sont dangereuses, des nourritures virtuelles ou réelles de la bête immonde ou du ventre fécond. Réciproquement, que toute évocation de l'irrationnel dans l'homme, tout appel à la spiritualité contre le matérialisme, tout désir d'un lien social fondé sur d'autres principes que la confrontation des individus ou des classes, toute exhortation à des pratiques ou des valeurs prônées par les mussoliniens, les hitlériens et les pétainistes, telles que le sport, la nature, la jeunesse, la virilité, sont suspects et constituent des formes, embryonnaires ou déjà développées selon les cas, du fascisme.

Cette position est proprement intenable. Elle fait d'abord de tout non-conformiste un déviant, de tout refus des ordres établis et des discours constitués la source du Mal absolu et nous entraîne vers une inconséquence préjudiciable, théoriquement et pratiquement, au combat antifasciste : à force de voir du fascisme partout, elle finit par ne le voir nulle part. Ensuite, elle s'aveugle sur la tradition démocratique elle-même, la pense homogène et donnée une fois pour toutes dans l'esprit des Lumières et de 1789, et occulte ainsi non seulement, comme le rappelait A. Touraine, la valeur démocratique de la contestation de la démocratie, mais également la capacité de la démocratie à puiser dans d'autres traditions, socialiste ou chrétienne notamment, des éléments de son renouvellement tels que le syndicalisme, le mutualisme ou l'associationnisme. Enfin, elle exclut que puissent naître sur un même sol idéologique des courants de pensée différents, que puissent germer à partir d'une même notion des conceptions politiques et sociales opposées. Prenons l'exemple de l'idéal du chef, très populaire dans les années trente et quarante. Il a pu s'incarner dans le chef nazi, le chef pétainiste, le chef gaulliste, le chef maquisard ou même venir animer l'esprit de métiers alors en pleine expansion comme celui d'ingénieur ou d'éducateur.

57. *Esprit*, n° 5, 1981, pp. 3-33.

Le second simplisme, qui recouvre et fonde le premier, consiste dans l'idée manichéenne — plus implicite qu'explicite chez Z. Sternhell, franchement déclarée chez B.-H. Lévy — selon laquelle la presque totalité de la pensée humaine serait divisée en deux entités homogènes, compactes, faites d'un bloc, ne se recoupant jamais et irréductiblement opposées l'une à l'autre. D'un côté, on aurait le vrai, le juste, le bon, c'est-à-dire le rationnel, l'abstrait, le monothéisme, l'universalisme, le droit, l'État, le parlement, le pouvoir, la société, l'individu, l'égalité, la liberté, le marché, la technique, l'urbain... et bien d'autres choses encore. De l'autre, on rencontrerait l'obscur, le trouble, le pernicieux, c'est-à-dire l'irrationnel, le concret, le paganisme, le particularisme, la coutume, le chef, l'autorité, la communauté, la hiérarchie, l'enracinement et l'enfermement dans le groupe, le refus de l'échange, la routine, le rural... et bien d'autres choses encore. En résumé, et pour s'en tenir ici à l'essentiel, d'un côté le Bien et l'individualisme démocratique et libéral, de l'autre le Mal et l'organicisme communautaire.

Après l'expérience vécue par l'Europe au milieu de ce siècle, aucun démocrate ne contestera qu'il faille être d'une extrême vigilance à l'égard des thèmes du retour à la terre, de la communauté de sang et de sol nazie et de la fusion organique de tous avec tous. Mais faut-il pour autant en conclure que tout désir d'enracinement, toute aspiration communautaire, toute volonté de créer un lien social plus substantiel que le lien issu de la citoyenneté politique de 1789 ou de la libre concurrence des individus sur le marché soient irrémédiablement porteurs d'un « paganisme politique⁵⁸ » et nous conduisent inévitablement au fascisme ? On ne peut, ainsi que le fait B.-H. Lévy, réduire tout l'idéal communautaire des années trente et quarante à la seule communauté naturelle, maurrassienne ou pétainiste, qui, sous prétexte de rendre l'homme concret, l'absorbe et le prive des droits et des libertés démocratiques. Il existait alors bien d'autres formes de pensée communautaire : des communautés dont le modèle était la société secrète comme chez Roger Caillois ou certains membres du Collège de Sociologie, fondé à la veille de la guerre par ce dernier, Georges Bataille et Michel Leiris ; des communautés bergsoniennes certes comparables dans un premier temps à un « organisme » mais aussitôt après définies comme un « ensemble d'êtres libres⁵⁹ » ; des communautés personnalistes qui voulaient assurer la promotion de la personne humaine et le renouveau de l'esprit de communion sociale, cherchaient à engager, selon le titre même d'un ouvrage de Mounier, « une révolution personnaliste et communautaire⁶⁰ ». On ne peut non plus éviter de réfléchir aux faits que la Résistance elle-même fut un phénomène communautaire, le maquis, qu'elle fut inspirée et portée par une immense foi communautaire non seulement en la nation à libérer, mais en l'avenir à édifier et qu'enfin, pour beaucoup de pétainistes de 1940 déçus par l'évolution ultérieure du régime, l'idéal communautaire fut une partie de leur chemin spirituel vers la clandestinité et la Résistance.

Mais surtout, B.-H. Lévy et Z. Sternhell n'oublient-ils pas de tirer de l'histoire du fascisme une leçon cruciale ? Lorsque la démocratie, comme ce fut le cas dans l'entre-deux-guerres, laisse libre cours aux inégalités et aux violences nées de la confrontation des intérêts privés et donne aux individus la sensation qu'ils sont devenus les jouets, utiles ou inutiles, de relations économiques immorales, lorsqu'elle conduit les citoyens à penser que leurs droits politiques ne sont plus qu'un leurre parce que le parlement et l'État ne font plus prévaloir au-dessus des intérêts particuliers l'intérêt général et contribuent ainsi à aggraver encore les inégalités et les conflits sociaux, quand, enfin, tous ces phénomènes se combinant, la désagrégation des liens immédiats entre les hommes se mue en un sentiment général de décomposition de la société, alors, et alors peut-être seulement, la voie est ouverte au fantasme de la communauté, petite ou grande, de la réunification sociale totale qu'incarnerent différemment les cités pétainiste, fasciste, nazie ou communiste. Fort de cette expérience, l'attachement à la démocratie peut-il désormais se limiter à l'invocation de l'esprit des Lumières, de 1789 et du libéralisme ? Ou bien ne faut-il pas veiller par-dessus tout à ce que la démocratie demeure vivante ? C'est-à-dire maîtriser les forces du marché, éviter une trop grande déchirure entre un État tout-puissant et des citoyens isolés, fournir aux individus des liens et des cadres sociaux dans lesquels ils puissent se reconnaître, exercer leurs libertés politiques et leurs droits d'êtres humains, ex-

58. B.-H. LÉVY, *op. cit.*, p. 234.

59. H. BERGSON, *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, PUF, Paris, 1932, pp. 2-3.

60. E. MOUNIER, *Œuvres complètes*, Éd. du Seuil, Paris, 1961, tome 1, pp. 129-416.

primer leur humanité d'êtres sociaux. En bref, tout faire pour empêcher que ne revienne l'ère des masses communistes ou nazies, que ne se renouvelle la montée des individus déracinés, déclassés qui, partisans de « la révolution du nihilisme », prirent une monstrueuse revanche sociale dans l'État totalitaire national-socialiste, la Gestapo et les camps de concentration⁶¹.

Cette incapacité à mesurer à quel point l'individualisme démocratique et libéral, en déracinant et en désocialisant les êtres humains, fit le lit des États fascistes, a d'innombrables conséquences. L'une d'entre elles est l'impuissance à penser les fondements de la société démocratique dans laquelle nous vivons aujourd'hui.

Vers la fin de *L'Idéologie française*, B.-H. Lévy écrit : « Je ne suis pas sûr du tout qu'il y ait moyen sans État de fonder et de penser l'individu par exemple. Je suis certain, même, que nous n'avons le choix qu'entre l'acceptation de l'État comme tel, quitte, certes, à y résister, à le sanctionner, à le censurer sans relâche, et une société désétatisée où ne serait plus proposé que le retour aux puissances du "sol" et du "sang", dont les statophobes des années trente se faisaient déjà les immanquables propagandistes⁶². » Si le nouveau philosophe nous met ici, et à juste titre, en garde contre les dangers d'un antiétatisme incontrôlé, il commet, je crois, deux erreurs capitales. La première est que le choix brutal auquel il nous convie est quelque peu dépassé. Imaginée et commencée dans les grands débats d'idées ou les expériences du Front populaire dans les années trente, poursuivie dans l'équivoque de cette cité autoritaire pétaino-technocratique qu'était le régime de Vichy, continuée dans les projets de la Résistance et de la Libération⁶³, la France démocratique née de ces sombres temps est précisément une tentative de dépassement de ce funeste dilemme entre la communauté de sang et de sol nazie ou la grande communauté soviétique et le lien abstrait de l'individu à l'État de la nation de 1789. Nous ne sommes plus ces citoyens parfaits de la Révolution, élevés au-dessus des contingences économiques et sociales, éclairés par les lumières de la Raison pour traduire la volonté générale et décider de la chose publique. Nous ne sommes pas davantage ces individus de la démocratie libérale d'avant-guerre qui avaient la sensation de vivre dans un monde perdu, gangrené par l'affairisme, le chômage et la misère, composé, malgré tous leurs efforts, de classes et de hiérarchies sociales fermées les unes aux autres, closes sur elles-mêmes et que surplombait l'État du laissez-passer-laissez-faire bientôt métamorphosé en État autoritaire ou totalitaire. Nous sommes des personnes, c'est-à-dire des êtres doubles, attachés à une famille, un village, un bourg, un quartier de ville, mais également des auditeurs de la radio, des spectateurs de la télévision, des adhérents d'associations, de syndicats ou d'ordres professionnels, des membres d'institutions, de commissions, de réseaux, de ces innombrables groupes sociaux intermédiaires entre notre intimité et l'État. Ainsi, en nous-mêmes, en nos têtes et au travers de nos actes, que cela nous plaise, nous mécontente, nous indiffère ou bien les trois à la fois, se combinent et se concilient le sentiment de la petite communauté et l'appartenance à la grande société, l'intérêt privé et le bien public, les délires des chaumières enracinées et le point de vue rationnel de l'État démocratique moderne. Ou pour le dire autrement : nous ne sommes pas des traîtres à 1789. Nous sommes à la fois ses fidèles continuateurs et ses enfants indisciplinés. Nous sommes un étrange amalgame de volonté farouche d'individualisme démocratique et libéral et de désirs policés d'organicisme communautaire, de Moyen Âge, d'Ancien Régime et de Révolution française, de libéralisme socialisé et de socialisme mutualisé, réunis et fusionnés dans ce que nous nommons aujourd'hui la démocratie. De là d'ailleurs cette société française dont les partisans toujours renouvelés d'un marché jamais parfaitement réalisé, criant « Toujours plus », dénoncent le corporatisme pour mieux y relancer les lois d'un économisme remodelé au goût du jour japonais. De là d'ailleurs aussi la permanence de

61. Sur toutes ces questions, on lira les admirables analyses de : H. ARENDT, *Les Origines du totalitarisme*, Éd. du Seuil, « Points », 3 tomes, en particulier le tome 3, *Le Système totalitaire*, chapitre 1 ; K. POLANYI, *La Grande Transformation*, Gallimard, Paris, 1983 ; H. RAUSCHNING, *La Révolution du nihilisme*, Gallimard, Paris, 1939.

62. B.-H. LÉVY, *op. cit.*, p. 260.

63. Sur ces continuités, il existe désormais une abondante littérature. On peut lire notamment : P. BAUCHARD, *Les Technocrates et le pouvoir*, Arthaud, Paris, 1966 ; F. FOURQUET, *Les Comptes de la puissance*, Éd. Recherches, Paris, 1980 ; R.-F. KUISEL, *Le Capitalisme et l'État en France*, Gallimard, Paris, 1984 ; J. LOUBET DEL BAYLE, *Les Non-conformistes des années trente*, Éd. du Seuil, Paris, 1969 ; H. MICHEL et B. MIRKINE-GUETZÉVITCH, *Les Idées politiques et sociales de la Résistance*, PUF, Paris, 1954. Ainsi que mes propres travaux : « L'équivoque vichyssoise », *Bulletin du MAUSS*, n° 13, 14, 15 et 16, Paris, 1985, ou réédition à l'INRA, Paris, 1986.

ce risque d'extrême droite qui, du village aux cités-dortoirs des grandes villes, transporte son projet xénophobe et antidémocratique. De là peut-être, plus encore, cette société française qui résiste, au fond avec lucidité, à l'un et à l'autre de ces périls. La seconde erreur du nouveau philosophe tient, elle, en peu de mots : ce sont précisément certains de ces « statophobes » des années trente, Mounier, H. Beuve-Méry, les gens d'Uriage mais bien d'autres encore, qui, en cherchant, au fur et à mesure des événements et de l'évolution de leur propre pensée, une troisième voie entre la démocratie libérale et les totalitarismes, ont inventé, mûri puis contribué à construire cette France nouvelle. Mais cela est le sujet même de ce livre.

Ainsi peut-on mieux comprendre, me semble-t-il, la violence des attaques de B.-H. Lévy et Z. Sternhell contre l'école d'Uriage. Elle est ce qu'ils ne réussissent pas à penser, pris dans un schéma manichéen de la culture et de l'Histoire. La génération de l'entre-deux-guerres ou des années trente est pour l'un, B.-H. Lévy, une génération maudite qui, à de rarissimes exceptions près, ne sut que préparer la barbarie fasciste, et pour l'autre, Z. Sternhell, une phase de « déclin de la pensée politique » et de « déclin intellectuel⁶⁴ ». Ils caricaturent Vichy, ce mot qui signifia majoritairement le pétainisme et la collaboration, mais fut aussi traversé par des hommes et des femmes qui, tout en s'inscrivant un temps dans les institutions du régime, essayèrent de penser, au-delà de leur dégoût du vieux monde, une autre démocratie. Ils caricaturent la Résistance, l'imaginent tout entière contenue dans « l'idée⁶⁵ » abstraite et gaullienne de la nation alors qu'elle fut aussi la rencontre de courants et de projets politiques et sociaux divers, à beaucoup d'égards opposés, et dont l'esprit de communion se brisera, au grand dam de ceux qui en furent les inspirateurs, en 1947, cette année-tournant de l'immédiat après-guerre. Ils caricaturent la démocratie moderne, la rabattent tout entière dans l'évocation unique des grands principes alors qu'elle est née dans les équivoques de ce milieu de siècle dont nous sommes, selon le mot profond de René Char, les héritiers sans testament. Or les hommes et les femmes d'Uriage ont été à la croisée de tous ces chemins. Venus du monde infiniment complexe et contradictoire de l'entre-deux-guerres, ils ont vécu en communauté de Vichy en Résistance et sont devenus, certains, des symboles de la France démocratique nouvelle, d'autres ses voies silencieuses et souterraines. Mais il suffit de s'instituer en intellectuel-avocat contre les intellectuels-procureurs. Retour à Uriage.

64. *Le Monde*, 11 déc. 1984. Propos recueillis par E. Todd, p. 10.

65. B.-H. LÉVY, *op. cit.*

Le temps des communautés

« Malgré sa prodigieuse diversité, malgré toutes ses contradictions et ses crises intérieures, la France et sa civilisation témoignent d'une unité comme seule peut en forger une longue expérience collective de l'histoire. En France, les libres penseurs sont taillés dans le même bois que les croyants, les révoltés emploient le même vocabulaire que les conservateurs, les intellectuels se mêlent aux hommes politiques, et les hommes de science comprennent le langage des artistes. Toutes les couches de la nation semblent posséder un répertoire commun des idées, un registre unique des sentiments, et toutes demandent à la vie d'accomplir des vœux identiques. La France, dans son ensemble, est parvenue à l'unité d'une personne. »

Ernst CURTIUS

1

La fondation

L'acte de naissance d'Uriage, c'est la défaite de 1940 : la débâcle militaire, l'exode de millions de Français sur les routes, l'effondrement définitif de la III^e République, la fin d'un monde dans le désordre d'un pays vaincu. La déroute, qui porte Pétain au pouvoir et conduit de Gaulle à Londres, est très diversement ressentie. Divine surprise ou prémices de la collaboration pour certains, début d'un exil de plusieurs années pour d'autres, elle est pour la majorité des Français synonyme de souffrances, d'inquiétudes et d'un intense désarroi. Dans l'esprit de Dunoyer de Segonzac, jeune capitaine de cavalerie âgé de trente-quatre ans, fils d'une famille de l'aristocratie du Sud-Ouest, pétri des souvenirs du patriotisme de la Grande Guerre et qui ne saurait contester l'autorité du nouveau gouvernement civil et du vainqueur de Verdun, le désastre est l'instant fatidique d'un déshonneur national depuis longtemps redouté. Il est le fruit d'une impréparation militaire qui résulte elle-même des indécisions et des incohérences de l'avant-guerre, provient d'une défaillance des élites et des cadres de la nation et, plus largement encore, d'une perte de foi en l'unité et l'âme françaises. Aussi estime-t-il, les premiers moments de découragement passés, qu'après le dépôt des armes, un autre combat commence. Un combat civil. Il faut penser la défaite, réfléchir ensemble sur ses causes profondes, former de nouvelles élites et engager un processus de revanche qui jette en même temps les bases d'une France nouvelle. Le jeune militaire demande donc à quitter l'armée et se rend à Vichy.

DUNOYER DE SEGONZAC : « Fin juillet 1940, Vichy avait troqué ses curistes habituels contre une partie de la population parisienne. Le nouveau gouvernement se constituait en hâte dans l'improvisation. Il s'installait dans les hôtels de la ville, mal, ce qui n'empêchait pas les candidats à un poste d'affluer et ils étaient d'autant plus nombreux que la désorganisation générale avait multiplié les sans-emploi.

« Les catastrophes ont ceci de bon qu'elles permettent des initiatives impensables en temps normal. On ne fit donc aucune objection quand, m'étant présenté au secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, je déclarai mon intention de créer une école de cadres. [...] L'école formerait ou informerait une élite. Cette élite serait recrutée *a priori* dans toutes les classes de la nation, sans aucune exclusion. Elle vivrait pendant son stage entièrement à l'école suivant un rythme de vie très rude où alterneraient obligatoirement l'entraînement physique, les travaux intellectuels, les travaux manuels, la méditation, voire la prière, et le jeu. On aborderait avec elle, dans le plus large esprit d'objectivité, l'étude des problèmes essentiels du temps et notamment de ceux qui définissent une conception de la vie et du monde ; on rechercherait avec elle des raisons de croire, de vivre et d'espérer. »

Encouragé et aidé par quelques fonctionnaires du ministère qui lui prêtent un bureau, Dunoyer de Segonzac recrute rapidement une petite équipe. Environ une quinzaine de personnes. On y trouve des militaires parmi lesquels Eric Audemard d'Alençon, capitaine de cavalerie lui aussi, un chasseur-alpin Pierre Cazenavette, deux officiers de marine, Jean Devictor et Pierre

Thérééné. Des civils dont P.-H. Chombart de Lauwe, ethnologue de formation, André Voisin, un étudiant en droit, Henri Lavorel et Charles Müller qui travaillaient dans l'avant-guerre l'un dans le cinéma, l'autre dans l'industrie aéronautique. Un aumônier, R. de Naurois, professeur à la faculté catholique de Toulouse et ancien vicaire de la paroisse française de Berlin, un médecin, Raymond Jodin, et un professeur de gymnastique, Roger Vuillemin, moniteur à l'école militaire de Joinville et ancien entraîneur du Red Star, complètent le groupe.

DEVICTOR : « Mon bateau a été désarmé à l'armistice. À ce moment est arrivé du ministère de la Marine de Vichy un télégramme disant : "Nous recherchons des officiers volontaires pour encadrer les démobilisés et les aspirants de l'armée." Alors mon commandant m'a dit : "C'est ce qu'il vous faut. Fichez le camp d'ici." Je suis parti à Vichy où j'ai rencontré Segonzac. Je suis tombé sur une espèce de moines-militaires. Je me suis parfaitement intégré à eux. Ils avaient fait une guerre admirable et étaient animés par une foi profonde en la Patrie. Et je les ai suivis. »

CHOMBART DE LAUWE : « J'étais au Grand Quartier Général aérien. J'étais chargé des transports et j'ai fait partir tout ce que je pouvais, au moment de la débâcle, en Afrique du Nord. Et puis j'ai sauté dans le dernier avion pensant qu'on se battrait en Algérie. Naturellement, je n'ai rien trouvé là-bas et je suis revenu sur Vichy où j'avais entendu parler des Chantiers de jeunesse, de loin, comme ça, par les journaux. Je me suis dit qu'il y avait peut-être quelque chose à faire. J'ai été très déçu par ce que j'ai vu de l'ambiance de Vichy, sauf un type tout à fait marginal, qui était calfeutré dans une petite pièce du ministère de la Jeunesse et qu'on m'avait conseillé d'aller voir. Il s'agissait de Segonzac. Là, je me suis dit, "il y a quand même quelque chose d'autre que ce qui se fait à Vichy". Ça m'a intéressé. Ce qui réunissait l'équipe qui s'est ainsi constituée autour de Segonzac, c'était l'idée de revanche et l'idée de créer des cadres capables de deux choses : se battre pour la revanche et, en même temps, penser à l'après-guerre, créer l'après-guerre. Pour ces deux objectifs, il fallait former des cadres. »

VOISIN : « J'étais à la recherche d'une situation. Un officier que j'avais connu pendant la guerre m'a dit : "Tu devrais venir à Vichy. On est en train de monter une école de cadres pour des aspirants." J'ai écrit et quelques jours plus tard j'ai été convoqué par un télégramme du secrétariat à la Jeunesse. J'ai été reçu par un commandant, puis par Dunoyer de Segonzac. Ils m'ont expliqué leur projet et m'ont proposé d'être instructeur. Je ne me voyais pas bien à ce poste. Ils m'ont dit alors : "Nous n'avons personne pour prendre en charge l'administration et l'intendance." J'ai accepté, tout en les prévenant que je n'avais pas une expérience extraordinaire. C'est ainsi que, pour moi, l'aventure a commencé. »

DE NAUROIS : « Je voulais partir en Angleterre. Mais j'étais aussi dominé par l'idée que je devais obéissance à mon évêque. Ça, c'était absolu. Alors, replié à Pau dans les derniers jours de juin, j'ai écrit à mon évêque, Mgr Saliège — le seul parmi les évêques à être devenu compagnon de la Libération —, pour lui demander la permission. Huit jours plus tard, je reçois une lettre où il me dit : "Il faut sauver l'âme de la France de l'intérieur. Je n'hésite pas à vous dire que votre devoir est de rester. Croyez à toute mon affection, etc." Une lettre très gentille. J'ai obéi. Je suis rentré chez moi, effondré, maigre comme un clou. Après, je suis allé chez mes parents à Toulouse et, de là, j'ai écrit à des amis. Beaucoup. Pour avoir des nouvelles, savoir qui était vivant, qui ne l'était plus. L'un d'eux m'a répondu : "Il y a un type épatant que je connais, il s'appelle Dunoyer de Segonzac. Il cherche un aumônier. Ça devrait t'intéresser." Alors j'ai écrit. Je suis allé à Vichy avec la permission de l'évêque pour rencontrer Segonzac. Il m'a invité à déjeuner et nous nous sommes mis d'accord. »

L'équipe de Dunoyer de Segonzac ne s'installe pas immédiatement à Uriage, mais à environ vingt kilomètres de Vichy, près du village de Gannat dans l'Allier. La Fauconnière est un château Louis XIII entouré d'un parc et dont la terrasse domine un petit vallon où se niche le bourg. La propriété appartient à un avocat, maître Raymond Hubert. On est sans nouvelles de lui, mais il a confié son bien à un ami, Philippe Lamour, avocat lui-même et ancien membre de plusieurs groupes non-conformistes d'avant-guerre. Celui-ci a élu domicile dans les communs et s'est engagé dans la remise en état de la métairie du château. Entre les futurs Uriageois et lui, les relations sont plus que tendues.

LAMOUR : « Un après-midi, on vit arriver à la Fauconnière un jeune officier à tête de gazelle. Avec des excuses mondaines, il nous dit que le château avait fait l'objet d'une réquisition au profit des Chantiers de jeunesse. Il était vraiment désolé mais... bref il nous mettait à la porte.

« Il s'appelait Dunoyer de Segonzac. Je sais qu'après la guerre, on l'a présenté comme une sorte de guide de la jeunesse, précurseur des temps nouveaux et aussi un petit peu résistant sur les bordures. Peut-être... Quand je l'ai connu, il semblait être un pur pétainiste, entouré d'une escouade de fumistes, d'hurluberlus. »

DEVICTOR : « Á la Fauconnière, nous étions à couteaux tirés avec notre voisin qui prônait le retour à la terre, monsieur Philippe Lamour. Il se demandait ce que faisaient tous ces jeunes gens. Sur le plan spirituel, il n'était peut-être pas d'accord, je ne sais pas ! »

L'équipe, néanmoins, prend possession du lieu et prépare l'accueil des stagiaires. Malgré l'aide du ministère de la Jeunesse, la débâcle et le manque d'argent rendent la tâche difficile et l'installation rudimentaire.

DUNOYER DE SEGONZAC : « L'équipement, lits, couvertures, ustensiles de cuisine, tentes, voitures, je l'avais purement et simplement barboté dans les camps où avait été rassemblé le matériel destiné aux Allemands par convention d'armistice. Une série de coups de main nocturnes m'avaient procuré l'essentiel et l'accessoire. »

VOISIN : « En tant que responsable financier, je devais me débrouiller. On a démarré, difficilement d'ailleurs, parce que la seule chose que nous n'avions pas, c'était justement l'argent ! Et il fallait quand même payer les entrepreneurs, les fournisseurs, etc. Au début, on a dû faire la quête parmi les instructeurs pour assurer les besoins quotidiens. »

DEVICTOR : « Un détail : comme je percevais encore ma solde d'enseigne de vaisseau, le premier mois nous avons payé les secrétaires avec notre solde. Ceci montre l'état d'esprit de partage et de désintéressement dans lequel nous étions. »

MÜLLER : « On ne savait même pas comment on allait vivre. On a pu récupérer des tentes de l'armée, on avait une popote, une roulante ! C'était un peu la bohème et même beaucoup. »

Vers la mi-septembre, l'école est enfin prête pour recevoir les stagiaires. Elle a pris le nom d'École des chefs de la Fauconnière et accueille d'abord une centaine d'aspirants de l'armée, tous volontaires, qui se distribueront par la suite dans les Chantiers de jeunesse du général de la Porte du Theil, à différents niveaux de responsabilité, en tant que chef de chantier ou responsable d'équipe. Un second stage se déroule en octobre. Il s'inscrit dans le cadre d'un plan d'entraide nationale des jeunes dont l'objectif est de créer des centres régionaux de formation pour les jeunes chômeurs qu'on évalue alors à plusieurs centaines de milliers. L'école, devenue Centre supérieur de formation des chefs de la jeunesse, forme les responsables de ces centres. Durant ces deux stages, l'atmosphère a été maréchaliste et Pétain, accompagné de Georges Lamirand, secrétaire général à la Jeunesse depuis la fin septembre, est venu au baptême de la seconde promotion. Toutefois, d'autres voix ont essayé de s'y faire entendre.

DUNOYER DE SEGONZAC : « Le maréchal est venu nous inspecter, en civil, sans mot dire, son œil bleu reflétant une légère ironie, mais son silence avait été interprété comme une approbation, et Georges Lamirand, nouveau directeur de la Jeunesse, nous encourageait avec l'enthousiasme, la chaleur, la générosité franche qu'il mettait en toutes choses. »

DEVICTOR : « Il faut bien le dire : nous étions tout à fait soumis au maréchal Pétain. Nous chantions "Maréchal, nous voilà". Il n'y a aucun doute. Nous avons été inspectés par lui et je me souviens d'un petit détail. Quand il est passé devant mon équipe, j'avais mis mes garçons, pour ne pas dire mes hommes, en une espèce de garde-à-vous anglais. Le maréchal avait été effroyablement choqué, ce que j'ai trouvé ridicule. On honorait beaucoup le maréchal Pétain. »

LAMOUR : « Chaque matin, la troupe était réunie au pied d'un mât en haut duquel le Dunoyer envoyait les couleurs après avoir crié d'une voix de fausset : "Jeunesse de France, toujours..." et les gaziers répondaient en chœur : "Prêts !" »

« Il y avait un major un peu dérangé. Il faisait manger aux recrues les épluchures des légumes qui, à son avis, étaient seules saines et nourrissantes, pour les préparer à défiler en chantant, la hache sur l'épaule, avant d'aller massacrer de pauvres arbres qui ne leur avaient rien fait. On brûlait des troncs entiers dans la cheminée du château, au cours de veillées où on adorait le Maréchal entre deux chansons scouts. »

CHOMBART DE LAUWE : « Nous avons cru au double jeu de Pétain. Nous lui avons fait confiance et nous avons été trompés. Nous avons, jusqu'en 1941, eu l'impression que nous pouvions utiliser la Révolution nationale, tout en nous jouant de Vichy, pour aller de l'avant et préparer l'après-guerre. En 1942, les instructeurs sont passés dans la résistance clandestine et, pour ma part, j'ai rejoint les Forces françaises combattantes dans l'aviation. »

DE NAUROIS : « Mon premier discours devant les instructeurs de l'école d'Uriage — nous étions encore à la Fauconnière — a consisté à tout déballer sur la Gestapo, l'organisation de l'Allemagne, les camps de concentration, l'idéologie nazie, etc. Avec aucune résistance d'ailleurs, je dois dire qu'ils ont tous accepté, quelques-uns un peu surpris, d'autres déjà pleinement d'accord, mais enfin ils avaient beaucoup à apprendre tout de même. »

DUMAZEDIER : « J'ai fait un stage à la Fauconnière. À partir du moment où c'était pour encadrer des jeunes chômeurs, pour faire une action populaire, pour ne pas rester replié sur son petit confort, à partir de ce moment-là j'étais présent. Il se trouve que c'était les gens d'Uriage qui organisaient, ça aurait été un mouvement socialiste, j'y aurais été pareillement, des communistes pareillement, des types de droite pareillement. Ce qui m'intéressait, c'était l'action sociale et culturelle qu'on m'offrait. Après ce stage, j'ai pris la responsabilité pédagogique d'un camp de jeunes chômeurs à Saint-Étienne. »

À la fin du mois d'octobre, l'équipe quitte la Fauconnière et se rend au château d'Uriage. Plusieurs raisons à ce déménagement qui fait la joie de l'habitant des communs.

MÜLLER : « La Fauconnière, c'était assez petit et à proximité de Vichy ; nous y avons eu la visite du Maréchal et je suis sûr que Segonzac a voulu prendre ses distances, dans tous les sens du terme, en transférant l'école des cadres à Uriage. »

DUNOYER DE SEGONZAC : « Dès la fin de septembre, j'avais décidé de quitter la Fauconnière ; elle se trouvait trop proche de Vichy. Nous recevions constamment des visites qui nous empêchaient de travailler. J'avais le sentiment qu'une pensée indépendante ne pourrait s'épanouir que dans l'isolement et je me suis toujours senti gêné au contact des ministères à quelque gouvernement qu'ils appartiennent.

« [...] Mon choix se fixa sur le château d'Uriage, dans les Alpes du Dauphiné ; Bayard y avait vécu mais, après bien des vicissitudes, cette vieille demeure était tombée dans les mains d'un restaurateur qui ne fit aucune difficulté pour nous céder la place à un moment où, déjà, on ne trouvait plus rien à manger.

« Nous nous transportâmes donc à Uriage aux premières aigreurs de l'automne et c'est là que l'École devait prendre son vrai visage et vivre sa courte existence. »

LAMOUR : « Cette chienne prit fin, après un beau feu de cheminée qui avait mobilisé les pompiers des environs ; et ces messieurs allèrent exercer leurs talents vocaux dans un autre château de la région dauphinoise. »

2

Qui vient à Uriage ?

Uriage ne sera pas la Fauconnière. Ce n'est pas que le maréchalisme avoué des deux premiers mois s'évanouisse, d'un coup, dans l'enchantement du nouveau château, plus grand, plus fier, plus chargé d'histoire et de souvenirs de chevalerie que l'ancienne demeure de l'Allier. On fait toujours à Uriage le salut aux couleurs, dans cet inextricable mélange de Révolution nationale et de patriotisme unificateur. On y chante toujours, bien que de moins en moins fort avec le temps, « Maréchal, nous voilà », et on trouve sans mal dans les publications de l'école, les *Cahiers d'Uriage* ou le mensuel *Jeunesse-France*, des phrases de louange au chef de l'État et à sa politique de la jeunesse. La différence entre les deux écoles ne tient pas non plus au seul fait que l'esprit et les activités de résistance, encore larvés et absents à la Fauconnière, se développent et s'organisent peu à peu à Uriage. Quelques responsables sont dans le secret et une lecture attentive des mêmes publications recèle parfois des surprises à qui imagine la censure du régime parfaitement efficace. Non, ce qui sépare radicalement l'École nationale des cadres d'Uriage du Centre supérieur de formation des chefs de la Fauconnière, c'est la diversité, l'extraordinaire diversité des hommes et des femmes qui vivent ou passent au pied des monts de Chamrousse. À la Fauconnière, on sentait déjà quelque variété, mais la petite troupe demeurait encore engoncée dans son recrutement principalement militaire et ses allures de Chantier de jeunesse. Uriage, c'est tout autre chose. C'est une grande école, renommée, qui accueille et forme durant ses deux années d'existence plus de quatre mille personnes. Elles viennent de tous les coins de France, appartiennent à toutes les confessions, pratiquent toutes les professions, se sont différemment engagées dans les principaux combats de l'entre-deux-guerres et véhiculent une infinité de prises de position politiques, sociales, religieuses ou philosophiques. En bref, Uriage est un lieu particulier, privilégié, presque inimaginable aujourd'hui, où s'engouffre la société française d'avant-guerre. Elle en est, à une exception près sur laquelle nous reviendrons, le microcosme.

LES MILITAIRES

Qui se rend à Uriage ? Honneur d'abord à l'armée, la pierre fondatrice. Dunoyer de Segonzac, d'Alençon, Devictor, nous les avons déjà rencontrés, mais aussi Pierre Hoëpffner, Jean-Louis Hirschauer et bien d'autres. Ces hommes ont été élevés dans des familles catholiques où le choix du métier des armes est affaire de piété filiale, d'inscription dans la tradition paternelle, de fierté naturelle à rejoindre la carrière et les distinctions du père. Ils ont les vertus de leur milieu : l'instinct de la loyauté et de l'honneur, le sens de la discipline et de l'obéissance, l'admiration pour les corps entraînés et les âmes viriles. Souvent de formation maurrassienne, ils sont attachés aux principes d'avant 1789 mais ils ne sont pas pour autant « Action française » car ils sont tout sauf des politiques et, fils fidèles de l'Église, ils ont été marqués en 1926 par la condamnation de Maurras par le Saint-Siège. Traditionalistes par les valeurs, ils sont toutefois nourris de l'esprit éducatif de Lyautey, ont lu et médité *Le Rôle*

social de l'officier et ont déjà tenté dans les années trente de lever les obstacles au dialogue entre l'armée et la nation. Beaucoup se sont associés à une brève et modeste expérience, les cercles sociaux d'officiers, où ils ont appris à mieux connaître les origines sociales et les idées politiques des recrues civiles dont leur propre extraction familiale et leur esprit de corps les coupaient. Ils se sont aussi intéressés à l'évolution de la technique militaire et, bien que pour la plupart élèves de Saumur, le temple du cheval, ils sont depuis longtemps de fervents partisans de la motorisation et de la modernisation de l'armée et déplorent désormais, avec amertume ou colère selon les cas, que leurs chefs n'aient pas su les préparer suffisamment tôt à affronter à armes égales l'énorme et rapide puissance militaire allemande. Ce sont ainsi, par bien des aspects, des hommes de l'ancienne France qui peuvent paraître quelque peu désuets et ridicules de nos jours, mais dont l'ouverture d'esprit est alors bien réelle. Marié et déjà père de plusieurs enfants, Dunoyer de Segonzac, que tout le monde surnomme à l'école le Vieux Chef, en est le meilleur exemple.

DUNOYER DE SEGONZAC : « Pour ma part, soucieux de franchise, je me déclarais monarchiste. Cet aveu provoquait la consternation de la plupart de mes camarades. »

CHOMBART DE LAUWE : « Je crois qu'il y avait des tendances qui ont été jusqu'à la droite et d'autres jusqu'à l'extrême gauche. Segonzac n'a jamais caché qu'il était royaliste. C'était très curieux, d'ailleurs, de voir ce type qui disait "moi, je suis royaliste", mais qui était réellement, sincèrement démocrate. C'est tout ce qu'on a pu voir de Segonzac. Il l'a prouvé même dans son comportement quotidien. C'était vraiment un démocrate, mais avec cette idée de la tradition qui l'a terriblement gêné par rapport à Pétain. L'intérêt d'Uriage était de rassembler des gens aussi différents les uns des autres autour des deux volontés de revanche et de préparation de l'après-guerre. »

DOMENACH : « Le Vieux Chef était un type extraordinaire parce que c'était un officier qui n'avait pas les défauts des nationalistes. Il n'avait pas cet esprit étroit, ou xénophobe, ou anti-intellectuel. C'était un homme qui avait conscience, qui pensait juste, qui avait des intuitions fortes. Il se bornait à ses intuitions sur les hommes. »

LÉVY : « Il était d'un nationalisme intransigeant mais pas étroit, pas du tout Action française. Un nationalisme ouvert. C'était un homme séduisant, physiquement séduisant ; sensible en même temps que solide. C'était un homme très fin, enraciné, très fidèle à ses origines. À la fois fidèle à ses racines, à ses origines et ouvert. C'était, par-dessus tout, un rassembleur. Il était parfaitement capable de nouer des relations amicales avec, dans le domaine spirituel, des protestants, des catholiques, des juifs, des musulmans, des agnostiques. Ça ne lui faisait pas problème. Il préférait les gens, non pas semblables à lui, bien évidemment, mais dans leur cadre propre, dans leur culture propre. Je ne pense pas qu'il aurait apprécié des gens trop indécis et incertains. »

LES PÈRES DE L'ÉGLISE

Deuxième pilier d'Uriage, l'Église. L'abbé de Naurois, aumônier de l'école jusqu'au milieu de 1941 et auquel succédera le père des Alleux, un dominicain. Le père Maydiou, dominicain lui aussi, qui devient progressivement un familier du lieu. Et puis des ecclésiastiques de passage qui viennent le temps d'une conférence ou pour un séjour de quelques jours : Mgr Bruno de Solages, recteur de l'Institut catholique de Toulouse, le père de Lubac et le père Fraisse, deux jésuites, le père Chenu, un autre dominicain, le père Doncœur, l'aumônier national de la branche aînée, La Route, du scoutisme catholique. Mis à part ce dernier qui n'a d'yeux que pour la Révolution nationale et continuera d'ailleurs à approuver le régime après Noël 1942, tous ces religieux sont des êtres indépendants. Pénétrés de doctrine sociale, ils sont les fils spirituels du Sillon de Marc Sangnier, de son œuvre éducatrice et de ses idéaux démocratiques.

Inquiets de la déchristianisation de la France, de sa transformation en pays de mission, ils ont participé dans l'entre-deux-guerres à l'éveil du laïc dans les mouvements spécialisés

de l'Action catholique (JOC, JAC, JEC, etc.). Ils ont contribué aux rencontres annuelles entre ecclésiastiques, chrétiens et laïcs dans le cadre des Semaines sociales et ont eux-mêmes créé ou encouragé de nombreuses revues dissidentes, telles que *La Vie intellectuelle*, *Sept*, *L'Aube*, *Temps présent*, qui leur ont valu de grosses difficultés avec leur hiérarchie et la papauté. Ce sont des intellectuels qui écrivent et s'engagent. Mgr Bruno de Solages, dès 1940, affirme au retour d'un voyage à Vichy préférer « une France victorieuse gouvernée par Léon Blum et les francs-maçons à une France défaite gouvernée par le Maréchal » et déclare à l'adresse de celui-ci : « Qu'est-ce qu'un homme providentiel ? Judas aussi fut un homme providentiel⁶⁶. » Le père de Lubac, qui rédige alors *Le Drame de l'humanisme athée*, est le second du père Chaillet qui prépare à Lyon le lancement, pour l'automne 1941, de l'entreprise de résistance des *Cahiers* et des *Courriers du Témoignage chrétien* auxquels collaborera aussi le père Fraisse⁶⁷. Le père Chenu est, quant à lui, en train d'écrire *Pour être heureux, travaillons ensemble* qui paraîtra en 1942 dans une collection des PUF, « La Bibliothèque du Peuple », destinée à aider les instituteurs dans leur travail de formation. En d'autres termes, c'est une Église en pleine mutation et peu soucieuse de l'ordre qui vient à Uriage. Deux pères ont une influence plus grande que les autres sur les membres de l'école : Maydiou et de Naurois.

DUNOYER DE SEGONZAC : « C'est alors que le père Maydiou apparut. C'était une apparition assez étrange. Le boulevard de Latour-Maubourg était à cette époque derrière le rideau de fer tout neuf. Comment diable, dans ces conditions, un moine de *La Vie intellectuelle* avait-il pu connaître la tentative que nous poursuivions au pied des Alpes dauphinoises et s'intéresser à un groupe de jeunes farfelus commandés par un capitaine en chômage ?

« Tout le père était dans ce surgissement imprévisible. Pour peu qu'un geste quelconque fût fait dans le monde en faveur de la primauté de l'esprit, il accourait sans tenir le moindre compte des fatigues ou des dangers. Et il venait pour apporter une présence, celle du Christ. Car il avait au plus haut degré le sens de sa mission de prêtre.

« Cela nous ne l'avons pas perçu tout de suite. Le père était bien en effet vêtu comme le sont les religieux à l'ordinaire, mais on oubliait au premier contact qu'on avait un ecclésiastique devant soi. C'était, je crois, le résultat d'un non-conformisme absolument naturel qui le mettait à l'abri de toute déformation professionnelle, du genre de celle qui, par exemple, fait reconnaître les militaires à travers leurs vêtements civils. Et aussi le fruit d'une existence si mêlée à celle de tous les êtres de tous les abords qu'aucune des petites coutumes ou des petites manies qui singularisent les castes n'avait eu la possibilité de s'accrocher à lui. »

DE NAUROIS : « J'étais d'une gauche plutôt modérée et j'avais souvent été insulté ou malmené par les gens de l'Action française. Il faut dire que j'avais entendu mon père et mon grand-père discuter à la maison des séquelles de l'affaire Dreyfus. Ils prenaient parti pour lui. Ils considéraient comme une ignominie que d'avoir, au nom d'une raison d'État qu'ils n'acceptaient pas, condamné un homme qui était innocent. Naturellement, ça a marqué le petit garçon que j'étais d'une façon extraordinaire. Ça a déterminé tout un destin, toute une orientation.

« Et puis, il se trouve que j'ai beaucoup admiré et été influencé par certains des professeurs ecclésiastiques du collège religieux où j'ai été élevé dans la région de Toulouse. C'était des hommes très dignes, remarquables de courage, de sérieux, de talent aussi. Ils avaient appartenu ou avaient été très intéressés par les idées de Marc Sangnier, du Sillon catholique. Alors j'ai marché là-dedans. J'ai appartenu au mouvement politique — tout cela bien sûr avant que je n'entre au séminaire — qui a continué le Sillon après que celui-ci a été dissous parce que le pape l'avait condamné, d'une manière assez injuste d'ailleurs. Ce mouvement, c'était *La Jeune République*, qui était arrivé difficilement en 1936 à avoir deux députés au Parlement. L'un d'eux était Philippe Serre que j'ai rencontré, un géant, fort cultivé et instruit et d'un talent oratoire exceptionnel. Dans le même ordre d'idées, il y a une expérience qui m'a beaucoup conduit vers Uriage : les équipes sociales de Robert Garric. C'était un mouvement qui s'était créé au sortir de la Première Guerre. Un mouvement très social et très patriotique, dynamique, plein

66. Cité in Institut catholique de Toulouse, « Mgr Bruno de Solages (1895-1984) », *Chronique*, n° 1, 1985, p. 12.

67. Cf., pour plus de détails, Renée BÉDARIDA, « *Témoignage chrétien* » 1941-1944, Les Éditions ouvrières, Paris, 1977.

de fraîcheur et de jeunesse, qui recherchait le contact avec toutes sortes de gens des milieux populaires. On organisait des rencontres, des cercles d'études, entre étudiants et ouvriers, sans jamais poser de questions métaphysiques ou religieuses et on discutait aussi bien avec des anarchistes que des communistes, des socialistes ou des francs-maçons. Il y a eu de très bons résultats. De dialogue, de contacts humains, de dépassement des idéologies.

« En 1936, j'ai été ordonné prêtre, mais j'étais très anxieux, connaissant déjà l'Allemagne nazie depuis 1933, de rencontrer des hommes de gauche et d'essayer de les convaincre qu'il fallait défendre la démocratie et la liberté. Alors, ayant fait la connaissance de Raymond Aron à propos de questions qui m'intéressaient sur les origines du marxisme, et en particulier la philosophie de Feuerbach et de la gauche hégélienne, j'ai rencontré grâce à lui Paul Nizan ! Il faut se rendre compte de l'époque. Un homme en soutane qui allait voir le communiste Paul Nizan !

« Dans les années trente, j'étais aussi tout feu tout flamme pour l'idée d'*Esprit*, en tant que recherche d'une troisième voie qui ne soit ni le capitalisme dans sa dureté proprement économique, ni le marxisme dans sa forme stalinienne. J'avais été au congrès de fondation de la revue, à Font-Romeu. Ça m'a même conduit plus loin. Tout en restant extrêmement lié d'amitié et même d'affection à Mounier, j'avais beaucoup plus suivi, avec une continuité intellectuelle et spirituelle beaucoup plus profonde, un garçon qui est mort en 1944, tué à la guerre, André Deléage. Il était à ce moment-là bibliothécaire à l'université de Toulouse et venait me voir souvent au séminaire. Par lui j'étais entré en rapport avec Georges Izard, le fondateur de la Troisième Force — qui a fusionné avec le mouvement de Bergery, on ne savait pas qui était Bergery à ce moment-là, il y a une ironie latente de l'époque. Je me souviens, il y a eu un congrès de la Troisième Force à Tours. Bien qu'étant séminariste, c'est-à-dire cloîtré comme un moine, j'avais obtenu l'autorisation du supérieur d'aller à ce congrès. De part et d'autre de la tribune, il y avait deux drapeaux rouges. Un communiste m'a vu, a vu un prêtre, un ecclésiastique en soutane ! Il a invectivé Georges Izard, le président, et lui a dit : "Vous êtes des farceurs, vous n'êtes pas sérieux, vous avez un prêtre avec vous." Alors Izard s'est retourné vers les autres : "Où est Naurois ? Allez le chercher. On va rigoler cinq minutes." C'est vous dire que j'étais capable de faire des déclarations d'un anticapitalisme virulent à ce moment-là. J'étais sensibilisé à cela. Je ne voyais pas d'accommodement possible, de remède contre les vices du capitalisme. Je crois aujourd'hui qu'il y en a par la loi, que la loi peut ligoter le capitalisme. »

LES INTELLECTUELS

Troisième pilier d'Uriage, les intellectuels. Huit hommes font partie de la mouvance catholique : Hubert Beuve-Méry, Jean-Jacques Chevallier, Paul Reuter, Emmanuel Mounier, Jean Lacroix, Bertrand d'Astorg, Jean-Marie Domenach, Paul-Henri Chombart de Lauwe. Deux ont eu un autre itinéraire : J. Dumazedier et G. Gadoffre⁶⁸.

Il y a d'abord H. Beuve-Méry, le politique, en lequel tout le monde s'accorde à voir un incorrigible pessimiste. Il est le directeur du bureau d'études de l'école, c'est-à-dire du centre intellectuel d'Uriage où se préparent les conférences des instructeurs à demeure, se discutent les sujets traités durant les stages et s'élaborent les documents qui sont ensuite transmis aux chefs d'équipe. Né en 1902, H. Beuve-Méry a presque trente-neuf ans lorsqu'il arrive pour la première fois à Uriage et, du fait de son âge et de son expérience, il jouira d'une grande autorité morale et spirituelle auprès des membres de l'école. Breton de souche, élevé chez les frères, il a été très influencé par les dominicains et a beaucoup collaboré avant-guerre à *Temps présent* et à *Politique*, l'organe de pensée d'un parti d'inspiration démocrate et catholique social fondé en 1924, le Parti démocrate populaire. Professeur à l'Institut français de

68. Jean-Marcel Jeanneney, le futur ministre de De Gaulle, alors professeur de droit à la faculté de Grenoble, a aussi fait partie du groupe des intellectuels. Toutefois, il a gardé plus de distance à l'égard de l'école que les autres et n'a pas profondément marqué Uriage.

Prague de 1928 à 1939, puis correspondant pour la Tchécoslovaquie du quotidien *Le Temps* à partir de 1935, il s'est fait connaître pour ses positions violemment antimunichoises qui l'ont conduit, dès le lendemain de la signature des accords de Munich, à donner sa démission. Après la défaite, il s'est réfugié à Lyon où il participe, aux côtés de Stanislas Fumet, au lancement de *Temps nouveau* qui veut prendre la suite de *Temps présent*. Il s'est aussi rapproché de Mounier et de Lacroix, qui vivent également à Lyon, et est entré dans le comité de rédaction de la revue *Esprit*. C'est par leur intermédiaire qu'il fait la connaissance du père de Naurois.

DE NAUROIS : « J'avais rencontré Beuve-Méry à un dîner chez Lacroix. C'était un Beuve-Méry en culottes de cheval et molletières, qui n'avait pas de manteau alors qu'il faisait très froid à Lyon. Nous avons eu une conversation très intéressante sur des sujets d'actualité et je dois dire que j'ai été vraiment bouleversé de voir un Beuve-Méry dans de telles difficultés alors que je savais qu'il avait cassé sa carrière au *Temps* pour ne pas dire après Munich le contraire de ce qu'il disait huit jours avant Munich. Rentré à Uriage, j'ai donc dit à Segonzac qu'il fallait le faire venir à l'école en soulignant que sa famille, sa femme et ses quatre enfants, étaient en zone occupée, qu'il n'avait pas de travail et que, manifestement, il devait être plutôt gêné puisqu'il se baladait sans manteau dans les rues de Lyon, au milieu d'un brouillard glacial et humide. Alors Segonzac a accepté et m'a répondu : "Bon, dites-lui que je l'invite pour deux conférences." »

BEUVE-MÉRY : « Lorsque, en octobre ou novembre 1940, je vis pour la première fois à Lyon, chez Emmanuel Mounier, l'abbé René de Naurois, je ne soupçonnais certes pas que notre entretien sur le désarroi de la jeunesse française allait être pour moi aussi gros de conséquences. [...] Vue de loin, l'entreprise paraissait sympathique mais anachronique et promise à tous les déboires, toutes les compromissions que Vichy ne manquerait pas d'imposer. Ces cavaliers qui, dans leurs chars d'assaut, s'étaient battus à la limite des forces humaines étaient des hobereaux, catholiques, monarchistes, traditionalistes, vouant une piété filiale au maréchal de France qui n'avait pas fléchi à Verdun. Comment de ce côté espérer le salut ? Mais puisque Mounier avait fait le voyage, puisque j'étais pressé à mon tour de me rendre... au château, puisque les feuilles clandestines que nous commencions à faire circuler à Lyon n'absorbaient qu'une faible part de notre temps et de nos forces, pourquoi ne pas aller voir ?

« Ce fut une étrange conférence. Le château, en réfection, était inhabitable par un froid de -15 à -20 degrés. Entassés dans la chambre de l'aumônier, juchés tant bien que mal sur tous les meubles, les "chefs" en culottes de cheval et blouson gris formaient un auditoire insolite. Nous étions à l'hôtel de l'Europe et j'avais précisément pris pour thème "l'Europe d'hier et de demain" avec l'intention bien arrêtée d'être aussi choquant que possible. Le résultat fut inattendu. Loin d'être pris à partie ou poliment congédié, j'étais invité à réfléchir, à revenir et même à rester. Ainsi fut fait, grâce à l'aimable complicité de celle qui devait devenir plus tard Mme Georges Bidault et qui consentit alors à convertir en tournée temporaire la mission d'enseignement dont j'étais chargé au Portugal. »

J.-J. Chevallier et P. Reuter sont plus proches de Beuve-Méry que des personnalistes proprement dits. Le premier a milité au Parti démocrate populaire et occupe alors une chaire de professeur de droit à la faculté de Grenoble. Spécialiste de philosophie politique mais également ancien champion universitaire d'athlétisme et remarquable skieur de fond, c'est un intellectuel et un sportif accompli. À la grande admiration du Vieux Chef, il n'emprunte jamais le petit tramway qui assure la liaison Grenoble-Uriage, mais gravit à bicyclette les douze kilomètres qui le séparent de la porte du château. Sans jamais habiter à l'école, il en devient un conférencier assidu. P. Reuter est l'homme de l'exposé clair, concis et compréhensible par tous, y compris les moins instruits. Disposant de solides connaissances en économie, en finances publiques et en droit international, il sait aussi improviser sur des sujets moins austères avec autant de succès. Il arrive à Uriage en 1942, appelé par H. Beuve-Méry.

REUTER : « J'étais professeur à l'université d'Aix-en-Provence. J'ai reçu une lettre de Beuve-Méry m'invitant à faire une conférence. Je suis monté à Uriage. Personne ne peut se rendre

compte de l'impression que faisait sur le visiteur, dans cette France humiliée, hypocrite du régime de Vichy, cet endroit qui respirait la pureté, la liberté et un patriotisme de bon aloi. C'était bouleversant. Tous ces instructeurs en blouson de ski faisaient en même temps un ensemble très jeune et très frais. Trouver tout cela ensemble, c'était une joie inimaginable. On sortait de l'affreux spectacle de la France brisée. C'était un peu un rêve.

« À la suite de la conférence, on m'a offert de rester en tant qu'instructeur pour la durée d'un stage de six mois. Et j'ai accepté. D'un certain point de vue, c'était contraire à tous mes intérêts professionnels, à ma carrière. Une espèce d'entrée au couvent. Par-dessus le marché, j'étais fiancé avec ma future femme qui habitait Aix. C'était donc un geste qui, pour un jugement à courte portée, paraissait inconsidéré et avait quelque chose de romantique. Je le fis cependant facilement parce que j'étais libéré des jugements à courte portée : je venais d'échapper à la mort, de peu, en 1940 en Belgique. »

Comme H. Beuve-Méry, E. Mounier et J. Lacroix se rendent à Uriage avec la ferme intention de ne taire aucune de leurs opinions. Ils sont critiques à l'égard du régime de Vichy et ont été profondément choqués par la parution en octobre 1940 du « honteux statut des juifs⁶⁹ ». Toutefois, ils sont convaincus de la nécessité d'œuvrer, là où cela leur semble décent, à l'édification d'un front de résistance spirituelle au nazisme. Tout en gardant leur indépendance vis-à-vis de l'école, ils y font régulièrement des conférences jusqu'au mois d'août 1941 et marquent Uriage de leur empreinte.

LACROIX : « Mon premier mouvement, malgré tout, fut de refus. Je me précipitai rue Pizay et tendis la dépêche à Mounier. Il avait reçu la même, qu'il me montra en disant simplement : "C'est pourtant bien simple. En arrivant nous demanderons la liberté complète de parole. Si on nous la refuse, nous partirons ; si on nous l'accorde, nous dirons tout ce que nous avons à dire." On y alla et nous dîmes tout ce que nous avons à dire. »

MOUNIER : « Je préfère garder une situation plus libre, et, tout en travaillant, collaborer tangentiellement à "Jeune France", à Uriage, etc., de manière à n'être l'homme ni d'un seul régime, ni d'un seul organisme. [...] À *Esprit*, hors d'*Esprit*, je travaille partout où je pense pouvoir armer l'âme française contre le danger de contamination naziste. C'est peut-être à cause de cette affirmation totale (et oralement sans voiles...) qu'un certain nombre de milieux sains n'ont pas été infectés et sont, jusque dans les sphères officieuses, des milieux de résistance... Encore une fois, je préférerais la situation nette d'une France non occupée, constituée, mais il faut aussi travailler à ce poste au même but que d'autres poursuivent hors de France... »

B. d'Astorg et J.-M. Domenach sont eux dans la mouvance directe d'*Esprit* et du personnalisme.

Entré en janvier 1939, à vingt-cinq ans, à Air France, B. d'Astorg est fait prisonnier par les Allemands en 1940, puis s'évade et rejoint le siège de l'entreprise nationale en zone sud à Marseille. Venu à l'école pour un stage en 1941, il accepte d'y rester en tant qu'instructeur. C'est le poète d'Uriage, un mélange insolite d'inquiétude inspirée, de hauteur militaire et aristocratique et d'abord cordial. Ami de Francis Jammes et de Pierre Emmanuel, il a remporté dans l'avant-guerre plusieurs prix littéraires mais a aussi soutenu une thèse sur *Le Réveil de la neutralité dans la crise de la Société des Nations*. Il a également participé aux travaux du Collège de Sociologie et a vécu plusieurs années en compagnie de Paul Flamand et Pierre Schaeffer dans la communauté des Poitevins qui créait alors les futures éditions du Seuil sous la forme d'une librairie anticapitaliste et coopérative voisine des idéaux d'*Esprit*.

ASTORG : « J'ai été, en quelque sorte, favorisé. Il y a eu d'abord ma rencontre avec *Esprit* à Toulouse alors que j'étais étudiant en droit à la faculté. J'ai connu là un homme qui

69. E. MOUNIER, *Mounier et sa génération. Lettres, carnets et inédits*, Éd. du Seuil, Paris, 1956, p. 267.

était André Deléage, le correspondant d'*Esprit* pour le Sud-Ouest. J'ai été très attaché à la revue et puis j'ai fait mes classes politiques avec le Front universitaire antifasciste. Ce qui vous prouve la misère en hommes où l'on était avant-guerre, c'est que j'ai été bombardé responsable du Front à Toulouse, alors que j'avais dix-neuf ou vingt ans et que mon expérience politique était nulle. Mais tout le monde en était là sauf, peut-être, les militants du PCF et quelques militants de la SFIO. Ensuite, il y a eu le contact avec les Espagnols, nombreux dans la région et à l'université. Et le drame de la guerre civile espagnole. J'avoue que pour moi ça a été le grand choc révélateur : la chose affreuse qu'est un pays divisé, qui se bat, qui se déchire lui-même. C'est effrayant. Au fond, j'appartenais à ces petits groupes de jeunesse qui ont vécu très tragiquement la veille de la guerre. Grâce au milieu d'*Esprit*, à Mounier, Deléage, Dandieu, Denis de Rougemont, Béguin, Emmanuel, tous ceux que je fréquentais à l'époque, j'ai pu aussi bien sentir la montée des périls que, ce qui est un sentiment très dangereux, éprouver le mépris de la politique et des politiciens, vivre tragiquement l'impuissance de l'État. »

J.-M. Domenach vient à Uriage en 1942, âgé de vingt ans. Persuadé qu'on allait reconstituer l'armée en zone sud, il a fini, après diverses tribulations, par s'installer à Lyon. Il y prépare Normale-Sup. et a pour professeur de philosophie J. Lacroix. Tout jeune lecteur d'*Esprit* avant-guerre, membre de la JEC, il est en train d'organiser, avec son ami Gilbert Dru, la résistance étudiante à l'université de Lyon et fait partie du comité de rédaction des *Cahiers de notre Jeunesse*, l'une des nombreuses revues qui fleurissent dans la capitale lyonnaise aux côtés des *Cahiers du Témoignage chrétien*. Il y fait paraître quelques pages qui lui valent son entrée à l'école.

DOMENACH : « C'est par l'intermédiaire du groupe *Esprit* de Lyon que j'ai pris contact avec Uriage où je suis allé suivre le dernier stage en décembre 1942. Ensuite, le Vieux Chef, qui avait apprécié mon article contre le philosophe officiel de Vichy, Gustave Thibon, m'a demandé de faire partie du bureau d'études de l'école, dirigé par Beuve-Méry et Gadoffre. Il m'a dit : "Venez avec nous au bureau d'études." Pourquoi j'ai accepté ? Pour deux raisons. La première est qu'au fond j'aimais bien ces gens-là, ils me permettaient de faire ce que je voulais : d'être à la fois un intellectuel et un combattant. Ils synthétisaient les deux. Ils préparaient déjà — depuis 1941 je pense — la Résistance et ils continuaient de réfléchir en profondeur, en développant une réflexion à la fois globale et révolutionnaire. La seconde, la raison basse, c'est que je ne me sentais pas nerveusement capable de continuer pour je ne sais combien de temps encore la résistance urbaine à Lyon. C'était extrêmement éprouvant. On pouvait être arrêté à tout moment. On ne savait jamais si la Gestapo n'allait pas vous mettre la main au collet. Alors je me suis dit, je serai avec des militaires qui savent ce que c'est que la guerre, je ferai ma part de boulot et je n'aurai pas à me mettre dans les trucs improvisés de mouvements de résistance mal organisés. »

Arrivé à Uriage avec l'équipe de la Fauconnière, P.-H. Chombart de Lauwe porte à l'école un surnom, l'Archange, qu'il doit à la fois à ses yeux d'un bleu couleur de mer et à son caractère sociable. Il n'a qu'une faible connaissance de la vie politique française parce que, après de brèves études artistiques, il s'est engagé dans l'ethnologie et a beaucoup voyagé en Afrique. Trois expériences antérieures l'ont néanmoins préparé à Uriage.

CHOMBART DE LAUWE : « J'ai été élevé dans une famille bourgeoise assez libre. Par les contacts que j'avais dans les milieux artistiques, à Montparnasse par exemple, avec des amis peintres juifs marginaux, je ne vivais pas du tout dans l'ambiance d'une famille bourgeoise parisienne. Certains préjugés étaient tombés. Et du point de vue social, j'avais été très marqué par le travail des équipes sociales de R. Garric. J'y ai participé un peu, sans grand engagement, mais enfin je m'étais quand même occupé d'équipes sociales au moment de mon service militaire. Ça m'avait mis en contact avec le monde ouvrier d'une façon certes artificielle mais qui a eu des résultats et m'a aidé à Uriage. Elle m'a permis de monter des

cercles d'études du type de ceux des équipes sociales mais adaptés à l'école. Enfin, avant la guerre, ayant été malade pendant plusieurs mois et craignant de ne plus pouvoir repartir en missions ethnographiques, j'avais décidé, en attendant, de faire une étude sur les jeunes européennes, italienne, allemande, soviétique et anglaise. Je voulais faire une thèse de doctorat sur la jeunesse. Et j'avais commencé par l'Allemagne et l'Italie. Ça m'avait fait sentir ce qu'était le nazisme. Et puis j'avais rencontré de Naurois à Berlin où il connaissait déjà l'existence des camps. Je me rappelle que de Naurois m'avait parlé à Berlin de Dachau. Et également des Allemands qui en sortaient, comme détruits, sans vouloir parler. »

J. Dumazedier, que nous avons déjà rencontré à la Fauconnière, est le marxiste pédagogue d'Uriage. Nourri des souvenirs de sa mère qui lui parlait de l'expérience éducative des universités populaires au moment de l'affaire Dreyfus, il a aussi été influencé par le marxisme d'Henri de Man et par l'humanisme de Jean Guéhenno. De l'un, il a conservé l'inspiration éthique et de l'autre la volonté de partage de la culture. Il a vécu avec une immense ferveur l'époque du Front populaire, les rencontres entre ouvriers et intellectuels, l'explosion des auberges de jeunesse, des loisirs et du sport en pleine nature. Homme de gauche, athée, mais ouvert au dialogue avec les chrétiens, il est appelé par Dunoyer de Segonzac à laisser la direction du camp de jeunes chômeurs de Saint-Étienne pour devenir, aux côtés d'Hubert Beuve-Méry, le responsable des questions sociales au bureau d'études de l'école.

DUMAZEDIER : « Bien évidemment j'avais de la méfiance. Avant d'accepter, j'ai quand même réfléchi parce que c'était des gens de tradition aristocratique et chrétienne. Ce n'était pas mon milieu, c'est tout. Je ne détestais pas, mais simplement j'étais méfiant parce que je ne savais pas ce qu'ils avaient dans ou derrière la tête. Alors je me suis entretenu avec de Segonzac et avec d'autres cadres de l'école. Je me suis aperçu que c'était des gens désintéressés qui n'avaient que deux buts. Le premier, c'était de mettre dehors les Allemands. C'était ce que je voulais. Ils faisaient là ce que de Gaulle faisait à Londres. Le deuxième, c'était qu'il fallait profiter de ce que ce pays était détruit pour reconstruire quelque chose, un homme, des hommes généreux de caractère, capables de faire face aux changements de société. Ces deux raisons m'ont fait dire oui. »

G. Gadoffre est l'intellectuel atypique d'Uriage. Agrégé d'anglais et grand spécialiste de la littérature de la Renaissance, il est chargé de cours à l'université de Manchester depuis 1938. C'est un admirateur de la démocratie anglaise et de la tradition universitaire d'outre-Manche Farouchement antimunichois, il n'a jamais apprécié la vie politique française et n'a eu que des relations distantes et critiques avec la mouvance personaliste et démocrate-chrétienne. Blessé lors des combats de 1940 et ne trouvant pas le moyen de réaliser son idée fixe, regagner l'Angleterre, il a partagé son temps entre des activités de résistance et un poste de professeur au lycée de Versailles. C'est par son réseau de résistance qu'il vient à Uriage et s'intègre au bureau d'études.

GADOFFRE : « Je faisais partie d'une troïka, c'est-à-dire d'un groupe de trois conspirateurs qui devaient savoir par cœur le nom et l'adresse d'un des membres d'une autre troïka pour communiquer avec l'ensemble de l'organisation et, en cas d'arrestation de l'un de nous, l'avertir. Notre action était le sabotage des usines françaises qui travaillaient pour les Allemands et l'évasion des aviateurs anglais abattus sur la région parisienne. En août 1942, j'ai reçu l'ordre par la troïka d'aller en explorateur à Uriage. Quitter mes Anglais pour Vichy, ça me semblait vraiment horrible, absolument horrifiant. Et puis, j'ai vu. Segonzac et Beuve-Méry avec lesquels j'ai très vite sympathisé. J'ai vu qu'ils étaient d'authentiques patriotes antiallemands et antinazis, de façon très nette et presque provocatrice. Au milieu d'octobre 1942, on m'a fait quitter mon lycée pour rejoindre et noyauter l'équipe d'Uriage pour la convaincre de se joindre à une action de résistance. »

LES ARTISTES

Quatrième pilier d'Uriage, les artistes. Des peintres : Pierre Nimier, Claude et Line Malespina, François Pasquier. Des potiers-céramistes : Henri Gruel, René et Odile Joutet. Des musiciens et des chanteurs : William Lemit, Jacques Douai qui n'a pas encore pris son nom de scène et s'appelle toujours Tanchon, Georges et Sylvain, deux israélites duettistes. Des comédiens : Olivier et Anne-Marie Hussenot, Jean-Pierre et Inès Grenier, Madeleine Barbulée dite Barbulette, Antoine Ridart, Maurice Daroux. Et enfin un jeune homme déjà fanatique de spectacle et de cinéma, Yves Robert.

Les comédiens forment le cœur du groupe. S'ils ne vivent pas au château mais dans une ancienne ferme du voisinage, celle-ci est le lieu de rassemblement de tout ce qu'Uriage compte d'artistes ou de passionnés de l'art. Ce sont des disciples de Jacques Copeau, le fondateur de cette maison du théâtre que fut de 1913 à 1924 le Vieux-Colombier. Au début des années trente, ils ont créé une troupe de théâtre scout, les Comédiens-Routiers, dirigée par Léon Chancerel, un ancien membre des Copiaux, la communauté-école qu'avait constituée en Bourgogne Jacques Copeau, peu après la fermeture du théâtre parisien. À cette troupe appartenaient aussi Hubert Gignoux, François Bloch-Lainé, Jean Dasté, Maurice Jacquemont, Bernard La Jarrige et Yves Joly. animateurs de soirées de Noël scout, puis professionnels à partir de l'Exposition internationale de 1937, ces comédiens-routiers sont en révolte contre le théâtre bourgeois de l'avant-guerre. Ils veulent dépoussiérer et régénérer l'art dramatique, rendre au métier de comédien l'éthique et la grandeur qui lui font défaut, former un public en communion avec les acteurs, retrouver les fins sociales et religieuses de la scène théâtrale et de l'art dans la cité. Ils arrivent à Uriage au début du mois de décembre 1940.

BLOCH-LAINÉ : « Nous méprisons, non sans excès, le "théâtre du boulevard". Le cinéma libérait la scène, comme la photo avait libéré la peinture. À la tentative de Jacques Copeau, nous rattachions celle de Stanislavski, de Reinhardt. Et nous remontions à des sources à nouveau désirées : le chœur antique, le théâtre du Moyen-Âge et l'élisabéthain, la *commedia dell'arte*. Nous les redécouvrons, oubliant l'ennui des classes de lettres. Nous ajustons leur histoire à nos vœux pour la justification de nos thèses, ainsi qu'on procède généralement en fait de "renaissance". J'écrivais donc, avec l'aplomb d'une très fraîche et très légère érudition, sur l'usage du masque et sur l'expression corporelle auquel il oblige, sur les vertus de l'improvisation, sur les manifestations théâtrales des communautés bien vivantes... »

HUSSENOT (Olivier) : « Qui sommes-nous au juste ? De tout jeunes hommes, de même formation spirituelle et physique, qui prennent la route pour y marcher en équipe conformément aux principes de la loi scout. Que voulons-nous ? Acquérir une technique solide afin de constituer un instrument démocratique vigoureux et souple, au service d'une inspiration chaleureuse. Découvrir et restaurer une forme théâtrale jeune et vivante en réaction contre l'individualisme, le snobisme et le dilettantisme. Apporter la délivrance du rire et des larmes jusque dans les usines et les hôpitaux, les campagnes et les faubourgs. »

HUSSENOT (Anne-Marie) : « Après la débâcle, nous nous sommes retrouvés à Vichy où il y avait tout le monde, j'aime mieux vous dire. On ne savait pas trop quoi faire. Il y avait Pierre Schaeffer, Paul Flamand, Claude Roy, entre autres, qui étaient en train de mettre sur pied, en liaison avec le secrétariat à la Jeunesse, une association qui s'appelait Jeune France. Elle avait deux têtes : l'une à Paris, l'autre à Lyon en zone non occupée. Son but était de former de jeunes artistes, d'encourager un renouveau de la culture populaire, etc. Pierre Schaeffer nous a proposé d'aller servir d'animateurs à une école des cadres qui allait démarrer à Uriage. C'est comme ça que nous sommes tous partis là-bas, toute la troupe des comédiens-routiers. »

J. Douai et Y. Robert ne les rejoindront que plus tard en 1942.

Le futur chanteur n'a que vingt ans. Il était scout dans l'avant-guerre et a déjà souvent entendu parler de la troupe de L. Chancerel. Son rêve d'adolescent, c'était de devenir l'un des « célèbres » comédiens-routiers.

DOUAI : « Je suis arrivé à Uriage, non pas pour Uriage, mais pour la compagnie d'Olivier Hussenot. Jeune, j'avais fait du scoutisme et, automatiquement, j'étais informé de l'existence des comédiens-routiers. C'était un peu "mon Amérique à moi", la chose inaccessible. S'il n'y avait pas eu la guerre, je ne les aurais jamais rencontrés. Ou alors par quel miracle ? Arrivé à Pau après l'exode, j'avais comme arrière-pensée que le responsable du scoutisme de Pau pourrait me brancher sur les comédiens-routiers. Il m'a tout de suite mis en relation avec Y. Joly et L. Chancerel avec lesquels j'ai travaillé quelques mois à Toulouse. Ensuite, en homme du Nord, respectueux des ordonnances gouvernementales, j'avais vingt ans à l'époque, j'ai fait les Chantiers de jeunesse. Je n'y étais pas obligé. Je n'en savais rien. Mais de toute façon, ce n'était pas mon tempérament d'échapper à la règle. Et là, par un coup de chance extraordinaire, j'ai rencontré André Bellec, l'un des futurs Frères Jacques, et au même moment, j'ai appris, par une revue des Chantiers, qu'Olivier Hussenot ouvrait un stage de formation d'animateurs. André Bellec est intervenu pour que je puisse faire ce stage et, à la sortie du stage, Hussenot m'a retenu dans sa troupe. »

Yves Robert, bien que de deux ans seulement l'aîné de Douai, a déjà une solide expérience de la vie. Élevé dans une famille petite-bourgeoise qui a perdu son peu de fortune dans les années vingt, il a dû commencer à travailler à treize ans et est devenu typographe à Paris. Lié aux milieux anarcho-syndicaliste, socialiste et communiste, il a acquis son savoir politique au contact des ouvriers du livre et a vécu avec enthousiasme le Front populaire. Il a aimé Giono, l'homme de la Provence et du Contadour, du refus d'obéissance et du pacifisme intégral. Il s'est engagé à corps perdu dans l'aventure des auberges de la jeunesse et c'est par elles qu'il arrive à Uriage.

ROBERT : « En 1940, un peu déconcerté, ballotté, j'ai demandé à ma mère de me laisser partir avec des copains en auberge, en zone libre. J'étais un bon meneur de jeu des auberges et des gars m'ont repéré et m'ont embarqué, pratiquement comme professionnel, dans une école de cadres qui formait des pères et des mères-aubergistes. Si, à Uriage, on a joué un double, ou triple jeu, là ce n'était pas du tout le cas. On mettait des gens dans les auberges de la jeunesse pour que, le jour venu, ils puissent servir... C'était clair, dès le début. Dans cette école, j'ai connu Jean-Marie Serreau, Pierre Ollier de Marichard, etc. J.-M. Serreau m'a demandé ce que j'allais faire après la guerre. Je ne savais pas. Comment aurais-je pu savoir ? Mais j'avais lu quatre ou cinq bouquins sur le théâtre. J'étais fou de cinéma. Entre 1933 et 1940, j'y allais pratiquement tous les jours et les soirées où il passait quatre films, je ne les ratais pas. Mais je n'imaginai pas pouvoir faire ce métier. La seule chose que j'imaginai, c'était de faire du music-hall, danseur comme Fred Astaire. Alors J.-M. Serreau m'a dit : "Il faut que tu fasses du spectacle", et il m'a indiqué Hussenot à Uriage qui faisait des recherches sur les arts, le théâtre et voulait bien me prendre. Alors un matin, j'ai débarqué là-bas, pratiquement à poil. J'avais presque plus de godasses, plus rien. C'est difficile à comprendre, mais on vivait de l'air du temps, de l'air des copains. C'était le mois d'octobre, je gelais, et ils m'ont donné un petit costard d'Uriage. »

LE PEUPLE D'URIAGE

Autour de ces quatre piliers, se rassemble ce qu'on peut appeler le peuple d'Uriage. On y rencontre des permanents qui ont la responsabilité du fonctionnement matériel de l'école, des instructeurs qui n'ont pas la renommée des intellectuels du bureau d'études, des chefs d'équipe qui ont en charge la formation quotidienne d'une vingtaine de stagiaires, ces derniers enfin qui séjournent au château trois jours, une huitaine, trois semaines ou six mois.

Les catholiques sont en majorité. Licenciés ès lettres, Paul de La Taille est le bras droit de Dunoyer de Segonzac. C'est le silencieux d'Uriage, l'homme de confiance qui connaît les activités de résistance de l'école. Après son départ, Raymond Dupouy, un gaulliste convaincu, lui succédera. A. Voisin, l'intendant de la Fauconnière, continue le même travail à Uriage. Il

a été influencé par *Temps présent* et les idées dominicaines. Bouleversé par Munich et la montée du nazisme, Gilles Ferry s'est plus encore engagé dans la mouvance démocrate-chrétienne et a chaudement soutenu l'expérience de *Sept*. Philosophe de formation, venu à Uriage avec la compagnie d'Hussenot, il juge rapidement qu'il ne fera pas un bon comédien et rejoint l'équipe du château. Responsable du journal *Jeunesse-France*, puis instructeur, il devient membre du bureau d'études en août 1942, après le stage de six mois. Louis Poli est, lui, le responsable de la bibliothèque, avec Lucette Massaloux et François Ducruy. Professeur de lettres classiques, celle-ci vient à Uriage parce qu'elle est en réaction contre l'excessive rigidité de son milieu familial et souhaite faire autre chose, en cette période grave et troublée, que de l'enseignement. François Ducruy est un admirateur de Blondel et Bergson sur lesquels il a entrepris une thèse. R. Vuillemin, le moniteur d'éducation physique de la Fauconnière, a suivi l'équipe à Uriage. Jeannine de Chaléon, Yvonne Jacquot, Louise-Marie Lozach'meur sont trois des secrétaires de l'école. La première, fille d'officier, a passé son enfance et son adolescence en Syrie. De retour en France, sa famille s'est installée à Grenoble. Elle a suivi le cours Pigier avant d'être embauchée comme secrétaire de H. Beuve-Méry et J. Dumazedier. Elle épousera celui-ci en 1943. Grenobloise également, Y. Jacquot est aussi issue d'une famille de militaires. Elle a milité à la JEC de la région de Grenoble dont l'aumônier était alors l'abbé Pierre. L.-M. Lozach'meur, responsable fédérale de l'Action catholique de Grenoble, travaille dans un journal local, *La République du Sud-Est*, lorsque son amie Y. Jacquot vient la chercher pour entrer à l'école. Elle doit convaincre sa mère.

LOZACH'MEUR : « On parlait beaucoup d'Uriage à Grenoble et j'ai tout de suite accepté. Ma mère était plus réticente car on en parlait en bien et en moins bien. On appelait les instructeurs les "moines-chevaliers", mais souvent avec un petit sourire ambigu. Des rumeurs stupides circulaient, du genre "ils ont des lits dans leurs bureaux", "ils se baignent nus dans la piscine avec les secrétaires" ! La piscine était, en fait, une mare envahie par les herbes où jamais personne n'a trempé ses pieds ! J'ai dit à ma mère que, sauf exception, je descendrai chaque soir à la maison. Il est vrai qu'à l'époque on voyait mal une jeune fille partir travailler dans une école de cadres de garçons ! »

Le peuple d'Uriage compte aussi ses protestants. P. Ollier de Marichard, pour ses amis de l'école, est un calviniste ardéchois. Ancien élève des Arts décoratifs, il a fait partie des Éclaireurs unionistes, le mouvement du scoutisme protestant. Lors du Front populaire, il a été associé au sous-secrétariat d'État aux Sports et aux Loisirs de Léo Lagrange. Il est l'un des responsables des auberges laïques de la jeunesse lorsqu'il rejoint Uriage en tant qu'instructeur à la fin de l'année 1940. Gilles Souriau est d'origine anglicane. Issu d'une famille d'universitaires de tendance radicale-socialiste, il a également appartenu aux Éclaireurs unionistes. Il s'est ensuite engagé dans la tendance catholique des auberges dont il a apprécié l'esprit de tolérance et l'internationalisme. C'est aussi un instructeur. Jacques Lochard, le pasteur d'Uriage, est, lui, un chef d'équipe. Originaire d'une famille pacifiste, il a fait dans les années trente plusieurs voyages en Allemagne qui l'ont progressivement convaincu des inconséquences et des dangers de l'antimilitarisme. Étudiant à la faculté de théologie, il s'est souvent heurté à la ligne orthodoxe que représentait alors le barthisme et a commencé à réfléchir à ce que pourrait être un marxisme chrétien. Lorsque J. Dumazedier lui propose d'entrer à l'école, il accepte parce que celle-ci lui paraît être le lieu idéal où accomplir la tâche la plus urgente qui soit : repenser l'identité française face au nazisme. Paul Grillet est l'un des participants au stage de six mois. Fidèle lecteur d'*Esprit* depuis l'âge de dix-huit ans, il est habité par le personnalisme et a été scandalisé par Munich. Il décide à la fin de l'année 1941 de quitter les Chantiers de jeunesse et d'entrer à l'école.

GRILLET : « Je suis venu par intérêt, par estime pour l'esprit de l'école. Je savais ce qui s'y faisait. Ça m'intéressait. J'avais lu *Jeunesse-France*. Des éléments très opposés au point de vue politique, l'un communiste, l'autre catholique de choc, m'en avaient parlé et leurs points de vue convergeaient. Ce qui était un bon signe. Ça m'a donc intéressé au premier chef et tout de suite. »

Uriage a également ses représentants de la classe ouvrière. René Thomas, par exemple, un communiste qui travaille dans une usine de la région et fait un stage à l'école. Mais surtout B. Cacères, le compagnon plutôt que le prolétaire. Fils de charpentier espagnol émigré en France pendant la Première Guerre, apprenti charpentier lui-même, il est de gauche par tradition, sans véritable conscience politique, parce qu'il a vécu dans les quartiers populaires de Toulouse, le bastion du socialisme dans le Sud-Ouest. Il a connu la misère des milieux ouvriers mais aussi l'honneur d'être un travailleur du bois et la joie de participer à la grande fraternisation du Front populaire. C'est sa première prise de parole publique, en 1935, au siège régional de la Jeune République, qui lui vaut son entrée à l'école.

CACÈRES : « L'architecte qui donnait des chantiers à mon patron faisait partie de la Jeune République. Il lui a demandé d'envoyer un ouvrier pour réparer le portail de la maison où se trouvait le siège du mouvement. En faisant la réparation, j'ai connu l'abbé de Naurois. On a discuté, et de fil en aiguille, il m'a demandé de faire un témoignage sur la condition ouvrière !

« J'avais parlé aux deux ouvriers et à mon artisan de patron, compagnons comme moi, de cette "conférence". Pour bien la préparer, nous avons pris un grand plan d'escalier comme feuille de papier. On l'avait épinglé sur un support et dès qu'on avait une idée, on l'inscrivait : on ne gagne pas assez, les bourgeois sont des salauds, ils nous exploitent, et on y croyait ferme. Mais, le jour dit, je suis arrivé avec mes habits distinctifs de charpentier. C'était un public d'étudiants. J'étais chez les bourgeois. Je suis monté sur l'estrade, j'ai déroulé le plan et commenté tout ce qui était inscrit dessus, au lieu de faire un discours comme je le ferais aujourd'hui. L'authenticité devait être évidente. Ça a eu du succès. Un prêtre en rouge est monté sur l'estrade pour venir nous féliciter. J'ai su ensuite que c'était monseigneur Saliège qui allait devenir le premier cardinal résistant de France.

« Ensuite l'abbé de Naurois a disparu de ma vie. La guerre, l'Occupation. Je reçois alors un télégramme de lui, cela devait être en 1941, pour que je vienne faire la même conférence à Uriage ! Je ne savais même pas où cela se trouvait. Je me suis informé et j'y suis allé. Cette école, sorte de monastère, m'est apparue comme un univers de mots. Cela me faisait peur. J'étais dans un château et je ne comprenais pas grand-chose à ce qui se passait. »

Enfin, venus de l'autre bout de l'échelle sociale, les industriels et les hauts fonctionnaires. Claude Toulemonde, sorti de l'X, est un instructeur. Il était déjà présent à la Fauconnière et a suivi le Vieux Chef. Louis de Poix et Jacques Chesnais, polytechniciens eux aussi, sont des stagiaires. Comme Lorrain Cruse, tout frais émoulu de l'inspection des finances qui passe seulement huit jours à Uriage parce qu'on encourage alors les jeunes promotions des grands corps de l'État à y suivre un stage. P. Delouvrier deviendra, lui, un familier de l'école. Après la défaite, il a travaillé à Vichy avec les Compagnons de France, un mouvement de jeunesse qu'était en train de créer Henri Dhavernas, un important responsable du scoutisme catholique. Au bout d'un mois, il a décidé de quitter cette organisation, d'orientation trop maréchaliste et Révolution nationale à son goût, pour rentrer à Paris et préparer le concours d'entrée à l'inspection des finances.

DELOUVRIER : « J'ai été reçu en mai 1941. Au cours de l'été, avant de commencer vraiment mon travail d'inspecteur, je me suis adressé à mon chef de service, André Fayol, pour lui dire que j'avais envie d'aller voir en zone libre ce qui se passait du point de vue de la jeunesse. J'avais entendu parler de quelque chose de différent des Compagnons parce que, pour moi, les Compagnons, c'était fini. C'était l'école d'Uriage. Il en connaissait aussi l'existence et m'a conseillé d'y aller. "Le jugement, m'a-t-il dit, que vous prendrez sur cette école sera très important pour moi car, si j'ai à y orienter des jeunes, il faut que je sache l'atmosphère qui y règne." Je me suis donc rendu à Uriage en août 1941 et j'y ai passé, je crois, six semaines de stage. J'avais comme chef de groupe le pasteur Lochard. J'ai observé, je les ai un peu testés, provoqués et j'ai vu, en tout cas chez Lochard, c'était très net, il n'était pas pétainiste du tout. Et puis l'ambiance m'avait plu. J'étais un catholique d'origine et de formation, élevé à l'école libre, ayant un sentiment certain que le dévouement aux autres est une nécessité. Si

j'avais refusé avant-guerre d'être scout, j'avais fait du patronage dans les milieux populaires de Montreuil et de Bagnolet. Et j'étais probablement l'un des rares types du XVI^e arrondissement à connaître parfaitement l'Est parisien. Alors l'année d'après, j'y suis retourné mais à ce moment-là, j'ai été beaucoup plus lié aux chefs d'Uriage, Segonzac, Beuve-Méry et les autres. Je déjeunais avec eux. Je participais à leurs discussions. »

Pour restituer de manière pleine et entière ce qu'est Uriage, il faudrait encore évoquer longuement ses invités illustres. Edmond Michelet par exemple, le futur ministre du général de Gaulle, qui a écrit dès juin 1940, à Brive, le premier ou l'un des premiers tracts de la Résistance. Paul Claudel, venu réciter sa *Jeanne d'Arc au bûcher* et qui n'a pas été apprécié de tous. P. Emmanuel convié par B. d'Astorg, ou René Clément par les comédiens. Et bien d'autres. Mais restons-en là. On a déjà peine à se représenter, après plus de quarante ans, le monde d'Uriage. En effet, comment comprendre Uriage, comment se convaincre même de son étonnante diversité quand nous croyons encore trop souvent, en un jugement commode, que toute institution vichyssoise, quelle qu'elle soit, s'est faite la complice de la collaboration avec l'Allemagne hitlérienne, quand nous imaginons encore massivement cette époque de l'histoire nationale sous les traits uniques d'un retour à l'orthodoxie et au conservatisme à tout crin ? Que la France des années de guerre ait été un moment d'expansion du traditionalisme politique et social, cela est certain, et son chef, le militaire aux sept étoiles, s'en voulait le gardien rassurant et autoritaire. Mais elle fut en même temps tout autre chose dont les hommes et les femmes d'Uriage témoignent. Aussi étrange et choquant que cela puisse paraître aujourd'hui, l'école d'Uriage fut un lieu de non-conformisme. Certes, elle est à dominante catholique et chrétienne, mais la France l'est. Et pour y venir, on l'a vu, il faut avoir déjà fait un effort sur soi-même, avoir regardé en dehors de son milieu d'origine, s'être, de manière franche ou timide selon les cas, débarrassé de quelques préjugés et s'être ouvert aux autres, aux différents de soi. Il faut, à droite comme à gauche, manuel, intellectuel ou artiste, civil ou militaire, ecclésiastique ou laïc, avoir désiré un certain pluralisme, un certain œcuménisme, y avoir réfléchi pendant ses années d'adolescence ou de jeunesse, les avoir préparés dans de petits groupes, au travers de modestes ou de grandes actions, à *Esprit*, dans les auberges, le scoutisme ou sous le Front populaire. Il faut avoir souhaité et créé, un peu partout dans la société française, un premier décroisement culturel. Dans ce microcosme de l'avant-guerre qu'est l'école d'Uriage, il y a toutefois un absent de marque : l'homme politique. Un signe.

3

La vie

Qu'est-ce qui rassemble ces hommes et ces femmes aux passés, aux savoirs et aux horizons différents ? Qu'est-ce qui cimente la diversité d'Uriage ? Une volonté de dialogue donc, par-delà les oppositions et les clivages traditionnels, déjà un peu émoussés, usés. Des liens personnels aussi, on a pu maintes fois en prendre conscience, tissés ici ou là, dans un engagement d'hier ou par le hasard des rencontres nées de la débâcle. Mais il y a autre chose. Un souvenir dont on parle rarement, presque jamais car les combats présents et futurs suffisent à emplir les esprits. La guerre de 1914-1918. Ils sont trop jeunes pour l'avoir faite, mais combien sont-ils à y avoir perdu un père, un frère ou un ami ? Un quart, un tiers, peut-être, à l'image de Dumazedier, qui a été élevé par sa mère et sa grand-mère, et se prénomme Joffre en commémoration du maréchal victorieux de la Marne. La grande guerre, toutefois, ce n'est pas seulement le souvenir de la saignée et des morts. Ce sont, pour beaucoup, les petits livres, pas plus de quelques pages, qu'on lisait enfant et qui racontaient l'héroïsme des poilus. C'est le sentiment que les générations suivantes n'ont pas été à la hauteur de ce courage et de cette gloire, qu'il s'est ensuite produit un affaissement général dont on paie désormais le prix. C'est, pour d'autres, le regret d'avoir succombé des années durant à l'illusion pacifiste, au refus des armes qu'il a finalement bien fallu porter et qu'il faudra bientôt reprendre. Tout cela, bien sûr, rapproche et réunit, et l'ombre de la Première Guerre plane sur la Seconde. Pourtant le meilleur ciment, le lien le plus profond entre ces hommes et ces femmes ne se trouve pas dans le passé, mais dans le présent et dans l'avenir. Et pour l'instant, dans la vie quotidienne, dans la communauté qu'ils forment ensemble à Uriage.

LE PAIN, LES HOMMES ET LA HIÉRARCHIE

Tout n'est pas rose à l'école, loin de là. Si au château, on mange à peu près à sa faim, ce n'est pas le cas des comédiens.

CACÉRES : « Je mangeais. Par rapport à Toulouse, c'était le paradis. Il faut avoir eu faim pour comprendre ce que veut dire manger. »

HUSSENOT (Anne-Marie) : « J'ai nourri vingt-cinq personnes et j'ai eu bien du mal. Et encore le château était un peu ravitaillé et ils nous donnaient de temps en temps une petite subvention, une chose ou une autre. Au cours d'une tournée, on a ramené un sac de farine de maïs qui nous a fait vivre tout l'hiver. Tout le monde en avait marre, on le faisait sucré, salé, comme on le pouvait. C'était vraiment très difficile. Il y avait là des garçons très jeunes, Jacques Douai entre autres, qui mouraient de faim. Ça se voyait bien. Quand on faisait la distribution des 350 grammes de pain tous les jours, il y avait ceux qui les mangeaient tout de suite, ceux qui économisaient pour la soirée, mais finalement ils mouraient de faim. Ça m'a laissé un souvenir

très douloureux. C'est moi qui m'occupais de tout et je vous avoue que c'était très pénible. Et on n'avait pas assez d'argent pour faire du marché noir. »

Même si les femmes sont indispensables à la vie de la communauté, Uriage est fondamentalement un milieu d'hommes, dirigé par des hommes. Officier ou intellectuel, de gauche ou de droite, par culture ou par habitude, on est avant tout du sexe masculin. Les femmes le disent et certains hommes le regrettent.

JACQUOT : « La vie à l'école nationale des cadres se présenterait aujourd'hui sous un aspect totalement différent. C'est pourquoi il est difficile de l'expliquer à d'autres générations. Si l'on veut, on peut signaler, au passif mais sans le généraliser, un aspect un peu "macho", compréhensible dans une école masculine et presque inévitable si on tient compte de l'air du temps. Cela ne me gênait pas d'ailleurs. »

MASSALOUX : « Il y avait vis-à-vis des femmes un problème. C'était tous des guerriers, tous des chefs. C'était une école assez sexiste. Mais il ne pouvait guère en être autrement à cette époque. L'école était novatrice à bien des égards, mais ne s'écartait pas de ce point de vue de la tradition militaire. Je bénéficiais néanmoins d'un statut particulier. »

GRILLET : « Nous, en tant que stagiaires, on ne parlait pas des femmes. Il y avait bien des êtres humains qui n'étaient pas habillés comme nous, dont on supposait qu'ils étaient des femmes, mais on n'avait pas de contact avec elles ! »

SOURIAU : « Au cours des deux années d'existence de la communauté, les femmes ont été traitées d'une façon quelque peu cavalière. Elles n'étaient que très rarement consultées et il est probable que le problème serait devenu sérieux si l'existence de la communauté s'était poursuivie. »

Fondée par des militaires et cultivant l'esprit du chef, l'école possède son ordre, sa hiérarchie. Une petite minorité la vénère, beaucoup ne font qu'y consentir et d'autres l'ont en aversion.

JACQUOT : « Avec du recul, malgré une grande ouverture, il y avait tout de même à Uriage les petits, les exécutants qui ne bénéficiaient pas forcément de l'estime de tous. Le prestige de l'intellectuel et, en même temps, de l'homme d'action demeurait tenace. »

LOZACH'MEUR : « Si les secrétaires pouvaient participer à toutes les activités, assister aux conférences et se pénétrer de l'esprit d'Uriage grâce aux papiers intéressants qu'elles tapaient à la machine, elles formaient quand même un petit monde à part. Elles prenaient leurs repas au "petit carré", entre elles, tandis que les chefs prenaient les leurs au "grand carré" à midi et dans leurs familles le soir. Les instructeurs étaient d'une parfaite correction avec elles dans le travail, hors duquel on les voyait peu excepté lors des veillées ou des conférences où les rapports avaient une note de gentillesse mais teintée d'une certaine réserve polie. Je n'aurais jamais pensé qu'ensuite je pourrais les connaître vraiment et qu'une telle amitié à la vie à la mort nous lierait. »

GRILLET : « Ce qui me gênait, c'était cette séparation entre les chefs, les moins chefs, les moins-moins chefs, les presque chefs et les pas chefs du tout ! Il y avait une hiérarchie qui venait de je ne sais où, d'avant 1789, qui était super-agaçante. L'équipe centrale, c'était les dieux. En dessous, il y avait des types raccrochés mais qui n'en faisaient pas partie. Et puis un groupe à part, les stagiaires : c'était de "la petite bière". Ensuite les autres, les civils, c'était les touristes ! C'était une hiérarchie très élitiste. Quand il a fallu aller au combat, on a bien vu qu'il n'y avait pas de super-chef ou de demi-chef parce qu'on était tous dans le même sac ! Ça, je n'ai pas pu le supporter, dès le début. »

Les difficultés matérielles, l'inégalité entre les hommes et les femmes, la hiérarchisation des individus ne sont pas des composantes négligeables ou anodines de la communauté

d'Uriage. Dans la situation de pénurie alimentaire que connaît alors la France, la recherche de la nourriture occupe à temps complet certains membres de l'école et contribue, par-delà les réactions différentes de chacun à ce qu'il trouve dans son assiette, à renforcer la cohésion du groupe. L'inégalité des sexes et la hiérarchie, quel que soit le jugement que l'on porte sur ces principes, jouent aussi un rôle organisateur. Elles confèrent à la communauté un ordre que la majorité accepte sans trop rechigner pour de multiples raisons : le pays est occupé, le désordre et l'individualisme d'avant-guerre sont décriés, l'aspiration communautaire est plus forte encore que les désagréments qu'occasionne le régime des chefs.

LE STYLE DE VIE

Ces éléments ne sont, cependant, qu'une partie de la réalité d'Uriage. L'essentiel, ce qui est au cœur de l'existence quotidienne et du projet de l'école, c'est le style de vie. Maître-mot d'Uriage, le style de vie est une notion difficile à définir. C'est à la fois une règle du groupe et une manifestation de la liberté de chacun. C'est une manière d'être et d'agir, un mélange de disponibilité d'esprit et de sens de l'effort physique, de souci de soi et de confiance en les autres, de rigueur dans l'action, de spiritualité dans le comportement et de pratique de l'humour. C'est une éthique personnelle et une volonté de changer ensemble, ici et maintenant, la vie. Ce style repose ainsi sur l'organisation même de la journée de l'école où se combinent des activités intellectuelles, sportives, artistiques et festives.

LES PLAISIRS DE L'INTELLECT

Uriage est un lieu de débat permanent. On discute partout, au bureau d'études, lors des conférences, dans les stages, à bâtons rompus. Tout le monde a le sentiment de brasser des idées, de confronter des expériences, de transformer sa vision du monde grâce à celle des autres. Intellectuel reconnu, on s'ouvre à des pensées et à des manières de réfléchir différentes et on apprend à mieux dire ce que l'on sait. Déjà un peu cultivé, on découvre des horizons nouveaux et on s'enrichit constamment. Sans instruction, on apprend à perdre haleine, avec la sensation de rattraper le temps perdu.

DUMAZEDIER : « Beuve-Méry a eu une influence réelle sur moi. Ce n'est pas qu'il me donnait des leçons, c'est plutôt que nous étions toujours ensemble, tellement voisins qu'il était impossible de ne pas être imprégné de son mode de pensée. Ce mode vigoureux, ce refus de tricher, ce refus de toutes les schématisations, cet esprit de sérieux et de rigueur du *Monde*. Il me l'a donné ou plutôt ça l'a renforcé en moi. La vérité, pour moi, ce n'est pas seulement le choix d'un absolu, c'est aussi quelque chose de banal, c'est une rigueur à respecter chez tous, partenaires ou adversaires, notamment dans le champ social et politique. J'admire et j'admire la capacité de Beuve-Méry à douter. Je suis très méfiant vis-à-vis des gens pour lesquels tout est unilatéral. »

REUTER : « Les auditoires étaient très divers et rassemblaient les personnes les plus opposées par l'âge, la formation et le milieu social ; l'orateur rencontrait, quelquefois sans s'en être rendu compte, la difficulté fondamentale de l'enseignement : communiquer avec un autre esprit, et ce qui est pis avec un autre collectif, avec un "public". Parfois, des conférenciers de passage, glorieux et chevronnés, dispensèrent ainsi des merveilles sans recueillir toutefois autre chose qu'une indifférence qui n'était pas toujours amusée. Je ne fus pas sans en faire moi-même quelque expérience, d'abord comme hôte de passage, puis lorsque je fus détaché au bureau d'études pour les stagiaires de six mois. Il m'arriva alors de songer avec mélancolie à mes enseignements juridiques de naguère, où je n'étais pas obligé d'avoir des idées tous les jours et où les énumérations de la réglementation et les contradictions de la jurisprudence fournissaient des développements à bon marché.

« Mais J.-J. Chevalier fut pour ses auditeurs à l'école un sujet d'émerveillement. Sa pensée directe, son langage simple captivaient l'attention : à l'entendre on ne s'ennuyait jamais. Syndicalistes, patrons, jeunes officiers, paysans, élèves du stage de six mois destinés aux cadres des organismes régionaux de la jeunesse, tous suivaient sans effort ses exposés ; les esprits les plus simples y recevaient un bagage substantiel ; les autres en retiraient une vision d'ensemble qui simplifiait des questions compliquées, un peu comme dans le développement des mathématiques on franchit le palier où quelques formules générales réduisent au rang de cas particulier une masse de théories sans lien apparent. »

LOCHARD : « Pour moi, c'était une grande découverte. J'avais vécu dans un milieu protestant et populaire. Certes, j'avais fait quelques études à Paris, mais là, je découvrais d'une part le milieu catholique et d'autre part le milieu intellectuel, avec toutes ses facettes. J'apprenais en permanence. C'était passionnant de participer à ce microcosme qu'on voulait représentatif de la France. Même avec toutes les réserves qu'on peut faire, c'était passionnant. »

GRILLET : « On pompait des tas de connaissances à longueur de journée. Et le soir on se disait : "tiens, je sais ça en plus" ou "j'ai découvert ça en plus" ou encore "il y a tel point d'interrogation en plus". J'aurais bien voulu que mes fils, pour leur développement intérieur, connaissent une aventure de ce type-là. »

CACÉRES : « Petit à petit, je me suis mis à avoir des contacts avec le bureau d'études, avec Beuve-Méry et surtout Dumazedier. Il écrivait et il lisait beaucoup. Et il me donnait des bouquins à lire. Par exemple, le livre de Dolléans sur l'histoire du mouvement ouvrier. Je lisais ma propre histoire. À certains passages, je me disais : "Ça, c'est vrai, il a raison, je l'ai vécu." Le mot conscience de classe, c'est dans Dolléans que je l'ai appris, avant, je ne savais pas ce que c'était. Ça me donnait à réfléchir, ça me préparait à une gymnastique intellectuelle. Et puis Dumazedier me posait une multitude de questions. Il me demandait ce que j'avais lu, comment je l'avais lu, ce qui m'intéressait ou me frappait. Et il m'orientait dans certaines voies. En fait, j'étais un peu son cobaye. J'étais le prolo authentique dont il voulait connaître, pour sa méthode d'entraînement mental, les structures de pensée. Mais je dois lui rendre un hommage. C'était fait avec dignité, sans paternalisme. Les autres l'étaient, inconsciemment. Dumazedier, non. Il avait même une tendance à valoriser. Quand on sortait d'un entretien avec lui, tu te prenais pour Jésus-Christ ! »

DOUAL : « Il y avait des moments fabuleux avec ces hommes, à table, qui discutaient de marxisme, de christianisme, de musique, de futurisme, de problèmes de société. Ils réinventaient le monde tous les jours. On avait aussi des obligations pratiques. Exemple : chaque fois que nous lisions un livre, il fallait en faire un résumé et une fiche pour la bibliothèque, de façon à ce que les gens qui viendraient chercher un livre puissent avoir une idée de ce qu'ils allaient lire. En quelque sorte, c'est là que j'ai appris à lire. En tout cas, à orienter mes lectures. »

JACQUOT : « Uriage, pour moi, ça été une ouverture extraordinaire. J'appartenais à un milieu où il y avait beaucoup de routines et de conventions. À Uriage, à vingt ans, j'ai eu l'impression de respirer et que le monde s'ouvrait devant moi. Je découvrais, entre autres, ce qu'avait été le Front populaire. J'entendais Beuve-Méry parler des perspectives européennes, de Naurois du nazisme dont j'ignorais tout de même beaucoup les enjeux. Et puis, un certain humanisme, l'esprit d'équipe... autant de choses qui m'ont marquée et qu'on n'a jamais fini de découvrir. »

LOZACH'MEUR : « Le brassage des milieux et des opinions m'a comblée. Ce style de vie était déjà dans mon tempérament. Et je me souviens, par exemple, de mes discussions avec Cacères qui m'entreprenait sur des points de religion, lui anticlérical qui me savait catholique. Sur le plan de la culture, Uriage m'a beaucoup apporté. J'étais avide d'apprendre et cela a été une grande chance de connaître ces hommes, de découvrir ces courants de pensée et de combler mes lacunes bien mieux qu'au lycée ou qu'à la faculté. »

LE CORPS ET SES CONTROVERSES

On discute et on se cultive à Uriage, mais on y fait aussi beaucoup d'exercices physiques. On pratique l'athlétisme dans le stade que les membres de l'équipe de base, aidés par des stagiaires, ont eux-mêmes construit. On organise dans les monts de Chamrousse, selon les saisons, des sorties à ski ou des randonnées pédestres. On participe, sans obligation toutefois, au rituel de la course à pied, à l'aube, dans le parc du château et la campagne environnante. C'est la séance de décrassage, menée d'une main de fer et d'une voix de stentor, par R. Vuillemin. Les avis sont très partagés.

DE CHALÉON : « Le décrassage dans le parc, le matin, c'était formidable. Quand on a dix-huit ans, on y va. Tout le monde participait. Ça faisait partie de la vie communautaire. »

LOCHARD : « Avec Vuillemin, j'entretenais à la fois des relations sportives et amicales. J'étais l'un des plus sportifs de l'école et il avait posé sur moi une main paternelle. Le décrassage du matin, c'était une expérience terrible pour les gars qui n'étaient pas du tout entraînés. Pendant trente minutes, on courait à travers la campagne, on faisait des sauts de plusieurs mètres par-dessus de petites rivières. Et il passait son temps à nous engueuler. Parfois, il nous demandait de ralentir pour qu'il puisse aller en avant et fermer une barrière de pâturage restée ouverte. Comme ça, les gars étaient obligés de sauter par-dessus. Ça m'a toujours paru très symbolique, pas du tout insignifiant, cette volonté de chercher coûte que coûte l'obstacle. »

CACÉRES : « Vuillemin était un costaud un peu brute mais sympathique. Un intellectuel et lui, ce n'était pas de même nature. Il fallait se lever à six heures et demie au son du cor et se rouler tout de suite dans la neige, courir, grimper. Je faisais ce "décrassage" comme tout le monde, mais je trouvais ça con ! Pourquoi se lever aux aurores quand on peut rester tranquille au plumard ? Tout le monde trouvait ça merveilleux, pas moi. Et je le disais à Vuillemin. "Je me suis levé toute ma vie à cinq heures du matin. Pour une fois où le petit déjeuner est à huit heures, parce que les cours ne commencent qu'à neuf, pourquoi faudrait-il que je me décrasse ? Et de quoi ?" »

HUSSENOT (Anne-Marie) : « Roger Vuillemin nous appelait les comiques. Je ne crois pas que beaucoup de comédiens aient participé au décrassage. En tout cas, mon mari et moi, on ne l'a jamais fait. Grâce à Dieu ! La vie était déjà suffisamment difficile. »

Le décrassage n'est pas uniquement un très violent effort physique. Il repose sur une méthode, dite naturelle, mise au point au début du siècle par Georges Hébert, un ancien officier de marine reconverti dans l'éducation physique. Il véhicule aussi une idéologie que beaucoup n'apprécient pas.

LOCHARD : « Vuillemin, je le vois encore fermer les barrières des pâturages avec le troupeau derrière lui qu'il passait son temps à fustiger. Il avait des mots très violents, parfois, contre les intellectuels. Cela me mettait mal à l'aise lorsqu'il le faisait sans humour. »

DOUAI : « Chaque jour, à sept heures du matin, le Vieux Chef était sur le stade pour le décrassage, on dirait aujourd'hui le "jogging". Jamais il n'a fait le reproche à quelqu'un de son équipe de ne pas être là. Mais lorsqu'on restait sur la touche, on se disait : "Tiens, qu'est-ce qui fait que je n'arrive pas à vivre comme ça ? Pourquoi ? Quelles sont mes habitudes de petit bourgeois qui font que je ne suis pas capable de laisser tomber la cravate ?" »

DUMAZEDIER : « Vuillemin, c'était un professeur de "décrassage" très convaincu de la méthode Hébert. Entre lui et moi, il y avait toujours cette querelle entre Hébert et Coubertin. Selon la méthode naturelle, grimper, marcher, sauter, vivre comme des bêtes, cela suffit pour développer l'homme. Pour Coubertin, ce n'est pas possible, c'est trop fruste. Il faut absolument que les gestes puissent devenir ce qu'ils sont capables d'être, des gestes beaux, altruistes, efficaces. Il faut les cultiver. Il faut un entraînement sportif. Il faut apprendre avec son corps à affronter des groupes, à coopérer, à se battre selon les règles. C'est un autre monde. Il y avait chez

Vuillemin une réticence à l'égard de ça. Il y avait toute une philosophie du "faut suer", "faut souffrir"... pour être "un homme". »

DE NAUROIS : « J'ai beaucoup réfléchi à cet aspect. Il y avait une dominante qui ne me convenait pas. C'était l'accent mis sur l'énergie physique, le dynamisme corporel. Ils étaient tous plus jeunes que moi et à même de fournir des efforts physiques dont je n'étais pas capable. De plus, je me sentais une responsabilité non seulement pastorale mais aussi intellectuelle et morale. »

L'HUMOUR DES COMÉDIENS

Sans les comédiens, la vie à Uriage serait un peu triste. Tout à la fois acteurs, costumiers et accessoiristes, animateurs et formateurs, troubadours et baladins, ils apportent une légèreté et une gaieté qui tranchent avec la rudesse du décrassage et le sérieux des conférences. Grâce à eux, on s'amuse et on oublie, ne serait-ce que l'espace d'un soir, la difficulté des temps.

HUSSENOT (Anne-Marie) : « Animer, c'était la grande mode à cette époque-là. Au château, nous donnions des spectacles au cours des stages, animions des veillées et faisons travailler les stagiaires qui s'intéressaient à l'art dramatique. En plus, nous allions à Jeune France, à Lyon, et partions de temps à autre en tournée dans les villages des Alpes et dans les grandes villes du midi de la France. »

HUSSENOT (Olivier) : « En complément de notre enseignement direct, nous publions une collection intitulée "Jeux dramatiques pour la jeunesse". On y trouve des thèmes, des suggestions. Nous évitons le tout mâché, le sketch à apprendre par cœur garanti comique. Nous voulons stimuler l'invention des jeunes. »

DOUAI : « Quand Hussenot m'a envoyé faire le stage de formation d'animateur à Lyon, dirigé par Martenot, Schaeffer et César Geoffroy, il m'a dit : "Tu veux chanter ? Alors il faut savoir faire chanter les autres. Tu dois être capable de chanter la chanson qui convient au moment même où on te le demande, selon l'atmosphère du moment, de jour comme de nuit." C'était simple ! Mais c'était une très bonne école et quand j'étais en panne, Olivier savait me souffler le titre qui convenait. Lui, il sentait très bien l'ambiance. On travaillait beaucoup. Il y avait toujours en préparation un spectacle et, en plus, on animait quelques soirées de l'école, quelquefois jusqu'à deux ou trois par semaine. Chacun avait son rôle. Pour les uns, la poésie, pour les autres, le théâtre, la musique, la danse. Moi, je chantais et je jouais de la guitare. Ce n'était pas toujours commode. Les gens n'avaient pas l'habitude et on nous prenait pour des "amuseurs". Les stagiaires étaient plus habitués aux chansons de salle de garde et aux refrains à la mode qu'aux chansons populaires ou traditionnelles. En fait, à Uriage, on a renoué avec la tradition. Au conservatoire, on ne m'avait jamais dit qu'il existait des chansons populaires. Je n'avais appris que les grands classiques. Là, il fallait sans cesse trouver de nouvelles chansons "anciennes". Or, à l'époque, il n'y avait pratiquement que la chansonnette à la mode qui passait à la radio et nous, nous n'en avions même pas. Alors, on vivait sur la mémoire. On apprenait et on se transmettait des chansons connues, on composait des recueils à partir des souvenirs de chanson, on renouait avec la transmission orale. Tout cela avait beaucoup d'importance. C'était un bouillon de culture permanent.

« Je me souviens de certaines soirées inoubliables avec Henri Gruel, Yves Robert, Madeleine Barbulée autour d'Olivier et de son épouse Anne-Marie. Gruel était maître potier de son état mais aussi musicien, comédien, dessinateur, peintre. Il savait tout faire. Et il avait un sens du comique extraordinaire. On jouait devant les stagiaires du château, mais aussi pour les villageois d'alentour et dans les Chantiers de jeunesse. En fait, la vie était devenue une espèce de stage permanent. Le stage était devenu la vie. Toutes les activités étaient gratuites et nous faisons tout nous-mêmes. Rien ne s'achetait et de toute façon nous n'avions pas d'argent ou presque pas. Nous vivions dans une ambiance chaleureuse mais aussi inquiétante. Certains de

nos amis traversaient la ligne de démarcation, faisaient de mystérieux “allers et retours” en zone occupée... »

LOZACH'MEUR : « Au château, on les regardait un peu de haut. Certains ne les appelaient pas les comédiens mais les comiques. Mais ils donnaient beaucoup de vie à toutes les réunions, célébraient les événements de l'école et on était très contents quand ils animaient. Je me sentais très à l'aise dans leur milieu décontracté et amical où, en dépit des apparences, l'on travaillait sérieusement. Eux aussi m'ont marquée. »

LOCHARD : « J'étais un de ceux qui étaient les plus proches des comédiens-routiers. Je les voyais très souvent, presque quotidiennement. Ils apportaient beaucoup de choses à Uriage. Non seulement ils avaient des spectacles tout à fait remarquables mais, plus encore, ils permettaient aux instructeurs de se refaire, entre les stages, une santé et un humour et de prendre quelquefois un peu de distance par rapport aux préoccupations des sessions de formation. Ils étaient le petit soupçon ironique sur la doctrine d'Uriage et, à cet égard, j'avais une complicité avec eux. Ils étalent un peu les pitres, les troubadours, mais leur idéologie et leurs réflexions n'étaient pas vides, bien au contraire. D'ailleurs, beaucoup d'instructeurs les fréquentaient, indépendamment de leurs venues au château et de leurs participations aux séances publiques. »

CHOMBART DE LAUWE : « Les comédiens ont joué un rôle très important à l'école parce que Uriage doit d'abord être compris à partir de la vie, non pas à partir des idées, tout au moins au départ. Tout se jouait sur des contacts personnels, sur une ambiance à créer, sur un état d'esprit à chercher. Les comédiens apportaient de l'humour et c'était essentiel. Et puis ils avaient une façon de concevoir l'art dramatique très intéressante. Que ce soit le fascisme, le nazisme ou le stalinisme, tous ces régimes ont été marqués sur le plan artistique par des échecs sensationnels. Au contraire, à Uriage, dès le début, on avait ce contact avec l'art. Un art populaire, non élitiste. »

LES JOIES ET LES RÉVÉLATIONS DE LA FÊTE

Pour les hommes et les femmes d'Uriage, la fête est un moment sacré. À l'occasion d'une naissance ou d'un mariage, pour saluer l'arrivée d'un invité célèbre, au terme d'un stage ou d'une sortie dans les environs, ils organisent des fêtes, des veillées, des célébrations et des rencontres de toutes sortes au travers desquelles s'expriment les émotions diverses du lien communautaire. La tradition catholique, le patriotisme et l'antnazisme sont les ingrédients essentiels du sacré uriageois,

SOURIAU : « Je me souviens du mariage de France Dunoyer de Segonzac, la sœur du Vieux Chef, avec Jean-Pierre Filliette, un chef d'équipe. C'était gai et coloré comme une noce campagnarde de Maupassant. »

HUSSENOT (Anne-Marie) : « Nous, les comédiens, nous avons animé ce mariage. On avait accumulé pas mal d'idées et on a fait ça dans toutes les traditions. On était traditionaliste, à cette époque-là, d'une façon folle ! Mais ça m'a laissé un souvenir merveilleux. »

Journal de bord des comédiens : « Mercredi 8 octobre 1941. Mariage de France et de Jean-Pierre. Vers 7h, réveil au cor de chasse. À 8h30, les invités et les jeunes filles sont réunis devant la maison de la mariée. Les instructeurs et le marié, conduits par Antoine, meneur de jeu, armé du bâton enrubanné, Olivier à la guitare et Toulemonde à l'accordéon, chantent devant la porte le chant des livrées et font des offrandes. Les jeunes filles répondent. La mariée paraît. Cortège par couple jusqu'au château. La descente de l'escalier est très bien. Les petits enfants avec des bouquets et les jeunes travailleurs inoccupés attendent la mariée. Elle pénètre dans le château. À la chapelle, on chante le Vini Creator. Puis l'abbé de Naurois parle. Les enfants sont assez sages. Chants liturgiques. La mariée, à la fin, entonne le Magnificat. Elle sort pendant qu'on chante le “Long le Dieu puissant”. Les enfants, à la porte, chantent “Nous sommes venus vous voir” et offrent un gâteau et des bouquets. Puis après un compliment, elle coupe la barrière de rubans bleus. Félicitations. Cloches. Pendant son petit déjeuner,

nous chantons avec la guitare. Á 11h, le cor de chasse rassemble les invités la mariée a été enlevée. Jeux de messages pour la retrouver... Après les jeux on remonte en farandole pour déjeuner. Nous faisons l'entrée de la famille burlesque. Cela manque nettement de préparation. Excellent déjeuner avec chansons et laïus. Au dessert, le photographe arrive avec son appareil. Nouvelle sortie de la famille. Après le déjeuner on reconduit la mariée jusqu'à la porte du château. Chant "À ma petite fenêtre". Dislocation pénible. »

LOCHARD : « Je me rappelle tout particulièrement une veillée qui avait été impressionnante dans un petit bourg pas loin d'Uriage. Il arrivait en effet que les équipes partent un jour ou deux faire des sortes d'enquêtes dans la région. On appelait ça les promenades Deffontaines, du nom du géographe, et c'est Chombart de Lauwe qui les avait popularisées à Uriage. Á la fin d'une de ces enquêtes dans, je crois, les mines de l'Isère, on a organisé une veillée. Ce n'était pas du tout la veillée scoute mais plutôt un transfert de la veillée scoute. Un partage avec des Français inconnus que nous avons invités, pendant la journée, qui étaient venus là par curiosité ou par intérêt. Il y avait aussi les habitants du coin, une centaine, très silencieux et on se demandait toujours à qui on avait affaire. Mais on avait décidé de jouer le jeu et de se présenter librement, chacun des membres ou des stagiaires d'Uriage. Cela devait faire une bonne vingtaine. Ce qui m'a beaucoup impressionné et a été une découverte pour moi, c'est que la plupart des gars se sont situés en disant "moi, je suis français, les Allemands sont ici, notre souci premier, c'est de mettre fin à la domination allemande et de faire reculer le nazisme". Alors, on a senti tout à coup que les Français étaient libérés de cette présentation. Je me suis demandé quelques secondes si Uriage ne risquait pas d'en subir le contrecoup. Il aurait suffi qu'il y ait un type d'extrême droite ou un collaborateur. Mais, en fait, il n'y a rien eu. »

Pour comprendre Uriage, il faut essayer d'imaginer le charme qu'a pu exercer, sur les membres et les stagiaires de l'école, le style de vie. Réfléchir, débattre et se cultiver, se livrer à des enquêtes sociologiques, faire du sport, de la poterie et des travaux manuels, peindre, jouer de la musique, chanter, danser, monter une pièce de théâtre, se réunir à la veillée, composent une existence infiniment variée, alors presque féerique et que l'on pourrait juger choquante dans un pays en guerre si l'école n'était située en zone libre et ne préparait déjà en cachette les combats futurs. Quelles que soient les objections et les critiques que chacun adresse à tel aspect de l'école ou tel autre, tous ont le sentiment de vivre à Uriage une aventure exceptionnelle et de voir germer, dans le quotidien, une camaraderie et une amitié profondes que stimulent et renforcent la proximité du danger et l'appel à la revanche. Grâce à ce style de vie, Uriage, centre de formation de cadres, est aussi, et plus encore, un fascinant laboratoire social où chacun, selon son passé, ses goûts et ses appétits, vient chercher et trouver les nourritures spirituelles et terrestres d'un changement qui est à la fois intérieur et extérieur, celui de l'individu et du collectif, celui de l'homme et de la nation française. Un marxiste rencontre un chrétien, un catholique un athée, un ouvrier un pédagogue, un hébertiste un intellectuel, un comédien un sportif et tous s'enrichissent de cet inépuisable brassage où la petite communauté devient progressivement l'image nouvelle de la grande et se veut l'initiatrice des dialogues de la France d'après-guerre. Il n'y a pas à Uriage cette volonté d'embrigadement, de modelage des mentalités et des comportements qui caractérisent les totalitarismes. On y trouve, de la part de certains, un anti-intellectualisme primaire et nocif que ne désavoueraient pas le maréchal et les thuriféraires du régime. Et une religiosité, une candeur, un boy-scoutisme qui peuvent paraître aujourd'hui risibles et vieillots. Mais on y sent également, et par-dessus tout, un esprit de tolérance, une détermination à jeter, dans et par la vie même, les ferments d'une renaissance patriotique, et un immense désir de communion et de fraternisation dont la Résistance recueillera bientôt les fruits.

4

L'esprit

À quoi réfléchit-on à Uriage ? Quels sont les idées, les projets, les utopies même que l'on échafaude et qui donnent à chacun la sensation de vivre dans un milieu inventif et fécond, dans une université d'un nouveau genre moins stérile et académique que l'ancienne ? Comment chrétiens et marxistes réussissent-ils, sur un plan intellectuel et spirituel, à cohabiter ? Quel est l'esprit d'Uriage qui unit, en même temps que le style de vie, les membres de l'école, que ceux-ci soient des philosophes, des instructeurs chevronnés, des chefs d'équipe, des stagiaires ou de simples administratifs⁷⁰ ?

LE REFUS DU MONDE D'HIER

Dégoût, écœurement, nausée traduisent mieux l'opinion et le sentiment général. Plus personne, à Uriage, ne veut de la démocratie parlementaire, du libéralisme, de l'individualisme et des mœurs de l'avant-guerre. Le monde d'hier, qui a conduit à la défaite, est désormais défunt.

DUNOYER DE SEGONZAC : « Sur le plan strictement politique, l'école d'Uriage ne se prononçait pas fermement. Cependant, je n'ai jamais entendu défendre à l'intérieur de l'équipe, parmi les stagiaires ou les nombreux visiteurs, la III^e République. Il semblait bien que, pour tous les Français, elle ait été alors condamnée. »

DELOUVRIER : « Le régime de Vichy, il n'était pas question de le voir perdurer. Il n'y avait aucune démocratie là-dedans. Mais la III^e République était vomie par nous tous. À l'âge que nous avons, nous ne voulions absolument pas retourner aux institutions anciennes. Le problème était de savoir quelles institutions il fallait. Pour beaucoup de jeunes gens formés à la mode catholique et où l'on dit toujours que l'on ne parle pas de politique, cela n'était pas si facile de savoir à quelle république on allait se joindre. Nous étions très nombreux en 1942, ou en 1943 encore, à penser qu'avec de Gaulle, il y avait un risque de restauration de la III^e. »

LOCHARD : « Nous dénonçons la période de l'avant-guerre qui avait mené la France là où elle en était. Nous avons sous les yeux, nous étions nous-mêmes les victimes d'une évolution historique et politique que nous critiquions de manière tout à fait radicale. Nous récusions les

⁷⁰. Dans ce chapitre, j'ai eu recours à trois types de documents : les interviews des anciens d'Uriage, les conférences et les publications de l'école. J'ai choisi de ne pas utiliser d'écrits antérieurs ou postérieurs à 1940-1942 qui auraient pu également éclairer les idées de l'école, tels que des extraits des revues des années trente auxquelles les membres d'Uriage ont collaboré ou de l'ouvrage *Vers le style du XX^e siècle* qu'une partie de l'équipe entreprendra de rédiger à partir de 1943 et dont les principaux thèmes sont déjà en germe ou présents à Uriage. Grâce à ces documents, la reconstitution de l'esprit de l'école aurait gagné en substance mais elle aurait été moins fidèle à l'événement et à l'Histoire.

racines, les causes de la décadence française, et de cette défaite qui nous avait saisis. Je crois que c'est là-dessus, paradoxalement, qu'on s'appuyait à Uriage. »

GRILLET : « Je rejetais totalement la forme de démocratie parlementaire que nous avions vécue, avec toute cette comédie de gouvernements qui accomplissaient un record de longévité quand ils avaient duré quinze jours ! C'était à vomir. Et je n'ai pas été étonné du tout de la défaite. Au contraire je m'y étais préparé. Et Uriage, pour moi, c'était le désir de participer à un mouvement de remise en cause de la société sur le plan de réformes fondamentales de ses structures. Je voulais qu'il s'opère un "Octobre 1917". Non pas que s'édifie un régime des soviets car mes lectures m'avaient appris ce qu'était la Russie de Staline. Mais 1917, dans le sens d'un événement majeur ; on est bien obligé de tenir compte de 1917, non ? Donc il fallait s'y préparer. Ce n'était pas remettre la France en route, ça, ce n'était pas ma préoccupation majeure. Le problème, c'était de mettre en place une société autre que celle qu'on avait connue. C'est tout. C'était la société des hommes qu'il fallait changer. C'était ça la priorité : vivre dans une société autre. »

DE NAUROIS : « Il y a des choses qui condensent toute une mentalité. Le fait, par exemple, qu'après la guerre de 14-18, on trouvait un nombre considérable de journaux français qui s'appelaient "Le Petit... quelque chose". Nous avons *Le Petit Méridional*, *Le Petit Journal*, *Le Petit Dauphinois*, *Le Petit Parisien*, et bien d'autres dont je ne me souviens plus, jusqu'au *Petit Echo de la mode*. Le petit Français avec sa petite femme dans sa petite maison. C'était toute une psychologie, le contraire de l'expansion, du risque. Alors, et même si j'ai longtemps défendu la III^e par esprit démocratique et républicain, pourquoi avons-nous tout perdu en 1940 ? Pourquoi avons-nous été écrasés, laminés, bafoués moralement par la défaite ? Parce que nous n'avions pas été capables de nous donner l'instrument de notre propre survie. Ça incluait une armée efficace, des chefs militaires compétents, lucides, de haut niveau intellectuel, capables de voir les faiblesses de notre propre défense, de saisir comment on pouvait neutraliser l'ennemi ou au moins l'arrêter. Nous n'avions pas tout cela parce qu'il y avait une déchéance, une dénaturation des notions mêmes de patrie et de nation à sauvegarder. Cette idée fondamentale de la survie du groupe social "nation", des autres groupes sociaux "nations", des "patries" au pluriel. »

DOMENACH : « Enfant, je vivais dans le culte sublimé des héros de 14-18. Cette exaltation nous mettait rapidement en contraste avec la dégénérescence de la république parlementaire. Mes premiers souvenirs politiques, j'avais 11-12 ans, c'est février 1934, "à bas les voleurs", les scandales, Stavisky. Ensuite, j'ai été de toutes les manifestations, aussi bien d'extrême gauche que d'extrême droite. Comme un certain nombre de mes camarades, je me sentais vers 14-15 ans à la fois du côté des ligues, en particulier des anciens combattants dont les défilés me fascinaient, et du côté des communistes et des défilés du Front populaire. Cette atmosphère est presque impossible à restituer aujourd'hui. C'est un fait de génération. Et puis, il y a eu le choc de Munich. Les nationalistes qui se couchaient devant les Allemands. Et l'influence de Malraux, la lecture de *La Condition humaine* que j'ai faite vers 15-16 ans. Si, auparavant, j'étais plutôt fascisant, là je suis alors devenu franchement gauchisant. Avec cette idée que c'est tout de même plus beau à gauche qu'à droite, surtout pour un chrétien. On n'est pas raciste, on n'est pas une brute. On est un révolutionnaire. C'est vrai, j'ai, nous avons vomi la république parlementaire comme une forme sclérosée et décadente, mais je n'ai pas eu une minute de complaisance à l'égard de Pétain et de Vichy. Ce qui permet le mieux de comprendre notre attitude, en fait, c'est mai 1968. Nous avons déjà cette mentalité-là. Les autorités par terre. Au fond, nous avons fait notre mai 68 en juin 40. »

MOUNIER : « Sur le plan des mœurs, l'individualisme a soutenu cette jungle tempérée de politesse, où l'homme est un néant pour l'homme, et un loup s'il est étranger ; où nos suzerains sont le mur, le verrou et la méfiance qui nous protègent de notre ennemi, le voisin ; où l'arrivisme individuel, la revendication incessante, l'avarice, l'indifférence à autrui, le sans-gêne, la férocité souriante, la médiocrité avantageuse tiennent lieu de vertus courantes. En ce sens, l'individualisme est essentiellement une philosophie bourgeoise et 1789 d'ailleurs est principalement une révolution bourgeoise. Le bourgeois, c'est l'homme qui fait son salut tout seul ; il ne connaît ni la solidarité glorieuse d'une aristocratie, ni la solidarité douloureuse des masses populaires. Il est celui qui se sépare, pour réussir. En économie, l'individualisme a été

la doctrine de base de l'école libérale et de l'économie classique. En politique, il a produit un certain schéma de la démocratie. Il y en a bien d'autres et de meilleurs... »

LE PERSONNALISME

Forts de cette condamnation unanime, violente, tous azimuts et en profondeur de l'avant-guerre, que proposent les membres de l'école ? Á Uriage, le débat sur la construction d'une autre société s'organise autour de la notion de personne et de révolution personaliste et communautaire. Si la philosophie de Mounier revêt une importance capitale, il faut cependant se garder de réduire toute la réflexion d'Uriage aux seules conceptions du fondateur d'*Esprit*. On l'a vu, d'autres intellectuels sont présents. Ils apportent à l'école leurs connaissances et leurs convictions, ne partagent pas, loin s'en faut, les vues de Mounier sur tous les problèmes et critiquent souvent le caractère abstrait et complexe de sa pensée. D'autres influences se font aussi sentir, celles de Péguy, Bergson, Perroux, Marx, Guéhenno, de Man et bien d'autres. La culture et les valeurs médiévales, l'art des bâtisseurs de cathédrales, le rayonnement des ordres monastiques, l'honneur des chevaliers nourrissent également les imaginations et la devise d'Uriage est « Plus est en nous ». Ainsi faut-il plutôt considérer le personalisme, la personne, et c'est ici précisément que réside sa grande force, comme le centre, le noyau d'un consensus où chacun, intellectuel ou non d'ailleurs, réussit à exprimer son originalité et ses préférences. Le personalisme cristallise et unifie ces tendances, ces aspirations, ces imaginaires variés que nous évoquions au chapitre 2, qui ont cheminé dans la France d'avant-guerre, se sont rejoints à Uriage ou dans bien d'autres lieux et façonnent désormais, dans une large mesure, l'esprit du temps. Il fonde philosophiquement la volonté qui est à l'origine même de l'école : assurer, grâce au style de vie, l'avènement d'un homme nouveau. Il rassemble ses membres, nous allons maintenant le découvrir, autour d'un idéal patriotique et d'un projet spirituel et concret : accomplir la mission de la France au cœur du XX^e siècle, c'est-à-dire bâtir, au-delà de la démocratie libérale et des régimes autoritaires ou totalitaires, une civilisation nouvelle, humaine et communautaire.

CONTRE L'ORGANICISME

La pensée personaliste éloigne d'abord Uriage des conceptions organicistes et autoritaires de la société, d'inspiration pétainiste ou maurrassienne. Á l'école, on affirme haut et fort la primauté de l'homme et des libertés individuelles sur la communauté.

CHOMBART DE LAUWE : « Au ministère de la Jeunesse, à Vichy, il y avait Henri Massis, un maurrassien convaincu, membre de l'Action française et ami fidèle de Maurras. Á la fin de 1940, Massis est venu à Uriage. Il s'est invité à un colloque organisé par Segonzac qui essayait peut-être encore, à l'époque, naïvement, de tout concilier. Bien sûr, ça n'a pas été possible. Ça a fait des flammes. Ça a été terrible, cette rencontre avec Massis. Je me suis engueulé avec lui. Mounier, qui était là, l'a aussi contré très fort, et naturellement de Naurois. D'autres ont suivi et, finalement, Massis est parti en claquant la porte avant la fin de la réunion et il est devenu notre pire ennemi à Vichy. Il a quand même réussi à imposer un article dans le journal de l'école. Segonzac lui a répondu avec vigueur. Il est extraordinaire de voir qu'un historien américain, Eugen Weber, l'ait présenté comme un ami et défenseur d'Uriage. Il est vrai que ce même historien a cru que j'étais à l'Action française, ce qui est stupide. Il s'est simplement trompé de prénom. Cette erreur ne l'a pas empêché de continuer à affirmer qu'Uriage était dans la droite ligne de l'Action française. Cela montre à quel point certains historiens sont attachés à leur "intime conviction". S'ils mettent en doute nos témoignages, il est permis, en revanche, de suspecter leurs écrits. »

DE NAUROIS : « J'ai eu une altercation avec Massis. J'avais fait un exposé sur un sujet difficile que je ne maîtrisais pas complètement mais qui concernait le fond des questions que nous traitions à Uriage. C'était sur la personne. Qu'est-ce que la personne ? Et alors j'ai eu le malheur, aux yeux de Massis, au lieu de me contenter d'une vague théorie de la personne tirée de quelques écrits néo-scolastiques, de m'inspirer de la philosophie de Karl Jaspers que je connaissais un peu. J'ai parlé de l'homme en insistant sur le fait qu'il n'est pas objet, qu'il n'est que sujet. J'ai expliqué que c'était ça le noyau dur de la personne. Et que dans une perspective métaphysique, et chrétienne en plus, c'était cela naturellement qui était sacré, qu'il ne fallait jamais aliéner, abâtardir ou laisser détruire. Alors Massis m'a assez violemment attaqué. À l'époque, j'étais jeune, j'avais le respect des gens âgés et je ne lui ai pas répondu sur un ton aussi insolent que le sien. Mais notre altercation a quand même été assez vive et je me souviens lui avoir répondu : "En tout cas, la personne ne peut jamais être un rôle." Segonzac, d'ailleurs, m'a donné raison et on a fini par dire à Massis, poliment, qu'il y avait un bon train quelques heures plus tard. »

MOUNIER : « On cherche, à la suite d'une période de désordre, à se représenter le contraire de l'anarchie. On imagine alors la société politique ou la société économique sur le modèle d'un organisme dont les membres obéissent docilement aux centres nerveux et servent, chacun à sa place, les exigences de l'estomac. Notre vocabulaire social est tout pénétré de cette imagerie, et lui facilite les voies. Or elle est subtilement trompeuse. Seule une société animale répond à ces schémas. Chaque individu s'y réduit à sa fonction, comme un viscère dans l'organisme, il l'accomplit aveuglément dans une parfaite inexistence qui évoque une sorte d'hypnose. Ces sociétés forment un mécanisme parfait certes — qu'on pense à la ruche, à la fourmilière — mais immuable et mort. Nous nous demandions plus haut si le bonheur au prix de la liberté valait la peine d'être vécu. La question se pose ici de savoir si un ordre qui s'établit sur la négation de la vie personnelle mérite d'être appelé un ordre quand il s'agit de l'homme. On parle souvent de "l'ordre" comme s'il n'y avait qu'une sorte d'ordre. Mais l'ordre d'un monument n'est pas celui d'une ruche, ni l'ordre de l'animal celui de l'homme. Bien plus, l'ordre de l'un est le désordre de l'autre.

« [...] Nous avons tous vivement ressenti ces dernières années les méfaits d'un certain individualisme léger, égoïste, frondeur, dissolvant, et le besoin d'en dégager l'âme française. Depuis l'armistice, ce sentiment a connu plusieurs fois la sanction, les condamnations officielles. Cependant, nous nous sentons en garde contre les excès d'une réaction dérégulée. Quand même nous n'aurions pas encore réfléchi au problème de très près, un instinct nous dit que la sauvegarde d'un certain "individualisme" est tout de même, peut-être, une de nos charges essentielles dans la sauvegarde des richesses que se partagent les nations. Au moment de jeter sur certains mots un discrédit définitif, pensons à ne pas écraser le dormeur d'un même pavé que la mouche qui le menace. »

LACROIX : « Il importe essentiellement que nous réalisions cette civilisation communautaire sans frénésie excessive et en conservant les acquisitions individuelles précédemment conquises. »

CONTRE LE TOTALITARISME

La pensée personnaliste constitue aussi un rempart contre ce retournement complet de la démocratie que sont les régimes totalitaires italien, allemand et soviétique. À Uriage, on analyse et on dénonce les grandes caractéristiques du système totalitaire : la négation de l'homme, le règne des masses, l'organisation du parti unique, la terreur des camps.

GADOFFRE : « Je l'entends [Segonzac] encore dire à propos des nazis et des intellectuels néofascistes qui infestaient Vichy : "Cette garce de personne humaine, comme ils la haïssent. » Il suivait de l'œil, en parlant, la volute grise de sa dernière cigarette du soir. Mais il sentait bien que le problème était là. »

CHEVALLIER : « Un “aristocrate chrétien”, tel il était [Segonzac] et on l’a très bien dit. Le chrétien avait horreur du national-socialisme, il redoutait que, par le piège de la collaboration, trop de Français n’en vinssent à adhérer à ce qui serait la perte de leur âme : “que peut-on opposer au nazisme ?”, ce fut la première question qu’il me posa là-haut. »

MOUNIER : « Le torrent de sève qui ne se dépense plus dans les fruits reflue sur soi et déchaîne les impétuosités instinctives. C’est ainsi que des masses informes naissent des masses ardentes, les soviets et les autres blocs en “nous autres” qui, faute de mieux dépenser leur énergie, se ruent à leurs frontières avec une sorte de frénésie désespérée. Si les masses amorphes sont le dernier produit de décomposition d’une humanité atteinte par le dissolvant individualiste, les masses frénétiques ne sont que la mise au service de l’instinct de puissance de ces conglomerats humains formés, si j’ose l’image, par une sorte de coagulation d’individus désarmés qui retrouvent une existence dans la passion collective. »

CHEVALLIER : « L’organisation commune aux trois régimes, le parti unique, met d’abord en relief *l’antirelativisme* : le parti milite pour un absolu qui a seul le droit de cité. Il n’est pas question de concurrence entre les idées car il n’y a pas de concurrence entre le bien et le mal politique. Elle met en relief ensuite *l’antirationalisme* ou *l’anti-intellectualisme*. Il n’est pas question de discuter entre citoyens conscients, travaillant côte à côte à la meilleure solution politique. Il est question d’exécuter des ordres venus du Chef, incarnation de l’absolu mystique, incarnation du droit “divin” de la classe ou de la race. L’organisation du parti unique met aussi en relief le troisième postulat totalitaire, *l’anti-individualisme* ou *l’antipersonnalisme*. Le parti n’est pas un rassemblement d’individus avec des aspirations communes, un rassemblement un peu anarchiste ou un peu bon enfant : c’est une troupe de choc, c’est une avant-garde, où l’individu est absorbé sans considération de son destin personnel : sans considération de son bonheur personnel en termes hédonistes, sans considération de son salut personnel en termes chrétiens. »

DE NAUROIS : « Le camp de concentration a une fonction essentielle en Allemagne : la terreur spirituelle est employée comme un moyen de gouvernement. Le camp de concentration a sa place dans ce système de la terreur. Les gens, en Allemagne, ont une terreur folle du camp. Ce qui est curieux, c’est que pour obtenir cet effet de terreur, la Gestapo l’a très bien vu, il faut que le camp de concentration soit un peu secret, que l’on ne sache pas tout ce qui s’y passe, et en même temps que l’on voie des gens passer dans la rue qui y vont : c’est un spectacle inoubliable. »

LA PERSONNE ET L’ENGAGEMENT

Le personnalisme ne s’épuise pas dans le triple refus de l’individualisme démocratique et libéral, de l’organicisme pétainiste et du totalitarisme. Il est également une doctrine positive et constructive de l’homme et de la société. Rappelons brièvement ce qu’est une personne. Celle-ci constitue une unité concrète et vivante, inscrite dans des liens communautaires (ceux de la famille, de la profession, de l’association, de la nation...) qui est en même temps liberté, autonomie et singularité, spiritualité et transcendance par rapport à ses liens et ses enracinements naturels et sociaux. Ces deux pôles de l’être humain, son inscription dans la communauté et sa conscience individuelle et libre, sont inséparables et dépendants l’un de l’autre. L’ensemble de cette dialectique s’incarne et prend vie dans la vocation de la personne. Celle-ci, par quoi l’homme communit et se singularise en même temps, se personnalise en personnalissant la communauté et le monde, consiste en un mouvement jamais achevé où l’homme tente de réaliser la traduction terrestre et historique de l’idéal chrétien de l’amour du prochain et du royaume de Dieu en exprimant dans et par la communauté des valeurs transcendantes et universelles telles que la vérité, la justice, la liberté, l’amour. Ainsi peut-on dire que la personne manifeste la volonté de dépasser en même temps l’abstraction et l’égoïsme individualiste, l’absorption de l’homme dans la société organique et la massification totalitaire. Être de communauté et de liberté, de particularisme et d’individualisme, de nature et d’histoire, la personne est, par-dessus tout, un homme engagé. Un mot que l’on prononce beaucoup à Uriage.

LOCHARD : « On parlait beaucoup de personnalisme communautaire. Ça a toujours été la dialectique de Mounier et, à Uriage, elle avait une importance particulière car nous étions tout le temps placés en face du problème suivant : il y a une France de demain que nous désirons, d'autres France dont nous ne voulons pas, mais en même temps il faut que chacun puisse s'y insérer avec son individualité, son trait personnel. Alors on essayait constamment de s'adresser aux gars qui passaient à l'école à la fois comme personne individuelle, originale et comme être social, c'est-à-dire vivant une réalité historique qu'on ne peut jamais évacuer. Tous ces thèmes apparaissaient très souvent dans les discussions, les uns insistant plus sur le pôle individuel, les autres sur le pôle collectif. Tout cela appartenait à la réflexion politique qui se menait à Uriage sur ce que devait être la future démocratie. »

DELOUVRIER : « Il y avait à Uriage une réflexion à la fois historique et tournée vers l'avenir. On essayait de définir les exigences d'un bon citoyen. La philosophie qui était derrière tout cela, c'était celle de Mounier, le personnalisme communautaire unissant les deux idées du développement de la personne qui doit servir à la communauté et, réciproquement, la communauté qui doit permettre l'épanouissement de la personne. Cela correspondait à ce que je ressentais. »

MASSALOUX : « Uriage, c'était une nouvelle conception de l'homme, une nouvelle conception du responsable quel qu'il soit, à quelque niveau qu'il se situe. Non seulement le dirigeant qui prend la décision ultime, mais aussi le responsable d'un travail quelconque qui doit accomplir sa tâche aussi consciencieusement que possible. On évoquait beaucoup l'engagement. C'était une des formes de la liberté. Ce n'était pas un engagement au sens d'un endoctrinement. C'était un engagement de libération, de dépassement de soi. Essayer de faire des choses qui rehaussent l'individu dans chaque acte de sa vie et qui bénéficient à la collectivité. »

LÉVY : « Il y avait des maîtres mots : les valeurs, la personne humaine, l'engagement. Ce sont des notions qui sont un peu démodées. Elles ont pris une connotation "rose bonbon". Mais, à l'époque, elles avaient une certaine consistance. Elles étaient vécues. Ce n'était pas du tout un scoutisme dans le sens "bonne action", un scoutisme du dimanche. C'était vraiment, dans la vie quotidienne et professionnelle, quelle que soit la fonction qu'on occupait, de la plus haute à la plus humble, servir l'État ou son prochain, avec une qualité humaine et un désintéressement profonds. C'était très important. Avec une idée d'ouverture sur l'extérieur, sur les autres. »

GRILLET : « Je ne sais pas si c'est à Uriage que je l'ai appris, mais, pour moi, la caractéristique du chrétien, c'est d'être combatif. Il est celui qui fait bouger, remuer, avancer, changer. Il est sur la Terre pour achever la création. Alors, il faut y aller ! Il faut que les valeurs spirituelles s'incarnent et transforment la vie des gens. C'est actif. Et, au bout du compte, c'est ça le spirituel. »

MOUNIER : « Homme du dialogue, nous le disions tout à l'heure, le Français, du fond de l'âge féodal, des Croisades ou de Valmy, reçoit le même appel que de Descartes, de Pascal ou de Bergson : un appel à l'engagement. Ses ancêtres, ses penseurs ne lui disent pas de se perdre dans l'ivresse du monde ou les humeurs du troupeau mais, ayant réfléchi et résolu, de servir en homme debout les causes qui le dépassent. »

LA MISSION DE LA FRANCE

À partir de cet homme engagé, de ce saint laïc, convaincu, ainsi que le disait Péguy, que « le spirituel couche dans le lit du temporel », tout, pense-t-on à Uriage, redevient possible. Entre l'État libéral du laissez-passer-laissez-faire et les États autoritaires ou totalitaires, il est permis d'imaginer et de créer un régime de troisième voie. Celui-ci sera fondé sur un tissu social rajeuni et développé, composé de communautés d'élites, de chefs, de citoyens libres et de personnes audacieuses, déterminés à penser et à agir ensemble pour incarner et transmettre au monde le nouveau message du pays de 1789. C'est-à-dire une œuvre qui paraît alors à tous aussi immense qu'exaltante et vitale : élever la patrie et la nation française au

rang d'une amitié et d'une fraternité ; révolutionner la vie politique en rénovant le sens civique et l'autorité de l'État ; révolutionner la vie économique, sociale et culturelle en disciplinant le capitalisme et en intégrant le prolétariat à la nation grâce à l'accès aux responsabilités et au savoir ; s'ouvrir à la science, à la technique et au progrès ; édifier enfin l'Europe de demain.

LACROIX : « [...] Nous nous demandions en commençant s'il n'y avait pas de conflit entre la tradition française et les actuelles aspirations communautaires. La vanité d'une telle crainte apparaît maintenant en pleine lumière en même temps que se dégage le sens de la mission propre de la France : sauver la personne humaine en faisant la synthèse des conquêtes individuelles et des besoins communautaires, donner au monde l'exemple, au-delà d'un individualisme fini et d'un communautaire menaçant, d'une véritable communauté de personnes. »

DOMENACH : « Nous pensions que les régimes individualistes parlementaires et les régimes totalitaires étalent les deux faces de la même réalité. Nous étions des démocrates, mais pas au sens où on l'entend aujourd'hui. Nous étions des mystiques de la justice, de la fraternité qui cherchaient entre ces deux régimes une voie médiane, patriotique et française. »

LACROIX : « L'une des causes de l'effondrement français a été l'affaiblissement de la conscience nationale et la perte du sens de l'État. Il faut donc rendre un contenu à la conscience nationale et renforcer l'autorité de l'État. Un contenu ne saurait être fourni du dehors à la conscience nationale, il y aurait aussi contradiction à vouloir exalter la conscience nationale au moyen d'une idéologie étrangère, quelle qu'elle soit. Il faut reconstruire la nation grâce à une mystique essentiellement française. Cette mystique doit donc s'enraciner profondément dans l'histoire de la France en ce sens qu'elle doit se découvrir elle-même comme plus ou moins sous-jacente aux familles spirituelles authentiques qui constituent la France.

« [...] Ce qu'il faut d'abord réapprendre, c'est le patriotisme. La patrie est l'intermédiaire nécessaire entre l'affection domestique et l'amitié des citoyens. C'est proprement le lien entre les enfants d'une même famille que le patriotisme transpose à la société civile : il fait des citoyens des frères. Puisque tout est à reprendre par la base, par l'élémentaire, c'est le réflexe patriotique qui doit être retrouvé en premier lieu. »

DE NAUROIS : « Nous voulions refaire le tissu social, multiplier les groupes sociaux. C'était un thème très présent à Uriage. Et pour le refaire, nous estimions qu'il fallait une probité individuelle, une intégrité morale, un dévouement au travail et un sens élevé du devoir professionnel, un dévouement à la cause nationale. Et cette idée de ne pas avoir d'ennemis, de ne pas passer à côté de son compatriote sous prétexte qu'il est d'une classe sociale différente. »

LACROIX : « Ainsi s'opérera la conciliation pratique de la liberté et de l'autorité. La liberté sera assurée par la multiplicité des groupements relativement autonomes et des organismes décentralisés ; le "social" proprement dit sera le lieu d'élection de l'activité personnelle libre. L'autorité, d'autre part, sera accrue par le renforcement du pouvoir de l'État, mais seulement dans son ordre, dans le politique *stricto sensu*. Le rôle des chefs de la jeunesse sera davantage de réveiller partout la conscience *nationale* que de faire œuvre proprement *politique*. Les chefs doivent être des *cadres de la nation*, ayant une autorité sociale, et non des dirigeants politiques transportant dans le domaine civil des méthodes militaires. »

DUMAZEDIER : « La révolution préalable : elle sera non point totalitaire, mais totale. Idéologues de gauche ou de droite, de progrès ou de conservation, sont dépassés par des penseurs réalistes nourris de christianisme, de marxisme ou de nationalisme, dont les jugements suivent des lignes de convergence qu'imposent les réalités matérielles ou spirituelles : il paraît impossible à un traditionaliste clairvoyant de ne pas confier le salut des valeurs éternelles à la révolution sociale, impossible à un révolutionnaire clairvoyant de ne pas asseoir la révolution sur les plus hautes valeurs de l'Histoire.

« [...] La révolution devra satisfaire au sens nouveau de la dignité, marque du prolétaire français plus que tout autre. L'ouvrier de chez nous aime la liberté. Il n'est ni possible ni souhaitable de détruire la grande entreprise. Mais il importe de restaurer dans la mesure du possible la vie artisanale et de porter l'essentiel de ses vertus au cœur de la fabrique moderne. L'idéal communautaire fera l'âme de l'atelier parce qu'il épanouit la personne du

travailleur. La division du travail s'accompagnera d'un partage de la grande entreprise en communautés à la taille de l'homme (sections d'ateliers autonomes). Le commandement sera d'autant mieux restauré qu'il sera plus décentralisé. L'ouvrier obéira d'autant plus qu'il aura l'espoir d'être promu un jour. Au vieil esprit de lutte, à l'esprit moderniste d'assurance sociale, il faudra substituer le noble idéal mutualiste (dans l'organisation des secours, des services sociaux, etc.). C'est de l'intérieur que cette solidarité ouvrière devra s'étendre à la nation. Lorsque l'entreprise sera devenue une hiérarchie de fonctions, les syndicats pourront être rénovés par l'esprit communautaire ; au lieu d'être des foyers de lutte, ils pourront devenir les foyers de culture des travailleurs. En définitive, le problème le plus grand que pose la promotion sociale des ouvriers est la formation de leurs élites. Seule la culture leur permettra d'être libres, c'est-à-dire de faire et d'affirmer leur personnalité. »

REUTER : « Toute révolution doit être un accomplissement, non une rupture. Elle donne *le sens de la lutte contre les trusts*. Les trusts ont entrepris par voie de centralisation et de contrôle une vaste planification économique. Leur œuvre, à ce point de vue, a été gênée par des obstacles nombreux, par des entraves dont certaines sont injustifiables. Ils l'ont en partie accomplie et ont échoué pour une autre part. Ils ont employé pour la mener à bonne fin tous les moyens, sans considération aucune de l'homme auquel elle devait servir. Il faut *achever ce vaste corps* qu'ils ont tenté d'élaborer, d'une part ; mais il faut lui *donner une âme*, d'autre part, c'est-à-dire l'orienter en fonction de l'homme total qui cherche sa joie non seulement dans l'assouvissement de sa faim, mais dans sa famille, dans ses loisirs et surtout dans son travail.

« [...] En profitant de l'indifférence du libéralisme, les trusts ont tenté une organisation de l'économie dans un cadre qui dépassait les États. Cette activité du point de vue national peut offrir des dangers. Mais reste à prouver qui a tort, des trusts ou des États : *sont-ce les trusts parce qu'ils ont vu trop grand ou les États parce qu'ils sont trop petits ?* Autrement dit, les trusts ont organisé, mais d'un point de vue étroitement économique, une société qui dépasse notablement la superficie des États, qui s'étend parfois à un continent ou au monde entier. Lorsque l'on veut retoucher cette organisation économique dans des fins humaines, on ne peut le faire que dans le cadre des structures politiques existantes, c'est-à-dire des États. Il y a donc concurrence entre les structures politiques et les structures économiques plus vastes. Mais nous croyons quant à nous que la loi d'évolution historique et sociale doit conduire à *agrandir les structures politiques à la dimension des trusts* et non de rapetisser les trusts à la dimension des États. Car il y a des besoins économiques inéluctables qui ne peuvent être satisfaits que par des échanges intenses et une vaste collaboration. À cet égard, les différents États ne sont pas du tout sur un plan d'égalité. Certains, comme les États-Unis d'Amérique ou la Russie, peuvent centrer leur organisation économique sur des bases purement nationales ou presque. Mais la plupart des États européens sont absolument incapables de se suffire à eux-mêmes, et demandent une unification économique indispensable à leur prospérité. Cette unification économique doit se faire en tenant compte des exigences d'une économie intégralement humaine. *Elle suppose donc entre ces États un début de fédéralisme politique.* »

BEUVE-MÉRY : « Il ne s'agit donc pas de projeter en rêve d'avenir on ne sait quelle nostalgie du passé. Il s'agit de donner à l'homme ce "supplément d'âme" qu'exige le brusque éclatement d'une civilisation mécanisée à l'extrême. Révolution humaine par conséquent, autant que nationale, et qui ne peut demeurer isolée. Elle admet, elle postule même, une rationalisation audacieuse de l'Europe que la paix de Versailles avait ridiculement cloisonnée. Quand l'avion se déplace à plus de 1 000 kilomètres à l'heure, quand la radio transmet instantanément la même voix à tous les auditeurs de la planète, quand les mêmes images mouvantes s'emparent au même moment des sens et de l'imagination de millions de spectateurs, il ne peut être question de changer à tout bout de champ de régime, de monnaie et de train. C'est dire que les principes qui furent longtemps les assises de l'Europe : la souveraineté absolue des États petits ou grands, l'équilibre européen, le droit de neutralité doivent céder la place à un aménagement plus ordonné du continent.

« Mais il est vrai aussi que cet aménagement doit pouvoir profiter à tous, et que, si l'État souverain est condamné, le libre développement des communautés et des cultures nationales sera, très longtemps encore, une des conditions essentielles de la vie des Européens.

« Telle apparaît la nouvelle mission de la France, la signification de son message, la responsabilité qui pèse sur nous tous. Et c'est pourquoi, au fond de l'abîme où la défaite l'a plongée, la France reste encore une des formes les plus vives de l'espérance des peuples. »

À quoi s'intéresse Uriage ? À tout ou presque tout, on a pu amplement le constater. Tel est, sans aucun doute, l'un des principaux mérites de l'école. Elle aborde les grands problèmes de l'époque, s'efforce de les penser dans la multiplicité et la totalité de leurs dimensions et puise dans la réflexion intellectuelle les sources d'une doctrine et d'une action constructives. En ce sens, Uriage est une université dont l'originalité et la qualité paraissent, de nos jours encore, exceptionnelles.

On l'a vu, on parle beaucoup à l'école de politique. Non pas, bien sûr, de politique au sens strict, restreint du terme et il y a là, vue rétrospectivement, une erreur qui entérine les décisions du régime de Vichy de dissoudre et d'interdire les partis politiques. Mais ce silence s'explique. Le mépris de la III^e République, de son incapacité à s'élever au-dessus des querelles partisans et des intérêts particuliers pour préserver la raison et l'idéal républicains, la honte de ce régime moralement et militairement responsable de la défaite sont alors si profonds et douloureux qu'ils condamnent tout débat politique. À Uriage, comme dans beaucoup d'autres endroits, on entend ainsi le mot politique dans son sens étymologique. On pose à l'école les questions primordiales, fondatrices : quel homme, quel citoyen voulons-nous ? Quelle cité désirons-nous bâtir ? Quel monde futur imaginons-nous ? Comme le dit Lacroix, tout est à reprendre par les bases, par l'élémentaire, c'est-à-dire par la philosophie politique et le questionnement religieux. À ces interrogations, l'école apporte des réponses qui, en apparence, sont celles du pétainisme. On exalte la communauté, les chefs, l'autorité de l'État. C'est à ces proximités de vocabulaire que se sont arrêtés B.-H. Lévy et Z. Sternhell et ici s'enracine leur contresens sur le phénomène uriageois. Ils n'ont pris le temps ni de comprendre la puissance émotionnelle et la valeur démocratique de l'appel communautaire, ni d'étudier en détail les distinctions conceptuelles capitales qu'ont été capables d'opérer, en pleine guerre, les membres d'Uriage et auxquelles ils doivent d'être restés des démocrates. Ils ont également évité de se tourner vers les conceptions et les projets des hommes de la Résistance. Beaucoup, et non des moindres, se veulent alors, eux aussi, les chevaliers et les jacobins d'une seconde Révolution française⁷¹. Enfin, ils ont oublié ce qui s'est dit et s'est écrit à Uriage sur le totalitarisme. Certes, l'école n'invente rien et sa critique du système totalitaire est déjà présente dans les revues et les débats d'idées des années trente. Mais la rigueur et la lucidité du propos, la dénonciation des camps de concentration forcent, me semble-t-il, l'admiration, et ce d'autant plus que l'essentiel des extraits de conférences cités plus haut datent de décembre 1940. Il faudra d'ailleurs attendre la fin des années soixante-dix et l'agonie du mythe révolutionnaire marxiste pour que l'on redécouvre, trop souvent à coup de déclarations fracassantes et "neuves", cette condamnation précise, riche et radicale du totalitarisme.

D'autres expressions reviennent souvent dans le vocabulaire de l'école : le sens du service et de la responsabilité, l'engagement personnel et la solidarité collective, la foi en le progrès, la libération économique et sociale. Pour les catholiques et les protestants, ces mots traduisent une volonté d'apostolat temporel. Ils signifient qu'ils doivent rompre avec la fermeture du chrétien sur son univers privé, bousculer l'ordre et l'archaïsme de l'Église et être désormais présents au monde. En ces mêmes mots, les athées et les marxistes entendent l'abandon des discours séparateurs et de l'orthodoxie revendicatrice, la poursuite et l'extension de l'œuvre du Front populaire et la promotion des ouvriers et de tous les déshérités. Ainsi, préparé par les échanges de l'avant-guerre, se développe à l'école un langage

71. Cf. *Cahiers politiques*, n° 2, juillet 1943, revue du Comité général d'études (CGE) créé en 1942 par Jean Moulin et au sein duquel travaillaient P. Bastid, R. Lacoste, F. de Menthon, A. Parodi, P.-H. Teitgen, R. Courtin puis en 1943, entre autres, M. Debré.

qui permet la rencontre du christianisme et du marxisme, aide à la fraternisation patriotique, prépare les grandes convergences de la Résistance et fonde l'éthique de l'État-providence et du citoyen d'après-guerre. En d'autres termes, Uriage, lieu de brassage et de pluralisme, est aussi un creuset où s'élabore ce qu'on peut appeler, d'une formule paradoxale, une théologie laïque de la libération. Celle-ci n'est pas, encore, à destination du tiers monde mais à l'usage de la nation française et de l'Europe. Mais n'anticipons pas.

5

Uriage, Vichy et la Résistance

À lire les textes d'Uriage, on ne peut guère être surpris du fait que l'école n'ait eu qu'une brève existence, un peu plus de deux ans. Ainsi que nous allons le voir maintenant, l'histoire d'Uriage, institution officielle du régime de Vichy, est celle d'une rupture progressive avec les autorités gouvernementales et d'une proximité croissante avec les organisations de Résistance. Elle s'achève par la dissolution de l'école aux termes d'un décret pris par l'État français dans les derniers jours de 1942. Mais, à ce moment-là, les hommes et les femmes d'Uriage sont déjà prêts à passer dans la clandestinité et ont depuis longtemps fait leur choix.

LES SIGNES PRÉCURSEURS

Aurait-on pu prédire, dès 1940, le passage d'Uriage à la Résistance ? Cette question restera bien sûr sans réponse. Toutefois, dès l'origine, un certain nombre de signes laissaient présager une telle évolution. Au milieu de l'année, malgré sa fidélité au maréchal Pétain, le Vieux Chef est entré en contact avec Henri Frenay, un résistant de la première heure, alors engagé dans la création du réseau « Combat », et l'école, très peu de temps après son installation, n'a pas hésité à faire connaître ses positions de principe. Deux d'entre elles sont particulièrement significatives.

DUNOYER DE SEGONZAC : « Dès août 1940, je rencontrais de temps en temps Henri Frenay et quelques-uns de ses acolytes. Frenay avait été mon voisin de lit à Saint-Cyr et j'admirais son étonnante vitalité, son enthousiasme, sa résolution, son dynamisme. Nos idées ne concordaient pas toujours, mais nous poursuivions un même but.

« Fin 1940 et début 1941, j'avais fait quelques conférences aux étudiants de Grenoble. Pour chacune, l'amphithéâtre était plein à craquer et de surprenantes ovations accompagnaient mes conclusions, en dépit de mon médiocre talent d'orateur, simplement parce que après avoir convié mes auditeurs à redresser la tête j'ajoutais : "Je souhaite passionnément la victoire de l'Angleterre." Ce qui me valut d'ailleurs une convocation à la préfecture, et, de la part du préfet Didkowski, un sermon sévère corrigé, je le précise, par un clin d'œil complice. »

DEVICTOR : « À la fin de l'année 1940, on a vu apparaître sur les vitrines des magasins de Grenoble des étiquettes portant la mention "magasin tenu par un Aryen, fils d'Aryen". Nous entrions pour les faire enlever. »

DE PRESSIONS EN INTERDICTIONS

À partir de 1941, les relations entre Uriage et Vichy deviennent de plus en plus tendues. L'école est accusée d'être un foyer de personnalisme et Dunoyer de Segonzac est, au début de l'année, traduit devant le Conseil national, une assemblée consultative de notables, créée en janvier, et dont les avis sont censés fournir une caution morale au régime. Il doit, écrit-il dans ses Mémoires, à sa « franchise » et à « une intervention aussi brillante qu'inattendue » de Gaston Bergery d'être « absous » et de pouvoir continuer son activité. Mais, très vite, les ennuis recommencent. Uriage est une école réputée et son antinazisme, son indépendance d'esprit gênent et inquiètent les autorités. Les pressions, alors, se multiplient et Vichy use à l'encontre de l'école indifféremment de la carotte et du bâton. Visites officielles, octroi d'avantages en nature et en argent, rapports de police, conférenciers imposés tentent d'infléchir la ligne d'Uriage et de l'amener sur des positions pétainistes et collaborationnistes. Mais rien n'y fait et en juillet, Vichy donne l'ordre à Dunoyer de Segonzac de se séparer de Mounier et de l'abbé de Naurois.

DUNOYER DE SEGONZAC : « En 1941, les offensives auxquelles j'eus à résister concernaient plus l'orientation idéologique d'Uriage que sa position antiallemande. On m'interdisait d'avoir des rapports avec Emmanuel Mounier et même d'utiliser Mgr de Solages comme conférencier ; surtout je recevais périodiquement le conseil plus que pressant de me séparer de quelques membres de l'équipe et notamment de Beuve-Méry. »

MOUNIER : « 4 avril 1941 : [...] Je ne croyais pas si bien dire il y a quelques jours. Voici la contre-offensive : un "on" mystérieux étant intervenu, ordre a été donné de Vichy à l'École des cadres" d'Uriage de se passer de mes services et de ceux de l'abbé de Naurois. Segonzac a protesté par retour. Je m'informe et contre-attaquerai à mon tour. Ne pas perdre une occasion de faire avouer que la "Révolution nationale" est pour les deux tiers de ses chefs une révolution de parti et de classe, sous la réalité d'une démission nationale.

« 13 avril 1941 : [...] Segonzac, que j'ai vu hier à Uriage, arrive de Vichy pessimiste... Pour Uriage, qui a pris catégoriquement position contre la collaboration et formé déjà de nombreux jeunes chefs dans cet esprit, il envisage les pires éventualités, Il me précise l'affaire me concernant. Sans me consulter, il avait envoyé à Vichy le projet d'un "bureau d'études permanent", siégeant à l'école, de cinq ou six membres, et y avait inscrit mon nom (je n'aurais pu ni d'ailleurs voulu accepter). En face de mon nom, au retour du projet : "Impossible : on vous expliquera les raisons de vive voix." De fait, aucun de ses supérieurs immédiats ne m'a rien reproché, bien que des influences latérales s'exercent contre moi, Massis notamment... Mais on l'a persuadé que le "bureau d'études" d'Uriage devait être composé de gens sans passé (en quoi on avait certes raison). Toute latitude lui était laissée pour me faire venir comme conférencier autant qu'il le voudra... »

MÜLLER : « En juin ou juillet 1941, on a eu la visite de Darlan. Ça n'a pas été triste ! Environ quinze jours auparavant, nous avons reçu, en provenance de Vichy, deux caisses contenant des portraits de Pétain et de Darlan. On était "invités" à les accrocher un peu partout dans le château. Segonzac a ouvert les caisses, puis les a refermées et mises dans un coin de son bureau. Quand Darlan est arrivé, il n'a vu ni ses portraits, ni ceux du Maréchal. Quelqu'un de son entourage a bien sûr demandé où ils étaient passés, Segonzac a répondu "Ah oui !... Ils sont là...", en indiquant le coin en question. Je peux vous dire que cela n'a pas réchauffé l'atmosphère des entretiens ! »

FRENAY : « Je prends donc le train pour Grenoble et appelle le Vieux Chef au téléphone.
« - Allô ? ici *Maurin*. Tu m'entends ? Dis donc, je suis de passage à Grenoble. Je dispose d'une journée. Puis-je monter te voir sans trop te déranger dans ta thébaïde ?

« Un silence puis un éclat de rire me répondent.

« - Je ne vois pas ce qu'il y a de drôle dans ma demande... ?

« - Bien sûr, tu ne peux pas savoir, mais c'est quand même assez drôle. Tu en jugeras toi-même en venant, mais surtout arrive avant midi.

« Je ne comprends pas, mais me présente au château avant l'heure dite. Segonzac m'accueille amicalement.

« – Qu'y a-t-il de drôle dans ma venue ? lui dis-je. Peux-tu m'expliquer ?

« – C'est simple. Dans quelques instants, nous attendons la visite de l'amiral Darlan et de Lamirand, secrétaire d'État à la Jeunesse, qui viennent à Uriage en visite officielle. Je n'ai pas résisté au plaisir assez cocasse de recevoir en même temps le chef de nos Forces armées et toi que la police pourchasse. Tu ne trouves pas que c'est... amusant ?

« – Oui, bien sûr ! Mais je te trouve culotté ! Imagine qu'un flic de leur escorte me reconnaisse, car ma photo est largement diffusée dans la police ! Ce ne serait pas drôle pour toi et encore moins pour moi !

« – Tu sais, mon vieux, nous sommes nombreux ici. Il te suffira de te tenir sagement mêlé à la foule et dans les derniers rangs. Tu te feras tout petit et tu auras le plaisir de l'entendre puisqu'il veut s'adresser à tous les stagiaires. »

DE NAUROIS : « Quand Dunoyer de Segonzac m'a annoncé que Darlan allait venir à l'école, on s'est tous rassemblé et on a beaucoup parlé. Personne ne l'aimait. Moi, j'ai refusé d'aller me mettre en rang pour lui serrer la main et je suis monté dans une des tours du château où, par une meurtrière, j'ai assisté à la scène de l'arrivée. »

LOCHARD : « Le passage de Darlan, si ma mémoire est bonne, a été rapide. Il a dû rester environ une heure ou deux. Par contre, je n'ai gardé aucun souvenir de son discours, soit parce que je savais d'avance ce qu'il nous dirait, soit parce que ça s'est immédiatement effacé, je ne sais pas. »

FRENAY : « [...] Dans l'après-midi, j'ai entendu, de la bouche de l'amiral, l'explication et la justification de la politique de Vichy. Son intervention ne manquait pas d'habileté. C'était, en plus éloquent, ce que Pucheu m'avait dit sept mois auparavant. La thèse était actualisée, exprimée avec les accents d'une grande conviction. Avec bien des précautions oratoires, il laissait entendre que la France, vaincue, ne pouvait se soustraire entièrement aux exigences allemandes. Il fallait la protéger au maximum, en attendant que la victoire ait choisi son camp qui devait être aussi celui de la France.

« Assis au dernier rang, j'ai écouté ce triste plaidoyer pour une déshonorante politique. Comme j'aurais aimé pouvoir porter la contradiction à ce méprisable personnage ! »

DE NAUROIS : « Ensuite, je suis redescendu de ma tour et j'ai écouté tout son discours, face à lui, les bras croisés. Ça a été remarqué et commenté. En substance, il a dit : "La situation de la France est ce qu'elle est. Je suis navré mais il faut quand même collaborer avec les Allemands. Ça n'est pas de gaieté de cœur, ça n'est pas un mariage de cœur, c'est un mariage de raison." Et puis, il a raconté une histoire désobligeante sur les Américains et leur manière de faire la guerre qui voulait dire qu'il y aurait une paix de compromis, que les Allemands ne gagneraient pas complètement la guerre mais suffisamment, en tout cas, pour que nous soyons, nous Français, obligés de collaborer. Après son départ, il y a eu des disputes parce qu'il avait impressionné une partie des gars, des stagiaires surtout. Ils étaient très ébranlés par son discours et répétaient qu'il fallait être raisonnable et avoir les pieds sur terre. Alors, là, je me suis indigné, surtout qu'il y avait déjà beaucoup d'histoires antisémites. L'intransigeance antiraciste prenait le dessus. Étant d'une nature assez impulsive, j'ai eu des propos violents dans la cour même du château où tout le monde entendait. Ça a été rapporté à Vichy, bien entendu. »

MOUNIER : « 28 juillet 1941 : Vu longuement Beuve-Méry et Segonzac. J'ai pu enfin faire le point sur le long orage où est plongée l'école depuis la visite de Darlan.

« Darlan a certainement fléchi les cœurs pour un temps. Il a fait du grand style... a joué la séduction, et cela a d'abord partiellement réussi.

« Mais il avait dans sa visite saisi toute l'importance de l'école et les effets s'en firent bientôt sentir. Non qu'il se disposât à l'étouffer, mais bien plutôt à l'annexer. Les avantages furent immédiats : attribution des rations de force qu'on réclamait en vain depuis des mois, promesse d'un million pour l'hebdomadaire, etc.

« L'école avait 15 millions de dettes, elles étaient éteintes le lendemain.

« Mais vint aussitôt la contrepartie. L'amiral se mit en tête de faire passer par l'école tout le personnel administratif. Pour la première fois, elle allait connaître des stages obligatoires pour les intéressés, qui sont la négation même de son inspiration. En ce moment, une cinquantaine de fonctionnaires des Affaires étrangères, de futurs sous-préfets, etc., inaugurent l'expérience, et elle n'est pas belle !... De muraille en bosquet, les instructeurs se lamentent et cherchent l'âme perdue des lieux... »

MÜLLER : « Après la visite de Darlan, il y a eu des pressions de Vichy. Des conférenciers qu'on nous imposait, des "espions" qui venaient voir ce qui se passait à l'école. Je me souviens que ça s'est traduit par une éviction. Mais tout cela, c'est Segonzac qui s'en occupait. Il prenait les décisions, ne les montait pas en épingle et nous ne savions pas vraiment jusqu'à quel point ça allait. »

MOUNIER : « 28 juillet 1941 : [...] Ce n'est pas tout. Parmi les stagiaires on glisse des mou-chards. Plusieurs rapports ont été faits. Le Vieux Chef a mis la main sur certains. Il a foutu à la porte, au nom du code de l'honneur des officiers, un officier de marine qui avait participé à l'un d'eux. La Légion s'en mêle aussi. Vichy, enfin, bombarde périodiquement des inspecteurs plus ou moins officiels, comme René Benjamin qui était là ces deux jours, et traînait dans les coins, ostensiblement abandonné de tous. [...] Un autre jour on lui téléphone pour qu'il arrange une conférence pour Doriot : "Vous pouvez l'ordonner, répond-il, mais je précise que le jour où Doriot sera à l'école, j'en serai absent." »

DE NAUROIS : « Je me souviens de trois cas et je ne crois pas qu'il y en ait eu beaucoup plus. Ce n'était pas vraiment des espions ou des traîtres mais plutôt des gens qui ne partageaient pas la ligne d'Uriage. Sauf le premier. Celui-ci était un Corse. Il était très Révolution nationale, avait une formation de policier et conservait d'ailleurs, tout en étant à l'école, des contacts avec les services de police. Et Segonzac a appris qu'il faisait des rapports sur l'école. Il a été immédiatement vidé. Avant de s'en aller, il est venu me voir. Bien sûr, je l'ai reçu, j'étais prêtre pour tous. Il m'a dit : "Je pars, mais si vous pensez à moi de temps en temps, sachez que je sers !" Le deuxième cas était assez curieux et douloureux. C'était un officier de marine, plutôt brillant. Il a passé pas mal de temps à l'école mais était tellement pétainiste, tellement Révolution nationale et darlaniste qu'il a fini par partir de lui-même. C'était un homme très à droite et du point de vue religieux, on dirait aujourd'hui intégriste. Le troisième cas est encore plus curieux. C'était un juif. Il a dû partir assez tôt de l'école car je me rappelle avoir dîné à Lyon avec lui. Nous nous sommes violemment engueulés parce qu'il était, lui aussi, Révolution nationale, et avec d'autant plus de ferveur qu'il avait, je crois, le sentiment de trahir la cause des juifs. C'était quelque chose d'effrayant. Un garçon dangereux. Ça m'a beaucoup peiné parce que au départ j'avais eu confiance en lui. »

FERRY : « Je me souviens d'un conférencier que Vichy avait envoyé d'autorité à l'école. Il était chargé de faire un topo sur la "Charte du Travail". C'était purement et simplement de la propagande pour essayer d'emporter l'adhésion des stagiaires et de l'équipe d'Uriage sur la charte. Bien sûr, ça ne s'est pas passé comme il le voulait. D'abord, sa conférence a été suivie d'une discussion où il a été beaucoup critiqué, de manière courtoise certes, mais il a dû sentir que les gens n'étaient pas prêts à avaler tout ce qu'il racontait. Et surtout, le plus drôle, c'est qu'à la veillée, était présent le père Dubarle qui avait été prisonnier en Allemagne. Il a témoigné sur la résistance dans les camps en évoquant une scène où les prisonniers avaient chanté, tous ensemble, *l'Internationale*. Pour le conférencier de Vichy, c'était le comble de la subversion ! »

DE NAUROIS : « En juillet, finalement, il y a eu un ordre de Vichy. J'étais considéré comme un gaulliste déchaîné. Bien sûr, il ne pouvait rien prouver car si j'avais beaucoup parlé du général de Gaulle et de mon regret de ne pas avoir pu le rejoindre, j'avais quand même été très prudent. Je devais seulement quitter l'école. »

MOUNIER : « 28 juillet 1941 : [...] Les interdits sont alors venus. Je suis en tête ("Uriage", c'est *Esprit*, dit-on avec irritation en certains lieux)... L'abbé de Naurois limogé ; interdit encore sur Mgr Bruno de Solages.

« 20 août 1941 : retour d'Uriage, je trouve le poulet : *Esprit* est interdit. Le bruit en courait depuis une bonne quinzaine de jours. »

LA PRÉPARATION À LA CLANDESTINITÉ

À la fin de l'année 1941, un événement vient encore accroître la tension entre Uriage et Vichy. Le 18 novembre, le général Weygand, délégué général du gouvernement en Afrique du Nord, est limogé. Cette décision met un terme aux espoirs de beaucoup de militaires de l'école qui croyaient que Weygand organisait secrètement dans les colonies françaises une armée de libération et que le souci premier du maréchal Pétain était de couvrir et de faciliter l'action du général. À peine un mois plus tard, Dunoyer de Segonzac lance devant les officiers en stage à l'école un appel à la désobéissance. Après le retour de Laval au pouvoir, le 19 avril 1942, les choses se précipitent. Les convocations à Vichy du Vieux Chef deviennent de plus en plus fréquentes et dangereuses. Uriage est désormais considérée comme un foyer de résistance et au château, on s'est effectivement engagé dans un travail clandestin. Aides à l'évasion de prisonniers, fabrication de faux papiers, caches d'armes préparent les membres de l'école à leur statut futur, celui de combattants de l'ombre.

DUNOYER DE SEGONZAC : « Fin 1941, à l'issue d'un stage d'officiers de l'école de Saint-Cyr, où figurait Tom Morel, le futur héros du plateau des Glières, je pris clairement position pour la mise en discussion de l'ordre officiel.

« Rien ne m'a été plus pénible que cet appel à la désobéissance fait par un officier à d'autres officiers. Nous avons tous été élevés dans le culte du dogme de la discipline et j'avais le sentiment d'accomplir la plus grave des fautes, celle contre l'esprit. Cependant, les initiatives gouvernementales, dont je continuais à croire que le maréchal Pétain les acceptait contraint et forcé, justifiaient la révolte ou tout au moins une interprétation large et libre des directives officielles.

« [...] Il est bien évident que de telles prises de position devaient me valoir des difficultés. »

LOCHARD : « On était au courant des convocations de Segonzac à Vichy. Mais il ne disait rien. Et moi, j'étais un de ceux qui avaient un grand respect, une grande admiration pour cette manière d'agir. On se disait : "Ça, c'est son boulot, assumer les contradictions avec Vichy." Évidemment, on savait que la situation d'Uriage était très fragile et qu'on avait échappé une ou deux fois à des décisions de fermeture. On imaginait bien qu'un jour ou l'autre on se retrouverait à la porte, avec nos sacs à dos. Mais cela ne nous tracassait pas beaucoup. »

MÜLLER : « Segonzac ne parlait pas de ses nombreuses convocations à Vichy. Il prenait sur lui toutes les responsabilités de ce genre. On se doutait bien que ce n'était pas pour le décorer qu'on le convoquait, mais il était extrêmement discret. J'ai toujours admiré cette discrétion en même temps que l'énergie qu'il mettait à résister à ces pressions. Il fallait le faire ! Je pense que les relations avec l'administration de Vichy se sont vraiment dégradées à partir du printemps 1942. »

DUNOYER DE SEGONZAC : « Lorsque Pierre Laval devint le principal personnage du régime, la tension monta. À une réunion de tous les principaux responsables de la jeunesse convoqués au ministère où, avec talent et netteté, il avait exposé sa politique d'entente avec l'Allemagne, j'avais manifesté ma désapprobation, seul, il est vrai ; je faillis être arrêté à la sortie et ne dus qu'à Georges Lamirand, dont la loyauté à mon égard ne s'est jamais démentie, de rester en liberté.

« Peu après, j'étais appelé à Vichy. Seul avec Laval dans son bureau, je bénéficiai d'un magnifique morceau d'éloquence séduisant, je dois le dire. À l'opposé de Darlan, Laval savait parler aux hommes avec une intelligence, une chaleur et une simplicité remarquables. Je ne fus cependant pas convaincu et le dis au président qui m'écouta sans colère et sans dépit apparent. Mais à dater de ce jour je sus que j'étais condamné.

« Abel Bonnard usa d'autres arguments ; à son avis, j'étais fait pour servir dans les grands espaces sahariens et il me pressait de demander ma mutation. C'est ce que fut chargé de me dire aussi un commandant délégué par le général Bridoux. N'importe quel poste m'était offert en Afrique pour peu que j'en exprime le désir. On regrettait de me voir gâcher mon avenir et on m'offrait une brillante porte de sortie.

« Enfin, dans les derniers mois de 1942, je reçus à Uriage même la visite de deux officiers supérieurs de l'année de l'armistice chargés de mission à mon égard. L'un était le colonel X, remarquable à tous points de vue, et l'autre en garnison à Grenoble était bien connu de nous. À mon grand étonnement, mes deux visiteurs m'infligèrent un abattage en règle. Mon attitude antiallemande n'était rien de moins, disaient-ils, qu'une trahison du maréchal Pétain [...].

« Au château lui-même existait une officine clandestine sous la direction de Paul de La Taille. En principe ses activités n'étaient connues que de lui et de moi. Elles tendaient, non sans succès, à faire évader des prisonniers, à établir des liens avec la zone occupée, donc à nous assurer la possession d'un lot de faux papiers divers, puis à rester en contact avec des éléments de la Résistance. »

JACQUOT : « À partir de 1942, j'ai été la secrétaire de Paul de La Taille. Sur les directives du Vieux Chef, il avait fondé le service des prisonniers et c'est là que j'ai travaillé. Le service consistait à envoyer de la documentation sur Uriage dans les camps de prisonniers. Elle était adressée à des gens que l'on connaissait, soit le plus souvent par l'intermédiaire de leurs familles, soit parce qu'ils étaient des amis du Vieux Chef ou des membres de l'équipe. Nous échangeons une petite correspondance car les prisonniers avaient droit à un nombre de lettres très limité. Par ailleurs, clandestinement, avec l'aide de Mme Dalloz, la femme du notaire de Saint-Martin, nous fabriquions de faux papiers pour faciliter l'évasion des prisonniers. On les transmettait dans des colis que les familles pouvaient envoyer. Les faux papiers étaient souvent dissimulés dans des raquettes de ping-pong dont l'atelier d'Uriage évitait l'intérieur. »

GRILLET : « Un jour, je suis arrivé chez René Joutet ; c'était un graphiste. Comme on dit aujourd'hui un publicitaire. J'ai poussé la porte. Il était en train de faire des fausses cartes d'identité. Il m'a demandé de me taire et, bien sûr, c'est ce que j'ai fait. »

CACÉRES : « Un jour, en 1942, le Vieux Chef m'a convoqué et m'a dit : "Vous êtes charpentier. Il faut que vous vous débrouilliez, là-haut, dans les plafonds, pour cacher un certain nombre de colis que de La Taille vous apportera." Et ça a été fini. Il n'a pas fait de grands discours. Il était entendu qu'il s'agissait d'armes et que l'on n'avait pas à en parler. J'ai donc fait le travail et de La Taille arrivait la nuit avec les armes. Je me souviens que nous avons essayé les revolvers, une nuit, dans une des caves du château. Il y avait aussi des mitraillettes anglaises, du plastic et des grenades. »

DOMENACH : « Les thèses selon lesquelles l'école a basculé d'un coup dans la Résistance le 1^{er} janvier 1943 sont ineptes. Il est absurde de penser que l'on puisse faire passer à peu près une centaine de personnes dans la clandestinité en quelques jours. D'autant plus qu'elles se sont dispersées. Il fallait déjà avoir des armes, de l'argent, des papiers d'identité, des contacts. Tout cela avait été préparé de longue date. À mon avis, depuis 1941. Quel mois exactement ? Je ne sais pas. »

Dans les derniers mois de 1942, l'action clandestine et les relations avec les organisations de Résistance deviennent la préoccupation majeure de Dunoyer de Segonzac et de son équipe. En septembre, H. Frenay, qui poursuit alors son travail de formation et d'unification de l'Armée secrète (AS) en zone sud, revient à Uriage. En novembre, après le débarquement allié en Afrique du Nord et l'invasion de la zone libre par les Allemands, les liens se resserrent encore. L'école a des contacts avec le général Giraud et les officiers de l'armée de l'armistice dissoute qui ont entrepris la création de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA). Elle est liée à l'Angleterre par l'intermédiaire de G. Gadoffre et d'un membre du Bureau central de renseignements et d'action (BCRA), les services secrets français à Londres. Elle connaît plusieurs responsables du réseau Combat et notamment Roger Stéphane dont elle a arrangé l'évasion du camp d'internement de Fort-Barraux dans l'Isère. Des contacts personnels existent

également à Grenoble, bien sûr, avec la garnison locale, la résistance estudiantine et le groupe d'Économie et Humanisme, à Paris avec Défense de la France de Philippe Viannay, mais aussi à Rennes, Toulouse, Lyon ou à la frontière suisse. Enfin, l'école s'est résolument engagée aux côtés des mouvements de Résistance de zone sud dans l'organisation des maquis du Vercors et dispose déjà dans cette région d'un lieu de repli. Il le fallait car, le 27 décembre, Pierre Laval signe le décret portant suppression de l'École nationale des cadres d'Uriage. Celui-ci paraît au *Journal officiel* le 1^{er} janvier 1943. Les conséquences de cette décision ne sont pas longues à venir.

DUNOYER DE SEGONZAC : « D'incident en incident, ce qui devait arriver arriva. Je fus d'abord révoqué, purement et simplement, fin 1942, et quelques jours après, l'objet d'un mandat d'arrêt. Les policiers de Grenoble, acquis à Uriage, m'avertirent à temps. Je fourrai mes hardes et ma déjà nombreuse famille dans une méchante camionnette aux pneus incertains et, quittant le château de Bayard pour toujours, j'entrai dans la clandestinité. »

6

Les adieux

Revenons en arrière pour quelques instants. L'État vichyssois peut décider de supprimer Uriage, institution officielle, et de fermer les portes de l'École nationale des cadres. Mais il ne saurait dissoudre par décret la communauté d'Uriage elle-même. Celle-ci vit ses derniers moments, mais ils lui appartiennent en propre. Et avant de partir pour d'autres aventures collectives, les hommes et les femmes d'Uriage se disent adieu et mettent fin eux-mêmes à la communauté qu'ils ont formée deux années durant.

DOMENACH : « J'ai assisté à la soirée de Noël 1942 où Segonzac a fait ses adieux aux membres de l'école. Adossé à la grande cheminée flambante du château, il nous a appris que l'école était dissoute par ordre de Vichy. Mais il nous a dit aussi que la lutte continuait. Je n'ai plus le souvenir des termes exacts, mais c'était un appel aux armes, le serment d'un nouveau combat. »

FERRY : « Peu de temps avant la fin de l'année 1942, les menaces ont commencé à se préciser. Certains instructeurs étaient poursuivis et Segonzac lui-même s'était réfugié dans une maison à Vizille, à une dizaine de kilomètres d'Uriage. Peu de gens savaient où il habitait. Pour les adieux, il y a donc eu une grande cérémonie nocturne, très émouvante et romantique. Nous nous sommes partagé le drapeau d'Uriage et chacun en a conservé un morceau dans son portefeuille. »

REUTER : « Le partage du drapeau fut un moment très intense, poignant et pathétique. Nous pensions le reconstituer plus tard. Mais nous ne l'avons jamais fait et je dois toujours en avoir un bout dans un de mes tiroirs. »

LOZACH'MEUR : « Je n'étais pas à la veillée des chefs. On nous a dit qu'ils s'étaient partagé le drapeau de l'école sur ces paroles du Vieux Chef : "Dieu veuille que nous puissions être tous là pour le reconstituer au jour de la libération." »

SOURIAU : « Le passage à la clandestinité demandé par Segonzac correspondait tout à fait à ce que je souhaitais et à ce que j'avais envisagé auparavant. J'ai même eu le sentiment qu'on aurait pu enlever un peu plus tôt le portrait du Maréchal de la salle des conférences, bien qu'il n'eût pas été sage de le faire. À mon avis, l'éclatement de la communauté s'est fait sans trop de souffrances. Pour moi en tout cas, mais également, je crois, pour d'autres. Il y avait bien sûr un regret. Nous étions relativement satisfaits de ce que nous avons fait. Nous avons de bons souvenirs et nous avons même eu des moments enthousiasmants. »

HUSSENOT (Olivier) : « Novembre 1942. L'occupation allemande s'étend à toute la France. L'école d'Uriage est dissoute. Avant de se séparer, on tue le cochon et on fait une bouffe monumentale. Pas un tonneau qu'on ne vide. La plupart des équipes entrent en clandestinité, ce qui veut dire que l'école, sous son étiquette pétainiste, était dès le début un foyer de résistance. Quant à nous autres comédiens, "les touristes" comme on nous appelle à l'école, n'ayant plus rien à faire dans ce pays humide, nous remontons à Paris, notre patrie.

« [...] Je me suis presque toujours adapté sans douleur à des situations que je n'avais pas voulues. Dire que je m'y sente à l'aise est autre chose. Les deux années d'Uriage rentrent dans cette catégorie. Deux années de passage à vide. On attendait que ça passe en faisant semblant de travailler. On pensait à la suite. La suite, c'était, bien sûr, Paris retrouvé. »

JACQUOT : « Je revois toujours le moment où le Vieux Chef a annoncé à tout le personnel la dissolution d'Uriage. Un moment très dur. Je m'étais attachée à l'équipe et j'avais un peu l'impression que la terre allait me manquer. »

MASSALOUX : « J'ai vécu la dissolution de l'école la mort dans l'âme. Uriage avait été une aventure tellement extraordinaire, presque irréelle. »

LOZACH'MEUR : « Le jour où on a appris la dissolution de l'école, on a vu arriver, comme un fou, l'aumônier qui a succédé à l'abbé de Naurois, le père des Alleux. Il est entré dans le bureau des secrétaires, la chambre des mitrailleuses comme on l'appelait à cause des machines à écrire, et il nous a dit : "Ça y est ! C'est fait ! Allez vite, on va chanter un Te Deum." Il était fou de joie. Il nous a fait répéter, puis nous a emmenées dans la chapelle et on a chanté. Par la suite, il y a eu une réunion avec Segonzac, juste après celle des chefs. Il nous a parlé de l'Occupation, nous a dit que tout le monde devrait dans l'avenir se comporter selon son idéal et nous a souhaité bonne chance. Nous avons ensuite fait une chaîne des adieux et nous avons chanté "Ce n'est qu'un au revoir". Nous étions tous très impressionnés parce que les paroles de Segonzac étaient graves. Et puis on avait le cœur gros. »

DOUAI : « Quelques jours avant de fermer l'école, le Vieux Chef nous a réunis et nous a dit : "À partir d'aujourd'hui, nous allons nous disperser et quel que soit celui, connu ou inconnu, qui frappera à votre porte, qu'il soit catholique, juif, communiste ou de n'importe quel bord, s'il est traqué, faites en sorte de l'accueillir et de le protéger." Ce message m'a profondément marqué. »

DUNOYER DE SEGONZAC : « Me procurerait-il, ce combat, les joies que j'avais éprouvées pendant deux ans à l'ombre des tours d'Uriage ? Elles venaient d'abord de la révélation de la valeur des hommes avec qui nous avions rêvé l'avenir. Sans doute constituaient-ils une élite, mais ils étaient assez nombreux et assez vivants pour justifier l'espoir d'une renaissance nationale. J'avais constaté non sans surprise qu'il y avait des protestants ou des israélites dont les exigences personnelles étaient telles qu'elles les plaçaient au même rang spirituel que les meilleurs catholiques et qu'il existait aussi des saints laïques et des communistes mystiques. Et même parmi ceux dont la richesse de l'âme et du cœur était moindre, il était merveilleux, à travers un certain style d'échanges, dans le cadre de la recherche d'un idéal commun, de trouver presque toujours les éléments d'une personnalité attachante.

« Je devais aussi à Uriage le sentiment rare d'avoir vécu au milieu d'une équipe dont j'aimais et admirais chaque membre. La qualité de ce sentiment était telle qu'elle ne serait pas égalée, même à la guerre où la fraternité prend de hautes dimensions. »

Dans le chapitre préliminaire, j'évoquais le rôle central que joue dans le raisonnement de B.-H. Lévy le fait que l'école d'Uriage soit passée à la Résistance après l'invasion de la zone libre par les Allemands. Considérant la date de ce ralliement comme la preuve du pétainisme d'Uriage, il écrit : « On ne peut même pas dire que ces hommes aient failli, au bout du compte, à leur idéal de vaillance : le plus étrange en effet, c'est qu'à la Noël 1942, au terme d'une ultime veillée nocturne au ciel du massif de Belledonne, l'École passe tout entière, avec armes et bagages, dans les rangs de la Résistance et s'en va dans le Vercors peaufiner son "style du XX^e siècle". Noël 1942 : c'est là le point et la date décisifs. C'est toute la clef surtout du paradoxe. Car c'est le lendemain, comme on sait, de l'entrée des Allemands en zone libre. C'est l'heure où Vichy n'est plus dans Vichy mais prend ses ordres à la Maison brune. C'est le rêve fracassé de la révolution fraîche et joyeuse, nationale et populaire⁷². » Si nous avons vu que l'école avait déjà une activité clandestine bien avant Noël 1942 et qu'il est pour le moins audacieux de l'omettre, il ne faut cependant pas, je crois, éviter de réfléchir sur la date du

72. B.-H. LÉVY, *op. cit.*, pp. 52-53.

passage d'Uriage à la Résistance. Pourquoi l'école s'est-elle ralliée après le 11 novembre 1942 et non pas plus tôt ? Bien des raisons peuvent l'expliquer, et autant les pressions allemandes, la nécessité de préparer militairement le passage que la difficulté du capitaine Dunoyer de Segonzac à trahir le serment de fidélité qui l'unissait au maréchal Pétain. Mais il ne s'agit là que d'arguments partiels, et trop à la surface des événements pour totalement convaincre. Il existe une autre explication, moins apparente mais à mon sens primordiale, qui tout à la fois éclaire le cours des événements, touche à la nature même d'Uriage et en résume à la perfection l'esprit. Une raison dont les scènes des adieux nous livrent, d'une manière vivante et expressive, la teneur. Que manifestent-elles en effet, ces fameuses veillées de fin décembre 1942, sinon les plus hautes valeurs d'Uriage ? Avec solennité, émotion et parfois drôlerie, elles nous disent le sacré de la communauté : le patriotisme et le drapeau tricolore de la nation française, la foi chrétienne et les chants liturgiques, le respect de la personne humaine et les conseils du Vieux Chef. C'est-à-dire, très précisément, l'antithèse des valeurs nazies. Un sacré dont Hitler avouait lui-même, dès 1933, vouloir l'abolition : « À la doctrine chrétienne, disait-il, du primat de la conscience individuelle et de la responsabilité personnelle, j'oppose la doctrine libératrice de la nullité de l'individu et de sa survivance dans l'immortalité visible de la nation. Je supprime le dogme du rachat des hommes par la souffrance et par la mort d'un Sauveur divin et propose un dogme nouveau de la substitution des mérites : le rachat des individus par la vie et l'action du nouveau législateur-Führer, qui vient soulager les masses du fardeau de la liberté. [...] Comprenez-vous ce que je veux dire ? Il faut que je libère le monde de son passé historique. Les nations sont les matériaux visibles de notre histoire. Il faut donc que je brasse ces nations, que je les remoule dans un ordre supérieur, si je veux mettre fin au chaos d'un passé historique devenu absurde. Pour accomplir cette tâche, la notion de race est tout à fait utilisable. Elle bouleverse les vieilles idées et ouvre des possibilités de combinaisons nouvelles. En partant du principe de la nation, la France a conduit sa grande révolution au-delà de ses frontières. Avec la notion de la race, le national-socialisme conduira sa révolution jusqu'à l'établissement d'un ordre nouveau dans le monde⁷³. » En d'autres termes, je crois, avec B.-H. Lévy, que la date du 11 novembre 1942 est effectivement décisive. Mais elle ne signifie nullement qu'Uriage fut la quintessence du pétainisme. Bien au contraire, elle démontre qu'à l'heure même du départ comme à l'origine de l'école, au cœur de son esprit comme au plus profond du lien de la communauté, se trouvait l'antinazisme. Et qu'au moment fatidique où l'armée de l'Antéchrist moderne et de l'ordre mondial raciste franchissait la ligne de démarcation et achevait la conquête du pays de 1789, les hommes et les femmes d'Uriage n'avaient plus qu'un seul acte à accomplir : passer de la résistance spirituelle à la résistance militaire. L'affrontement des valeurs sacrées avait alors définitivement rejoint le combat profane des armes.

73. H. RAUSCHNING, *Hitler m'a dit*, Le Livre de Poche, Paris, 1979, p. 302 et 311.

Marxistes et chrétiens dans les maquis du Vercors

Au début de l'année 1943, pendant que la milice de Darnand prend possession du château d'Uriage et y installe sa propre école nationale de cadres, l'équipe de Dunoyer de Segonzac se disperse. Nombreux sont ceux qui se voient confier par le Vieux Chef des missions précises. L'un doit intégrer un réseau de résistance et y entraîner des camarades, l'autre retrouver le contact avec d'anciens stagiaires éparpillés aux quatre coins du territoire, un troisième rechercher des filières ou en créer de nouvelles. En bref, ils sont chargés, partout où cela s'avère possible, d'organiser le ralliement du nombre maximal d'Uriageois à la Résistance intérieure ou extérieure. D'autres membres de l'école reprennent purement et simplement leur liberté et, tout en restant souvent en liaison avec le groupe, soit rejoignent directement une organisation de résistance ou un maquis en formation, soit s'engagent sous le couvert d'activités légales dans des actions contre le régime de Vichy et les autorités d'Occupation. Après avoir facilité le passage à la clandestinité de la quasi-totalité des équipes des écoles régionales de cadres qui s'étaient créées entre 1940 et 1942 sur le modèle d'Uriage, Dunoyer de Segonzac entame, lui peut-être encore plus qu'un autre, une vie faite de voyages et de rencontres incessantes. Il a en effet décidé, d'une part, de coordonner l'ensemble des activités clandestines des anciens de l'école et, d'autre part, d'user de sa « qualité de militaire non orthodoxe » pour tenter de rapprocher des partisans de 1940 « l'important contingent des résistants de la deuxième heure », alors « tenu en lisière pour des raisons politiques⁷⁴ ». Ainsi, par de multiples canaux, les hommes et les femmes d'Uriage, dans leur immense majorité, viennent dans les premiers mois de 1943 grossir les rangs des combattants de l'ombre.

Suivons l'un de ces canaux, le plus original et le plus représentatif de l'esprit d'Uriage dans la Résistance : l'aventure de la Thébaïde et des équipes volantes du Vercors. Peu de temps avant la fermeture de l'école, sentant le vent venir et déjà, nous l'avons vu, lancés dans l'organisation des maquis de la région, les responsables d'Uriage sont entrés en contact avec la famille de Saint-Rémy qui possède un château à environ soixante kilomètres à l'ouest de Grenoble. Si la demeure n'a pas la noblesse du château de Bayard, elle constitue cependant un cadre idéal pour les nouvelles activités de l'équipe. Située au sud de la forêt de Chambaran, à Murinais, près de Saint-Marcellin, cette vaste gentilhommière fait face au massif du Vercors et n'en est éloignée que d'une trentaine de kilomètres. Elle est entourée d'un grand parc, ceint par des murs épais et hauts qui arrêtent les regards indiscrets et confèrent à l'endroit une atmosphère de calme et de mystère qui lui vaut d'être comparée à une thébaïde. Au courant des difficultés de l'école, les propriétaires ont accepté d'y accueillir l'équipe en cas de besoin. Et ainsi, à partir du printemps 1943, se rassemble progressivement à la Thébaïde, ou autour d'elle, un bon nombre des anciens d'Uriage. On y trouve G. Gadoffre, le maître des lieux, H. Beuve-Méry, B. Cacères, J. de Chaléon, J.-M. Domenach, J. Dumazedier, P. Hœpffner, L. Massaloux. D'autres membres de l'école les assurent de leur soutien : le Vieux Chef bien sûr, mais aussi R. Dupouy, G. Ferry, P. Grillet, Y. Jacquot, L.-M. Lozach'meur, L. Poli et P. Reuter. Des amis sont également en contact permanent avec la Thébaïde. Alain Le Ray par exemple,

74. P. DUNOYER DE SEGONZAC, *Le Vieux Chef. Mémoires et pages choisies*, Éd. du Seuil, Paris, 1971, p. 116.

le futur chef des FFI de l'Isère, qui a fait un stage à l'école en octobre 1942 et s'est, lui aussi, engagé dans l'aventure du Vercors. Ou le colonel Xavier de Virieu, le père du journaliste de « L'heure de vérité ». Originaire d'une famille d'aristocrates catholiques, il a suivi un itinéraire proche de celui de Dunoyer de Segonzac. Démissionnaire en janvier 1943 de la direction d'une école de cadres des Chantiers de jeunesse, il a rejoint la Résistance et a d'ores et déjà transformé son château du Dauphiné en centre d'accueil de réfugiés et de clandestins. Enfin, de nouvelles recrues, d'anciens stagiaires ou des amis des uns et des autres, complètent le groupe : Michel Bonnemaison, Bernard Boutier, Pierre Brivoizac, Gilles Chaîne, François Le Guay, Paul Huet, Simon Nora, André Pierre, Jacques Roze et Rolande Thorn. Simon Nora a vingt-deux ans lorsqu'il arrive à la Thébaïde.

NORA : « Pour situer rapidement le "décor", j'appartiens à une famille juive, libérale, dont le judaïsme n'a guère existé jusqu'à ce que la guerre le lui fasse découvrir. Idéologiquement, comme beaucoup de jeunes bourgeois de l'avant-guerre, face à la crise, je me suis senti "à gauche". Mes premières émotions politiques sont nées de la guerre d'Espagne. Ayant eu des ennuis de santé, j'ai préparé mes bachots dans des collèges de montagne où j'ai eu pour professeur un juif autrichien, bon marxologue. Il m'a énormément appris et quand la guerre est arrivée, j'avais une bonne culture marxiste. J'ai également profité, naturellement, de l'influence de mon père, que l'horreur de la Première Guerre mondiale avait profondément marqué. J'étais donc plutôt de la nuance gauche pacifiste : auberges de jeunesse, Giono, etc. Dans ce contexte, la guerre a été pour moi la découverte du peuple de France qu'en fait je ne connaissais pas ; et de la patrie, c'est-à-dire du fait que je vivais au sein d'une communauté dont j'étais profondément solidaire, à la fois sur le plan des êtres, et du territoire. L'antnazisme me permettait de récupérer ces trois dimensions du sentiment patriotique.

« Après l'exode qui nous avait amenés jusqu'aux Pyrénées, mon père est retourné à Paris. Je me suis retrouvé avec le reste de la famille à Grenoble. Il y avait là une bonne université où mon frère pouvait préparer sa médecine et moi poursuivre des études de sciences politiques et de droit, que j'avais entamées après avoir fait de la sociologie et de la philosophie. Mon idée, à ce moment-là, était de préparer une agrégation d'économie politique. Une autre raison de notre installation à Grenoble était que ma famille est liée aux Jeanneney et que Jean-Marcel Jeanneney y enseignait. À l'université, s'est déclenché le processus qu'ont connu beaucoup de jeunes gens de l'époque. Entre étudiants, on a fait connaissance, on s'est "reniflé". Et avec un certain nombre d'entre eux qui baignaient à peu près dans les mêmes eaux intellectuelles que moi, j'ai commencé à faire de la résistance. On a monté des petites cellules, des petits réseaux dont l'activité, au début, était mineure : impression de tracts, distribution dans les boîtes aux lettres... Mais, c'était le commencement. Par la suite, une partie de mes camarades s'est engagée au parti communiste. Je ne les ai pas suivis. Si j'étais parfaitement d'accord pour travailler dans la Résistance avec les communistes, je n'avais aucune envie de m'embarquer dans un parti dont je pressentais, mon marxologue étant en plus trotskiste, qu'il avait ce visage que beaucoup ont découvert ensuite. Je suis donc resté dans la Résistance à Grenoble et, progressivement, mon activité est devenue plus directement combattante. À partir d'un certain moment, j'ai senti le besoin, d'une part, de me protéger de la menace policière qui se faisait de plus en plus précise sur nos petits groupes, et, d'autre part, d'un engagement plus fort et plus entier. Par l'un des héros de la Résistance grenobloise, Germaine, j'ai rencontré Dumazedier. Et c'est ainsi que je me suis intégré à l'équipe de Gadoffre. »

VIVRE À LA THÉBAÏDE

À Murinais, par bien des aspects, l'existence de tous les jours est proche de celle d'Uriage. On est à nouveau dans un château et on continue de pratiquer le style de vie si cher à l'école de Dunoyer de Segonzac. La culture du corps et celle de l'esprit sont toujours, et plus que jamais, considérées comme indissociables. Toutefois, aussi bien l'atmosphère que les objectifs de travail de l'équipe ont changé. Même s'il est difficile de maintenir une parfaite

clandestinité quand il faut aller chercher le courrier à Saint-Marcellin et le ravitaillement chez les paysans des environs, le groupe de la Thébaïde doit veiller au plus grand secret. Car il ne forme pas, comme à Uriage, au vu et au su de tous, des cadres de la vie légale, mais se prépare à aider et à éduquer des hors-la-loi qui ont pris le maquis. Entraînement militaire et préparation psychologique et intellectuelle constituent ainsi le lot quotidien des futurs membres des équipes volantes. Pourtant, les hommes de la Thébaïde restent fondamentalement fidèles à l'héritage spirituel d'Uriage. Perpétuant l'idéal pluraliste de l'école, ils ont décidé de poursuivre et d'approfondir le travail de confrontation des idéologies mené au cours des deux années précédentes et ont entrepris de rédiger un ouvrage collectif qu'ils ont pris l'habitude d'appeler entre eux *La Somme*. Les journées sont donc bien remplies et, à chacune des activités de la Thébaïde, les femmes apportent une aide appréciée de tous.

CACÉRES : « À la Thébaïde, le rythme des journées était immuable. Chaque matin à l'aube, tirés du lit au son d'une trompe, nous nous retrouvions dans le parc pour le "décrassage", sorte d'exercice qui consistait à courir, ramper, sauter les haies, grimper aux arbres, puis peu à peu revenir au calme. Après le petit déjeuner, Gilbert, le maître de la Thébaïde, distribuait le travail intellectuel ; chacun disparaissait dans sa chambre ; la vieille demeure devenait silencieuse, comme inhabitée pendant toute la matinée. Avant le déjeuner, de nouveaux exercices physiques nous rassemblaient autour du vieux cèdre. La cloche tintait doucement pour nous convier ensuite au repas. Comme dans un ordre religieux, à tour de rôle chacun de nous lisait un texte.

« [...] Après ces lectures, le repas communautaire prenait une tout autre signification. Au début de l'après-midi, nous partions dans la forêt pour le bûcheronnage. Cette activité servait de justification aux indiscrets et aux autorités soupçonneuses qui parfois venaient s'informer.

« [...] L'après-midi s'enfuyait, rapide ; le soir tombait vite. Je rentrais à la Thébaïde, grisé d'air pur, les yeux remplis d'enchantement. Dans la grande salle, assis en rond sur le sol autour de la cheminée, on brûlait de lourdes bûches de chêne, nous nous montrions le travail de la matinée. Après la collation, nous nous rendions un moment à la salle de musique. Je n'avais pas été victime d'une hallucination le premier jour de mon arrivée. Gilbert, le maître de la Thébaïde, jouait, surtout la nuit, du clavecin. Dans la pénombre, tout le monde s'asseyait sur le sol et écoutait. Nous remontions ensuite dans nos cellules et les soirées de travail se prolongeaient souvent au-delà de la nuit. »

GADOFFRE : « À Murinais, je me suis retrouvé à la tête d'un dispositif assez complexe. D'une part, on commençait à rassembler ce qui deviendra plus tard *La Somme*, d'autre part, on préparait les matériels d'instruction pour les équipes volantes. Et enfin, on tenait périodiquement ce que nous appelions les corridas, c'est-à-dire des réunions de chefs de maquis du Vercors qui venaient passer un week-end à la Thébaïde. C'était d'ailleurs très imprudent mais, ainsi, ils se faisaient part mutuellement de leurs expériences et de leurs projets. Ils nous racontaient leurs expériences humaines de commandement des maquisards, leurs actions de sabotage et leurs plans d'opérations futures. Toutes ces activités ont fait que l'équipe de la Thébaïde a en fait joué son rôle dans la formation des maquis du premier Vercors, celui de 1943. »

CACÉRES : « Pour nous préparer à notre mission, nous subissions un intense entraînement physique. Dans le parc de la Thébaïde, qui ne semblait exister que pour la méditation, à l'abri des regards indiscrets (des murs nous isolaient du reste du monde), nous rampions dans les herbes et les fourrés épineux. Un autre entraînement consistait à nous grouper autour d'un instructeur — j'appris plus tard qu'il s'agissait d'un officier anglais parachuté — et à faire, sous sa conduite, des exercices théoriques sur l'emploi du plastic. »

GADOFFRE : « La Thébaïde était également au centre d'un réseau de publications clandestines. Nous avons ainsi participé à la confection du *Manuel d'instruction provisoire pour l'emploi des corps francs* rédigé par le colonel de Virieu. Ce petit guide se présentait sous la forme d'une publication militaire classique, datée fictivement de 1939 pour qu'on la croie inoffensive. L'idée venait de X. de Virieu. Et bien sûr, le mot maquis n'y était jamais prononcé. Mais, à l'intérieur, il y avait tous les détails sur l'utilisation des plastics et sur les techniques de sabotage, etc. »

GRILLET : « Avec d'autres, j'ai imprimé le *Manuel à l'usage des corps francs* qui a ensuite été distribué dans tous les maquis de France. C'était le manuel du parfait terroriste, écrit par le colonel de Virieu, avec la collaboration de Gény, un gars d'Uriage. J'imprimais aussi *Défense de la France* tous les mois pour toute la zone sud et je faisais des envois sous l'étiquette du "Secours national", l'organisation caritative de Vichy. »

NORA : « Je me rappelle, bien sûr, que nous avons des discussions, le soir, à la Thébaïde. Mais je ne me souviens plus vraiment qu'elles aient eu un caractère systématique, bien que ce soit fort possible, puisqu'il en est sorti un bouquin. Et chacun sait qu'un livre ne naît pas de l'improvisation. Ce qui me reste, surtout, c'est le souvenir des hommes que je côtoyais au Murinais. Gadoffre notre hôte. Un personnage complexe, extrêmement cultivé, d'un caractère à la fois très passionnel et très maîtrisé. Beuve-Méry : nous avons partagé des semaines durant la même "chambrée" et avons peu à peu acquis une réelle intimité intellectuelle. Il avait une solide expérience, une bonne connaissance de la géopolitique et jouissait d'une réelle autorité morale. Il y avait également Dumazedier, un jeune sociologue orienté vers certaines formes de pédagogie dans le monde du travail ; il apportait avec lui un corps de concepts déjà très structuré. Ou encore Bénigno, et la fraîcheur difficile à restituer du jeune manuel découvrant le monde des intellectuels mais fort de sa légitimité ouvrière qu'il proclamait d'autant plus, je crois, que ses découvertes l'intimidaient. Je me souviens aussi de Gilles Chaîne : un jeune khâgneux, très séduisant, préparant Normale-Sup. Nous le surnommions Charme. Reuter, qui passait de temps en temps, jouait également un grand rôle intellectuel. Et François Le Guay, fils d'agent de change qui a fait ensuite un long détour comme compagnon de route du PCF. Ce qui nous réunissait, il ne faut pas l'oublier, c'était le dégoût de la III^e République. Nous avons tous vécu un profond sentiment d'impuissance, de médiocrité, de déclin national. Nous considérions qu'il n'y avait rien à récupérer de ce côté-là. Et il y avait aussi la passion, le désir d'engagement et de fraternisation. Nous n'étions pas des professionnels de la pensée. Nous utilisions les concepts avec une naïveté et un manque de réserve et de nuances que n'ont pas généralement des intellectuels culturellement mieux outillés. »

DOMENACH : « Nous voulions faire la somme de toutes les connaissances de l'époque pour comprendre notre civilisation et tenter d'en reconstruire une autre. C'est à la Thébaïde, grâce à Gadoffre, Dumazedier et Reuter que j'ai été mis en contact avec des disciplines que j'ignorais. La sociologie, la psychanalyse, par exemple. Des auteurs aussi comme Georges Friedmann. Nous étions un groupe tout à fait étonnant de types qui crevaient de froid, qui chantaient pour se réchauffer et en même temps, intellectuellement, nous travaillions énormément. Avec des armes à portée de la main. »

GRILLET : « Je ne faisais pas partie des équipes volantes, mais j'ai fait plusieurs missions dans le Vercors et aussi pour la Thébaïde. Je me rappelle avoir assisté, lors d'un repas, à une discussion "héroïque" entre J.-M. Domenach et J. Dumazedier sur la signification du vêtement des jeunes mariés. Le costume noir et la robe blanche. La conversation tournait autour de la symbolique de l'habit, du corbeau noir se précipitant sur la blanche colombe et de la mise en question de l'ensemble du symbolisme dans notre société. »

CACÉRES : « Dans ce lieu qui me paraissait irréel, des bibliothèques en cerisier meublaient les murs comme pour garder toute la mémoire du monde. Dans ce royaume des livres, je passais mes nuits à lire avec émerveillement. Certes, j'apprenais à me servir d'explosif, mais nos armes, nos vraies armes étaient ces livres où nous recherchions des textes pour les lire aux hommes qui vivaient dans les camps.

« [...] Tout ici est, pour moi, un contraste avec ma vie antérieure. J'écoute, j'observe, je ne comprends pas toujours. Ironiser sur l'humanité, sur la culture classique donnée par des maîtres, est facile après en avoir reçu les bienfaits. Je n'ai aucune envie de sourire de leur savoir, tellement différent du peu que j'ai appris, tellement différent de mon expérience de la vie quotidienne.

« [...] Je ne suis pas habitué aux formes de discussion qui ont cours ici. Mes camarades m'aident autant qu'ils le peuvent à tirer parti de mes lectures, à acquérir des connaissances nouvelles, à approfondir celles que je croyais posséder. Pendant les jours passés avec eux, c'est un peu comme si j'étais revenu à l'école des grands.

« Je lis des auteurs qui parlent de nous : Agricol Perdiguier, Gorki, Jack London. J'apprends aussi l'histoire du mouvement ouvrier. Celle du cordonnier Effhraem, celle des canuts de Lyon qui, en 1831, avaient écrit sur leur drapeau : "Vivre libre en travaillant ou mourir en combattant." Celle des militants qui créèrent les premiers des chambres syndicales, les Tolain, Perrachon, Camelinat, Varlin, l'histoire de la Commune. Je lis Marx et Engels et je comprends mieux que, depuis son commencement, notre histoire est le récit des incessants combats qui ont permis d'étendre nos libertés. À l'origine des protestations, des révoltes, est notre désir de devenir des hommes moins épuisés, moins humiliés, afin de connaître et de créer davantage. À l'origine est le désir d'être moins asservis aux nécessités inéluctables du gagne-pain, d'élargir, entre les heures de travail imposées et de sommeil, l'espace qui permet l'épanouissement de la vie culturelle.

« [...] J'écrivais aussi. L'acte proprement artisanal m'intimidait. Je m'appliquais à bien tracer les signes. Souvent, la nuit, en haut de ma tour, je passais des heures trop courtes à récrire les mêmes feuilles, je les voulais nettes, sans ratures, belles en elles-mêmes. Chaque correction me paraissait une souillure, la preuve de mon incapacité à atteindre une perfection que je poursuivais comme une chimère. Jamais je n'aurais cru qu'écrire fût aussi long, aussi difficile, que cet acte demandât un tel effort, une telle concentration. »

MASSALOUX : « À la Thébaïde, j'ai continué le travail de documentaliste que j'avais à Uriage. Je lisais ou relisais des textes et les préparais pour les discussions de l'équipe. Quelquefois, je leur proposais certains passages qui pouvaient leur être utiles soit dans les maquis, soit pour la rédaction de *La Somme*. Avec Jeannine de Chaléon, je m'occupais aussi des problèmes de ravitaillement qui nous prenaient énormément de temps. Enfin, j'allais souvent à Grenoble pour chercher des documents et surtout des messages, opérer des liaisons. J'ai un peu transporté n'importe quoi dans mon sac ! »

DE CHALÉON : « À la Thébaïde, mes fonctions étaient diverses. Je participais à la recherche du ravitaillement. On allait voir les paysans des environs. On discutait avec eux, de tout et de rien, de la pluie et du beau temps surtout pour qu'ils nous vendent de quoi manger et évitent de nous poser des questions. Et cela n'était pas toujours facile. Mais, dans l'ensemble, ça se passait bien et j'aimais beaucoup ce travail. Je passais mes journées dans la nature à faire de la marche à pied. En plus du ravitaillement, j'avais toujours des papiers à taper. Des parties de *La Somme* ou des textes qu'emportaient les équipes volantes dans les maquis. Et de temps en temps, on me demandait de transporter des armes entre Grenoble et le Murinais. Je les cachais dans mon sac à dos, au milieu des légumes, ou bien encore au milieu des documents que je rapportais de Grenoble. Je ne me rendais pas compte, d'ailleurs, des risques que je courais. Rétrospectivement j'ai eu peur mais à l'époque, non. Pas le moins du monde. »

JACQUOT : « Je n'étais pas à la Thébaïde. Mon travail consistait, d'une part, à taper des documents, d'abord à Grenoble et plus tard à Paris, et d'autre part, à faire des liaisons dans tous les coins de France afin de transmettre des décisions, des informations, des documents ou des nouvelles. Par ailleurs, chaque semaine, pour notre service de renseignements, je rencontrais à Vichy des gens qui étaient favorables à la Résistance et qui approchaient de près le gouvernement ou le maréchal Pétain. Toutefois, j'allais souvent à la Thébaïde. En particulier, j'y ai apporté, en deux voyages, des armes que j'avais été chercher en Saône-et-Loire. C'était lourd, et de Saint-Marcellin, je les ai montées en poussant le vélo ainsi chargé. »

LOZACH'MEUR : « Après la fermeture d'Uriage, je suis restée à Grenoble avec Poli. Nous faisons soi-disant des enquêtes sociales pour *Économie et Humanisme*, mais en fait nous tapions des papiers pour les équipes volantes, pour la Thébaïde et l'instruction des maquis. Et assez souvent, j'allais à Murinais en mission. »

CACÉRES : « Si on me demandait aujourd'hui quels ont été les héros de la Résistance, je répondrais sans aucune hésitation : les femmes. Tout ce que les hommes ne pouvaient pas faire, les femmes le faisaient. Bien sûr, notre action comportait beaucoup de risques mais nous, nous étions toujours en groupe, armés et prêts à nous défendre. Les femmes, elles, étaient seules et transportaient des armes dont, le plus souvent, elles ne savaient même pas se servir. Ou du matériel qui pesait un sacré poids, comme les postes-émetteurs. Le rôle des femmes était déjà très important à la Thébaïde. Et il n'a fait que s'accroître par la suite. »

DOMENACH : « La participation des femmes à la Résistance est un phénomène fondamental. Bien souvent, elles en faisaient beaucoup plus que les hommes. Et sans discours. Sur ce point d'ailleurs, Uriage était, je crois, en avance. Ma fiancée appartenait à l'équipe et elle a vu le feu de plus près que moi. »

QUI SONT LES MAQUISARDS ?

Un jour, vient pour les équipes volantes le moment du départ. Pour rejoindre les hors-la-loi du Vercors, il faut descendre à Saint-Marcellin, traverser l'Isère et marcher longtemps à travers bois avant de parvenir jusqu'aux premiers campements. Et encore n'a-t-on fait là qu'une partie du chemin. Les maquis forment en effet un monde à part qu'il faut apprendre à connaître avant d'en entreprendre l'éducation.

CACÉRES : « Ce soir, nous sommes partis, trois camarades, avec nos gros sacs sur le dos, comme les colporteurs qui, autrefois, allaient de village en village, à travers les cols, les défilés, à travers les montagnes avec leurs marchandises qu'ils vendaient dans les bourgs.

« Nos gros sacs : chaussettes, chemises, sacs de couchage, nécessaire de toilette, et autres objets avec lesquels il vaut mieux ne pas se faire prendre. »

DOMENACH : « Après le village, il faut encore deux heures de marche et souvent plus. Les feuilles tombent tard cette année, et les forêts ont gardé leur profondeur vivante. Nous connaissons maintenant ce qu'est une saison, ce qu'elle représente de pérennité et de transformation lente, et ce n'est plus à travers les poètes que nous adorons le soleil. Tout cela est devenu notre vie, car nous avons froid lorsqu'il fait froid, et quand le soleil donne, nous y baignons notre corps. Dans la nuit, il est plus difficile d'avancer, mais il est aussi plus comode de surprendre.

« Brusquement, on découvre le camp : deux marabouts cachés dans un vallonnement — maintenant, car voici l'hiver, une cabane quelque part. Tout autour, des hommes en costumes bizarres. L'un, nu, fait sa toilette. Une cuisine abritée de tôle, près de laquelle pend une vache dépecée. Une lessive cuit sur trois pierres. Quelque chose d'intermédiaire entre le cantonnement militaire et le campement de bohémiens.

« Quels que soient le camp ou la région auxquels on a affaire, on peut bien se dire qu'on va pénétrer dans un monde séparé, qui possède sa structure, sa hiérarchie, ses mythes, son inconscient propre. Monde où la rupture des cadres légaux a permis la résurgence d'un fonds ancien et qu'on pouvait croire à jamais enseveli. Monde féodal où, plutôt qu'un grade, on possède une région, où le vassal mesure sa force au nombre de ses hommes et croit parfois devenir suzerain, où les hommes obéissent par une sorte d'allégeance bizarrement mêlée de contrainte, où se rend une justice, hors des codes, hors des lois, toute livrée à l'appréciation humaine.

« Dès lors, on comprend l'obstacle premier à toute pédagogie révolutionnaire. Il faudrait, pour être efficace, pouvoir s'adapter longuement à la psychologie de chaque camp. Il faudrait du moins avoir affaire à une hiérarchie, sinon stable du moins pénétrée toujours de l'unique souci du but commun... »

CACÉRES : « On trouvait dans le maquis très peu de militaires, quelques officiers et sous-officiers. Il y avait surtout un grand nombre de paysans, d'ouvriers et d'étudiants qui refusaient le STO. Ils étaient très, très jeunes et nous, avec nos vingt-cinq, vingt-six ans, nous étions à peine plus âgés qu'eux. Nous venions prêcher la défense de la France, mais eux, ils n'étaient pas tous forcément venus pour cela. »

NORA : « Avant l'affrontement armé massif, les maquis étaient très composites. On y trouvait des hommes qui s'étaient engagés très tôt dans la Résistance et des paysans des environs, des jeunes de toutes sortes qui voulaient échapper au STO. Certains se planquaient, purement et simplement. Bien sûr, ils avaient commencé à réfléchir aux raisons de leur action mais, en

gros, il y avait un petit noyau militant et un grand cercle rouspéteur et, pour beaucoup d'entre eux, le discours patriotique était assez conventionnel. »

DOMENACH : « Hommes jeunes — le Chef a rarement plus de 25 ans — on dirait des enfants quelquefois. Ce sont pourtant des hommes durs. Je ne puis broser ici une série de portraits qu'on écrira un jour : ce paysan taciturne au béret enfoncé, cet officier de réserve qui n'a pu consentir à abandonner son képi, cet épicier à la Conan, jovial et grognon, cet aventurier, capitaine en Chine, lieutenant en Espagne, car il était partout où on luttait pour la bonne cause, ce Saint-Cyrien au visage grave et scellé... une même volonté les réunit, issue d'une même souffrance. On songe à *La Condition humaine*. Ils sont "parents des suppliciés" et quelquefois suppliciés eux-mêmes. Celui-ci a eu son père fusillé, et beaucoup ont fait de la prison ou de la forteresse, celui-là est alsacien, cet autre est juif... Armée apparemment hétéroclite mais que soude plus que n'importe quelle discipline un lot commun de persécutions et de souffrances.

« [...] Coupés de toutes les joies, de toutes les commodités, du monde, il faut vivre dans des baraques, aveuglés de fumée, avec un peu de foin pour dormir et quelquefois rien. Il faut vivre avec le ravitaillement tel qu'il arrive... Il faut vivre avec un équipement précaire, chandails et pantalons troués, quelquefois sans souliers. Qu'on songe aux difficultés qu'une famille rencontre pour se nourrir, se chauffer, s'éclairer, et l'on comprendra ce qu'il faut surmonter lorsqu'il s'agit de centaines d'hommes qui vivent dans une complète illégalité, car ils n'ont droit à rien, pas même à leur pain. En vérité, jamais troupe française ne connut pareil dénuement.

« [...] Nos camarades ressentent cruellement leur isolement. Ils savent que, dans les villes, il y a des hommes qui rentrent le soir coucher avec leurs femmes. Ils savent que les professeurs ont recommencé de parler devant des bancs où l'on n'aperçoit pas les vides. Ils savent que les copains, à l'abri derrière des situations de couverture, les considèrent comme des dupes ou des extravagants. Alors, pourquoi seraient-ils des sacrifiés ? Pourquoi, s'ils n'étaient aussi des révolutionnaires ?

« [...] C'est du désespoir que naît le fascisme. Mais il est encore temps de rendre un sens à tout cela, de rendre l'espérance à la meilleure partie de ce peuple, de lui faire approfondir la raison véritable de son sursaut, la raison de son combat et de sa victoire. »

LES ÉQUIPES VOLANTES AU TRAVAIL

Rompre l'isolement des maquis, apporter une présence et un soutien à ces hommes à la fois inquiets et résolus, pessimistes et héroïques, est le premier souci des membres des équipes volantes. Ceux-ci font d'abord l'impossible pour éviter que ces groupements humains ne se métamorphosent en repaires de bandits prêts à tout sauf à incarner le respect de l'homme que doit personnifier la nation française. Mais, bien entendu, leur tâche ne s'arrête pas là. Par l'entraînement physique et militaire, ils tentent de transformer ces jeunes insoumis en véritables soldats, mûrs pour le combat et disposés, un jour, à s'unir sous la bannière du général de Gaulle. Par la lecture, le chant ou la discussion, ils cherchent, peut-être plus encore, à en faire des partisans car la liberté, la libération du territoire et la révolution ne sont à leurs yeux qu'un seul et même idéal. Ainsi retrouve-t-on, pour l'essentiel, dans l'enseignement et l'action des équipes volantes, les principales valeurs et les grandes doctrines qui constituaient déjà l'esprit d'Uriage : le refus de la société d'avant-guerre, l'appel aux plus hautes et aux plus diverses traditions françaises, la chevalerie, le personnalisme, le marxisme. Mais elles ont encore gagné en force de conviction et sont plus unies que jamais.

*Groupe des équipes volantes*⁷⁵ : ces équipes passent deux ou trois journées dans les camps de réfractaires. Elles sont composées de jeunes hommes réunissant des capacités sportives et des dons d'animateurs ; capables de faire un cercle d'étude ou un exposé devant des ouvriers,

75. L'extrait suivant provient d'un texte rédigé par l'équipe de la Thébaïde.

comme devant un public mêlé, elles apportent au camp un peu de sang frais. Leur action tend à avoir une valeur de choc. Elles apportent en camarades une aide au chef de camp et aux hommes pour la vie du camp. Par-dessus tout, elles doivent être capables d'établir en peu de temps des contacts humains qui, non seulement les mettent de plain-pied dans la vie du camp mais leur gagnent la confiance de tous. Elles se composent en général de deux ou trois hommes. Schématiquement, leur travail consiste à mener trois séances d'éducation physique de combat, à animer deux veillées sur la France et sur l'action révolutionnaire, à apprendre des chants de détente nationaux et révolutionnaires au cours des corvées ou des temps libres, à diriger de quatre à sept cercles d'études ou exposés sur le rôle des corps francs hier et aujourd'hui, la place des camps dans la Résistance française et dans la coalition des nations alliées, les moments de l'histoire que rappelle l'action où nous sommes engagés, les lignes directrices de la libération révolutionnaire, enfin l'organisation de la vie du camp et d'un plan de travail.

DE VIRIEU : « Dans leur organisation et leur vie courante, en effet, les groupes de réfractaires butent sur de nombreux obstacles. Comme il est tentant de rançonner les particuliers, de piller les fermes, de régler par effraction les problèmes multiples de ravitaillement. Et quelle bonne école pour les coups de main futurs ! Peut-être, mais aussi quelle déviation ! Être là pour secourir, protéger, délivrer ; et voler, assaillir, opprimer.

« [...] Ainsi apparaissent des responsabilités qui méritent d'être pesées. En rompant avec la légalité oppressive pour renouer avec une tradition plus ancienne, les réfractaires ont opté pour le difficile. Ils se sont condamnés à être des signes de ralliement. Autour d'eux doivent se cristalliser, le moment venu, les énergies latentes.

« Une mission aussi haute, nul ne peut l'accomplir s'il n'en est digne. Ce n'est pas par hasard que la chevalerie comportait des engagements sur le plan moral et que l'honneur de porter les armes était subordonné à la volonté de servir.

« Une nouvelle chevalerie doit naître, consciente de l'exemple à donner, désintéressée, avide de sacrifice. L'avenir de la dissidence intérieure est à ce prix. »

GADOFFRE : « Je ne participais pas au travail de formation civique des équipes volantes conduites par Poli. On ne pouvait pas être tous dehors en même temps. Je ne me déplaçais que rarement, et pour des séances d'entraînement militaire. Mais le moral du maquisard était aussi important que son efficacité militaire. Il s'agissait de leur faire comprendre qu'on participait à la guerre pour avoir son mot à dire et ne pas revenir au point de départ de 1939. Si on leur avait dit qu'une fois la guerre finie, on reprendrait le train-train de la III^e République, ils seraient tous partis crosse en l'air, immédiatement. »

Groupe des équipes volantes : « La France en 1939 a été défaite. C'est que les Allemands étaient plus forts, soit ! Mais c'est aussi parce que, sous les traits de la France de 1939, beaucoup ne savaient plus reconnaître le pays qui valait qu'on se battît pour lui. Retrouver dans la France un message de liberté et libérer le territoire, c'est un même mouvement. Il n'y a de vraie libération que celle qui suppose et permet une révolution. »

DUMAZEDIER : « Dans le maquis, en plus de notre travail de mobilisation pour le combat, d'explication de la situation dans laquelle se trouvait la France et d'animation de veillées, nous tentions de donner des compléments de formation générale aux gars : s'entraîner à observer et à analyser, apprendre à lire et à discuter ensemble, à s'exprimer individuellement et en groupe. Les équipes volantes ont aussi permis de perfectionner la méthode de l'entraînement mental dans une éducation populaire. »

CACÉRES : « L'après-midi du lendemain de notre arrivée, une fois les guetteurs postés en armes autour du camp, les hommes se sont groupés dans la clairière, endroit bien abrité des vents. Assis en cercle à même le sol, ils ont écouté. Sur des morceaux de papier, sur de vieux carnets humides, chacun, silencieusement, prenait des notes.

« Pour la veillée, nous nous sommes rassemblés autour des braises du feu allumé dans le creux d'un rocher. La nuit était tombée et le froid glaçait les visages. Enveloppées dans leurs couvertures, ces ombres immobiles écoutaient dans le silence. Parfois, le vent secouait la forêt. Les branches des arbres se balançaient lentement dans un bruissement harmonieux.

« La lecture reprit alors tout son sens. Ici, les messages de Michelet, Hugo, Saint-Just, Apollinaire, François la Colère⁷⁶ prenaient leur véritable signification. Les grands poètes venaient parmi les hommes pour les aider à vivre, pour leur apprendre à espérer.

« [...] Ces textes, résultats de nos recherches, de nos nuits de veille à la Thébaidé, de nos discussions fraternelles, ces textes arrachés aux rayons morts de la bibliothèque, pris dans des livres froids et inertes, ici, dans cette clairière, ressuscitaient au milieu de la nuit. Chaque mot, chaque phrase, chaque poème touchait le cœur de ceux qui, privés de tout, étaient rassemblés là auprès de ces braises, et leur offrait en partage la joie intérieure de l'espoir.

« C'est surtout du silence après nos lectures que je me souviens. Parfois, un vent léger soulevait la cendre. Une clarté effleurait les visages à l'expression semblable, graves avec sérénité. Personne ne voulait rompre le lien profond qui nous unissait. La longue attente — aucun ne se levait — signifiait que chacun de nous eût voulu qu'il se prolongeât indéfiniment.

« Là, dans cette clairière, me fut révélée l'incantation des mots, la puissance du verbe. Lire, c'est préparer le long cheminement de la modification. Nous devions continuer cet enrichissement. Je ne savais rien de ce que l'avenir nous préparait. J'y rêvais. »

NORA : « Quand nous arrivions dans un maquis, il fallait d'abord se faire admettre. Nous avons donc appris ce que tout militant de base doit savoir faire écouter, sentir le milieu, repérer les lignes de force sociologiques, les jeux de rôle, voir qui était quoi et comment. Alors, en débarquant, on buvait le coup, on discutait et on laissait les gens parler de manière à saisir ce qu'étaient leurs origines et leurs préoccupations. Ces premiers contacts nous permettaient à la fois de nous faire accepter et de nous rendre compte de quelle manière nous allions pouvoir "vendre" notre bagage. On le faisait très différemment selon les maquis, les besoins et les sensibilités des interlocuteurs.

« Notre premier registre consistait en une analyse de la société française : les causes de la guerre, les réactions des Français au vichysme, à la collaboration et à la Résistance. On essayait de donner à nos vis-à-vis des rudiments d'interprétation, de leur fournir une analyse un tout petit peu distancée de ce qu'ils avaient vécu. Ensuite, nous entamions notre "couplet sur la démocratie, le peuple, la prise en charge directe des problèmes politiques et sociaux par des organisations démocratiques". Nous faisons une analyse sur les privilèges et la collaboration de la bourgeoisie comme fait global. Rétrospectivement, je pense que nous étions un peu simplificateurs mais, à l'époque, nous étions convaincus et le propos passait. Notre discours baignait dans un syncrétisme axé sur la personne. Cette philosophie de la personne, proche de Mounier, permettait une triple récupération pour les hommes de gauche du patriotisme, pour la tradition catholique et patriotique du populisme et pour les intellectuels du corps. Tout ceci relevait d'un sentiment peut-être pas très sain mais fortement ressenti : à savoir qu'une minorité, à condition de s'imposer des devoirs et de posséder le sens du service, avait un rôle moteur à jouer. Nous ne vivions pas cette chaude complicité de la Résistance sur le mode du complot, mais nous partagions l'espoir qu'en se fondant sur un jeu serré de réseaux et de fraternité nous pourrions être le levain dans la pâte.

« Notre second registre était d'ordre plus psychologique et militaire. Nous cherchions à mobiliser les individus, à leur faire prendre conscience de leur mission de libérateurs. Nous transportions ainsi toute une littérature sur la Révolution française, et sur les hauts faits d'anciennes "résistances", Valmy, l'Armée du Peuple, les commandos de la Baltique. Nous chantions les poètes, Hugo, Aragon, et citions des extraits de Teilhard de Chardin. Dans cette atmosphère étrange des fermes de haute montagne, il y avait souvent des moments d'une extrême densité humaine, de grands élans lyriques. C'était tout de même très étonnant et émouvant de voir ces paysans du coin, ces "typos" du *Petit Dauphinois*, ces étudiants de Grenoble, vibrer ensemble à la lecture des poètes ou des philosophes.

« Rétrospectivement, cette expérience des "équipes volantes" peut sembler confuse et naïve. Mais pour moi, elle dégage encore aujourd'hui une grande chaleur humaine. »

DOMENACH : « Il m'arrivait assez souvent de faire des exposés sur la guérilla. Nos équipes volantes étaient en contact avec le colonel de Virieu qui nous appuyait avec son Radio-Journal

76. Pseudonyme d'Aragon dans la Résistance.

UN NOËL DE MAQUIS

« Un Noël de maquis est un événement peu commun dans une vie. Nous n'en eûmes qu'un, mais nous ne sommes pas prêts de l'oublier.

« Noël perdu dans les bois et les neiges, Noël clandestin, loin de la ville et du bruit. Noël de tristesse ? Eh bien non ! Nous ferons notre Noël ; nous aurons un Noël de gaieté, un Noël vivant, un vrai Noël ! Nous animerons les bois alourdis sous la neige de nos chants, de nos cris, de nos rires, de notre joie ! Pas de cafés-dansants ni de restaurants somptueux, ni d'orchestres, ni toute cette agitation de la ville. Nous n'avons rien de tout cela. Qu'importe ! Nous ferons tout de toute pièce, nous aurons un beau et bon Noël : rien n'est impossible ! Et nous voilà tous aussitôt à l'œuvre, chacun selon ses moyens, ses compétences. Vous allez voir ce Noël !

« Les responsables du ravitaillement se chargeront de matérialiser un menu follement élaboré. Grâce à la générosité des paysans qui eurent à cœur de nous aider à passer un bon Noël, nous le réalisâmes, ce menu merveilleux.

« Les autres se mirent sur-le-champ à organiser la partie récréative. Nous voulions faire quelque chose de vraiment extraordinaire. Et c'est ainsi que, de toute pièce, nous mîmes sur pied une "revue" qui, trois heures durant, sans discontinuer, transporta les spectateurs en plein cœur de Paris, ville lumière, le vrai Paris, celui d'avant-guerre ; et trois heures durant des acteurs de fortune mais pleins de bonne volonté et d'ingéniosité firent revivre sur la scène les coins et les traditions les plus caractéristiques de la capitale. Rien ne manquait à cette vaste pièce composée et mise en scène par nos seuls moyens : estrade, rideau obéissant fidèlement, jeu de lumières, orchestration même avec le secours d'un phono abondamment pourvu en disques assez variés, enfin un speaker qui, par ses commentaires, faisait suivre sans peine aux spectateurs le fil de la pièce. Nous y vîmes successivement du comique et du tragique, du sérieux et du bouffon, du classique et de la poésie, de la prose et des vers ; en tout beaucoup d'originalité, l'originalité d'un spectacle inventé, composé, organisé par nous-mêmes avec des moyens plus que de fortune. Chants à l'unisson, militaires, maquisards et autres, chants à plusieurs voix. Des anecdotes ne laissèrent aucun répit aux spectateurs durant les moments creux inévitables aux changements de décors. Bref, la veillée se déroula pendant quatre bonnes heures sans qu'il fût possible de s'ennuyer. Nous étions fiers de notre petit chef-d'œuvre réalisé avec le concours de tous. Ainsi fut vérifiée en cette joyeuse soirée la devise par laquelle nous avions intitulé notre pièce : "Rien n'est impossible."

« La partie récréative terminée, il y eut la messe de minuit dans une des deux chambrées tandis qu'on apprêtait l'autre pour le réveillon. Le menu de réveillon fut magnifiquement réalisé dans sa préparation et sa présentation. Nos cuisiniers amateurs révélèrent des talents et un goût qui eurent pu, sans conteste, faire mourir de jalousie maintes cuisinières en tablier blanc.

« Il convient de dire qu'en toute cette joie la consigne de prudence et la discipline furent, comme à l'ordinaire, observées : et, comme à l'ordinaire, la garde fut montée. Deux volontaires acceptèrent cette tâche ingrate.

« À 8 heures du matin nous sortions de table, un brin guillerets ; cela va de soi après si bonne chair. Mais ce ne fut pas, comme on pourrait légitimement le supposer, pour se plonger sous les couvertures, mais pour chausser les skis et se remettre au grand air des émotions d'une nuit si bien remplie. Chacun prit ses ébats sur la neige avec, est-il besoin de l'ajouter, plus ou moins de facilité ; c'est ainsi que tel parfait skieur se révéla, par je ne sais quel... hasard, bûcheur incorrigible. La fatigue prenant finalement le dessus, les gars s'éteignirent l'un après l'autre, et quelques heures plus tard, bien rares étaient ceux qui ne ronflaient du sommeil du juste.

« Noël était passé. Mais déjà nous reprenions notre élan pour la nuit du jour de l'an qui n'eut rien à envier en gaieté et en menu à celle de Noël.

« Tout cela est déjà un peu loin. Mais tous s'accordent à dire que jamais veillée de Noël ne fut plus "chic". Un vrai Noël en équipe, un Noël de maquis, un Noël d'amitié. INOUBLIABLE. »

Extrait des documents sur les équipes volantes transmis à l'auteur par J.-M. Domenach.

Libre que nous trimbalions dans nos sacs et j'avais fait un travail sur la guérilla yougoslave. Je faisais également des conférences sur le sens de la libération. Et sur le général de Gaulle dont je connaissais les discours, la voix, mais dont je n'ai vu pour la première fois le visage qu'à l'automne 1943. C'était dans une bergerie au-dessus du Pas de l'Aiguille. Il y avait une photo en dessous de laquelle était écrit "Général de Gaulle, condamné à mort". Et à côté d'elle, une autre photo, plus ancienne, celle d'un bandit corse, Spada, surnommé "le roi du maquis" ! Et puis, j'amusais les gars. Je chantais, je récitais, je faisais le pitre, le soir. Ils aimaient bien.

« J'ai passé là, je dois le dire, les moments les plus heureux de ma vie. D'abord, parce que nous étions totalement libres. L'époque ressemblait à celle de la Révolution et de l'Empire dont Stendhal disait : "Alors, chacun prit la place que lui assignait sa façon d'envisager la mort." Mais il faut analyser ça de plus près. Au fond, nous avions tout pour nous. Nous avions d'abord la conscience d'être des hommes supérieurs. Avec nos armes, nos faux papiers d'identité, notre mentalité d'aristocrates défenseurs de la démocratie. Nous étions au-dessus du marécage. À ce moment-là, Gadoffre m'avait fait lire le livre de Jünger, *Sur les falaises de marbre*. Mais il ne faut pas se méprendre. Nous n'avions pas un idéal de maîtres et je n'ai jamais entendu l'un d'entre nous proférer un seul mot de mépris. Nous nous sentions simplement des gens plus courageux que les autres. En fait, nous étions déjà libérés. Ceux que nous regardions avec un certain air de supériorité se couchaient dans la plaine alors que nous, nous vivions dans la forêt, sur les hauteurs. Et en même temps, nous y combattons pour la justice, la liberté, la démocratie, la fraternité. Nous fraternisons avec les maquisards. Nous chantions avec eux. Nous leur récitons des poèmes d'Hugo, Péguy ou Aragon. »

Intrigué par cette référence à des auteurs apparemment aussi opposés l'un à l'autre que Jünger, l'aristocrate allemand, et Aragon, le communiste français, j'ai voulu rechercher dans leurs œuvres le message commun qu'ils avaient bien pu transmettre à J-M. Domenach et à l'équipe de la Thébaïde. J'y ai trouvé, par endroits, une proximité proprement fascinante avec l'aventure d'Uriage, du Murinais et des équipes volantes. Et j'ai également pu y lire l'écho poétique de la grande convergence de l'époque. Celle du christianisme et du marxisme au nom de la chevalerie.

JÜNGER : « Une période étrange s'ouvrit alors pour nous à la Marina. Tandis que dans le pays le crime prospérait comme le réseau des moisissures sur le bois pourri, nous nous absorbions de plus en plus profondément dans le mystère des fleurs, et leurs calices nous semblaient plus grands, plus radieux que jamais. Mais avant tout nous poursuivions notre travail sur le langage, car nous reconnaissions dans la parole l'épée magique dont le rayonnement fait pâlir la puissance des tyrans. Parole, esprit et liberté sont sous trois aspects une seule et même chose.

« [...] Il s'agissait dans ces conditions d'intervenir efficacement, et c'est pourquoi le besoin se faisait sentir d'ordonnateurs et de nouveaux théologiens aptes à voir clairement le mal depuis ses apparences extérieures jusqu'à ses racines les plus déliées ; alors seulement viendrait l'heure de frapper avec l'épée sacrée, qui fend l'obscurité comme un éclair. Aussi chaque homme avait-il le devoir de former une idée plus nette et plus forte que jamais du lien qui l'unissait à tous les autres, et de travailler à rassembler un nouveau trésor de légitimité. N'est-il pas nécessaire déjà de s'imposer une discipline particulière, si l'on veut fournir l'effort des athlètes si bref soit-il ? Or il s'agissait ici de la vie la plus haute, de la liberté et de la dignité mêmes de l'homme. »

ARAGON : « Plus encore qu'en 1941, en 1942, la France tout entière ressemblait à Brocéliande. Dans la forêt, les sorciers de Vichy et les dragons de Germanie avaient donné à toutes les paroles une valeur incantatoire pervertie, rien ne s'appelait plus de son nom, et toute grandeur était avilie, toute vertu bafouée, persécutée. Ah ! C'était un temps de dames enchantées et de princesses prisonnières, c'était un temps de rencontres par les chemins, où les chevaliers surgis délivraient des vieillards et des enfants, où l'on entendait des châteaux aux herses levées s'échapper des sanglots mystérieux ! Et plus il avançait, ce temps, plus nombreux s'armaient les chevaliers sans nom, qui s'appelaient Roger ou Pierre, Daniel ou Jean, plus nombreux sur-

gissaient les paladins dont les exploits, malgré les hommes d'armes et les bourreaux, et les ogres et les géants, se répétaient de bouche en bouche d'un bout à l'autre de la forêt de France ; si bien que ce fut une contagion extraordinaire de héros, une ivresse d'exploits, une réincarnation de la légende dans l'histoire ; si bien que, l'histoire confirmant la légende reprise, il m'arriva, *Brocéliande* écrit, de trouver à ce poème une réalité que je n'avais pas rêvée, une exactitude dans la peinture qu'il m'eût été bien impossible de consciemment atteindre en juillet et août 1942.

« Ce livre que je croyais assez hermétique connut une sorte de vogue, que peu de livres ont eue. Il a été un bréviaire de cette chevalerie sans nom dont je parlais. Et quand, plus tard, la fiancée de Gilbert Dru, le jeune héros catholique de Lyon, vint me dire que, lorsque Gilbert fut arrêté, il avait dans sa poche ce livre dont il ne se séparait jamais, j'ai été troublé, de ce trouble de l'homme qui a touché sans le savoir à un des ressorts du monde, et remis en marche les enchantements. Non, *Brocéliande* n'était pas obscur pour tout le monde ; et ce poème d'un matérialiste pouvait se joindre à l'ardeur chrétienne d'un jeune Français inconnu. Il fallait pour cela qu'aient repris vie et souffle, non point des mythes au sens du nazi Rosenberg, mais les chansons qui bercèrent pendant neuf siècles les enfants de France, mais les images des Missels à l'Épinal qui ont les traits de notre peuple et l'harmonie de notre nation aux sources disparates. Images et chansons que je n'ai pas la prétention d'avoir fait revivre à moi seul, images et chansons qui renaissaient en même temps dans la poésie de vingt poètes à tout le moins, et de tout un peuple de héros et de martyrs, images et chansons qui à la fois anciennes et jeunes reprenaient pour le monde entier la légende enivrante qu'on appelle l'Histoire de France. Images et chansons actuelles et inactuelles, images et chansons qui emplirent bientôt la forêt. »

LA COMMUNAUTÉ BOIMONDAU

Avant de revenir à la Thébaïde, les équipes volantes font quelquefois halte à l'est de Valence, sur le plateau de Combovin, un contrefort du Vercors. Là, sont installés Marcel Barbu, un catholique pétri des enseignements de l'Évangile, futur candidat à la présidence de la République en 1965, et Marcel Mermoz, un fils de paysan savoyard devenu dans l'avant-guerre ouvrier anarchiste puis communiste à Paris. Les deux hommes, au tempérament énergique, se sont rencontrés en 1942 au camp d'internement de Saint-Sulpice et dirigent ensemble depuis le printemps 1943 un maquis original, initiateur et lointain devancier des expériences autogestionnaires. C'est la communauté de travail Boimondau, des Boîtiers de Montre du Dauphiné, où viennent se reposer et se ressourcer les membres des équipes volantes.

CHOMBART DE LAUWE : « À Uriage, nous avons des liens avec la communauté Boimondau. Les gars qui y vivaient étaient à la recherche d'une démocratie réelle, d'une démocratie qui soit fondée sur une vie communautaire. En fait, ils faisaient de l'autogestion avant la lettre. Et à Uriage, même si on ne prononçait jamais le mot bien sûr, on rencontrait un peu cette ligne-là. »

CACÉRES : « À Valence, un homme essayait de créer une entreprise d'un genre nouveau : le salaire comprenait le travail productif, les actions d'entraide et les heures de culture. Chacun participait réellement selon l'ensemble de ses capacités productrices et humaines.

« [...] Quand nous arrivions avec les "équipes volantes", dans la nuit, par les chemins sûrs, en vue du plateau, une grande joie s'emparait de nous. Les guetteurs une fois passés, nous entrons dans le monde de la liberté. Nous arrivions devant une grande cuisine toujours ouverte. Une soupe nous attendait. La règle voulait que l'accueil, même dans la détresse, fût, comme dans l'Évangile, la première vertu. Le ravitaillement tenait lui aussi du miracle. Sur un sol ingrat, avec un soin minutieux, tout ce qui pouvait pousser se cultivait sur le plateau. Jamais personne ne se plaignait, quelles que fussent les privations.

« [...] Sur le plateau, les problèmes se débattaient au grand jour. Une fois par semaine se tenait la grande assemblée. Des veilleurs, comme des templiers protégeant une initiation com-

pagnonnique, faisaient le guet sur les hauteurs, les armes à la main, tandis qu'hommes et femmes réglait les modalités de leur vie. Dans ces assemblées, tout se disait et tout pouvait se dire. Lorsqu'un problème semblait insurmontable, le tribunal se réunissait. Les juges élus par toute l'assemblée ne pouvaient prendre la décision qu'à l'unanimité et le coupable devait accepter sa peine. S'il la refusait, il en donnait publiquement les raisons. Il n'y avait de sentence qu'acceptée par tous. »

DOMENACH : « Dans la légende qui nous environnait, Barbu et Mermoz tenaient une place éminente. Le novice dominicain qui assurait la liaison entre Combovin et Murinais, et que j'avais baptisé "l'archange messenger", nous rapportait de là-bas des nouvelles étonnantes. À l'abri d'une pancarte qui annonçait fièrement au passant qu'il entrait dans un "territoire libre", et d'un stock d'armes qui suscitait notre envie, une communauté de travailleurs continuait l'aventure commencée en temps de paix.

« Exemple unique en France le fondateur et responsable de cette communauté, Marcel Barbu, avait refusé de livrer aux autorités de Vichy la liste des ouvriers que celles-ci exigeaient pour la relève⁷⁷, et il avait transféré dans le maquis ses travailleurs mobilisables et une partie de la fabrication de l'usine. On racontait qu'à Combovin, le dimanche, se déroulaient trois "cultes" différents : le culte chrétien, qui rassemblait catholiques et protestants (chose rare à l'époque), le culte humaniste et le culte marxiste. Ce dernier était présidé par Marcel Mermoz, dont la légende s'enrichissait d'épisodes multiples, et qui nous apparaissait comme l'athlète complet de la révolution.

« [...] Si ce maquis ne ressemblait pas aux autres, c'est que la lutte contre les Allemands n'était pas sa raison d'être. Simplement, on y poursuivait, sous une forme guerrière que les circonstances rendaient nécessaires, un projet radicalement révolutionnaire, qui était la libération concrète des travailleurs par eux-mêmes, dans leur travail, dans leurs relations, dans l'ensemble de leur vie sociale et culturelle. À nous, qui dessinions les plans de la cité prochaine, la communauté Boimondau apparaissait comme une pierre d'angle et un prototype. [...] Boimondau se situait dans l'axe du personnalisme communautaire. Voilà des gens qui, au lieu de disserter sur la prise du pouvoir et le changement de la vie, avaient commencé de se répartir le pouvoir et de changer leur vie. »

MERMOZ : « Le principe essentiel pour moi était que la communauté de travail soit l'échelon naturel entre l'individu et la communauté nationale, l'État. 1789 a atomisé les hommes, ne considérant que les individus, ignorant la famille, cellule naturelle, et toutes les cellules intermédiaires, si bien que l'individu est la proie de tous les organismes puissants de l'État : le fisc, le gendarme, le préfet, l'huissier. C'est la lutte du pot de terre contre le pot de fer. L'homme se sent tellement seul qu'il accepte et baisse la culotte. Pour qu'il ne baisse pas la culotte, il faut faire une bonne communauté, solide et solidaire. Sur le plan économique d'abord. À ce moment-là, ces gens de l'administration, ces bonnes intelligences, ces belles mécaniques intellectuelles, seront désarmés en face d'un groupe uni. Là-dessus, nous étions d'accord et, à mon sens, c'était essentiel. Grâce à Barbu, moi qui m'étais forgé pour la destruction, je suis devenu un bâtisseur. »

À leur retour au château du Murinais, les membres des équipes volantes n'ont qu'une idée en tête : se reposer. Mais ces hommes sont jeunes et exaltés par leur mission. Un vrai repos, la chaleur retrouvée d'une conversation dans le salon à musique et une bonne nuit de sommeil suffisent généralement à les remettre sur pied. Aussi, dès le lendemain, le rythme de la vie à la Thébaïde reprend ses droits et tous se lancent dans les préparatifs de la prochaine tournée. Il faut tirer la leçon des visites aux différents maquis, rechercher d'autres textes, améliorer le matériel d'instruction et enrichir *La Somme* de l'expérience fraîchement acquise. Il faut aussi que chacun peaufine ses connaissances techniques en matière de sabotage et contribue à refaire ou à accroître, autant que faire se peut, le stock d'armes et d'explosifs. Et bientôt, ils retraverseront l'Isère et s'enfonceront à nouveau dans les forêts du Vercors avant de revoir dix jours plus tard, une fois encore épuisés mais heureux, les tours du Murinais. Mais laissons-les quelques instants afin de réfléchir au chemin parcouru depuis Uriage.

⁷⁷. La relève, instituée en 1942, consistait à envoyer en Allemagne trois ouvriers en échange du retour d'un prisonnier. Elle a précédé le STO promu au début de l'année 1943.

Si la Thébaïde est l'enfant fidèle d'Uriage dans la Résistance, si la formation des hommes demeure la mission principale de l'équipe et vise toujours à engendrer un lien social nouveau, amical et fraternel, peu à peu, les choses changent. Débarrassée du maréchalisme de l'école du Vieux Chef, gagnée par un messianisme de minorités agissantes et héroïques, la synthèse des grandes familles spirituelles françaises, envisagée et commencée à Uriage, progresse. Elle se développe grâce à l'inépuisable brassage social qui s'opère dans les maquis où se forge, entre intellectuels à la recherche du peuple et manuels en quête d'instruction, une conception unanimiste de la culture et de la nation. Elle affirme son caractère prophétique à Boimondau où l'autogestion trouve dans la désobéissance à l'État vichyssois ses lettres de courage et de noblesse et dans l'aspiration communautaire son plus solide ferment. Au centre de cette synthèse, encore et toujours pourrait-on dire, la rencontre du marxisme et du christianisme. Uriage les avait réunis mais la dominance catholique était alors très forte et l'amalgame à ses débuts. Dans la Résistance, à partir de 1943, la fusion se réalise.

Soutenus par l'action précoce des héros du front de résistance spirituelle et encouragés par l'écho de la victoire toute récente des Soviétiques à Stalingrad, marxistes et chrétiens sont maintenant sur un pied d'égalité. Animés par l'honneur et la bravoure des chevaliers sans nom et la foi intrépide et constructive des personnalistes, ils sont désormais engagés dans le même combat, ont le même ennemi, le nazisme et ses chevaliers du néant, et sont aux côtés du même peuple de France, plus fier que jamais d'avoir été celui de 1789 et de la Révolution. Ils fraternisent dans les maquis comme au sein des équipes volantes et apportent à la formation de l'homme nouveau leur savoir, leur langage et leur système de valeurs propres. Les uns, le sens du réalisme, la grille de lecture du monde et le guide pour l'action qu'est la doctrine marxiste vulgarisée. Les autres, le sens du dépassement de soi, la volonté d'apostolat temporel et le message de liberté et d'amour qu'enseigne le christianisme éternel. Et tous se rejoignent dans un même idéal, se rassemblent autour d'un même projet : bâtir une cité à la fois très ancienne et très nouvelle, une cité libérée, humaniste et révolutionnaire, où la religion retrouverait son sens premier. Relier et unir les hommes.

Ainsi, le laboratoire social uriageois continue son œuvre et trouve dans l'épopée de la Résistance sa véritable dimension et sa vraie grandeur. Que l'on soit marxiste ou chrétien, jeune ou déjà mûr, homme ou femme, il en restera pour toujours quelque chose car tout ce qui adviendra par la suite ne soutiendra jamais la comparaison avec ce qui se passe alors, dans une veillée de maquis ou une discussion à la Thébaïde. Ici et maintenant, les destins se dessinent. Non seulement parce que se nouent, comme le dit Simon Nora, des réseaux et des complicités que les temps de paix n'effaceront pas, mais aussi, et plus encore, parce que la communion des idées et la fraternité des armes engagent, par les mille et une émotions qu'elle suscite, l'avenir individuel et collectif.

8

La Thébaïde incendiée

L' aventure de la Thébaïde est aussi passionnante qu'elle est dangereuse. Dès l'automne 1943, la police française et les autorités d'occupation de Grenoble, certainement alertées par des dénonciations, ont appris que le Murinais servait de base à des activités de résistance et de soutien aux maquis du Vercors. Pour une raison inconnue, ce n'est pourtant qu'à la mi-décembre qu'elles décident d'attaquer le château et de le détruire. Il s'en faut de très peu alors pour que tous périssent, mais l'équipe a, nous allons le voir, la chance de son côté.

UNE SITUATION FRAGILE

DE CHALÉON : « Il ne faut pas mythifier la clandestinité. Nous vivions à la campagne, dans un château, entouré de fermes où nous allions chercher la nourriture. Nous allions également chercher du courrier à la poste de Saint-Marcellin. Il y avait un va-et-vient continu de gens étrangers au pays. Dans ces conditions, comment voulez-vous être clandestins ? Et en plus, nous n'avions pas véritablement l'expérience de ce genre de situation. Aujourd'hui encore, je reste étonnée que nous ayons pu tenir aussi longtemps. »

MASSALOUX : « Il est certain qu'il était difficile d'être totalement clandestin. Tous ces jeunes qui allaient et venaient avec leurs sacs à dos ne pouvaient pas longtemps passer inaperçus. Et puis, il y avait les ravitaillements que nous étions obligés de faire. En fait, je crois que nous avons été "brûlés" assez vite. Depuis le mois d'octobre 1943 à peu près, ça sentait le roussi. La dénonciation et la répression commençaient à s'étendre à toute la région. »

DOMENACH : « Nous aurions dû faire attention. Trois jours avant l'attaque, le maquis de l'abbé Pierre, qui n'était pas loin de chez nous, avait été surpris par les Allemands. »

OÙ SONT LES TERRORISTES ?

Le 13 décembre, à la tombée de la nuit, l'armée allemande, accompagnée de la Gestapo et de la milice française, investit la Thébaïde. Par bonheur, les équipes volantes ont depuis peu déserté les lieux et n'apprendront la mauvaise nouvelle que plus tard, à Grenoble. Mais la majorité des personnes présentes ce soir-là est arrêtée.

NORA : « Je n'étais pas au château le jour de l'attaque. Si mes souvenirs sont bons, j'étais parti la veille ou l'avant-veille dans le camp C3 du Vercors. »

DOMENACH : « Nous avons eu une chance du tonnerre de Dieu. Le matin même du 13 décembre, nous avons quitté la Thébaïde pour Grenoble où nous devons suivre un stage de préparation à une nouvelle tournée des équipes volantes. »

MASSALOUX : « Dans l'après-midi encore du 13 décembre, ils étaient environ une quinzaine au château. Les derniers sont partis à peine quelques heures avant l'arrivée des Allemands, dans la nuit. »

DE CHALÉON : « La veille, j'ai eu l'intuition que quelque chose allait se passer. Pendant toute la journée, je me suis sentie dans un état bizarre et le soir, j'ai eu envie de quitter le château. J'ai pensé à prendre un duvet pour aller coucher à la belle étoile. Mais, par la suite, je me suis ravisée et je me suis dit que c'était idiot et qu'il fallait surmonter mon appréhension. Et puis, on était en hiver ! Mais je n'ai pas réussi à m'endormir et j'ai erré longtemps dans la Thébaïde, cherchant le sommeil. Je me souviens avoir rencontré Gadoffre et lui avoir fait part de mon inquiétude.

« Ensuite, j'ai entendu tous les bruits qui précèdent généralement une opération militaire. Des ronflements de moteurs sur la route, des aboiements de chiens dans la campagne. Mais lorsque je me suis rendu compte de quoi il s'agissait, c'était trop tard. Ils étaient déjà là. Ils ont fait sauter à la grenade la poterne de la cour et allaient en faire autant de la porte d'entrée du château. J'ai donc été leur ouvrir et je me suis trouvée nez à nez avec des gars qui m'ont crié, l'air menaçant : "Où sont les terroristes ?" J'ai répondu que nous n'étions que quelques personnes au château et que je ne comprenais pas ce qu'ils voulaient dire. Alors, ils ont cherché à m'intimider. "Faites attention, m'ont-ils dit, on va vous donner des claques si vous ne dites pas immédiatement la vérité." Bien entendu, ils ont fouillé partout et n'ayant trouvé personne, ils nous ont donné quelques minutes pour nous habiller. Nous n'avons rien eu le temps de prendre et ils nous ont emmenés. »

MASSALOUX : « Ils ont embarqué un cuisinier espagnol, un bûcheron qui était venu avec nous d'Uriage, Mme de Saint-Rémy et son fils, Jeannine, Rolande et moi-même. Je crois qu'ils n'ont laissé au château que la fille Saint-Rémy qui était malade et la femme du cuisinier et ses filles. Les hommes ont été envoyés en déportation. Le cuisinier et le bûcheron s'en sont tirés mais le fils de la propriétaire, malheureusement, n'en est jamais revenu. »

DUNOYER DE SEGONZAC : « [...] Les Saint-Rémy, nos hôtes, à Murinais, subissaient le sort de ceux qui recevaient des résistants : un de leurs fils mourut en déportation. A-t-on assez reconnu le courage de nombreux Français qui, en connaissance de cause, reçurent des résistants ? Ils jouaient un rôle obscur, mais du seul fait de leur permanence dans les lieux rapidement suspectés ils couraient de terribles dangers. »

CACÉRES : « Il neigeait encore, la nuit commençait à descendre quand la nouvelle nous parvint : les Allemands s'étaient emparés de la Thébaïde.

« [...] Aujourd'hui, je ressens encore, en écrivant cette phrase, l'émotion qui s'empara de moi à cette nouvelle : on m'arrachait à jamais mon bonheur.

« Le messenger savait peu de choses. Dans la nuit, après avoir fait sauter avec des explosifs la grande poterne du château, les soldats avaient envahi notre demeure et capturé tous les habitants.

« Je me souviens : nous voulions tous nous précipiter vers la Thébaïde, comme si une telle folie eût pu changer le cours des choses. On nous ordonna d'attendre ; notre organisation essayait d'obtenir des informations plus précises par d'autres sources. »

SHAKESPEARE ET L'INCENDIE

Un prisonnier de choix a pourtant échappé aux Allemands : G. Gadoffre. À l'arrivée de la troupe, celui-ci s'est caché dans un grenier situé dans la plus haute tour du château. Il va y rester bloqué quatre interminables journées car les envahisseurs ont décidé d'occuper

la Thébaïde dans l'attente d'un éventuel retour des terroristes. Finalement, déçus de ne voir personne tomber dans leur souricière, ils incendient le château. Il ne reste alors au maître du Murinais qu'une seule solution : sortir de sa tanière.

GADOFFRE : « Je sursautai. Ils sont là, me dis-je. Et le parc est cerné... Trop tard pour fuir.

« Je n'eus que le temps de sortir mon colt et de me précipiter dans l'escalier à vis qui tournait dans une échauguette. Trop tard pour sortir, maintenant que voilà le château investi. Monter le plus haut possible et me cacher dans les greniers en attendant la suite, c'est le plus sûr. Arrivé au dernier palier, je vis une échelle accrochée à une trappe. Je montai, tirai l'échelle à moi, fermai la trappe. Quelle chance ! Je me trouvais dans un grenier d'abondance qui servait de réserve à pommes. Il y avait même un hublot sous la poivrière avec vue sur la campagne et sur la cour. Allons, ce pouvait être pire ! Attendons de pied ferme. Les dés sont jetés. Mais la partie commence.

« [...] Quatre jours, quatre nuits j'ai entendu leurs voix et le bruit de leurs bottes. Ils me cherchaient partout, à la cave, au grenier et j'étais là, à quelques mètres d'eux, retenant mon souffle et vivant. Quatre affreux jours.

« [...] Je finis par m'imposer une discipline très sévère qui ne laissait de place ni à l'imprévu ni aux réflexes. J'avais une réserve de fruits, et je décidai de couper la journée avec quatre repas à heure fixe, composés chacun d'une pomme et de quelques noix. Je les étirais en longueur, j'essayais de m'absorber en eux, puis de prendre un demi-repos. Je ne me laissais pas dormir plus d'une heure, car je craignais les longues somnolences. Sitôt debout, je luttais contre l'engourdissement par une gymnastique accommodée aux dimensions de ma tanière, et cette gesticulation sur place, dans ces circonstances, à cet endroit, avait quelque chose de si bouffon que le rire, parfois, me gagnait. Le rire aussi, je l'exploitais, comme la mastication ou le sommeil, et j'essayais de le multiplier. Lorsque la fatigue venait, je me reposais de nouveau, mais pour très peu de temps, et je me remettais à l'action — c'est du moins l'euphémisme que j'employais, quand je me parlais à moi-même pour désigner l'heure des plans d'évasion, parfois suivis de manœuvres d'approche.

« À trois reprises, je profitai des heures de repas de l'ennemi pour entreprendre des raids, colt au poing, dans les pièces du deuxième étage. Je vérifiai le prodigieux désordre organisé par les soldats : les policiers, s'ils venaient, auraient beaucoup de peine à s'orienter dans ce chaos. Je ne trouvai rien de ce qui m'aurait été si nécessaire — des provisions, de l'eau — mais les traces des campements ennemis dans les chambres. Je rapportais pour tout butin des couvertures et quelques livres laissés dans une armoire : un roman policier, des récits de voyage et un tome dépareillé des œuvres de Shakespeare. Ils me furent d'un grand secours. Grâce à eux j'introduisis des récréations dans mon cloître : je fis alterner l'heure du roman et l'heure du théâtre. Je réservai Shakespeare pour l'après-midi, ne lisant qu'un ou deux actes à la fois et tâchant de reconstituer par l'imagination les fastes d'une représentation somptueuse.

« [...] – Réveillez la fermière, cria une femme, les Allemands vont mettre le feu au château.

« À vrai dire, je ne l'ai pas cru sur le moment. En 1943, l'armée allemande n'avait pas encore utilisé l'incendie systématique comme un moyen de représailles, et une longue pratique des Germains m'avait appris à connaître leurs procédés de chantage un peu gros et leurs rages artificielles. Ils veulent effrayer les femmes, me disais-je, ou les faire parler, et puis ils hésiteront à incendier un monument qui a dans le pays la réputation d'être historique. Je ne pris la menace au sérieux qu'en reniflant une odeur de roussi, à peine perceptible au début, puis de plus en plus âcre. Le moment est venu d'ouvrir l'œil, dis-je à voix basse. Et je me sentis réveillé.

« Quelques minutes me suffirent pour sortir de la poivrière et voir des rougeoiements suspects dans la cage du grand escalier. Cette fois ils prennent les choses au sérieux. Plus le temps de réfléchir pourquoi ils en viennent aux grands moyens après quatre jours. Sortir d'ici. Mais comment ?

« [...] Dans ma mémoire, les événements qui suivirent émergent à peine du brouillard. Ma tête était de plus en plus légère et tout se déroulait sur le rythme du rêve. Où ai-je puisé les forces qui me permirent, après avoir tué le premier soldat, de dévaler les restes calcinés de l'escalier de bois, de me débarrasser d'un autre Allemand qui, dans un couloir sombre, s'était jeté sur moi ? Comment, en entendant les pas des sentinelles à chaque porte de sortie, ai-je pu décider si vite d'enjamber la fenêtre et de plonger dans l'inconnu ? Un dernier regard pour essayer de mesurer l'abîme, un dernier effort pour éteindre les miroitements du vertige et les nausées qui alourdissent mon corps comme une éponge — et je me jetai dans le noir.

« [...] Insoumis, assassin, voleur de feu, voleur de dieux, je m'enfoncé dans la forêt escorté d'astres implacables et portant en moi mes terribles dieux lares. J'avale quelques bolées d'air frais avec délices et me laisse porter par mes deux jambes d'automate. Le chemin est facile, le vent est doux et moite, rien ne me pèse.

« Oui, je dois être mort. Voilà pourquoi je me sens si léger. »

À LA GESTAPO DE GRENOBLE

Tandis que pour G. Gadoffre, l'aventure s'achève par une fuite éperdue dans la campagne et quelques jours de repos bien mérités dans un lieu sûr, les femmes de l'équipe doivent, elles, affronter les interrogatoires de la police allemande. Mais le hasard, et une intervention aussi courageuse qu'efficace des parents de J. de Chaléon, font bien les choses.

DE CHALÉON : « Nous avons d'abord été emmenés à la caserne des chasseurs alpins de Grenoble. La première nuit a été affreuse. Il y avait eu, ce jour-là, de très nombreuses rafles à Grenoble et dans les environs et, en attendant de procéder à la répartition, ils avaient regroupé tous les gens arrêtés dans une grande salle de la caserne. Vous vous imaginez l'atmosphère qui peut régner dans ce genre d'endroit et dans ce genre de situation. Nous y sommes restés quelques jours, relativement bien traités. Ensuite, les gens du Murinais ont été transportés à la Gestapo de Grenoble qui était installée dans un hôtel de la ville. Nous avons été répartis entre différentes chambres qui avaient été transformées en cellules et je me souviens que nous avons laissé à Mme de Saint-Rémy le seul banc qui se trouvait dans la nôtre. Les jours suivants, nous avons eu quelques contacts avec les soldats. Beaucoup, d'ailleurs, n'étaient pas allemands et venaient souvent des pays de l'Europe centrale occupés. Ils étaient plutôt gentils et encore plus terrorisés que nous par la Gestapo. Lorsqu'ils nous parlaient, ils le faisaient à voix basse et en cachette. Et je me rappelle que certains, pensant que nous mourions de faim, nous ont même donné des tartines de margarine. Mais, malheureusement pour eux, la Gestapo l'a appris et ils ont été placés en faction devant l'hôtel. C'était une punition terrible parce qu'il y avait les attentats de la Résistance française.

« Et puis est venu le moment de l'interrogatoire. Chacune à tour de rôle. Auparavant, nous nous étions mises d'accord sur une réponse commune. Les responsables de la Thébaïde — des intellectuels, vous savez — nous avaient donné comme consigne, en cas de coup dur, de dire que les gens du Murinais étaient des bûcherons. Je ne sais pas si vous vous imaginez la Gestapo atterrissant à la Thébaïde et tombant sur des montagnes de papiers et de livres. Comment auraient-ils pu croire un seul instant que les locataires du château étaient des bûcherons ? Nous avons donc décidé de dire la vérité, au moins en partie. Et de répondre qu'il s'agissait de gens de l'école d'Uriage qui étaient venus là pour travailler, réfléchir et préparer des réformes pour l'après-guerre. Et d'expliquer leur absence par le fait qu'ils avaient en ce moment des occupations ailleurs. Et que nous ne connaissions pas l'endroit où ils étaient.

« Je suis donc montée à l'interrogatoire, je m'en souviens encore aujourd'hui. Vous avez tellement peur que vous vous mettez à transpirer de partout. C'est une sensation horrible. Mais finalement, ça s'est bien passé. D'abord notre réponse a bien marché car elle était vraie. Mais surtout, nous avons eu deux coups de chance. Nous sommes tombées dans l'heureuse période, très courte, d'environ un mois ou un mois et demi, où le chef de la Gestapo de Grenoble, un tortionnaire réputé, avait été rappelé temporairement en Allemagne et remplacé par un officier

de la Wehrmacht. Nous avons donc été interrogées de manière correcte. Et notre second coup de chance, c'est qu'ils n'ont pas découvert les armes qui étaient cachées au château. S'ils les avaient trouvées, la chanson aurait certainement été bien différente... »

MASSALOUX : « Nous avons eu plusieurs interrogatoires, assez durs, mais sans tortures. Ils voulaient connaître les endroits où se cachaient les maquis. Mais, fort heureusement, aucune d'entre nous ne le savait. »

DE CHALÉON : « Nous avons eu un troisième coup de chance, tout aussi extraordinaire que les précédents. Mon père et ma mère sont entrés en action et sont venus réclamer notre libération à la Gestapo. Ma mère avait déjà subi une occupation allemande et savait comment leur parler. Elle a crié plus fort qu'eux, en allemand, et leur a dit : "Pourquoi retenez-vous ces jeunes filles qui n'ont rien à voir dans toute cette histoire ?" Avec une Gestapo normale, ils se seraient certainement retrouvés en cabane avec nous. Mais là, avec l'officier de la Wehrmacht, et mon père qui était colonel, cela a marché. Ils m'ont donc libérée en me demandant de les prévenir si j'apprenais où se trouvait Dumazedier avec lequel je m'étais mariée quelques mois auparavant. Vous imaginez ! J'ai répondu que je le ferais et je suis partie sans demander mon reste. »

MASSALOUX : « On nous a libérées le 8 janvier 1944. Ils croyaient que nous continuerions le "dialogue" avec eux et que cela leur permettrait de mettre la main sur les membres des équipes volantes. Vous vous rendez compte ! Le surlendemain, j'ai fait mes valises et je suis montée à Paris. Mais lorsque j'entendais une traction avant, c'était la terreur ! »

À la recherche d'une religion civile

Dans les premiers jours de 1944, l'équipe de G. Gadoffre doit tirer les conséquences de l'attaque de la Thébaïde. Si elle en sort saine et sauve, elle y a tout perdu. Les armes qu'elle avait entreposées dans les combles, les centaines de livres où elle allait puiser son inspiration, les textes qu'elle avait patiemment choisis et reproduits pour l'instruction des maquisards. Et surtout l'énorme documentation réunie pour *La Somme*, les notes accumulées et toutes les parties déjà rédigées de l'ouvrage. En quelques minutes, un travail collectif de près de dix mois a été réduit à néant sans même que ses auteurs puissent savoir avec certitude s'il a été emporté par la Gestapo ou s'il a purement et simplement brûlé dans l'incendie du château. Sur le plan militaire, l'équipe n'a plus de quartier général et, à peine un an après la fermeture de l'école d'Uriage, elle doit à nouveau se disperser. De plus, il lui faudra désormais redoubler de prudence car les autorités allemandes et la police française sont maintenant à ses trousses.

Un premier groupe prend le chemin de la capitale : H. Beuve-Méry, G. Chaîne, J.-M. Domenach, G. Gadoffre et quelques autres parmi lesquels, nous l'avons vu, L. Massaloux. Ils vont y séjourner plusieurs mois et, en liaison constante avec L. Cruse, P. Delouvrier, G. Ferry et P. de La Taille, participer à des opérations de renseignement pour divers réseaux de résistance parisiens. Le reste de l'équipe se dirige lui vers le Vercors. Tandis que certains, comme S. Nora, rejoignent individuellement le maquis, un noyau, composé entre autres de B. Cacères, F. Le Guay et J. Dumazedier, se reforme à une vingtaine de kilomètres au sud de Grenoble, près de Monestier-de-Clermont. La petite troupe s'installe dans un monastère à moitié en ruine, celui d'Esparon, dont la légende locale dit qu'il était jadis un lieu de repos pour les pèlerins se rendant à Saint-Jacques-de-Compostelle. Protégés et ravitaillés par un camp de maquisards voisin où les équipes volantes étaient venues dans les mois précédents animer plusieurs veillées, les hommes de la Thébaïde reprennent là leurs occupations antérieures et organisent de nouvelles tournées dans les maquis de la région. Certaines les conduiront même bien plus au sud, jusqu'à Dieulefit où E. Mounier a trouvé refuge et entrepris la rédaction de deux nouveaux livres, le *Traité du caractère* et *L'Affrontement chrétien*. Mais l'aventure est de très courte durée et, dans la nuit du 3 au 4 février, une attaque allemande contre le maquis d'Esparon les contraint à fuir et, une fois encore, à se séparer.

Quelques mois plus tard, pour un certain nombre d'anciens d'Uriage, le débarquement allié en Normandie va sonner l'heure des retrouvailles. Rentré au printemps 1944 d'un séjour à Alger au cours duquel il a décidé de se rallier au général de Gaulle⁷⁸, Dunoyer de Segonzac a en effet repris contact avec les membres de l'école. Dès son retour, il leur a fait part des conclusions de son voyage et, à la fin du mois de mai, leur a demandé de

78. Cf. P. DUNOYER DE SEGONZAC, *Le Vieux Chef. Mémoires et pages choisies*, op. cit., pp. 131-135.

le suivre à Vabre⁷⁹, dans le Tarn, où, devant l'imminence du débarquement, il doit prendre avec Charles d'Aragon le commandement des maquis de la zone sud du département, situés dans la région du Sidobre et des monts de Lacaune. Beaucoup répondent à son appel et ainsi, dans le courant du mois de juin, H. Beuve-Méry, B. Cacères, J.-M. Domenach, G. Ferry, G. Gadoffre et bien d'autres fidèles de l'école se rassemblent à nouveau sous la direction de leur Vieux Chef. Réuni au sein du corps-franc « Bayard », le groupe retrouve dans le Tarn un terrain d'action à la mesure de son idéal. Les maquis du Sidobre sont en effet composés de catholiques, de protestants et d'israélites, tous venus de milieux sociaux très divers, et c'est pour Dunoyer de Segonzac « l'occasion de continuer » l'effort « de rapprochement des contraires⁸⁰ » commencé à Uriage. Ainsi, sur le modèle des équipes volantes, quelques tournées d'instruction dans les camps de la région sont organisées. Mais l'urgence n'est pas à la diffusion de la culture. Il faut maintenant harceler et vaincre l'occupant. Et, dans les premiers jours de l'été, les anciens de l'école s'engagent dans les combats pour la libération du Tarn. Plusieurs opérations militaires se succèdent alors. En juillet, le détachement allemand chargé de garder le barrage du Vintrou est anéanti et, désormais, les troupes d'occupation ne se risqueront plus dans les campagnes. Le 20 août, un train de matériel est attaqué près de Mazamet et, le même jour, la ville est aux mains de la Résistance. Enfin, le 22 août, soucieux d'épargner les vies humaines, Dunoyer de Segonzac fait croire aux officiers de la garnison allemande de Castres qu'ils sont cernés par « des forces internationales considérables⁸¹ ». Le stratagème réussit et la ville est libérée. Cinq jours plus tard, c'est l'ensemble du Tarn qui peut fêter la fin de l'occupation allemande.

Dans les semaines qui suivent, l'équipe se dissout. Fort d'une troupe de plusieurs milliers d'hommes parmi lesquels se trouvent encore quelques fidèles, le Vieux Chef s'intègre à la 1^{re} Armée du général de Lattre de Tassigny et va continuer la guerre dans l'est de la France et, outre-Rhin, dans le massif de la Forêt-Noire. Le 8 mai 1945, il est sur les bords du lac de Constance. Mais entre-temps, en décembre 1944, L. Poli, le documentaliste d'Uriage, et P. Cazenavette, le chasseur alpin de la Fauconnière, sont tombés sur le front d'Alsace et, au cours de la même année, ce sont au total cinq anciens d'Uriage et de la Thébaïde qui trouvent la mort⁸². Après les combats du Tarn, les autres membres de l'équipe ont, eux, repris leur liberté et chacun, porté par ses goûts et ses aspirations personnels, s'est tourné vers les joies et les efforts variés de la reconstruction du pays. À Uriage même, celle-ci a commencé le 25 septembre 1944. Ce jour-là en effet, l'étonnant château de Bayard, enfin débarrassé de la milice de Darnand, a ouvert ses portes à... une nouvelle école de cadres ! Dirigée par le colonel X. de Virieu, elle s'est donné pour mission d'unir les différentes composantes des FFI et de rapprocher l'armée de la nation.

Si, durant l'année 1944, les hommes et les femmes d'Uriage se sont ainsi surtout consacrés à la lutte armée contre l'occupant, ils n'ont cependant jamais oublié la raison profonde

79. Ici se place un épisode qui exprime à la perfection l'esprit d'Uriage et de son Vieux Chef. Dans le train qui le conduit vers Toulouse, Dunoyer de Segonzac reconnaît Darnand qui a pris place dans le même compartiment que lui. Après réflexion, il décide de ne pas le dénoncer. Dans un ouvrage paru en 1967, J.-M. Domenach écrit : « À l'arrivée, il nous raconta son hésitation : "Je n'avais qu'un mot à dire, et je livrais Darnand au maquis. Je n'ai pas pu m'y décider ; je n'ai pas voulu dénoncer." Et se tournant vers moi, il ajouta : "Vous me désapprouvez, n'est-ce pas ?" Je lui répondis : "Oui." Je ne pouvais admettre ce raffinement chevaleresque envers un homme qui, après avoir été un héros de la Grande Guerre, était devenu le chef d'un gang au service de la Gestapo. J'y ai souvent repensé depuis. Je n'ai pas conclu. Il faut laisser quelques causes ouvertes, que nous instruisons toute notre vie. Mais aujourd'hui il me semble que de tels actes, difficiles à justifier dans le plein de la guerre, témoignent contre l'absolu de la violence, et cette attitude qui m'apparut sur le moment comme une faiblesse prend une autre signification avec la connaissance que nous avons de ce qui survint ensuite ; peut-être même donnait-elle sa plus grande dimension à notre combat. Ce n'était pas seulement l'élimination d'un ennemi qui était en cause, mais la dénonciation elle-même. À l'époque, des milliers de Français avaient dénoncé leurs compatriotes à la police allemande, par vengeance, par cupidité, ou simplement par cette passion de l'ordre, qui, dans les temps de crise, devient hystérique et meurtrière. Refuser de dénoncer un homme qui devait à la dénonciation une grande part de son abominable pouvoir, c'était prendre conscience que nous pouvions être contaminés par l'ennemi, au moment même où nous étions assurés de le vaincre ; c'était se séparer de lui, nous discriminer absolument. » Cf. J.-M. DOMENACH, *Le Retour du tragique*, Éd. du Seuil, Paris, 1967, pp. 129-130.

80. P. DUNOYER DE SEGONZAC, *op. cit.*, p. 143.

81. *Ibid.*, pp. 150-151.

82. Les trois autres sont G. Chaîne, R. Dupouy et P. Génys.

de leur combat : l'avènement de valeurs nouvelles pour un homme et un monde nouveaux. Et, réfugiés à Paris dans des chambres de bonne, ou profitant dans les maquis du Vercors et du Tarn des courts moments de répit que leur laissaient les opérations militaires, ils ont écrit et réussi la gageure de reconstituer *La Somme*. Celle-ci paraîtra en 1945 aux éditions du Seuil sous le titre *Vers le style du XX^e siècle*. Le premier tirage du livre fournit la liste complète des auteurs : H. Beuve-Méry, M. Bonnemaïson, G. Chaîne, J.-M. Domenach, J. Dumazedier, G. Ferry, F. Le Guay, S. Nora, sous la direction de G. Gadoffre.

C'est, bien sûr, dans le prolongement direct de l'esprit d'Uriage que se situe *La Somme* et tous les grands principes, tous les idéaux fondamentaux qui gouvernaient la pensée de l'école s'y trouvent réaffirmés. Au fil des pages, on retrouve ainsi le même diagnostic de crise généralisée, le même rejet de la démocratie libérale de la III^e République et des régimes totalitaires, la même volonté de synthèse de familles spirituelles apparemment opposées, la même foi en le progrès technique et en la libération de l'homme et de la société, le même espoir, enfin, en l'engagement de la personne seul capable de permettre la révolution sociale et humaine dont les temps modernes sont porteurs. Mais les rencontres de la Résistance ont imprimé leur marque sur la pensée de l'équipe. Nous allons le voir maintenant, *La Somme*, ainsi que tous les autres textes rédigés par le groupe dans les années 1943-1944, en portent la trace.

LE BILAN GLOBALEMENT NÉGATIF DU COMMUNISME

Si, dans l'avertissement à l'ouvrage, l'équipe fait état de désaccords internes à l'égard du communisme, le jugement qu'elle porte sur la doctrine marxiste et le système communiste est incontestablement plus favorable qu'auparavant. Et même si, tirant le bilan du communisme, elle se refuse toujours à y voir un modèle, elle lui reconnaît désormais, à l'image de toute une génération, un certain nombre de vertus.

La Somme : « *Actif* : le communisme se situe dans la ligne d'avenir de l'évolution historique. Son message aux prolétaires de tous les pays traduit une double vérité : la marche du monde vers l'unité et l'importance croissante de l'ouvrier dans une civilisation de plus en plus industrielle.

« Le communisme a fourni un moyen d'expression aux aspirations populaires et offre en même temps aux masses les moyens de prendre conscience de la force que peut acquérir l'effort collectif des hommes.

« Le communisme s'est montré résolument le plus novateur et le plus hardi dans ses revendications de justice sociale et de dignité humaine. Il a répondu à l'idéal de solidarité qui restait latent dans une société déchristianisée.

« Mais son dynamisme, son prestige, ses conquêtes, ne doivent pas faire oublier un passif que l'on peut souligner au double point de vue de la théorie et de l'action.

« *Passif* : sur le plan de l'homme, le marxisme doit être dépassé parce que son anthropologie matérialiste est périmée et qu'elle ne répond pas à toutes les aspirations de l'homme intégral.

« Sur le plan social et économique, limiter la révolution nécessaire à la seule classe prolétarienne est une solution utopique dans un pays faiblement industrialisé comme la France, où les ouvriers d'usine ne représentent qu'une minorité exceptionnellement homogène au sein de la communauté nationale, car tous les travailleurs intellectuels, techniciens, commerçants ou manuels, sont intéressés et sont nécessaires aujourd'hui à la disparition d'un système qui les étouffe et les exploite au profit de quelques privilégiés. L'élargissement de la base révolutionnaire du marxisme s'impose : *la coalition révolutionnaire* doit remplacer la dictature du prolétariat.

« Sur le plan international et national, il est impossible de dresser un bilan, car le communisme joue avec un égal bonheur de l'un ou de l'autre. Son insuffisance ne saurait venir ici d'une politique toujours cohérente avec elle-même sous les plus graves contradictions apparentes. Elle ne peut qu'apparaître sur un plan profond qui est l'inadaptation des moyens aux fins dernières de l'idéal communiste. La contrainte, en effet, ne peut libérer ni ceux qui l'exploitent ni ceux qui la subissent, et l'aliénation de soi-même à un parti entraîne vite à ne considérer les autres hommes que comme les esclaves d'un bien commun, qui risque de n'être celui de *personne*. »

DES PROJETS POUR L'APRÈS-GUERRE

Dans *La Somme*, la réflexion sur les élites occupe une place centrale. Pour l'essentiel, le discours général que tient l'équipe en ce domaine n'a pas changé depuis Uriage. Les élites se caractérisent toujours par leur sens des responsabilités, leurs capacités d'organisation et, par-dessus tout, leurs qualités morales et spirituelles. Présentes dans tous les milieux sociaux, elles doivent bousculer les hiérarchies figées, fondées sur les privilèges de l'argent, du mandarinat et de la gérontocratie, et ont pour mission de réaliser les transformations politiques, économiques, sociales et culturelles qui donneront naissance à la société française et au monde d'après-guerre. Toutefois, depuis l'école du Vieux Chef, le propos a gagné en précision. L'équipe distingue désormais quatre types d'élites : les élites populaires issues de la classe ouvrière ; les élites d'encadrement social qui se recrutent parmi les ingénieurs, les chefs politiques et militaires, les professeurs et les administrateurs ; les élites de gouvernement, c'est-à-dire les autorités suprêmes de l'État, les hauts fonctionnaires et tous les titulaires de postes de responsabilité dans l'administration publique ; les élites de civilisation qui puisent dans les milieux dépositaires du sacré (écrivains, savants, artistes, religieux).

Afin d'assurer la formation et la promotion de chacune de ces élites, les auteurs de *La Somme* ont élaboré des propositions concrètes. Pour les élites populaires, ils réclament l'institution de centres d'éducation ouvrière et, pour les élites d'encadrement social, une réforme de la formation des professeurs, des grandes écoles et l'ouverture d'une école de cadres d'ingénieurs. Pour les élites de gouvernement, ils envisagent la création d'une école de hauts fonctionnaires. En ce qui concerne les élites de civilisation, les projets sont encore plus nombreux. Leur paraissent ainsi indispensables un nouveau statut de la recherche, une politique du mécénat, une réorganisation complète du monde universitaire et le développement tous azimuts de foyers culturels (instituts de synthèse, instituts collégiaux, institut international de civilisation française, maisons de la culture). Enfin, une réforme de l'enseignement secondaire est projetée et, en matière économique et politique, *La Somme* propose également une série d'initiatives : socialisation des industries clefs, planification et participation des travailleurs à la gestion et au profit des entreprises, création d'une Chambre des communautés et des associations professionnelles.

Au travers de ce foisonnement de projets dont il n'est possible de livrer ici qu'une partie⁸³, c'est, bien sûr, la France d'après-guerre qui s'invente et, par moments, *La Somme* fait irrésistiblement penser à une version du programme du Conseil national de la résistance (CNR) plus précise et circonstanciée. Par-delà tel ou tel point de détail, toutes ces réformes préfigurent et préparent en effet les grandes institutions et tendances de la France des « trente glorieuses » : le statut général des fonctionnaires, l'École nationale d'administration (ENA), le Plan, le Conseil économique et social, la montée des ingénieurs et des techniciens, la formation permanente, la décentralisation théâtrale, etc. Bien des problèmes de la France d'aujourd'hui, comme la crise de l'enseignement par exemple, y sont aussi évoqués, et en des termes qui n'ont pratiquement rien perdu de leur actualité. Mais en 1943-1944, ces projets paraissent encore des utopies à ceux-là mêmes qui les conçoivent dans l'enthousiasme de la Résistance. Et pour l'équipe, le sens général de ces réformes ne fait aucun doute et demeure dans l'esprit de l'école du Vieux Chef. Il faut, pensent-ils, généraliser l'expérience d'Uriage à

83. On reviendra également sur certains de ces projets dans la seconde partie, « Le temps des initiatives ».

l'ensemble de la société française afin de créer, encore et toujours, un régime de troisième voie fondé sur un tissu social vivant, composé d'hommes et de femmes pétris d'une culture humaniste remodelée et ouverte aux transformations du monde contemporain.

La Somme : « Une petite société se constitue, à l'image de la grande et à la mesure de l'homme. C'est le principe du microcosme par lequel se révèle à chacun la nature profonde de la société dans laquelle il est inclus, qui tient en ceci qu'elle est une société des âmes. Alors le service des Postes ou l'Université, le Prolétariat, l'Armée, n'est plus un système d'abstractions ou un bâtiment ou je ne sais quel mythe : il a pris le visage d'un homme. Ce qui, bien entendu, ne résout pas les problèmes sociaux, politiques, économiques qui se posent à toute société, mais fait apparaître l'esprit dans lequel ils doivent être abordés et les fins humaines auxquelles ils doivent s'ordonner.

« [...] L'enseignement secondaire actuel est pour beaucoup dans les défaillances françaises, moyens de sélection inefficaces, absence de style de vie, routines stérilisantes promues au rang de traditions, compromis bâtards entre la "culture générale" et la préparation au métier, inefficacité des méthodes d'entraînement, autant de reproches que l'on a pu faire justement. Mais si beaucoup sont d'accord sur ces critiques, le plus grand désordre règne dans le camp des réformateurs. Car les passions politiques et religieuses s'en sont mêlées, le problème du latin ou celui de la gratuité ont soulevé des passions si étrangères à la question qu'il est bien difficile d'y voir clair. Que l'on cesse d'abord d'utiliser la réforme de l'enseignement comme une machine de guerre politique ou religieuse. Le premier travail consiste à se dégager des vieilles polémiques et des préjugés bien installés pour essayer de repenser la réforme de l'enseignement secondaire avec le seul souci d'une meilleure préparation de la jeunesse française à son métier d'homme et à la construction d'une société nouvelle.

« [...] Inutile de se servir de périphrases pour éviter de dire brutalement les faits : nos universités françaises sont de moins en moins des foyers de culture. Que sont-elles donc devenues ? Des centres de formation générale ou de préparation pédagogique ? Pas davantage. Des centres de recherche ? Jusqu'à un certain point : mais la dissociation entre les divers éléments qui composaient jadis la communauté vivante de l'Université a fini par tarir les sources de vitalité et ralentir l'élan de la recherche elle-même. Par quoi l'Université d'aujourd'hui peut-elle donc se définir ? Elle est avant tout un *externat technique* qui a renoncé à son ancienne mission d'éducatrice des esprits.

« [...] Il faudra mettre fin à cette confusion en distinguant trois sortes d'universités : universités d'initiation, universités d'examen et universités de recherches. Les universités d'initiation devraient relever d'une sorte d'enseignement tertiaire destiné à assurer la transition entre le secondaire et le supérieur. [...] Les universités d'examen, situées dans les grandes villes, se spécialiseraient dans la préparation aux dernières années de licence (après les éliminations opérées, en connaissance de cause, dans les universités collégiales d'initiation, où le discernement des valeurs est beaucoup plus facile) et à l'agrégation. [...] Les universités de recherches (il n'est pas nécessaire d'en avoir beaucoup) s'adresseront aux étudiants de diplôme et de doctorat, aux boursiers de la recherche scientifique et aux chercheurs de toutes sortes. Dans les universités de ce type, il n'y aurait plus de facultés, cadres rigides qui se prêtent fort mal au développement actuel des universités modernes, mais des instituts de recherche et d'enseignement qui permettraient la constitution d'équipes homogènes de professeurs et de chercheurs branchés sur un même secteur d'études.

« [...] *La formation des élites ouvrières est surtout une préparation à la formation sociale.* Il ne s'agit donc pas de "vulgariser" ou d'"adapter" la culture universitaire au monde ouvrier. Certes l'ouvrier qui veut l'acquérir doit être aidé, mais l'expérience a montré qu'une certaine culture désintéressée ne portait ses fruits que chez très peu d'ouvriers. Notre intention n'est pas pour autant de borner la culture de l'ouvrier à une culture utilitaire, ni à une culture mineure. Nous donnons aux fonctions sociales un sens large : l'effort culturel qui y prépare est à la fois pratique et théorique : il peut être à la fois un entraînement à l'action et une initiation progressive à un humanisme total.

« [...] Toutes ces constatations nous amènent à souhaiter que le prochain régime ouvre des centres d'éducation ouvrière dans chaque ville. Ceux-ci assureraient la formation des élites ouvrières. Ils reposeraient sur l'organisme naturel du groupement des travailleurs : le syndicat. Ils ne supprimeraient pas les initiatives de l'Université, des Églises, des partis, des mouvements de jeunesse dans ces mêmes domaines. Mais l'esprit des travailleurs français étant ce qu'il est, le plus grand effort d'éducation (masses et élites) devrait être à base syndicale. Le syndicat pourrait élargir son esprit afin que le centre d'éducation ouvrière devienne une véritable fédération des essais d'éducation ouvrière. Ainsi le syndicat serait non plus seulement un organe de justes revendications matérielles et morales, mais de foyer d'éducation et de culture ouvrière par excellence.

« [...] Après avoir étudié le rôle de l'ingénieur dans l'état de guerre sociale où nous vivons, il faudrait marquer ses responsabilités dans la phase intermédiaire de transformation, et préciser les fonctions qui attendent demain l'ingénieur, la paix sociale une fois conquise. Le monde communautaire ou collectiviste, vers lequel nous marchons, transformera certaines fonctions sociales et multipliera leur importance. La fonction d'ingénieur, de *chef du travail*, est très probablement l'une de celles-là. Il faut dès maintenant que les meilleurs de ces futurs chefs soient ouverts à ces possibilités et s'y préparent.

« [...] Sur le plan social, on devra tout d'abord donner conscience à l'ingénieur du rôle humain qui est le sien dans l'usine, et lui fournir les moyens de le remplir. Pour cela, on lui fera connaître les grandes lois psychologiques et leur application aux rapports sociaux. On le fera réfléchir sur les conditions de la vie d'usine et leur répercussion sur les travailleurs, sur la mentalité ouvrière, sur la façon dont elle s'exprime, sur les devoirs du chef et les règles pratiques du commandement. On lui exposera le fonctionnement d'un service social, les grandes lignes de la législation du travail. Tout cet enseignement immédiatement pratique aura un contenu substantiel. Il évitera les formules sentimentales, il fera appel aux dons d'observation, au sens des réalités et non à la seule bonne volonté. Cette préparation à l'établissement de rapports plus humains dans le travail ne saura en aucun cas suffire. Il est indispensable de replacer les difficultés journalières de l'ingénieur dans un cadre plus large, de considérer les problèmes actuels dans leur évolution historique et dans leur extension.

« [...] Les foyers culturels de l'ancienne France, monastères, cours, universités, salons, avaient été secrétés spontanément par un organisme social plein de santé. Ils ont disparu avec lui, ce qui n'aurait pas été grave s'ils avaient été remplacés : mais la société d'avant-guerre manquait trop d'équilibre et de vigueur pour apporter une contribution à la vie culturelle. Depuis plus d'un siècle, la vie des lettres et des arts dépend d'institutions à forme administrative, créations de l'État (universités, grandes écoles) et de l'argent (maisons d'édition, revues), mais qui n'étaient à aucun degré des milieux de vie, des foyers de rayonnement, ils manquaient de chair et de sang. Le divorce entre les créateurs et le public est dû en grande partie à l'absence de foyers de culture imbriqués dans le corps social et capables d'assurer les liaisons, les embrayages nécessaires.

« [...] Aux époques de plein équilibre, ces échanges se font sans larmes. Le créateur a une place déjà prête, il se nourrit de ce que le milieu ambiant lui offre et il lui restitue des équivalents esthétiques qui ont eux-mêmes une influence créatrice. Ainsi vécut Vélasquez ou Racine. Mais autour de nous, dans notre merveilleux XX^e siècle, dans quel système d'alvéoles et de linéaments voyons-nous l'artiste imbriqué ? Quels sont ses rapports avec les formes sociales observables ? Où le voyons-nous s'incarner ? Voyons les choses comme elles sont : il est un isolé sans attaches. Ballotté au gré des courants, il n'a pas de fibres consistantes qui le retiennent. Pas de place pour lui dans notre société informelle. *L'artiste, comme le prolétaire, n'a pas d'existence sociale avouée.*

« [...] La maison de la culture telle que nous la voulons pourrait se définir comme un relais social, le point magique autour duquel se cristallise le pouvoir créateur. Entre la masse stagnante de la culture acquise et des lourds corps constitués (musées, universités, organisations cinématographiques, radiophoniques, commissariat à la Reconstruction) et la création toujours renouvelée de quelques hommes menant le jeu à l'avant-garde, il faut un médiateur, un lien. La maison de la culture sera le lieu de contact où la pensée créatrice et la vie sociale s'in-

terpénètrent et réagissent l'une sur l'autre. Elle sera un ensemble organique institué non pour concurrencer ou détruire ceux qui existent, mais pour les compléter, faciliter l'intégration des créateurs et de leurs œuvres dans la structure du pays, contribuer au rayonnement d'une ville ou d'une province. Elle groupera les différentes disciplines culturelles en vue d'œuvres communes, et elle permettra ainsi la collaboration d'artistes, de techniciens, d'intellectuels venus d'horizons différents. En multipliant les débouchés, les points de contact et d'insertion, elle deviendra une sorte de syndicat d'initiative de la culture française et poursuivra délibérément une politique de *prestige*.

« [...] Il est essentiel d'établir que la représentation des gouvernés doit se faire tout au long de l'échelle depuis la plus petite collectivité locale jusqu'auprès du pouvoir central. Quant au mode selon lequel doit se faire cette représentation, c'est affaire d'une constitution ou tout au moins d'un programme politique. Il suffit de remarquer que l'élection est sans doute le meilleur moyen d'assurer cette représentation, mais que ce moyen n'est ni exclusif, ni doué d'une efficacité absolue. Non seulement, en effet, le mandat impératif n'était pas reconnu dans le système ancien, mais la représentation même d'une communauté condamnée à l'opposition restait illusoire. Il semble donc plus sain de faire place à différents modes de représentation en faisant à l'élection une place de choix — un organisme hiérarchisé comme l'est un grand corps de l'État pourra ainsi être représenté par son chef, alors que les représentants d'une association professionnelle seront élus ou choisis par cooptation. De même pourrait-on concevoir une chambre représentant les communautés et une autre, émanation directe de la nation par le suffrage universel. L'essentiel est que soit assuré le plus complet développement de ces deux composantes de l'État : la représentation des gouvernés et la puissance centralisatrice de l'État. Développer l'une, c'est la dictature. Développer l'autre, c'est l'anarchie, alors que leur équilibre dans un système fédéraliste assure la forme d'État, semble-t-il, la plus harmonieuse.

« [...] L'habitude bien française de se laisser hypnotiser par l'antithèse *individu-État* nous a fait oublier de tenir compte d'un *tiers aspect* : celui des groupes sociaux qui forment la structure de la nation. Cette structure interne, depuis longtemps effondrée, il s'agit de la reconstruire. La revalorisation de l'homme se fera de pair avec un lent travail de réfection du tissu social, cellule par cellule. Tous les métiers et tous les étages sociaux disposent aujourd'hui d'un nombre de sujets d'élite infiniment plus grand qu'un regard superficiel sur la France ne le laisserait croire ; mais ils restent dispersés, sans idéal, et à peine conscients d'eux-mêmes. Beaucoup n'attendent qu'un signal, des points de cristallisation, pour se remettre en branle et s'affirmer, pour se constituer en noyaux capables d'organiser autour d'eux des auréoles.

« [...] Dans l'Europe d'après-guerre l'avènement d'un humanisme européen sera plus que jamais nécessaire, car la majeure partie des malentendus entre peuples tiennent à des *différences de structures mentales*. Cette nouvelle étape culturelle ne sera franchissable que dans la mesure où un petit nombre d'esprits d'élite, rompus à la connaissance des langues, des mentalités, des cultures, se seront montrés capables de connaître et de briser les barrières, pour retrouver la quintessence du génie commun des peuples d'Europe. Pour que l'Europe vive, il faudra que les humanistes d'avant-garde apprennent à penser européen. »

L'ORDRE

Pour que toutes ces réformes soient mises en œuvre, pour que la révolution humaniste devienne une réalité, les hommes et les femmes d'Uriage croient qu'il est indispensable que s'élève dans l'ensemble de la société française un grand souffle spirituel capable de réunir et de catalyser les énergies, d'emporter l'adhésion de tous à l'éthique de l'homme et du monde nouveaux. Ici intervient l'ultime utopie de l'équipe : l'Ordre. Imaginée, rêvée dans la communauté d'Uriage, probablement vers la fin de l'année 1942, l'idée de l'Ordre a mûri pendant la Résistance et pris corps dans les derniers mois précédant la Libération. Entreprise étrange et passionnante, l'Ordre incarne, plus que tout autre projet de l'équipe, la volonté d'affirmer

et de prolonger dans la paix les valeurs et l'expérience vécues durant la guerre. C'est, après quatre années d'épopée et avant la dispersion finale, le testament d'Uriage.

La Somme : « Ce qui a été largement perdu, c'est à la fois le sens de l'unité et de la liberté, de la responsabilité et de l'amour. Qui donc cependant en a le mieux conservé le dépôt ? Les Églises, chargées d'entretenir, sur le plan de l'absolu, la plus haute communion des hommes ? L'armée, gardienne naturelle des vertus de fidélité, d'honneur, d'héroïsme ? Les forces politiques chargées par définition d'assurer le bien commun de la Cité ? L'Université, dépositaire de la culture, à charge de la transmettre et de la promouvoir ? Les forces économiques, si souvent investies aujourd'hui de la réalité, de l'efficacité, du pouvoir ? Les forces sociales, dont le bouillonnement et la pression sont ordinairement seuls capables de forcer les obstacles pour livrer passage à la révolution victorieuse ? »

*Groupe d'Uriage*⁸⁴ : « Une doctrine n'a de sens que par l'action qu'elle inspire. Il s'agit moins de définir que de fonder, étendre, instituer l'humanisme du Nouvel Âge. Ce ne peut être l'œuvre d'aucune des grandes institutions actuelles, et plus spécialement, ni des partis, ni des Églises. Les institutions qui survivent actuellement ont toutes plus ou moins admis une table de valeurs où l'argent était, en fait ou en droit, la valeur suprême. Et leurs représentants sont assez généralement nantis de privilèges qu'ils s'efforcent avant tout de conserver. Quoi qu'il en soit des Églises à cet égard, celles-ci ont une mission qui déborde largement les révolutions terrestres puisqu'elles régissent la cité des âmes, qu'elles orientent vers leur fin éternelle et surnaturelle. Les partis au contraire ne peuvent avoir de la révolution qu'une conception trop étroite et trop intéressée. Ils seront perpétuellement tentés de sacrifier les principes de l'humanisme aux exigences immédiates du succès politique. Mais entre l'Église et le parti, il y a place pour un Ordre dont la véritable raison d'être ne serait ni la religion, ni la politique, mais l'homme, pris dans son intégrité, en agissant plus particulièrement sur les cadres du monde temporel. »

La Somme : « Entre l'activité proprement religieuse et l'activité proprement politique, bien des comportements paraissent possibles mais c'est l'éducation qui paraît répondre le mieux à la double exigence de la situation révolutionnaire et de l'humanisme menacé. Faire ou refaire des hommes, pour régénérer par eux le tissu social, pour qu'ils soient partout des foyers de force, de lumière et de vie, pour qu'ils servent les institutions en les faisant servir au bien commun.

« Les exigences ainsi posées suffisent à déterminer grossièrement les conditions de *recrutement*. Tous ceux qui, au service d'une même conception de l'humanisme, font profession d'agir sur l'homme, sur les éducateurs eux-mêmes, sur les chefs ou sur les masses ont accès à l'Ordre. Il s'agit au premier chef des éducateurs ou éducatrices par vocation et profession : instituteurs, professeurs, moniteurs, instructeurs, etc., mais aussi de tous ceux, de toutes celles auxquels leurs obligations professionnelles ou leurs loisirs permettent une activité analogue : militaires, syndicalistes, ecclésiastiques, journalistes, médecins, artistes, écrivains, orateurs, etc. Sous les conditions précédemment définies, ni leurs attaches religieuses, ni leurs préférences politiques ne peuvent être un obstacle. »

Groupe d'Uriage : « Ils constituent donc entre eux, sur le plan des aspirations humaines et des objectifs humains, une sorte de front commun des forces spirituelles, en vue d'assurer la défense et la promotion de l'homme à travers les dangers qui menacent de l'écraser. Les progrès du matérialisme historique ou raciste atteignent autant le libre penseur spiritualiste que le catholique et le protestant et, au sein de cette communauté d'efforts, une sorte de confrontation, d'émulation permanente permettent de lutter plus efficacement contre l'assouplissement et la sclérose auxquels les énergies spirituelles demeurent toujours exposées.

« Pour que ce front commun de défense et de promotion de l'homme soit efficace, il est indispensable que les membres de l'Ordre aient une vie intérieure aussi riche que possible. On pourrait reprendre ici la formule de Péguy qui avait su rassembler aux *Cahiers de la Quinzaine* des "catholiques qui ne trichent pas, des protestants qui ne trichent pas, des juifs qui ne trichent pas, des libres penseurs qui ne trichent pas". Seule cette élite d'hommes peut élaborer

84. L'extrait suivant vient d'un texte collectif intitulé « Pour un homme nouveau dans un monde nouveau » écrit et diffusé en 1944. H. Beuve-Méry, chaud partisan de l'Ordre, en est, selon toute probabilité, l'auteur.

l'humanisme nouveau en redonnant aux réalités spirituelles dans l'homme et dans la société la place indispensable.

« Parmi ces réalités il en est une qui paraît particulièrement propre à faire l'union entre hommes de diverses spiritualités surtout s'ils sont français : c'est la liberté. Non pas, évidemment, la liberté de tout faire et de tout dire, ou liberté pour soi en négligeant celle des autres. Il y aurait là à la fois une véritable négation de la liberté et de l'amour. Depuis les âges les plus reculés, l'ascension humaine coïncide avec l'accroissement de la liberté. Liberté matérielle qu'ont procurée progressivement l'outil, l'animal domestique, la machine, mais qui perdrait toute valeur humaine si elle n'était au service de la liberté spirituelle : la faculté donnée à tout homme d'opter contre ses intérêts, ses instincts, sa vie même, pour une réalité spirituelle digne d'un plus grand amour.

« Pour agir au profit de réalités spirituelles qui conditionnent l'humanisme nouveau, pour assurer la défense et la promotion de l'homme, l'Ordre a, si l'on peut dire, sa spiritualité propre, c'est-à-dire une forme plus précise de son exigence et de son action spirituelles. C'est d'abord un lien de fidélité, d'honneur et de service à l'égard des réalités spirituelles qu'il entend servir sous l'aspect de la liberté. C'est ensuite un attachement profond, vraiment fraternel aux hommes qui ont accepté de mener au sein de l'Ordre le même combat sous la même discipline. Sur ce plan interne, l'Ordre est un honneur, une fidélité et une amitié.

« [...] L'Ordre ainsi conçu aura pour objet de redonner toute leur importance aux diverses réalités : physique, intellectuelle, spirituelle, qui entrent dans la composition de l'homme. [...] L'Ordre ne sera sûr de sa vérité et de son efficacité que s'il réussit à traduire, à incarner peu à peu et de mieux en mieux son idéal, dans l'ordonnement du travail, dans les créations de l'art et dans les cérémonies qui doivent nécessairement accompagner les plus hauts moments de la vie humaine.

« Ces principes volontairement sommaires peuvent paraître beaucoup trop généraux. Ils suffisent néanmoins à préciser la direction de marche. C'est de l'union de ces principes directeurs et de l'action quotidienne, empirique, confuse et souvent ingrate que naîtront peu à peu les institutions et les mœurs du monde nouveau.

« [...] Pour remplir valablement cette mission, il paraît nécessaire que l'Ordre s'étende rapidement à un grand nombre de pays. Les problèmes les plus importants ne peuvent plus, en effet, être résolus ni même correctement posés dans le cadre désormais trop restreint des États nationaux. Il paraît aussi assez naturel qu'un tel Ordre se constitue d'abord en France. La France n'a nullement le monopole des révolutions. Mais depuis qu'elle existe, il n'est guère de grande réussite humaine à laquelle elle n'ait fourni tôt ou tard un appoint indispensable. Aujourd'hui, elle est dépourvue de moyens matériels et gravement atteinte dans son unité profonde. Et cependant, beaucoup à travers le monde, qui savent que les manifestations de puissance lui sont interdites pour longtemps, peut-être pour toujours, continuent de croire à l'universalité de son génie et à la continuité de sa vocation historique. Et c'est encore sur elle qu'ils comptent pour frayer la voie du nouvel humanisme à travers le chaos des impérialismes exaspérés et des révolutions manquées. Aux meilleurs de ses fils d'entendre cet appel. »

Après deux réunions, l'une en 1944 et l'autre en 1945, au cours desquelles certains membres d'Uriage s'engagent à suivre les règles de l'Ordre⁸⁵, celui-ci reste finalement un projet sans suite. Depuis, le temps a passé et, aussi bien sur la nécessité de l'Ordre que sur ses enjeux et les raisons de son échec, les avis sont partagés.

LOZACH'MEUR : « En avril 1944, nous nous sommes retrouvés un matin à la Faculté catholique de la rue d'Assas, à Paris. Nous étions environ une quarantaine. Nous ne devons pas sortir de la journée afin de ne pas attirer l'attention. L'avant-veille, Raymond Dupouy m'avait apporté un énorme quartier de viande et une motte de beurre pour préparer des sandwiches et des brioches. Gilles Chaîne, me voyant débordée, m'avait aidée pendant une bonne partie de la nuit à détailler la viande que je faisais cuire sur la faible flamme du gaz. Et ensuite, il m'avait

85. Cf. encadré page suivante.

LES DIX-HUIT COMMANDEMENTS DE L'ORDRE

1. Se plaçant dans l'évolution du monde vers des formes de vie collective, prendre pour but la libération de l'homme sur les plans économique, social, spirituel.
2. Prendre pour principe : « La fin ne justifie pas tous les moyens. » Chacun pourra et devra déterminer les applications de ce principe suivant les exigences de sa conscience.
3. Mener une action éducative dans le milieu dans lequel on se trouve. Dans la perspective d'une transformation des institutions, s'attacher principalement à la transformation de l'homme.
4. Développer au maximum ses possibilités physiques et assurer son équilibre, par exemple par la pratique du décrassage quotidien et la participation à une séance de sport hebdomadaire (en commun).
5. Développer ses qualités intellectuelles par l'acquisition d'une méthode de pensée et d'éléments de culture.
6. Savoir utiliser et dominer, dans sa vie quotidienne, les moyens mis à notre disposition par la science et la technique modernes : motorisation, habitat, etc. Garder avec la nature les contacts indispensables à une vie équilibrée. Rechercher la maîtrise de la technique professionnelle que l'on exerce.
7. Faire dans sa vie une large place au désintéressement, voire au détachement, ce qui exclut la recherche pour eux-mêmes des honneurs et de la fortune.
8. Accepter pleinement les risques qu'implique le témoignage de ses idées et de ses convictions.
9. Dans sa ligne spirituelle propre, faire de sa vie intérieure un engagement et une recherche toujours approfondie.
10. Avoir le souci constant d'entrer en contact avec des éléments représentant des milieux différents du sien. Poursuivre ces contacts dans un esprit d'humilité, de compréhension et de recherche en commun.
11. Chercher à développer les liens personnels et une amitié dans tous les milieux dont on fait partie.
12. S'insérer dans la communauté française, d'Europe, d'outre-mer, en approfondissant ses valeurs traditionnelles et la réalité vivante de son peuple.
13. Avoir le souci d'élargir ses perspectives, en se situant sur le plan international.
14. Être envers tous les membres de l'équipe d'une complète loyauté. S'abstenir d'émettre des critiques graves sur les actes d'un camarade, sans le porter à sa connaissance.
15. Pratiquer entre tous les membres de l'équipe l'entraide la plus large, en particulier l'hospitalité.
16. Verser une cotisation proportionnelle à son salaire suivant un taux fixé par le groupe auquel on appartient.
17. Participer d'une façon habituelle à la vie du groupe le plus proche et mener, quelques jours par an, une vie communautaire complète dans toute la mesure du possible, à l'occasion de la réunion générale annuelle.
18. Pour les membres mariés, la présente règle devra être connue du conjoint et approuvée par lui, avant que l'engagement soit souscrit. Les membres déjà engagés et désireux de contracter mariage sont, de droit, s'ils le désirent, déliés de leur engagement.

Je m'engage sur mon honneur à conformer ma vie à la règle de l'Ordre et à me soumettre aux décisions du Conseil relatives à cette règle. Cet engagement est pris pour un an. Il est renouvelable à l'occasion de chaque réunion générale. Dans des cas exceptionnels, le Conseil peut en admettre la résiliation.

dicté *La Somme* que je tapais pour la énième fois. Au matin, nous avons porté le tout dans l'amphithéâtre de la Catho. Poli et Dupouy m'ont emmenée à l'écart pour me dire, à ma grande émotion, qu'on avait décidé de m'intégrer à l'Ordre. Ils m'ont donné la formule d'engagement que j'ai encore, écrite de la main de Dupouy et signée par les onze autres garçons et filles qui ont prêté serment avec moi ce jour-là. Beuve-Méry, entouré d'autres camarades, recevait notre engagement. »

CACÉRES : « À l'époque, l'idée de former un Ordre me plaisait. J'étais compagnon-charpentier et je me disais que nous allions rester ensemble et vivre à la manière des compagnons. Avec un idéal de solidarité, des mots et des signes de reconnaissance. »

LÉVY : « L'Ordre était un projet à la fois utopique et très émouvant. Cela ressemblait un peu à un Ordre de chevaliers. Avec une charte, un certain nombre d'articles qui définissaient une attitude devant la vie, devant les responsabilités professionnelles, politiques et familiales. Je crois qu'on ne peut rien comprendre à Uriage sans cette idée d'Ordre. Même si, déjà à l'époque, quelques-uns en souriaient et si, rétrospectivement, Segonzac lui-même avait pris une certaine distance par rapport au projet. »

NORA : « L'Ordre relevait, pour moi, du côté exalté de l'époque : la chevalerie ! Ce n'était pas ma tasse de thé. Mais je trouvais que c'était un projet qui mobilisait des gens sympathiques sur des thèmes exigeants. Il y avait une part d'inflation verbale consubstantielle à l'époque. Les uns y mettaient l'essentiel d'eux-mêmes, les autres trouvaient l'idée un peu excessive tout en la respectant dans la mesure où elle leur semblait aller dans le bon sens.

CRUSE : « Je n'ai suivi l'histoire de l'Ordre que d'assez loin. Je n'étais pas contre et les gens qui s'y étaient engagés étaient des amis. Mais je n'y croyais pas. Ou bien je n'avais pas, disons, le désir ou le courage de prendre le voile, de tout abandonner pour la vie communautaire. »

DUMAZEDIER : « L'Ordre ? Cela a été notre grand idéal et notre belle illusion à tous ! Finalement, nous avons été bien obligés d'admettre que c'était impossible. Avec le recul du temps, cela saute aux yeux. Comment peut-on imaginer former un Ordre sur une unité aussi fragile, fondée sur une situation tragique mais passagère ? »

DELOUVRIER : « Nous avons eu, en août 1945, une réunion des anciens d'Uriage. On m'avait demandé d'en assurer la présidence. Ce qui était un comble car je n'avais fait qu'occasionnellement partie des chefs de l'école. En fait, cela montrait l'étendue de la tension qui existait alors entre les membres de l'équipe. Théoriquement, la réunion portait sur l'Ordre. Le vrai débat était ailleurs. Vous aviez deux groupes. Les uns, comme Dumazedier et Cacères, étaient communistes, parlaient du peuple et proposaient pour en rester proches d'adopter les idées du PCF, voire d'y adhérer si cela se révélait nécessaire. Les autres disaient : "Non, le clivage fondamental, en matière politique comme d'un point de vue individuel et moral, est entre ceux qui croient que la fin justifie les moyens et ceux qui pensent, au contraire, que la fin ne devrait jamais justifier les moyens." En fait, cette réunion a consacré la fin d'Uriage. »

DOMENACH : « En 1944-1945, nous avons le projet de fonder un Ordre après la guerre. C'était notre idée fixe. Vivre ensemble en servant des valeurs : la fraternité, l'hospitalité, la pauvreté. C'était merveilleux mais complètement irréalisable. Au fond, je crois que nous imaginions la paix comme une continuation de la guerre, l'avenir comme une continuation du présent dans des circonstances plus faciles. Ce que nous n'avions pas compris, c'est que la facilité de la vie en temps de paix allait détruire les conditions mêmes dans lesquelles nous imaginions tout cela. Nous étions des utopistes, des croyants. »

ASTORG : « À Uriage, la notion de sacré était fondamentale. Était-ce un sacré de la guerre, des corps, des âmes et des destins menacés ? Ce n'est pas impossible. Et c'est peut-être l'une des raisons de la volatilisation *post bellum* de l'Ordre. Celui-ci n'a plus de signification dès lors qu'on est retourné aux besoins, aux avantages et aux plaisirs de la paix. »

DUNOYER DE SEGONZAC : « Cet "ordre" projeté au recoin de Chamrousse, dans les neiges, esquissé ensuite dans la clandestinité, n'a jamais pris une forme concrète.

« Il s'était avéré en effet qu'accorder les familles spirituelles très diverses que comportait Uriage sur les éléments détaillés et précis d'une foi commune n'était guère réalisable.

« Cette mélancolique constatation fut alors pour moi l'occasion d'une profonde déception. Il me semblait que l'"ordre" avec ses exigences eût été le seul moyen de me dépasser durablement dans le cadre d'une communauté vivante. Sans lui je demeurais seul en face de mes faiblesses, comme abandonné. »

BEUVE-MÉRY : « La tentative avorta et il reste à prouver qu'une référence commune à l'absolu n'est pas la condition première de toute entreprise de ce genre. Il n'est pas encore évident cependant que celle-ci doive rester sans lendemain. Une certaine approche de la condition humaine et de la vie en société, l'alliance de la tradition et de la révolution, la volonté de ressourcement chère à Péguy jointe à une éthique exigeante mais généreuse de l'effort et du travail, tout cela s'imposera davantage à mesure que les hommes apparaîtront de moins en moins capables d'apporter une réponse suffisante aux problèmes nés de leur propre génie et d'être ainsi les créateurs d'un monde nouveau plutôt que les victimes désespérées du chaos qu'ils auraient eux-mêmes une fois de plus engendré. »

J'ai longtemps hésité sur la signification à accorder à l'Ordre. Ne fallait-il y voir que l'expression des difficultés qu'avaient les membres d'Uriage à se séparer, après tant d'années passées ensemble ? L'Ordre n'était-il qu'une entreprise idéaliste destinée à maintenir coûte que coûte la vie communautaire et chevaleresque des temps de guerre ? Ou bien encore, l'échec de l'Ordre venait-il simplement révéler les dissensions entre communistes et non communistes, présager la rupture prochaine de l'esprit de la Résistance et consacrer, au bout du compte, la fin d'Uriage, phénomène circonstanciel lié à la situation exceptionnelle qu'avait connue la France depuis 1940 ? Toutes ces interprétations me semblaient contenir une part de vérité mais, en même temps, elles m'apparaissaient limitées et me laissaient sceptique. Et puis, progressivement, s'est imposée une autre idée. Qu'est-ce que l'Ordre, en effet, sinon la reprise d'un projet que l'on trouve, formulé de manière très diverse, sous la plume d'auteurs aussi différents que de Maistre, Lamennais, Tocqueville, Saint-Simon, Comte, Michelet, Péguy ou Mounier, et qui hante depuis 1789 la pensée politique et sociale française : créer, entre les Français et à l'adresse du monde, une religion civile⁸⁶. C'est-à-dire tenter de combler le fossé, ouvert par la Révolution et la mise à mort du roi, entre l'individu et l'État, le religieux et le politique, le divin et l'humain. C'est-à-dire essayer de réunir l'homme charnel et l'individu abstrait, de réconcilier l'homme religieux et le citoyen rationnel, de replacer la foi au cœur du lien social démocratique et de redonner à l'État historique et profane une autorité spirituelle et sacrée.

Le projet de l'Ordre ainsi entendu, il est, je crois, sans importance, ou presque, que celui-ci soit resté lettre morte. Seules comptent les valeurs que prônait l'Ordre. Et on peut même dire qu'au cours de ces cinq longues et fertiles années les hommes et les femmes d'Uriage sont peu à peu parvenus à poser les fondements et à dessiner les contours de cette religion civile. Ils l'ont inventée en créant un lieu de non-conformisme, de dépassement des clivages traditionnels, de confrontation des idées et de tolérance des autres. En quelque sorte, un « Droit de réponse » sous Vichy. Ils l'ont assise sur une convergence tout à la fois concrète et spirituelle : celle du christianisme et du marxisme, réunis au nom de la Résistance, de la chevalerie, du progrès et de la fraternité républicaine et universelle. Ils ont donné à ces tout nouveaux prosélytes une mission : rénover la mystique de l'école de la République, être partout et toujours des éducateurs, c'est-à-dire des émancipateurs des masses, des pacificateurs de la vie économique et sociale, des évangélisateurs de la vie publique, des missionnaires de l'Art et de la Technique. Ils l'ont enfin érigée en une règle de vie, en une morale du comportement quotidien, en une nouvelle éthique du sujet : l'engagement. Et, en 1945, il ne leur restait plus désormais qu'à éprouver la valeur de cette religion civile dans l'action et la paix. En d'autres termes, à passer du temps des communautés au temps des initiatives.

86. Sur cette question, on peut lire entre autres R. GIRARDET, *Mythes et mythologies politiques*, Éd. du Seuil, Paris, 1986 ; ou R. A. NISBET, *La Tradition sociologique*, PUF, Paris, 1984.



Le temps des initiatives

« Si l'on devait écrire l'histoire de notre siècle, non comme celle de générations successives où l'historien doit respecter à la lettre l'enchaînement des théories et des attitudes, mais comme la biographie d'une personne, en ne visant à rien de plus qu'une approximation métaphorique de ce qui s'était effectivement produit dans les esprits, l'esprit de cette personne se révélerait comme ayant été contraint de décrire un cercle entier non une fois mais deux, la première quand il s'est échappé de la pensée en se jetant dans l'action, et la seconde quand l'action, ou plutôt le fait d'avoir agi, le rejeta dans la pensée. »

Hannah ARENDT

Le chef gaulliste et l'intellectuel mendésiste

Deux membres de l'équipe d'Uriage et de la Thébaïde ont, quarante années durant, consacré leur vie au service de l'État : Paul Delouvrier et Simon Nora. Hauts fonctionnaires parmi les hauts fonctionnaires, conseillers des ministres et hommes des présidents, ils ont aujourd'hui respectivement soixante-quatorze et soixante-huit ans et, à leur actif, une longue et brillante carrière professionnelle. Dans l'immédiat après-guerre, P. Delouvrier a participé au Plan Monnet et à la naissance de la planification française. Il s'est ensuite illustré dans l'aménagement de la région parisienne au cours des années soixante et, avant de prendre sa retraite en 1985, a présidé à la construction de la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. S. Nora a conquis, lui, sa notoriété en faisant partie du groupe qui a créé la Comptabilité nationale, en tant que conseiller du gouvernement formé en 1954 par Pierre Mendès France et en apposant sa signature à des rapports devenus célèbres, sur les entreprises publiques et l'informatique notamment. Incarnations d'une certaine idée du service public, ces deux grands commis de l'État représentent à la perfection toute une génération de hauts fonctionnaires qui, forgée à l'école de la guerre, a voulu rompre avec le malthusianisme de la III^e République, reconstruire le pays sur des bases nouvelles et faire de la France une nation moderne. Ils sont, l'un et l'autre, des figures exemplaires de la technocratie des « trente glorieuses ». Pourtant, on ne saurait les confondre. Il y a, d'un côté, P. Delouvrier, le chef gaulliste, et, de l'autre, S. Nora, l'intellectuel mendésiste. Et deux manières d'être un technocrate...

DU MAQUIS À L'ÉTAT

C'est, je crois, au sortir de la guerre que P. Delouvrier et S. Nora se sont trouvés le plus proche l'un de l'autre. Malgré des psychologies fort différentes, ils nourrissent alors à l'égard de l'État un même sentiment. À leurs yeux, la fonction publique est un sacerdoce et on y entre comme en religion, tout droit venu de la Résistance.

DELOUVRIER : « À la Libération de Paris, j'ai rejoint le ministère des Finances en tenue de maquisard et au volant d'une voiture prise aux Allemands ! Je crois avoir été l'un des seuls à pénétrer au ministère dans cet accoutrement. Mon chef de service, qui était devenu mon subordonné pendant la Résistance, était déjà à son poste. "Dépêchez-vous, m'a-t-il dit, le ministre vous réclame." C'était alors André Lepercq qui était ministre. Nous avons eu une brève conversation au terme de laquelle il m'a dit : "Vous êtes fonctionnaire des Finances, vous venez à mon cabinet." Je n'avais aucune raison de refuser. D'abord, j'avais appris dans la Résistance à obéir aux ordres. Ensuite, je savais que le directeur de cabinet était François Bloch-Lainé, que je connaissais un peu et qui avait été l'un des rares inspecteurs des finances à faire la guerre les armes à la main. Enfin, entrer dans le cabinet de Lepercq, c'était participer, à ma modeste place, au gouvernement du général de Gaulle. Je suis donc devenu

grouillot derrière Bloch-Lainé. Puis, Lepercq est mort en novembre et Pleven l'a remplacé. Après quelque temps, il m'a nommé directeur de cabinet et je le suis resté trois mois jusqu'au départ du général de Gaulle en janvier 1946. Par la suite, je suis passé au Plan. Et l'année suivante, en 1947, le Général, qui venait de fonder le Rassemblement du peuple français, m'a demandé par l'intermédiaire de Malraux de venir le voir. Je l'ai rencontré dans un petit bureau, rue de la Source, où il se rendait de temps à autre. Il m'a proposé de devenir le second de Vallon pour le RPF-région parisienne. Et je lui ai dit non. Il faut bien se rendre compte. Ce n'était pas facile à l'époque dire non au Général ! Mais j'avais déjà fait mon choix. Je voulais servir l'État. Et cela signifiait n'appartenir à aucun parti, être totalement indépendant du point de vue politique. Je ne voulais pas que l'on puisse me cataloguer, associer mon nom et ma fonction à une étiquette, quelle qu'elle soit.

« Alors, pourquoi ai-je choisi le service public ? À l'époque, j'ai beaucoup discuté de cette question avec mes amis Chaban-Delmas, Bourgès-Maunoury et Félix Gaillard. Eux désiraient, depuis 1945, faire de la politique. Moi, je n'ai pas voulu. Je me refusais à dépendre du système du financement des partis politiques qui fait que si vous ne possédez pas de fortune personnelle, vous êtes obligés de vous lier, de procéder à des "quêtes" diverses et variées pour affronter le suffrage universel et vous faire élire. J'y sentais trop de possibilités de compromissions. Cela ne m'allait pas. Cela heurtait mon penchant naturel pour l'indépendance et ne me semblait pas correct d'un point de vue moral. Et puis, je ne me suis pas reconnu le droit d'infliger à ma femme et à mes enfants les aléas de la vie d'un homme politique. Enfin, dès 1946, j'étais conscient de ce qu'allait être la IV^e République. La chute constante des gouvernements, la faiblesse permanente du pouvoir politique. Et je me suis donc dit qu'en restant dans l'administration, je serais dans une meilleure position pour créer, être efficace. J'aurais pour moi le long terme, la possibilité de faire avancer des réformes de structure plus facilement que devant un pouvoir fort. »

NORA : « Aussi bizarre que cela puisse paraître, c'est l'incendie de la Thébaïde qui a décidé, au moins en partie, de ma carrière dans le service public. En effet, à l'époque, je préparais une thèse sur les investissements et la planification en Union soviétique et j'avais imprudemment entreposé à Murinais l'ensemble de la documentation : un énorme travail de fiches. Tout cela a flambé. À la Libération, il m'a fallu choisir : soit je reprenais ce travail de thèse à partir de zéro, soit je faisais autre chose. J'ai alors décidé de changer d'orientation. À l'époque, je ne savais rien de l'Inspection mais j'ai pensé que ça valait la peine, au moins, d'aller voir : j'ai donc pris rendez-vous avec le chef de service de l'Inspection générale des finances. Ce jour-là, j'avais déjeuné avec un groupe de copains du Vercors et, bien entendu, nous avons beaucoup bu. Je suis donc arrivé assez ivre et très embêté dans le bureau du chef de service. Il m'a demandé de me présenter et m'a posé quelques questions. J'ai dû émettre quelques borborygmes et il m'a dit : "Bon, très bien, vous pouvez vous inscrire..." C'est ainsi que je me suis retrouvé embarqué dans le concours de l'Inspection. Je l'ai tenté et, naturellement, j'ai été recalé. Et à partir de là, il y avait un défi. J'ai présenté le concours suivant, qui avait lieu trois mois plus tard car l'administration recrutait alors beaucoup. Je me suis retrouvé admissible, mais entre-temps, j'étais tombé amoureux d'une charmante et ravissante actrice qui, pour diverses raisons, a dû partir dans le Midi. Après l'écrit, je suis allé la rejoindre et je ne suis pas remonté à Paris pour passer l'oral. Bien sûr, mon père m'a sermonné. Du coup, lorsque l'ENA s'est créée, en 1945, je me suis inscrit au concours d'entrée, et j'ai été reçu.

« Bon, tout cela est un peu anecdotique. Mais je n'ai pas du tout le sentiment d'avoir été singulier à cette époque. Je crois, au contraire, que j'étais comme tous les gens qui, venant de la Résistance, entraient dans le service public. Nous nous sentions porteurs des valeurs que nous avons vécues pendant la guerre, nous nous voyions comme une minorité chargée de rénover le sens de l'État. D'ailleurs, la fonction publique, c'est cela ou ce n'est rien : du privilège, du fromage. Et nous avons certainement constitué un petit grumeau, coagulant ce qu'il y avait de plus authentique dans le service public. »

Ces réflexions de S. Nora sont, me semble-t-il, capitales pour comprendre la formation de l'idéal technocratique d'après-guerre. Le point central, ici, est peut-être la notion de minorité de service qui cristallise et permet le transfert des valeurs et des hommes, de la

Résistance à l'État démocratique. Dans un entretien accordé en 1986 à la revue *Le Débat*, S. Nora revenait d'ailleurs, non sans humour, sur cette notion.

NORA : « À la Libération, je suis passé à peu près directement du maquis à l'ENA, et je dois dire que je ne me suis pas senti dépaycé. J'ai certes fait sauter moins de trains rue Saint-Guillaume qu'autour du Vercors mais, déontologiquement, l'esprit n'était pas très différent. Nous étions, dans les deux cas, le petit nombre qui savions mieux que les autres ce qui était bon pour le pays — et ce n'était pas complètement faux. Nous étions les plus beaux, les plus intelligents, les plus honnêtes et les détenteurs de la légitimité ! Il faut reconnaître que pendant trente ou quarante ans le sentiment que j'exprime là, de façon un peu ironique, a nourri la couche technocratique. »

L'ÉQUIPE DE LA THÉBAÏDE ET LA CRÉATION DE L'ENA

Autre pièce essentielle du dispositif technocratique : l'ENA. Par l'intermédiaire de S. Nora, et surtout de G. Gadoffre, l'équipe de la Thébaïde a été associée aux débats sur la création de l'ENA. Le projet qu'elle défend alors, celui de l'école de hauts fonctionnaires prévue dans *La Somme*⁸⁷, ne sera pas retenu par Michel Debré. Mais à entendre aujourd'hui S. Nora, ancien directeur de l'ENA, évoquer après quarante années d'énarchie les missions présentes et futures de l'école, on ne peut manquer de se dire qu'il reste quelque chose de l'esprit d'antan...

NORA : « Je n'ai pas véritablement participé à la création de l'ENA. J'ai été, plutôt, un spectateur intéressé. Mais, comme je connaissais Jean-Marcel Jeanneney qui était lui-même très lié à Michel Debré, j'ai été mêlé de manière marginale aux réflexions préparatoires à l'ouverture de l'école. Mais je n'ai pas été écouté. Heureusement ! Car je souhaitais une école militante. Par exemple, je voulais que la moitié des reçus soit automatiquement choisie parmi les cadres de la Résistance, que les élèves de l'école portent l'uniforme, qu'il y ait un internat obligatoire. Grâce au ciel, rien de tout cela n'a été retenu ! »

GADOFFRE : « J'ai été membre du comité qui a mis sur pied l'ENA. Le projet qui en est sorti était le contraire de ce que je désirais. À l'époque, nous étions trois à proposer un projet concurrent de celui de Debré : Pierre Laroque, le fondateur de la Sécurité sociale, Roger Grégoire, le conseiller d'État, et moi-même. Nous ne voulions à aucun prix d'une nouvelle École polytechnique destinée à des fils à papa au lendemain du bachot. Nous voulions une école où l'on prenne les garçons beaucoup plus tard, vers vingt-sept ans, c'est-à-dire à l'âge où on commence à être capable de confronter l'expérience humaine à la culture livresque et où l'on possède ainsi une sorte de vision binoculaire des choses. Le projet prévoyait qu'auparavant les candidats feraient six ou sept ans de stages dans différents services de l'administration et seraient inspectés par des représentants des milieux les plus divers, venant aussi bien de la haute fonction publique que du syndicalisme, des associations de parents d'élèves ou de consommateurs. Grâce à ces inspections, répétées au rythme d'environ deux par an, se dégageraient peu à peu, par élimination, les candidats véritablement aptes à entrer à l'école et dans l'administration. Le concours n'interviendrait qu'après deux ans d'école. Ce système nous semblait beaucoup plus sage et beaucoup plus démocratique que celui du concours. Et d'ailleurs, quand le gouvernement Mauroy a introduit en 1982 le recrutement parallèle à l'ENA, Roger Grégoire a envoyé une longue lettre à Debré pour lui faire remarquer que, si mon projet avait été adopté, le recrutement parallèle n'aurait eu aucune raison d'être. »

GRÉGOIRE : « La création de l'ENA, celle des administrateurs civils, représentait une contribution à la restauration de l'État républicain : un État centralisé, garant de l'intégrité et de l'unité nationales, arbitre entre les intérêts particuliers, détenteur de prérogatives lui permettant d'assurer le "bien commun". Un État fort, mais aux interventions encore limitées.

87. Cf. encadré pages suivantes.

D'URIAGE À L'ENA

On a beaucoup parlé de projets d'école de hauts fonctionnaires à l'époque du Front populaire. Mais pour cette question comme pour celle du nouveau statut de l'édition, le stade des discussions verbales n'a jamais pu être dépassé, faute d'accord sur les premiers principes. Sans prétendre donner ici un projet définitif, nous nous contenterons d'esquisser les grandes lignes d'une épure qui pourrait servir de base de départ, quitte à y introduire tous les correctifs que les leçons de l'expérience permettront de lui apporter par la suite.

Prenons notre première sélection de cadets au sortir du Prytanée, vers leur dix-huitième année. On les a laissés libres de se préparer au métier de leur choix. Donc, de 18 à 22 ans, quelques années d'études universitaires combinées avec la vie en communautés d'étudiants organisées en instituts collégiaux ; puis le service au travail et le service militaire, en ordre dispersé, et entrecoupés de stages à l'étranger. Nos jeunes candidats continuent à être suivis pendant toute cette période, notés, jugés. On éliminera ceux qui pendant ces épreuves ont faibli, après quoi, on jettera les élus dans la vie avec le métier qu'ils ont choisi, à un des postes subalternes des carrières que plus tard ils encadreront. C'est pendant cette période surtout qu'auront lieu les éliminations majeures. Les jurys auront un travail relativement facile, car rien n'est plus objectif qu'une réussite ou un échec professionnel — et les vides seront comblés par des gens venus du dehors, choisis, à âge et rang égaux, dans les professions où ils se sont trouvés en concurrence heureuse avec les cadets.

Une fois terminé ce stage dans la vie, nos hommes ont 27 ans. C'est à ce moment qu'il faudrait les reprendre en main, dans une école de cadres de hauts fonctionnaires pour les brasser ensemble et leur faire subir une période de surchauffe. Située en pleine campagne ou en haute montagne, dans un cadre à la fois austère et stimulant, l'école leur fera mener une vie rude et sportive sans négliger la formation technique, civique et culturelle. La préparation que nous voudrions pour nos futurs fonctionnaires peut se résumer en quatre points.

1. *Formation de la conscience historique.* Il est de la plus haute importance de donner à l'aristocratie nouvelle la conscience du « devenir » de leur pays que les classes dirigeantes ont toujours possédée au plus haut point dans les nations en période ascendante, et dont notre bourgeoisie d'argent était tout à fait dépourvue. Il s'agit de leur rendre sensible la solidarité du passé et de l'avenir, l'existence d'un mouvement continu dont les ondes se propagent du plus lointain passé jusqu'au présent et rendent l'avenir possible.

Il faudrait pour cela un certain nombre de cours sur l'histoire de la civilisation française. Différents spécialistes d'histoire politique, d'histoire économique et sociale, d'histoire religieuse, d'histoire de l'art et d'histoire littéraire, étudieront devant eux un petit nombre de périodes caractéristiques choisies depuis le Moyen Age jusqu'à nos jours, en groupant leurs disciplines et en *synchronisant* leurs enseignements de manière à donner aux élèves le sens des jeux d'interaction et de solidarité qui composent la vie d'un pays.

Il faudrait également étudier en marge quelques types de civilisations étrangères *situées* par rapport à la notre. Si dans le monde de demain grandissent de nouvelles unités économiques englobant plusieurs nations, et qui créent des solidarités nouvelles en même temps qu'un élargissement de l'idée de patrie, une place toute particulière devra être donnée dans notre enseignement aux nations sœurs dont le destin sera lié au nôtre. Leurs civilisations, leurs conditions de vie actuelles devront être particulièrement étudiées. Rien ne devra être négligé pour faciliter l'avènement d'un patriotisme de type nouveau.

2. *Initiation à l'anthropologie du XX^e siècle.* Il faut que nos cadets aient de claires notions sur l'image de l'homme nouveau telle qu'elle s'élabore sous nos yeux sans que nous y prenions garde,

image qui ne se définit plus seulement, comme autrefois, par une certaine idée de la raison ou de la passion, mais par des puissances trompeuses que nos ancêtres ignoraient : l'inconscient, l'hérédité, les instincts obscurs. Il est impossible de comprendre le comportement de l'homme du XX^e siècle en ignorant ces choses, impossible aussi de comprendre les tentations auxquelles tant de pays étrangers ont cédé, de se servir de ces connaissances nouvelles sur la génétique, la propagande organisée, l'excitation des instincts collectifs et des refoulements pour agir sur les masses.

On ne peut plus passer sous silence l'art de vivre et la morale qui sont en train de se dégager de ce chaos. On sent de plus en plus la présence d'une morale communautaire qui met l'accent sur la solidarité virile, la « plénitude partagée », l'engagement dans une œuvre commune. Il faut bien, dit très justement Roger Caillois, « nommer religieuse cette impatience souterraine qu'exprime sous tant de visages le roman. Elle marque le sommet où ces forces invisibles et neuves demeurent encore dispersées, inconnues l'une de l'autre, quoique liées par un élément secret. Mais elles s'attirent déjà comme autant de fines aiguilles puissamment aimantées et risquant de se révéler brusquement soudées et inébranlables, manifestant leur existence d'un coup par un flamboiement inattendu qu'il semblera trop tard d'éteindre quand on l'apercevra ».

Nos cadets ne devront pas ignorer ces données. Ils ne devront pas se laisser prendre au dépourvu comme les dirigeants et les intellectuels de la France d'hier qui ont fait preuve d'une si extraordinaire ignorance à l'égard de l'anthropologie et de l'éthique en formation du monde contemporain. Il faudra pour cela mettre en action devant eux — en groupant et en synchronisant toujours les disciplines — les moyens d'exploration de l'homme dont nous disposons aujourd'hui : psychologie individuelle et collective, psychanalyse, médecine, sociologie, ethnologie, littératures modernes.

3. *Éducation du sens de l'équipe.* Les sports comme toujours répondront aux nécessités de cette formation, qui sera autoritaire avec quelque rudesse. Les sports seront des sports violents comportant un certain danger et menés en équipe : ski, équitation, montagne, vol à voile. Ils développeront la hardiesse, le courage, la solidarité virile. Les stages sociaux auront lieu par équipe, chaque équipe élisant son chef. Des stages de ce genre les conduiront à tous les échelons des carrières qu'ils ambitionnent d'encadrer, et les notes de stage, décisives pour le classement final, seront données globalement à l'équipe, de manière que chaque stagiaire se sente responsable au maximum des réussites et des échecs de ses coéquipiers.

4. *Éducation du sens du commandement.* L'obéissance restera toujours la meilleure école de chefs, et pour accepter de subir de 27 à 30 ans un régime d'une rigueur presque militaire, pour être capable d'en tirer profit et d'en sortir aguerri, il faut une force de caractère peu commune et un sens profond de la valeur du commandement. Ceux qui supporteront mal cette ascèse seront éliminés : leur réaction devant la rigueur de l'école aura une valeur de test. Les sports de l'air et de la montagne développeront chez les autres le goût du risque et de l'initiative, la vigueur des réflexes, la solidarité devant le danger. En même temps quelques stages individuels dans les hautes fonctions, au cours de la dernière année d'école, mettront de graves responsabilités aux mains de nos futurs dirigeants pendant de courtes périodes.

On voit que, dans notre projet, formation et sélection sont étroitement mêlées. À la différence de ce qui se passe en régime mandarinal, les épreuves sont tellement multiples et si diversement orientées, échelonnées sur un si grand nombre d'années, que le facteur hasard n'intervient plus. La méthode de sélection à laquelle nous avons voulu donner la première place est *la sélection par la vie*, et nous substituons, à la plupart des épreuves écrites et orales, des stages de toutes sortes, courts et longs, individuels et collectifs, qui permettent de juger réellement ce qu'un concours n'a jamais pu juger : la valeur professionnelle de l'homme et le caractère du chef.

« [...] Avec le système Gadoffre, les futurs généralistes auraient commencé par apprendre un métier précis et par acquérir une expérience pratique. La rupture entre les administrations centrales et les services extérieurs aurait été évitée. Les dangers d'un monopole de formation aurait été réduits, puisque les enseignements de l'école se seraient adressés à des esprits plus mûrs. Enfin et surtout le recrutement eût été vraiment démocratique. La démocratisation de la haute fonction publique répond à une nécessité sociale : recruter tous les hauts fonctionnaires parmi les fonctionnaires moyens y aurait répondu. Mais cette démocratisation ne doit pas aller à l'encontre des exigences professionnelles mais au contraire en tenir compte : il ne s'agit pas d'assurer une représentation de la population au sein de la haute fonction publique, mais de permettre à tous ceux qui désirent servir l'État d'accomplir une carrière à la mesure de leurs efforts continus et non pas de leurs réussites scolaires initiales. Cet objectif eût été mieux atteint. »

NORA : « [Aujourd'hui] je pense qu'il faut supprimer le monopole de l'ENA. La bonne façon de le faire n'est pas d'en créer plusieurs, mais de multiplier les modes d'accès à la haute fonction publique, de telle sorte que l'ENA ne soit plus qu'un parmi d'autres. La promotion interne à l'administration, l'ouverture des hauts postes de la fonction publique à des gens émanant d'autres milieux, le tout encadré par des procédures de formation et de tour extérieur, sont des moyens d'atténuer ce monopole.

« [...] La logique de l'ENA est de former des généralistes puisque sa mission est de créer des fonctionnaires susceptibles de mobilité dans leur carrière et capables d'assurer le dialogue entre les divers départements ministériels. Mais généralistes de quoi ? Le bon objectif de l'ENA doit être de former des généralistes de méthodes et de langages qui permettent d'apprendre vite et bien des spécialités. C'est-à-dire des gens au courant des technologies modernes, des formes modernes de management, avertis de la façon dont ces questions sont traitées dans d'autres pays. Cela tout en étant sensibilisés à l'articulation entre ces techniques et la structure spécifique d'une société, de façon à obtenir non des humanistes désincarnés mais des techniciens susceptibles de replacer leur technique dans un contexte vivant. »

L'ÉTHIQUE DE LA CROISSANCE

Revenons dans l'immédiat après-guerre. En 1946, P. Delouvrier devient responsable financier du commissariat général du Plan (CGP), créé en janvier par Jean Monnet. Après deux ans passés à l'ENA, S. Nora relève à nouveau le défi de l'Inspection des finances, repasse le concours et le réussit. Après ses tournées d'inspection, il s'intègre au groupe qui, autour de Claude Gruson, commence à élaborer les rudiments de la Comptabilité nationale et formera à partir de 1952 l'état-major du Service des études économiques et financières (SEEF) du ministère des Finances. À l'époque, les deux hommes se rencontrent souvent et partagent le même enthousiasme pour l'aventure qu'ils sont en train de vivre. Les équipes du Plan et de la Comptabilité nationale sont en effet très liées et rassemblent tout ce que l'administration française compte alors d'hétérodoxes et de rénovateurs, aussi bien dans le domaine économique qu'administratif. C'est la grande époque des pionniers de la croissance⁸⁸.

On va le voir, bien des idéaux d'Uriage et de la Thébàide les ont amenés à choisir cette voie.

DELOUVRIER : « Quand de Gaulle est parti, le directeur du Trésor, qui n'était pas encore Bloch-Lainé, est venu me trouver pour me dire qu'il me réservait la place de directeur adjoint. Le même jour, Gaillard m'a proposé de participer au CGP, au démarrage duquel j'avais été mêlé en tant que membre du cabinet des Finances puisqu'il fallait l'accord du ministre pour le créer. Il m'a dit : "Tu es un financier. Nous en avons besoin d'un au Plan. Veux-tu venir avec nous ? Viens voir Monnet, il t'expliquera." J'ai donc dû choisir. Le poste au Trésor était une

88. Pour un récit complet et détaillé de cette époque, on se reportera au livre de F. FOURQUET, *Les Comptes de la puissance*, op. cit.

chance inespérée car j'accédais directement à un rang élevé de la hiérarchie des Finances, avec d'importantes possibilités de promotion par la suite. Mais j'ai rencontré Monnet et j'ai préféré entrer au Plan. Cela correspondait mieux à mon tempérament. C'était une manière de sortir de la caste des inspecteurs des finances. C'était l'aventure, une façon de briser les barrières institutionnelles, de casser les cloisons toutes faites. En rejoignant Monnet, j'affirmais une vocation à vivre dans une société et un monde qu'il fallait décroiser le plus possible et où, par conséquent, on dialoguerait avec tous. Cette vocation préparait la concertation mais la concertation en tant que telle, je n'ai commencé à la vivre qu'au Plan.

« Alors, le Plan, c'était, avant toute chose, une équipe. Une règle de vie, une morale, une morale publique. Tous les gens qui étaient là, autour de Monnet, partageaient la même éthique et ne se jalouaient pas. Monnet accordait à chacun d'entre nous la même attention et nous faisait l'honneur, la joie et le plaisir de s'entretenir avec nous de la même manière, que ce soit en groupe ou en tête à tête. Il rencontrait nos épouses et accordait une importance primordiale aux relations humaines. Et il portait, par-dessus tout, un profond intérêt à l'homme, à la valeur intrinsèque de chacun, que l'on soit son collaborateur, une personnalité ou quelqu'un de très simple.

« [...] Mon maître a été Jean Monnet. Il m'a tout appris, il ne m'a jamais abandonné. Il disait : "Quand vous avez une tâche et toute tâche est complexe, il n'y en a pas de simple, ni de facile — il faut trouver le levier." [...] Quand on est allé aux États-Unis "vendre" le plan Marshall à Marshall — car Marshall était bien incapable de faire un plan Marshall, il disait : "On va exposer le plan au liftier de l'hôtel, et on va voir s'il comprend. Sinon, Delouvrier refera le papier. » J'ai passé mon temps à faire des résumés, des synthèses, pour convaincre les hommes politiques. Monnet n'avait pas le charisme de De Gaulle, mais dans un groupe, il dégagait une énorme force de conviction. Il avait l'art de concevoir pour agir. Il m'a appris qu'il faut savoir réunir un groupe de gens capables ; devant le travail, les vanités tombent, et on se retrouve à une dizaine, à "renifler" les choses intéressantes, à chercher le levier qui va tout soulever.

« Alors, je ne peux pas dire que j'ai trouvé au Plan le même esprit qu'à Uriage ou bien encore que mes relations avec Monnet étaient semblables à celles que j'avais entretenues avec le Vieux Chef. De toute façon, au Plan, j'avais à traiter des problèmes qui dépassaient de loin la compétence de Dunoyer de Segonzac et qui n'avaient plus de rapport avec l'époque d'Uriage. Mais il y avait effectivement un point commun : la valeur des hommes qui composent une équipe. Ça, je l'avais vécu à Uriage et trouvé dans la philosophie de Mounier. »

BLOCH-LAINÉ : « La façon de travailler du premier [Monnet] était extraordinaire. Il tenait de très longs palabres dans son bureau, durant lesquels les idées se précisaient peu à peu, étaient progressivement conditionnées en vue de la "vente". Jean Monnet, médiocre à la tribune, excellait dans le tête-à-tête. Il n'improvisait jamais quand il voulait convaincre ; il reprenait indéfiniment des arguments façonnés jusqu'à ce qu'il les trouvât convaincants. Les propositions qu'il faisait, à partir des suggestions confrontées et combinées de ses collaborateurs, n'étaient simples qu'au sortir d'un patient labeur collectif ; quand il les avait faites siennes, il n'en démordait plus, adaptant sa tactique à l'évolution des choses et des gens, sans changer d'objectifs ni de stratégie. D'abord, pour le Plan. Ensuite, pour l'Europe. Il est un grand personnage. Selon lui, si je l'ai bien compris, il y a trois sortes d'hommes : ceux qui aiment être, ceux qui aiment paraître et ceux qui aiment faire. Son exemple est impressionnant pour qui a choisi, comme lui, la troisième de ces vocations.

« [...] Jean Monnet a pratiqué, de façon effective, l'économie concertée, sans théoriser, sans institutionnaliser. Il a, certes, inventé les "commissions de modernisation" qui réunissaient, pour la première fois, à la fin des années quarante, des chefs d'entreprise, des syndicalistes, des fonctionnaires et des professeurs et qui ont perduré jusqu'à symboliser notre planification. Mais l'organe essentiel de la concertation au temps de Monnet, organe irremplacé, c'était la petite salle à manger de la rue de Martignac où défilaient, pour des tête-à-tête bien agencés, ceux qu'on appellera plus tard les partenaires sociaux. Benoît Frachon, Georges Villiers et d'autres ont pris là une nourriture frugale, en acquiesçant à de bonnes tentatives. Cela ne ressemblait en rien à la conférence du Palais-Royal de 1946. C'était original et informel. Monnet vendait inlassablement ses sujets d'accord et, comme un pompier en alerte, courait

sus à toute étincelle de désaccord. Bien qu'il préférât les entretiens bilatéraux aux réunions multilatérales, sa tactique n'était pas celle des Horaces. Pour lui, toute division des Curiaces rendait le règne plus difficile. Paul Delouvrier se souvient des efforts qu'il fit avec lui pour dissuader, en 1947, la CGT de se couper à nouveau en deux. »

NORA : « Nous sommes entrés dans l'administration avec une très grande méfiance à l'égard des structures installées et un très grand désir d'innovation. D'où, d'ailleurs, l'équipe qui s'est constituée autour du SEEF du ministère des Finances et où se sont retrouvés des gens de gauche de toutes les sensibilités : des communistes, d'autres plus proches de ce qui est devenu le PSU et des libéraux de gauche, avec Claude Gruson qui réussissait à fédérer le tout. Dans la planification aussi, il y a eu la jonction de plusieurs courants. Un courant marxiste, pour lequel on imagine aisément ce que pouvait signifier l'idée de plan et qui, d'ailleurs, a rapidement découvert la folie que représentait la planification soviétique. Je me souviens qu'au retour d'un voyage en URSS, Bénard, Gruson et moi entre autres, avons écrit un livre critique sur notre expérience en URSS, publié chez Perroux. Un courant rationalisateur ensuite, qui pensait que la seule manière de secouer les positions établies et de lutter contre les idées reçues était de procéder à une analyse complète et précise de la réalité. D'où le grand investissement statistique, porteur d'éclairage, de lumière : ce n'était pas seulement de la cuisine quantitative, mais cela correspondait à un désir d'élucidation des mécanismes économiques et sociaux et à un effort pour "désidéologiser" les approches. Un courant volontariste et constructiviste, qui se situait dans la lignée du planisme de l'avant-guerre (la CGT, Jules Romains, Déat, de Man). Et enfin, tout un courant nationaliste qui défendait l'originalité et l'indépendance du développement français par rapport à l'influence des États-Unis, énorme à l'époque : en somme, un désir de faire de la France un pays fort et moderne sur lequel tout le monde, je crois, s'accordait. Les ingrédients de ce consensus sont aujourd'hui passés dans le domaine courant : la lucidité, la modernité dans les équipements, la rationalisation des comportements étatiques pesant sur la vie économique, le changement des mentalités, etc. Nous étions le petit groupe moteur qui essayait d'apporter cette lucidité. Nous le faisons dans un esprit de démocratisation. Nous pensions qu'on ne pouvait réussir la croissance qu'en discutant avec les forces en présence et en les convainquant. Notre visée démocratique, c'était en fait une vue optimiste de ce que pouvait être la rationalité confrontée à la multitude. À nos yeux, une multitude devenue rationnelle, c'était cela la morale. J'ai, aujourd'hui, sur ce point, des vues moins simplistes. Je crois qu'il y a une rémanence des cultures, des éléments épars de la mémoire collective qui laissent des traces irrépressibles. Et je pense que le consensus positiviste, "économisant", c'est le degré zéro de la dynamique politique. »

NORA, LE MENDÉSISME ET LES CLUBS

Dans les années cinquante, P. Delouvrier, tout en restant en liaison constante avec les équipes du Plan et de la Comptabilité nationale, se consacre principalement à la construction de l'Europe. S. Nora fait, lui, ses premières armes de conseiller officiel des hommes politiques. En 1953, il est au cabinet d'Edgar Faure, alors ministre des Finances. Puis, en juin 1954, Pierre Mendès France accède à la présidence du Conseil et fait de lui l'un de ses plus proches conseillers en matière économique et financière. Après la chute du gouvernement Mendès France en février 1955, S. Nora retourne au SEEF et collabore à *L'Express* qui soutient la campagne du Front républicain aux élections de 1956. Arrive la V^e République. En 1960, il est directeur général de l'économie et de l'énergie à la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Mais, surtout, en désaccord politique avec le régime, il participe alors activement au club Jean-Moulin, un groupe de réflexion dont le Général se plaît à dire qu'il réunit des hauts fonctionnaires qui, le soir venu, critiquent les décisions qu'ils ont prises au cours de la journée. Les choses sont, bien sûr, plus complexes et l'itinéraire de S. Nora n'a rien de fortuit. Le club Jean-Moulin, lieu de confrontation et de dialogue, ressemble en effet à s'y méprendre à Uriage. Et le projet social mendésiste à celui de la troisième voie. Mais celle-ci porte désormais un autre nom : la République moderne. C'est le titre d'un best-seller de la littérature politique des années soixante. Signé P. Mendès France.

NORA : « L'une des caractéristiques de beaucoup d'anciens résistants, c'est d'avoir continué, en temps de paix, à fabriquer des réseaux. C'est-à-dire des groupes composés d'hommes qui, disséminés dans des milieux divers, ont des affinités sur l'essentiel et qui, dans les moments importants, coagulent et travaillent ensemble par-delà les clivages politiques traditionnels.

« J'ai fait l'ENA avec l'idée qu'il fallait recréer des réseaux. Et j'ai continué à travailler de la même manière toute ma vie : au SEEF, puis chez Mendès ou au club Jean-Moulin, ou chez Chaban par exemple. Ou, beaucoup plus tard, à la Fondation Saint-Simon⁸⁹. Dans le mendésisme se sont retrouvés des gens qui venaient d'horizons variés. Certains étaient, on pourrait dire, dans la coïncidence et d'autres dans la connivence. Il y avait des gens de droite, des patriotes, qui se reconnaissaient en Mendès ; une partie des gaullistes aussi ; la CFDT et la fraction non marxiste de la CGT, la partie dynamique du patronat. Des marxistes déçus également, qui participaient à l'expérience en rechignant un peu car elle leur paraissait une récupération bourgeoise. Et puis, il y avait le cœur du noyau, le réseau actif.

« D'ailleurs, ce qui m'intéresse dans l'histoire de l'après-guerre, ce sont précisément ces entrecroisements. Je suis convaincu que l'explication d'un courant porteur de modernité dans la société française se trouve dans ces résonances, ces cheminements, souvent très longs et très complexes. Par-delà les apparences du hasard et des aléas, il s'agit d'une cohérence très enfouie, très souterraine, mais fondamentale. Et ces réseaux qui se forment, puis se relâchent ou se notabilisent, disparaissent ou se reforment, ce sont les synapses de la mécanique sociale. »

BLOCH-LAINÉ : « Le club Jean-Moulin est né et mort par l'effet de mouvements politiques. À sa création, il y a eu l'agitation des militaires, la guerre d'Algérie et les menaces qu'elles faisaient peser sur la démocratie. À sa disparition, l'essai de constitution d'une "grande fédération" de la gauche et du centre gauche.

« Ce club a rempli, durant sa vie — normalement courte — un rôle important dans la science des choses de la cité. [...] Des éléments novateurs de l'administration rencontraient là des cadres d'entreprise soucieux du bien public, des membres des professions libérales et quelques universitaires. En schématisant beaucoup, on peut dire que les idées partaient de certains secteurs de l'administration (notamment de l'équipe du Plan), se façonnaient dans ce creuset où d'autres hommes venaient les prendre, pour finir, parfois, dans les projets gouvernementaux. Bien entendu, je caricature. Par rapport aux institutions qui auraient dû, normalement, par des circuits plus courts, faire passer les mêmes courants — liaisons interministérielles, commissions d'études officielles, séminaires et colloques administrativo-universitaires -, l'appareil de transmission constitué par ce club était comme une prothèse.

« [...] Il est certain que les jeunes fonctionnaires, en rencontrant leurs aînés les plus en vue à des réunions sans apprêt, se font remarquer, apprécier d'eux, que de l'estime et de la sympathie ainsi formées, procèdent des collaborations administratives, à l'origine de carrières heureuses. Il est également certain que, pour passer de l'administration à la politique, ces carrefours facilitent les tournants, puis les itinéraires. Il est certain, enfin, que l'on peut y dire, y placer, y faire ce qu'on refrène dans le service ; exhaler les colères, compenser des déceptions, obtenir par des détours ce qui est bloqué sur le droit chemin. Mais, surtout, on rencontre aux réunions des voisins qu'on ignore ; on comprend mieux des adversaires ou des rivaux qui sont aussi des amis méconnus ; on apprend ce qu'on ne sait pas ; on s'oblige à sortir de sa routine ; on s'entretient en bonne forme pour les libres exercices de l'esprit, alors que le métier développe un mauvais embonpoint, fait prendre de mauvais plis. Et encore : on fréquente les gens du secteur privé, en état de décontraction. »

NORA : « Le projet de société, dont nous discutons au club Jean-Moulin ou que nous tentions de faire progresser sous Mendès est en filiation directe avec nos idées de la Résistance. La lucidité, la modernité, le petit groupe moteur, l'esprit de démocratisation, tout cela trouvait dans le mendésisme son débouché naturel. Pour moi, l'épisode Mendès est la première réalisation concrète de ce qu'était notre projet. J'ai d'ailleurs vécu cette courte période en

89. La Fondation Saint-Simon est une association créée en 1982, qui s'est donné pour mission de rapprocher les milieux intellectuels et le monde de l'entreprise. À l'origine, elle comptait une soixantaine de membres (chercheurs, universitaires, éditeurs, journalistes, patrons et syndicalistes).

ayant le sentiment d'être politiquement, pour la première fois de ma vie, absolument bien dans ma peau. »

MENDÈS FRANCE : « La société moderne [...] est et sera de plus en plus caractérisée par une action de l'État dans la vie économique. Condition indispensable à la construction d'une véritable démocratie.

« Cette évolution implique des tendances très fortes à la centralisation et à la technicité, c'est-à-dire des pouvoirs accrus aux bureaux et aux techniciens. Les grands pays, quel que soit leur régime, ont à faire face aujourd'hui aux risques de la bureaucratie et de la technocratie, ce qui peut conduire à de nouvelles formes d'écrasement de l'individu et du citoyen. Si les hommes des pays occidentaux ne veulent pas se retrouver un jour dans une de ces sociétés effrayantes que décrivent les romans d'anticipation, société d'insectes spécialisés, hiérarchisés et indifférents du *Meilleur des mondes*, société totalitaire, mécanisée et terrorisante du *Talon de fer*, il leur faut procéder à un grand renouvellement dans leur conception et dans leur pratique de la démocratie.

« Ce renouvellement repose avant tout sur l'action personnelle de l'homme, là où il peut jouer un rôle, prendre des initiatives, exercer ses aptitudes — non seulement [...] à l'échelon régional, mais plus loin, toujours plus loin, dans le sens de la décentralisation, au sein des collectivités locales, des syndicats, des organisations et des associations de toutes sortes. Il faudrait que partout "où il y a quelque chose à faire", les bonnes volontés se mobilisent et sous les formes les plus variées, depuis la revendication et la contestation jusqu'à la gestion et la décision, en passant par le contrôle et la discussion. Tous ces modes d'intervention ont leur valeur s'ils sont animés par la volonté de servir la collectivité.

« Aux démocrates (c'est-à-dire, selon José Bidegain, aux hommes capables de sacrifier du temps et de la peine au bien commun), il faut non seulement du dévouement mais, plus encore, une foi robuste dans les possibilités de notre temps, un optimisme enraciné — et si l'on se plaint qu'ils ne soient pas plus nombreux de nos jours, c'est sans doute parce que les années récentes ont miné cette foi et cet optimisme, sans lesquels une civilisation technicienne risque de devenir une civilisation inhumaine.

« [...] "Les maladies de l'État moderne, selon le club Jean-Moulin — conservatisme, totalitarisme —, viennent du retard des citoyens plutôt que du développement de la technique et de l'organisation." Encore faut-il convenir que ce retard du citoyen est largement explicable (voire excusable) par un quart de siècle d'une éducation politique affligeante : la défaite et l'Occupation avec un gouvernement français prônant la collaboration ; la IV^e République avec ses impuissances et ses trahisons ; la V^e République et l'invitation permanente à l'abdication du peuple au profit d'un seul homme qui donne, au surplus, à la politique un style fait d'équivoques et de louvoiements. Comment s'étonner que tant de nos compatriotes renoncent à comprendre et à juger, renoncent à agir, renoncent tout court ? On ne leur rendra confiance en eux-mêmes et en leur rôle qu'en faisant appel à eux, en leur donnant la parole dans les grandes affaires nationales et dans ces multiples affaires dont l'ensemble constitue la vie de chaque jour, la vie de chacune des cellules du pays.

« Ici, bien sûr, reparaît le problème du savoir. Enseignement à l'école, information, formation des jeunes et des adultes, des militants et des animateurs conditionnent pour une large part la rénovation politique, on n'a cessé de le répéter [...]

« Mais d'autres moyens doivent être mis en œuvre si l'on entend vraiment dépasser l'étape de la démocratie traditionnelle de représentation pour réaliser la démocratie de participation. À ce nouveau stade, la démocratie ne se limite plus à des bulletins de vote, à des motions ni même à la critique ; elle se répand à travers d'innombrables activités professionnelles, culturelles, syndicales, politiques aussi. Ces activités doivent être à l'échelle humaine, c'est-à-dire correspondre à des "unités de vie sociale" telles qu'elles peuvent être expérimentées par tous ; et elles doivent donner prise à chacun sur des réalités concrètes, afin que chacun puisse suivre le développement et le succès de son effort personnel. »

LE PARIS DE DELOUVRIER

Si S. Nora s'oppose au gaullisme, P. Delouvrier trouve lui dans l'avènement de la V^e République la confirmation de ses jugements politiques. Dès son arrivée au pouvoir, De Gaulle lui confie une mission de la plus haute confiance, périlleuse entre toutes : être le délégué général du gouvernement en Algérie. Il y restera deux ans, jusqu'en novembre 1960. Puis, en août 1961, le chef de l'État lui offre un nouveau poste de délégué général, de la région parisienne cette fois. La tâche est énorme. Mais P. Delouvrier s'y attelle, se passionne et travaille d'arrache-pied pendant sept longues années. En sortiront le schéma directeur d'aménagement de la région, c'est-à-dire les villes nouvelles, la ceinture pavillonnaire, les grands axes routiers, le périphérique, ainsi que la réforme administrative qui crée les cinq départements de l'Île-de-France. Une œuvre gigantesque, symbole du gaullisme triomphant des années soixante, mais qui n'a pas fini de susciter des controverses et doit beaucoup à la centralisation des décisions et à l'autoritarisme technocratique.

DELOUVRIER : « Je me suis retrouvé à l'aménagement de la région parisienne. De Gaulle disait : "La région parisienne, mais c'est le "bordel", il y a ces banlieues inhumaines, mettez-moi de l'ordre là-dedans". J'ai étudié la question pendant six mois.

« [...] J'ai constitué une petite équipe (j'aime les cheveau-légers) pour voir la nature du problème. Comme il s'agissait d'urbanisme, j'ai regardé du côté du ministère. J'ai trouvé des gens qui avaient des idées peu mises en valeur.

« Je suis allé parler avec les habitants, je suis monté dans les appartements.

« [...] Et puis, j'ai convoqué Chombart de Lauwe en lui disant : "Tu as fait de nombreuses études sur la région parisienne que j'ai plus ou moins lues ou parcourues. On m'a confié l'aménagement de la capitale. Peux-tu m'aider ?" Il a eu le réflexe — ça m'a rendu furieux, mais je le comprends et cela n'enlève rien à l'estime que j'ai pour lui et pour ses travaux — de me demander des crédits pour qu'il puisse lancer un véritable programme de recherche. Une étude vraiment ambitieuse qui n'avait pas été entreprise jusque-là. Et il m'a dit qu'il me donnerait les premiers résultats dans une dizaine d'années. J'ai bien compris qu'il exagérait un peu, mais je lui ai quand même rétorqué : "Dans dix ans ! Mais il y a 300 000 habitants de plus chaque année. Ça fait trois millions. Où est-ce que je les mets dans l'intervalle ?" En fait, et c'était bien là que résidait la difficulté, la sociologie n'était pas encore arrivée à dominer un sujet pareil. Elle était capable d'interpréter le comportement d'un certain nombre de groupes humains dans une ville existante. Mais elle ne maîtrisait pas les problèmes d'urbanisme et d'aménagement que posait la croissance démographique dans une agglomération comme celle de Paris. Penser une ville future, de la dimension de la capitale, il aurait fallu que je brusque mon ami Chombart ou les autres sociologues avec lesquels je me suis entretenu à l'époque. Mais, en fin de compte, ces rencontres m'ont été utiles. Je me suis dit : "Puisque ces hommes théoriquement compétents, qui pouvaient penser, n'ont pas pensé, alors, je suis libre. Je suis en terrain vierge et il faut que j'essaie de me faire mon idée."

« C'est alors qu'est née pour la petite équipe rassemblée autour de moi l'aventure du schéma directeur. Le problème qui se posait était de savoir comment discipliner la croissance de l'agglomération pour éviter la prolifération désordonnée de la banlieue. Naissance de l'idée d'extension sur des axes privilégiés, naissance ensuite sur ces axes de villes nouvelles, cités anti-banlieues.

« [...] Une fois née l'idée du nouvel urbanisme parisien, comment la faire admettre ? Comment, surtout, l'emporter dans les faits et faire suivre une même orientation à des ministres changeants pendant un quart de siècle et plus ?

« Sans le général de Gaulle, je crois que le pouvoir politique n'aurait pas eu le courage de nous suivre. Georges Pompidou "poussait la province" sous le vocable aménagement du territoire, qu'il avait confié à Olivier Guichard. Nous paraissions aller à l'encontre. Au vu du schéma directeur que je lui montrai en 1964, le Général, rêvant de 100 millions de Français, accepta prémisses et conséquences, et me demanda ce qu'il fallait pour réussir. Il croyait que j'allais répondre : "Beaucoup d'argent." Mais je dis : "Vos ministres vont prendre peur (que ces derniers m'excusent, il fallait bien flatter) ; il faut donc que toutes les décisions soient prises, au fur et à mesure, en

conseil restreint à l'Élysée.” Demi-sourire sarcastique du chef de l'État : “C'est vrai, les ministres se couvrent toujours, votre affaire doit se faire, tout sera décidé ici.”

« Restait le levier à mettre en œuvre pour que la durée ne vienne pas biaiser puis enterrer l'élan initial.

« [...] Pour l'urbanisme, le levier était en théorie assez simple à trouver : pour implanter des logements, il faut des terrains, pour implanter des villes nouvelles, il faut de grands terrains, pour implanter de nouveaux chemins de fer ou des autoroutes, il faut de longs terrains. Il fallait donc que l'État les achète, mais tous et tout de suite ? Le ministre des Finances s'y serait opposé et l'expropriation aurait soulevé des obstacles politiques quasi insurmontables. Comment dès lors trouver le levier du levier ? La crainte politique de la spéculation foncière fournit la solution : les terrains intéressés (45 000 hectares, quatre fois et demie la surface de Paris) furent “gelés”, en ce sens que le propriétaire qui voulait s'en défaire se voyait “offrir” par l'État, acquéreur prioritaire, le prix du terrain à la date du gel. Les sommés nécessaires pour ce droit de préemption devenaient raisonnables et furent accordées.

« Il faudrait poursuivre à partir de là pour vous expliquer quelle aventure, au sens noble, créatif, a été le lancement des villes nouvelles. Tout fut mis à zéro : quel type de logements faut-il, quelles voies de circulation, quels hôpitaux, quels jardins publics, quels plans d'eau, quels écoles et lycées, quels lieux du culte, et surtout quel centre-ville ? Après vingt ans, l'étranger, comme il arrive souvent, admire plus notre effort que nous-mêmes, et nous exportons maintenant notre “génie” urbanistique, qui n'avait rien donné depuis l'architecte français L'Enfant, père de Washington.

« Je ne peux pas non plus passer sous silence un autre aspect de ma mission parisienne, aspect tout à fait inattendu au départ. Michel Debré m'avait dit de ne pas m'occuper des réformes administratives, qu'il faisait étudier par une commission créée à cet effet et dirigée par un conseiller d'État. Quel tableau : Paris-ville avec son statut spécial de municipalité mutilée et ses arrondissements fallacieux, la couronne banlieusarde du département de la Seine, dominée par ses mairies et d'où l'État fuyait sauf le fisc ; la seconde couronne banlieusarde, celle de la Seine-et-Oise, avec une frange en Seine-et-Marne, couronne très sous-administrée aussi pour d'autres motifs, l'*hinterland* rural de ces deux départements mités de plus en plus de résidences secondaires. Toutes ces frontières administratives n'avaient pas bougé depuis la Révolution (sauf l'extension haussmannienne de Paris en 1859) et le moins qu'on puisse dire est que sous une apparence classique régnait un désordre administratif incroyable.

« J'étais en fonction depuis à peine six mois, le Général me demande : “Quelles réformes administratives préconisez-vous pour la région parisienne ?” J'aligne les consignes de Michel Debré ; inutile, le chef de l'État veut mon avis. Nouvelle réflexion de l'équipe, nouvelle recherche du levier. Michel Debré cherche dans une voie haussmannienne par une nouvelle extension de Paris et donc mise en tutelle d'une couronne de communes existantes. Nous pensons que l'État a conservé Paris en tutelle comme s'il craignait une nouvelle Commune (celle de 1871) et cela malgré la remarquable qualité des fonctionnaires de la Ville ; pour la banlieue au sens large, c'est la sous-administration endémique ; par exemple : l'implantation des commissariats de police en banlieue n'avait pas changé depuis 1886, et Nanterre, 80 000 habitants, n'avait de commissariat qu'à Courbevoie.

« Le levier, toujours le levier. Remédier à la sous-administration en accroissant le nombre des fonctionnaires de l'État, beaucoup en Seine-et-Oise et un peu en Seine-et-Marne : solution logique et simple, que le ministère des Finances refusera à tout coup par crainte de contagion sur les autres départements. Solution : créer des départements nouveaux, entraînant pour chaque ministère la création d'une pyramide complète de fonctionnaires, donc de nouveaux postes de “débouchés” sans risque d'extension aux autres départements.

« Quand j'ai présenté au général de Gaulle ma solution, il eut un mot superbe. J'avais critiqué le système Debré en rappelant que le rattachement de douze communes en 1859 à Paris avait facilité la naissance d'un gouvernement de l'Hôtel de Ville, gouvernement de gauche, à l'abdication de Napoléon III. Et j'ajoutais : “Il est bien possible qu'à votre succession, mon général, il y ait quelque secousse. — Peut-être, mais avec moi, il n'y aura pas de Sedan.”

« En 1964, la réforme créant cinq départements nouveaux est votée après un magnifique discours du ministre de l'Intérieur converti de fraîche date par l'autorité élyséenne. La région parisienne prend naissance avec un Conseil régional et un Comité économique et social, préfiguration de la future réforme des régions en France. Quelques années après, Paris retrouvait un maire et les pouvoirs quasi normaux d'une ville de France. Le levier avait bien fonctionné et fait lever tous les obstacles.

« Pour changer la substance des choses, il faut changer l'esprit des gens, et on ne change les gens que par la persuasion. Il ne suffit pas d'avoir des idées, il faut savoir les "vendre", et tout cela ne s'obtient pas seul, mais en équipe. Cela ne contredit pas la solitude dans la décision, c'est la préparation de la décision qui, pour moi, a toujours été collective.

« [...] Je crois en vérité que le pouvoir ne se partage pas ; quand la décision est vraiment difficile, il n'y a qu'un seul qui décide et il est seul quand il décide. Qu'il y ait autogestion, cogestion, conseil d'administration, conseil de surveillance, *vorstand* à l'allemande, gouvernement collégial, la manière de faire peut différer, conversations, entretiens, débats, au bout du compte il ne reste qu'un homme, le chef. »

En 1969, l'année où le Général retourne à Colombey, P. Delouvrier prend la tête d'Électricité de France. Pendant dix ans, il va diriger l'entreprise vers le « tout-électrique, tout-nucléaire ». Aux détracteurs des centrales et de Super-Phénix, il répond aujourd'hui que le suréquipement d'EDF n'est qu'une légère avance et qu'en cas de reprise de la croissance, le programme réalisé se révélera même insuffisant. Puis, en 1979, P. Delouvrier quitte la présidence d'EDF pour celle de l'Établissement public de La Villette. En quelques années, l'un des plus grands scandales financiers de la V^e République se métamorphose en un parc futuriste du progrès et du loisir. La Cité des sciences et de l'industrie, la Géode, la Cité de la musique, des espaces de jeux prennent la place des anciens abattoirs. Mais La Villette est, décidément, un lieu maudit. Au départ, les critiques portaient sur le gigantisme du projet. Le parc achevé, c'est son coût de fonctionnement qui est aujourd'hui sur la sellette. Récemment interviewé par des journalistes de la télévision, P. Delouvrier réplique : « Il est de l'ordre de l'État d'éveiller les curiosités et les vocations, dans le domaine scientifique, technologique, industriel. Et peut-être bien que plus tard, l'on pensera que le coût que l'on y a consacré est relativement minime par rapport au coût de fonctionnement des universités. »

MENDÈS, CHABAN ET LE MINITEL

Retrouvons S. Nora. En 1969, Jacques Chaban-Delmas arrive à Matignon. Ébranlé par le mouvement de mai 68, il veut entreprendre des réformes. Il propose à S. Nora de venir le rejoindre. Celui-ci accepte et occupe jusqu'en août 1971 le poste de chargé de mission auprès du Premier ministre. Dans certains domaines, le projet de « nouvelle société » cher à J. Chaban-Delmas donne des résultats : les contrats de progrès, le SMIC, l'actionnariat chez Renault, la réforme de la Sécurité sociale, la formation professionnelle.

NORA : « Pendant toute une partie de ma vie, je me suis trouvé à la droite de la gauche. Et là, chez Chaban, j'étais à la gauche de la droite. Ce n'était pas surprenant car 1968 avait créé une possibilité d'action au sein du courant libéral gaulliste. À dire vrai, je n'ai jamais compris comment Chaban avait pu penser à moi. Je ne le connaissais pas personnellement. Je l'avais simplement croisé au moment où il était ministre de Mendès. J'imagine que Bloch-Lainé ou Delouvrier ont dû, à l'époque, lui parler de moi. Il m'a donc convoqué, m'a parlé de son projet et m'a proposé d'y participer. Je lui ai dit : "Écoutez, en ce moment, je ne fais pas grand-chose et c'est assez tentant. Mais, comme vous n'avez pas de temps à perdre, disons, pour simplifier, que je suis mendésiste." Il m'a répondu que s'il me proposait de venir, c'était précisément à cause de mon mendésisme. J'ai donc dit oui et, pour renforcer cette mouvance, j'ai convaincu Delors et toute une partie de mon équipe, de mon réseau, de se joindre à nous. On a fait ce qu'on a pu et je

n'ai aucun regret de ce passage chez Chaban. Je ne pense pas qu'il en soit sorti grand-chose sur le moment, mais je crois que nous avons tout de même fait la preuve qu'un certain type de modernisme dans la gestion et les rapports sociaux était possible et fructueux. Je suis reconnaissant à Chaban du courage et de la loyauté avec lesquels il a porté cet espoir sans prendre de distances et de précautions. Ça lui a d'ailleurs coûté son poste de Premier ministre ; il s'est heurté à l'opposition croissante d'une partie de l'entourage de Pompidou, qui montait en puissance au fur et à mesure que la maladie de celui-ci s'aggravait. Et ils ont étranglé Chaban sur ce projet. »

Après avoir quitté le cabinet de J. Chaban-Delmas, S. Nora devient directeur général de la Librairie Hachette. Trois années passent et, en 1974, il retourne à l'inspection des finances. Dans les premiers jours de 1978, il achève en collaboration avec Alain Minc le rapport sur l'informatisation de la société que lui a commandé un an plus tôt Valéry Giscard d'Estaing. L'année suivante, il signe avec Jean-Charles Naouri, le futur directeur de cabinet de Bérégovoy, un nouveau rapport, sur les finances publiques et les dépenses de santé.

Celui-ci lui vaudra d'être nommé membre du « Comité des six sages » institué en avril 1987 par Philippe Seguin et dont la mission est de préparer les états généraux de la Sécurité sociale et de proposer des mesures d'urgence destinées à combler le déficit du système de protection. Mais c'est le rapport Nora-Minc qui, me semble-t-il, est le plus fidèle aux conceptions... de *La Somme*, remaniées et appliquées à l'ère informatique. Les mots, le style ont changé. Mais l'idéal, le projet restent les mêmes. Une rémanence de la culture, en quelque sorte.

NORA : « Le fil conducteur est effectivement là. Dans la volonté de dépasser les horizons libéral et marxiste et de redonner, via l'informatique, de l'épaisseur à la zone sociétale. Et s'il est là, ce n'est pas un hasard. Comme j'ai eu dans ma vie, pour des raisons diverses, de longues périodes de disponibilité, j'ai eu le temps de beaucoup travailler. Et j'ai écrit un énorme bouquin qui n'a jamais été publié. L'essentiel a été rédigé à l'époque du SEEF, avant de partir à la CECA, mais le bouquin était trop ambitieux, proliférant, et je n'ai jamais trouvé le temps de le finir. Les années s'écoulant, j'étais triste qu'il ne serve à rien. À l'occasion, je l'utilisais, pour tel ou tel de mes rapports (sur les entreprises publiques, par exemple). Et puis, un jour, je suis convoqué à l'Élysée par l'un des conseillers de Giscard qui me propose de faire ce rapport sur l'informatique. Et là, en discutant, tout à coup, l'illumination m'est venue. L'informatique à laquelle je ne connaissais rien, à laquelle je ne connais toujours pas grand-chose d'ailleurs, pouvait être le véhicule du message contenu dans ce livre. Je force un peu le trait, bien sûr, car il a fallu partir de l'informatique, adapter le propos aux temps qui avaient changé, répondre aux demandes précises que comporte toujours ce genre d'exercice officiel. Et Minc y a eu sa part, bien évidemment. Mais il est vrai que le rapport sur l'informatique, c'est le même discours. À vrai dire, au fond, la Comptabilité nationale ou l'informatique ne m'ont jamais intéressé en tant que telles. J'ai vu des moyens judicieux, importants, de faire passer un même message, un discours permanent, modifié selon les points d'application mais continu dans son déroulement. »

Beuve, Sirius et la planète « Monde »

Sirius se trouve au bord de la Voie lactée, dans la constellation du Grand Chien. C'est l'étoile, disent les astronomes, la plus brillante du ciel. Mais Sirius, c'est aussi le pseudonyme d'Hubert Beuve-Méry, le pessimiste d'Uriage, le taciturne de la Thébaïde, fondateur à la Libération du journal *Le Monde*. H. Beuve-Méry est né le 5 janvier 1902, d'une couturière et d'un horloger-bijoutier bretons, émigrés à Paris. Sirius, lui, est venu sur terre à Lyon, trente-huit ans plus tard, dans le mois de décembre 1940, en raison de la censure. *Temps nouveau* prend alors la suite de *Temps présent* et Sirius y signe des articles de politique étrangère dans une rubrique intitulée « Les actualités de la planète folle ». La paix revenue, H. Beuve-Méry n'abandonne pas Sirius et va, tout au long de sa carrière, user indifféremment de son patronyme et de son surnom. Indifféremment ? Pas tout à fait. Lorsque le directeur du *Monde* satisfait à l'exercice quotidien du métier de journaliste et émet une opinion qu'il juge ordinaire ou négligeable, Sirius décide qu'en bas du feuillet H. Beuve-Méry suffit amplement. Quand, au contraire, le fondateur du *Monde* prend de la hauteur, se veut lyrique et solennel, et disserte en chrétien d'idéal et d'expérience sur le devenir des terriens, alors, H. Beuve-Méry en appelle à Sirius. Et celui-ci, traversant l'espace, vient parapher l'article capital. Les deux amis sont inséparables. À tel point qu'en 1969, l'année où H. Beuve-Méry a laissé le poste de directeur du *Monde* à Jacques Fauvet, Sirius n'a pas voulu quitter l'immeuble du 5, rue des Italiens. Il est seulement monté du premier au cinquième étage et s'est installé dans un petit bureau. De là, tous deux dominant depuis près de vingt ans la planète « Monde ».

Le journal d'Hubert Beuve-Méry et de Sirius est sans aucun doute la plus grande réussite qu'ait connue la presse française depuis la guerre. Créé en décembre 1944, *Le Monde* atteint 100 000 exemplaires dès 1945, 200 000 en 1958 et 550 000 en 1975. Il tirait en 1987 autour de 500 000. Bien que d'autres quotidiens aient eu et aient encore un tirage supérieur, ces chiffres représentent une incontestable performance, surtout si l'on songe à la concurrence impitoyable de la télévision durant les trente dernières années. Mais ce succès ne saurait simplement se mesurer au nombre d'exemplaires. Il se juge à son aura, que n'égale aucun autre quotidien. En effet, *Le Monde* est plus qu'un journal, aussi puissant et influent soit-il. Il est, à part entière, une institution de la société française. Il le doit, je crois, au fait de s'être maintenu, de la Libération à nos jours, au centre. Au centre politique d'abord. En plus de quarante années d'existence, *Le Monde* n'a jamais hésité qu'entre le centre-droit et le centre-gauche et, de ce fait, a dû subir aussi bien les attaques de la droite libérale que les foudres de la gauche stalinienne. Torchon pour le général de Gaulle en 1960, il demeure aujourd'hui, aux yeux de nombreux communistes, l'un des plus beaux fleurons de la presse bourgeoise. Dans le domaine économique également, *Le Monde* n'a jamais quitté le centre. Partisan de réformes de structure et défenseur de l'initiative privée, publiant de vibrants appels à la productivité comme d'arides articles de fond sur les problèmes monétaires, il a accompagné la modernisation de l'économie française et son ouverture aux grands courants d'échanges internationaux. Il est ainsi, plus que tout autre organe de presse, le journal de la croissance et de la société du bien-être. Et c'est d'ailleurs avec la crise que son audience s'est quelque peu réduite. D'un

point de vue sociologique, *Le Monde* repose principalement sur la France des professeurs et des cadres : sa réussite est à l'image de la montée des classes moyennes dont il a contribué à forger l'opinion et la mentalité. Enfin, avec ses informations rigoureuses et complètes, son souci de l'objectivité et son intention pédagogique, *Le Monde* a constitué la matrice et l'épine dorsale de l'éthique journalistique d'après-guerre sur laquelle continuent de vivre de nombreux journaux. Seuls l'austérité de sa présentation et son ton volontiers académique sont, de nos jours, aimablement brocardés. Ainsi peut-on dire que, depuis maintenant quarante ans, *Le Monde* oscille entre l'esprit de réalisme et de progrès d'Hubert Beuve-Méry et les leçons de morale inspirées de Sirius.

LA NAISSANCE DU *MONDE*

À la fin du mois d'août 1944, H. Beuve-Méry rentre à Paris. Il arrive directement de Castres, chargé par Dunoyer de Segonzac de prendre contact avec le général Kœnig pour permettre l'intégration des corps-francs du Tarn dans l'armée régulière. Après s'être acquitté de sa tâche, il rencontre au Quai d'Orsay Georges Bidault qui lui offre le poste d'ambassadeur à Prague. Echaudé par son expérience des milieux diplomatiques de l'avant-guerre, il refuse et préfère rejoindre ses amis de la mouvance dominicaine, le père Maydiou, S. Fumet et Ella Sauvageot, entre autres. Cette dernière, la mère de Jacques Sauvageot, le futur cogérant avec J. Fauvet du *Monde* à partir de 1968, est originaire d'une famille laïque, mais s'est convertie au catholicisme en 1933. Dans les premiers jours de la Libération, elle a décidé d'organiser la répartition de *Temps présent*. Et au mois de septembre, elle propose à H. Beuve-Méry d'en devenir le rédacteur en chef. Celui-ci accepte. Mais ce sera pour quelques mois seulement.

Au même moment en effet, au sein du gouvernement du général de Gaulle, on s'affaire pour créer un nouveau quotidien, de dimension nationale et capable de faire entendre la voix de la France à l'étranger. Il viendrait remplacer *Le Temps*, le journal le plus important de la presse française sous la III^e République. Fondé en 1829, enfant de l'esprit des Lumières et de tradition libérale, *Le Temps* s'est rendu célèbre par la compétence de ses journalistes, le sérieux de ses articles et la qualité de ses informations, notamment en matière de politique étrangère. Mais le journal est condamné. Pro-munichois, inféodé à de puissants intérêts industriels et financiers, il incarne les démissions de l'avant-guerre et représente l'antithèse de la presse que veut promouvoir le gouvernement. Une presse, ont écrit les signataires du programme du CNR, libre, restaurée « dans son honneur et son indépendance à l'égard de l'État, des puissances d'argent et des influences étrangères⁹⁰ ». De plus, *Le Temps* ne s'est sabordé que le 29 novembre 1942 et, même si beaucoup de ses journalistes ont participé à la Résistance, il tombe sous le coup de l'ordonnance du 30 septembre 1944 qui stipule que les journaux qui ont continué de paraître en zone sud après le 26 novembre 1942 seront supprimés et verront leurs biens expropriés. Il a donc été décidé que le nouveau quotidien reprendrait l'immeuble du *Temps*, rue des Italiens, les installations et le matériel d'imprimerie ainsi que le personnel et l'équipe des rédacteurs, épurée de certains de ses éléments.

Mais pour Pierre-Henri Teitgen, le ministre de l'Information et l'un des fondateurs en novembre du Mouvement républicain populaire (MRP), il reste à régler un problème de taille : trouver un directeur. À bien des égards, H. Beuve-Méry représente le candidat idéal. Catholique, il est l'homme qui a démissionné du *Temps* au moment des accords de Munich. S'il a été membre d'une institution vichyssoise, il a ensuite combattu dans les rangs de la Résistance. D'un caractère indépendant, il refuse toute logique partisane et a une solide aversion pour l'argent et les affairismes de toute sorte. Enfin, à quarante-deux ans, il possède une longue expérience du journalisme et fait déjà figure de spécialiste des problèmes internationaux. Présenté à P.-H. Teitgen par ses amis d'Uriage, H. Beuve-Méry hésite, puis accepte finalement la proposition. Et le 11 décembre 1944 est créée la SARL du journal *Le Monde*. Elle est dotée d'un capital de 200 000 francs. H. Beuve-Méry, gérant et directeur de publication, y a investi 40 000 francs. René Courtin, un démocrate-chrétien, professeur à la faculté de droit de Paris

90. Cité in *L'Année politique 1944-1945*, Éd. du Grand Siècle, Paris, 1946, p. 430.

et adepte d'un libéralisme classique, Christian Funck-Brentano, chargé dans le gouvernement d'Alger des liaisons avec la presse, ont fait de même et forment le comité de direction du journal. Six autres associés ont fourni le reliquat. Et, une semaine plus tard, le lundi 18 décembre 1944, paraît le premier numéro du *Monde*. Reprenant une tradition du *Temps*, il est daté du 19.

BLOCH-LAINÉ : « On m'avait attribué l'épuration administrative, pour laquelle, paraît-il, j'inspirais confiance, tant aux procureurs qu'aux avocats. Je vous ai déjà dit que je ne me sentais pas une vocation de justicier. J'ai donc usé de mon crédit pour monter une procédure, plus respectueuse des responsables non criminels que celle des ministres voisins et j'ai laissé à d'autres le soin de l'actionner. Dans un domaine proche, celui de la presse économique et financière, j'aurais plus volontiers participé au nettoyage. L'autorisation de reparaître, dont le gouvernement disposait, était l'occasion de purifier un secteur du journalisme où l'information était achetée, où le chantage constituait, avant la guerre, une pratique courante. Paul Delouvrier, qui m'avait rejoint au cabinet, me secondait pour cette tâche. Nous rêvions de donner la préséance à quelques journaux spécialisés, sérieux et indépendants, comparables à ceux des Anglo-Saxons. »

REUTER : « J'étais alors au cabinet de Pierre-Henri Teitgen. Un jour, il me prend à part et me dit : "Il faut créer un journal 'officieux', un peu dans la position du *Temps*, avec un homme honnête et indépendant à sa tête. Connais-tu cet oiseau rare ?" Je lui ai répondu que je voyais peut-être quelqu'un. J'allais y réfléchir et je lui en reparlerai. »

DELOUVRIER : « Un jour, Reuter m'appelle au ministère des Finances et me demande : "Paul, qu'est-ce que tu dirais si nous présentions Beuve-Méry à Teitgen ? Au fond, il a fait partie du *Temps*, il a été antimunichois et ce n'est pas le genre à se laisser marcher sur les pieds..." Je lui ai dit que je trouvais son idée quasi géniale et nous sommes donc passés chez Teitgen pour lui expliquer qui était Beuve-Méry. Il l'a reçu et Beuve-Méry a été mis en selle très peu de temps après. »

BEUVE-MÉRY : « Que s'était-il donc passé ? Pendant des semaines et des mois, on avait à Paris répété à l'envi à la fois que *Le Temps* ne pouvait pas reparaître et qu'il était indispensable de lui substituer un grand journal qui eût, autant que possible, ses qualités en dépouillant ses défauts. Les combinaisons se succédaient, aussi vite abandonnées qu'ébauchées et ce n'est que fort tard, vers la fin octobre, que je fus saisi, tant de la part du ministre compétent que des rédacteurs légitimement impatients, d'invitations de plus en plus pressantes. Pendant des semaines encore, jusqu'à la fin de novembre, l'hésitation se prolonge. Fallait-il accepter, ratifier en quelque sorte l'acte de puissance publique qui était à la base de toute l'affaire ? Si oui, il serait en tout cas inadmissible de procéder — suivant la formule que devait employer plus tard le président Herriot — à une "expropriation pour cause d'utilité privée". Les futurs associés du *Monde* devaient donc se considérer comme les exécutants d'une mission que l'État leur avait confiée, exclure *a priori* tout esprit de spéculation et manifester aussi clairement que possible cette volonté par des dispositions statutaires de la nouvelle société. En d'autres termes, puisque la situation de fait créée par la guerre et la Libération allait peut-être permettre de créer un nouvel organe affranchi de toute sujétion politique, économique ou financière, ne fallait-il pas tenter l'aventure ? »

LE MONDE (19 déc. 1944) :

« À nos lecteurs.

« Un nouveau journal paraît : *Le Monde*. Sa première ambition est d'assurer au lecteur des informations claires, vraies et dans toute la mesure du possible, rapides, complètes.

« Mais notre époque n'est pas de celles où l'on puisse se contenter d'observer et de décrire. Les peuples sont entraînés dans un flot d'événements tumultueux et tragiques dont tout homme, qu'il le veuille ou non, est l'auteur autant que le spectateur, le bénéficiaire ou la victime. En acceptant passivement sa défaite, la France eût consommé sa propre perte. Au contraire, l'appel à la résistance lancé par le général de Gaulle au lendemain de la capitulation, et qui eut un si large écho dans le cœur des Français, a rendu au pays toutes les chances qu'il semblait avoir perdues.

« Pour que ces possibilités, magnifiquement développées depuis quatre mois, soient demain une incontestable réalité, il faut d'abord vaincre. La bataille de France, perdue en 1940, ne peut être compensée que par le succès total de la bataille d'Allemagne qui vient de s'ouvrir.

« Mais cette victoire, condition de tout, ne suffirait à rien. À quoi bon être victorieux si la santé publique et le peuplement français restaient définitivement compromis ; si les jeunes, quelle que soit leur origine, ne recevaient pas l'éducation nécessaire à leur plein épanouissement individuel et social, si l'industrie française cessait d'être productrice et la terre d'être féconde ; si le chef d'entreprise et l'ouvrier ne se sentaient enfin réconciliés dans leur commun labeur, le juste partage des responsabilités communes et du commun profit ?

« Si usé que soit le mot, c'est bien une révolution — une révolution par la loi — qu'il s'agit de faire triompher ; celle qui restaurera, par l'union et l'effort créateur de tous les Français dignes de ce nom, la grandeur et la liberté françaises. »

L'ÉTHIQUE DU JOURNALISME

Trois facteurs principaux ont donc concouru à la naissance du Monde : la condamnation du *Temps* dont, paradoxalement, le nouveau quotidien est autant l'héritier que le fossoyeur, l'esprit de la Résistance et le consensus de la Libération autour de l'idéal d'une presse moralisée et mise au service de l'intérêt public, et enfin le réseau d'amitiés nouées à l'école de Dunoyer de Segonzac. Mais, entre Uriage et *Le Monde*, il existe bien d'autres liens. Et au premier chef, l'éthique sur laquelle fonctionne le journal. Celle-ci vaudra à H. Beuve-Méry d'importantes manifestations de soutien, notamment de la part des lecteurs, à l'occasion des deux plus graves crises que va connaître *Le Monde* sous la IV^e République. La première oppose, dès la signature du pacte Atlantique, H. Beuve-Méry et R. Courtin sur la position à adopter face aux deux grandes puissances : neutralisme ou alignement sur les États-Unis ? En 1951, elle débouche sur un très sérieux conflit, interne au journal, dont le directeur du *Monde* sort finalement victorieux⁹¹. La seconde a lieu en 1956. Cette année-là, est lancé *Le Temps de Paris*, un quotidien du soir qui a pour mission, écrit alors Françoise Giroud dans *L'Express*, de « torpiller » le journal de la rue des Italiens. La tentative se solde par un échec total. Un peu plus de trois mois après la sortie du premier numéro, *Le Temps de Paris* disparaît. Une fois encore, Sirius a eu le dernier mot. Mais il l'a prononcé au beau milieu de la crise, le 24 mai 1956, dans une conférence intitulée « Du *Temps* au *Monde* ou la Presse et l'Argent ».

LÉVY : « *Le Monde*, au début, c'était un peu Uriage. Les journalistes étaient mal payés. Il y avait un désintéressement total et une rigueur morale extraordinaire. C'était les valeurs d'Uriage incarnées dans un organe de presse. À une certaine époque — je ne me rappelle plus la date exacte —, des menaces ont pesé sur le journal. Beuve avait organisé une grande réunion pour informer les lecteurs. Il devait y avoir deux ou trois cents personnes. Beaucoup d'anciens d'Uriage étaient venus. Nous aurions fait n'importe quoi pour sauver *Le Monde*. Il nous paraissait alors un journal exemplaire et Beuve, en tout cas à mes yeux, incarnait à la perfection ce que nous avons imaginé et souhaité pendant la guerre. Nous sommes nombreux à nous être abonnés au *Monde* dès le premier numéro et ça a été pour la vie. »

COURTIN : « Ce récit serait incomplet si je ne tentais de donner le portrait du personnage principal du récit, portrait que, sûrement, je suis porté à noircir.

« Il me faut rendre hommage au labeur qu'a accompli Beuve-Méry à la tête du *Monde* : arrivé tôt le matin, écourtant ses repas, restant le dernier au journal, réduisant au minimum ses absences, s'imposant le devoir scrupuleux de relire tous les papiers, orientant directement et fermement la rédaction, surveillant l'administration et la comptabilité, négociant avec l'atelier. Soupçonneux, Beuve-Méry a flairé et combattu avec fermeté tous ceux qui de l'extérieur lui

91. On trouvera le récit détaillé de cette querelle in J. THIBAU, « *Le Monde* ». *Histoire d'un journal. Un journal dans l'histoire*, Éd. Simoën, Paris, 1978. Et in J.-N. JEANNENEY et J. JULLIARD, « *Le Monde* » de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste, Éd. du Seuil, Paris, 1979.

ont tendu des chausse-trapes. Ignorant l'esprit de camaraderie et de complaisance, insensible aux flatteries des grands et à la griserie du pouvoir, il a conféré au journal le maximum de tenue et de dignité ; personnellement désintéressé quoique sans fortune, vivant modestement, il a acquis peu à peu une autorité indiscutée et indiscutable.

« Beuve-Méry n'est pas seulement un honnête homme, c'est aussi un homme sensible.

« Pour lui, la valeur de l'inspiration l'emporte de beaucoup sur la valeur des résultats. Catholique libéré de tout conformisme, et donc véritablement chrétien, il cherche avant tout la sauvegarde et la perfection de l'homme. La civilisation n'a de sens à ses yeux que lorsqu'elle est au service de la personne. Son idéal est celui d'une société communautaire et les solutions individualistes lui paraissent d'inspiration satanique.

« Ces qualités peu communes sont malheureusement déparées par de terribles faiblesses. Beuve-Méry est d'origine obscure et il a eu une jeunesse difficile. Une telle ascension, justement parce qu'elle est exceptionnelle et méritoire, constitue pour tout homme une épreuve difficile à supporter. Les esprits vulgaires tirent de leur succès une vanité déplaisante et répudient leurs origines qu'ils s'efforcent de cacher, en prenant les défauts les plus voyants de la bourgeoisie. Le complexe de Beuve-Méry témoigne d'une qualité d'âme toute différente mais n'est pas moins redoutable. Il éprouve pour tous ceux qui occupent une place importante, qui ont réussi, un immense mépris, particulièrement à l'égard des "capitalistes" et plus encore des hommes politiques, sans doute parce qu'à ses yeux ils méconnaissent les vraies valeurs. Ce mépris couvre un autre complexe soigneusement caché, dont on ne peut savoir s'il est un complexe d'infériorité ou de supériorité, ces deux sentiments étant du reste ambivalents. Sa sensibilité est d'autant plus vive que sa santé est mauvaise, et qu'il remâche ses rancunes durant de longues nuits d'insomnie. »

GIROUD : « Lorsque, mardi, le 17 avril à 13 heures de l'après-midi, le premier numéro du *Temps de Paris*, nouveau quotidien du soir, sera mis en vente, la guerre sera officiellement déclarée entre trois grandes puissances : l'aile conservatrice du patronat français, la puissante machine de presse animée par Pierre Lazareff, et le journal qui depuis douze ans interdit le libre usage du mensonge par commodité, ou par ignorance, aux responsables de la politique française.

« [...] Dans un vieil immeuble de la rue des Italiens aux moquettes élimées, aux sièges épuisés, aux couloirs crasseux, aux rotatives vermoulues, Hubert Beuve-Méry attend l'orage avec sang-froid.

« Il est seulement un peu plus désagréable qu'à l'accoutumée, un peu plus cassant avec tel ministre, tel ambassadeur qui sollicite un minimum "d'affectueuse compréhension" à ses vues, un peu plus laconique, un peu plus parcimonieux, un peu plus méprisant.

« Cinquante-quatre ans, le poil gris, l'œil jamais d'accord avec la bouche — ce que l'un donne, amitié, sourire, l'autre le refuse —, de rude et haute allure, amoureux de l'humanité mais distant de tous les hommes, cet inamovible Breton est gracieux comme un cactus.

« À la conférence qui réunit autour de lui tous les matins, dès 8 heures, ses collaborateurs, on s'exprime d'une voix feutrée, et on se range, droits comme des I, en demi-cercle, autour du patron vertical. *Le Monde* est une maison où l'on ne s'assied pas. S'il fallait absolument mourir, on ferait ça de préférence debout.

« La profonde originalité du quotidien qui est né le 18 décembre 1944, ce n'est pas seulement qu'il ait trois fois plus de lecteurs que *Le Temps* bien qu'il n'ait pas renoncé, au moins dans son apparence, à la consigne d'Adrien Hébrard, et qu'il se vende 18 francs.

« Ce n'est pas seulement la rigueur de l'information, âprement vérifiée et contrôlée avant d'être publiée. Ni même l'intense satisfaction annuelle qu'il se donne en publiant, seul dans la presse quotidienne française, un orgueilleux bilan (équilibré, mais vierge de bénéfique) qui est aussi celui de l'apostolat qu'acceptent ses rédacteurs, à l'image du directeur.

« La plupart gagnent moins de 80 000 francs par mois, ne rêvent même plus d'un appartement convenable, ne songent pas à prononcer le mot "voiture" devant un directeur qui rentre chez lui à pied, après douze heures de bureau, et atteignent quelquefois la limite de

leur résistance le jour où précisément on leur propose ailleurs le double ou le triple de leurs appointements. Quelques-uns ont lâché le bateau, qui se trouvaient le plus souvent dans des situations de famille inextricables.

« Le patron n'est guère plus riche qu'eux, il fait voyager sa femme (une camarade de faculté) et ses quatre fils en troisième, et quand il se casse la jambe sur quelque sommet où le conduit, l'été, son humeur taciturne d'alpiniste, il se refuse à d'autres soins que ceux de l'hôpital local. C'est vrai. Et il n'oublie jamais qu'il a débuté dans la vie en tirant une charrette à bras pour payer ses études.

« Mais, il faut bien le dire, dédaigner l'argent et les agréments qu'il procure est relativement aisé à l'homme d'orgueil qui croit à sa mission et qui, au-delà des plaisirs, ne poursuit qu'une joie la joie amère d'être seul, seul à être lucide, seul à rester pur.

« Beuve-Méry a pour l'argent plus que du mépris : il le craint pour tout ce qu'il le soupçonne d'apporter de corrupteur et d'amollissant aux meilleurs. Et c'est presque une faiblesse, une peur.

« Ses collaborateurs se laisseraient volontiers "amollir" sans se sentir pour autant sur la pente savonnée qui mène les hommes à la décadence.

« L'originalité du *Monde* n'est donc pas seulement qu'un groupe de journalistes accepte — comme prix de l'indépendance totale cette manière de sacerdoce. C'est avant tout qu'à travers douze années où les options politiques furent difficiles, *Le Monde*, en dépit de crises où il faillit sombrer, ne céda jamais aux goûts momentanés de ses lecteurs. Il n'est pourtant pas en position d'en perdre de gaieté de cœur. Mais il en prit le risque chaque fois qu'il apparut à Beuve-Méry que la vérité devait être dite. Il fit toujours à ses lecteurs, souvent réticents, l'hommage de croire qu'ils comprendraient.

« [...] Les lecteurs du *Monde*, qu'ils suivent ou non Beuve-Méry dans toutes ses positions, lui ont rendu son hommage, le jour de 1951 où, au cours d'une crise dramatique, la direction du *Monde* faillit lui être enlevée. Ils se formèrent spontanément en comités, dans plusieurs départements de France. Une réunion organisée par Maurice Duverger, professeur de droit, groupait le 11 décembre 350 personnes dont 31 professeurs à la Sorbonne, au Collège de France, aux facultés, 36 membres du Conseil d'État, de la Cour des Comptes, de l'Inspection des finances et de la magistrature signaient personnellement une motion où il était dit : "[...] déclarent que si, par suite de modification dans sa direction actuelle, *Le Monde* cessait de leur offrir les garanties d'esprit critique et de liberté qui lui confèrent sa valeur, ils auraient le droit de demander des comptes à ceux qui porteraient la lourde responsabilité d'avoir dépouillé de sa liberté un journal dont l'indépendance est indispensable au rayonnement international de la pensée française."

« Quelles que soient la valeur personnelle d'Hubert Beuve-Méry et celle de son journal, le combat qu'il mène n'aurait qu'un intérêt anecdotique s'il ne représentait aujourd'hui l'un des derniers phares qui éclairent pour la France la route du courage intellectuel, de la rigueur d'esprit et de la morale politique.

« Combien sont-ils parmi les hommes de sa génération, parmi les chefs issus de la Libération, qui ont résisté à la lente dégradation du pouvoir dont on les voit aujourd'hui rongés, qui ont su rester debout ? Hommes agenouillés, hommes perdus, hommes vaincus...

« Si la puissante vague d'assaut qui se lève réussissait à l'engloutir, ce serait un signe que la nuit tombe sur le pays. »

BEUVE-MÉRY : « Est-il objet plus courant, plus familier qu'un journal ? Ce compagnon des bons et des mauvais jours nous suit partout : au travail et au repos, à la ville et à la campagne, au hasard des voyages et dans la quiétude du foyer. Il nous distrait ou nous instruit, nous irrite ou nous réjouit. Il est là, tout proche, comme ces objets (parfois ces êtres) si étroitement associés, si intimement mêlés à notre vie que l'idée ne nous vient plus guère que nous pourrions vraiment ne pas les connaître et qu'ils pourraient nous nuire sans même que nous nous en apercevions. On parle beaucoup aujourd'hui et non sans quelque raison de multiplier

dans le monde des écoles de journalisme. Pourquoi pas également des cours du soir à l'usage des lecteurs de journaux ?

« [...] Il faudrait d'abord définir la raison d'être du journal et son rôle d'informateur, tenu, dans toute la mesure du possible, à ne pas être trompé et, à plus forte raison, à ne pas, sciemment, tromper autrui... Il faudrait passer à l'étude de ses moyens de vivre, s'attacher d'abord à leur aspect technique en montrant les difficultés qui doivent être surmontées pour permettre la simple vérification ou reconstitution des événements et leur diffusion à l'aide de procédés de plus en plus rapides et complexes. On constaterait ainsi que la surabondance d'information peut parfois aboutir, en fait, à la détruire.

« [...] Il faudrait considérer l'aspect moral et politique, car toute liberté doit connaître ses limites, ce qui pose à chacun le problème d'une sorte d'autocensure et à tout pouvoir, si libéral soit-il, celui d'une surveillance dans le cadre des lois. On parlerait enfin de l'aspect économique et financier, car s'il est vrai qu'un journal digne de ce nom comporte des éléments qui doivent rester hors du commerce, il est aussi, au sens le plus banal du mot, une entreprise, qui achète, fabrique, vend et doit faire des bénéfices ou tout au moins assurer, en même temps que ses amortissements, le service des emprunts qu'elle a pu contracter.

« [...] Comment expliquer que tant de gens aient tant d'argent à perdre et d'où peut donc provenir cet argent ? Sa source, par hypothèse connue, pourquoi vient-elle ainsi s'investir ou... se volatiliser ? Est-ce fantaisie de milliardaire qui s'offre un journal comme une maîtresse coûteuse, une écurie de course ou une galerie de peinture ? Est-ce œuvre pie de bienfaiteurs désintéressés ? [...] La presse peut être amenée à jouer le rôle d'un sous-produit avantageux et n'être pas seulement, comme j'ai cru déjà pouvoir l'écrire, cette presse industrialisée qu'impose l'évolution économique, mais, ce qui est tout différent, une presse... d'industrie. [...] Serait-il impossible cependant de faire un pas de plus ? Ne pourrait-on imaginer que la propriété des biens fût assumée de façon désintéressée soit par une vaste société de lecteurs, chacun fournissant régulièrement sa contribution, soit par une sorte de fondation, comme il en existe tant aux États-Unis. »

IDÉES D'URIAGE, POSITIONS DU *MONDE*

Si l'équipe du *Monde* et celle d'Uriage se ressemblent comme deux sœurs, il existe également entre l'esprit de l'école et les prises de position du quotidien de la rue des Italiens une très grande proximité. Cinq exemples, choisis sous la IV^e République, suffiront à en faire prendre conscience. Le premier n'est pas à l'honneur du journal et montre bien jusqu'où peut conduire la foi en le progrès. Nous sommes le 8 août 1945. Deux jours plus tôt, à Hiroshima, l'humanité est entrée dans l'ère atomique. Aveugle, *Le Monde* titre « Une révolution scientifique. Les Américains lancent leur première bombe atomique sur le Japon. » On aurait pu s'attendre, à tout le moins, à une condamnation morale. Elle n'apparaît ni dans l'article du jour, purement informatif, ni dans les numéros suivants. Le refus de la barbarie moderne viendra plus tard, en 1950 et 1957 notamment, dans deux courageux articles d'Hubert Beuve-Méry sur les crimes de guerre et la torture en Algérie. Le directeur du *Monde* y lance un cri d'alarme et défend une morale qui lui est chère, celle de l'Ordre. La fin, dit-il en substance dans l'un et l'autre de ces papiers, ne doit jamais justifier les moyens. Mais c'est peut-être à propos de la question européenne que se manifeste le plus clairement l'esprit d'Uriage. Ainsi, en prônant le neutralisme de l'Europe, Sirius ne fait en fin de compte qu'appliquer la théorie de la troisième voie aux problèmes internationaux. Et c'est très logiquement qu'on le retrouve le 19 juin 1954 saluant l'arrivée de P. Mendès France au pouvoir.

BEUVE-MÉRY (22 novembre 1950) : « Voici cinq ans — le 20 novembre 1945 — que se réunissait à Nuremberg le tribunal militaire international chargé de punir les crimes de guerre. L'entreprise était belle, mais non sans risques. Il était certes réconfortant de voir les principales puissances du monde assortir de justes sanctions des obligations de droit naturel qui

jusque-là n'en comportaient guère. En revanche, ces obligations, parfois formulées dans des textes internationaux, telles les Conventions de La Haye, ne revêtaient nulle part le caractère d'une loi formelle que tous étaient censés connaître. On appliquait ainsi une loi nouvelle pour des faits antérieurs à cette loi même, et on manquait gravement au nécessaire principe de la non-rétroactivité des lois et des peines.

« Bien des juristes — et parmi les meilleurs — en prirent à l'époque leur parti. Après tout, la nouvelle procédure n'avait-elle pas pour effet de soustraire les coupables à une loi beaucoup plus impitoyable : celle de Lynch ? Mais un vice plus grave encore pouvait atteindre les sentences de Nuremberg. Les vainqueurs, et eux seuls, étaient constitués en tribunal. Les vaincus, et eux seuls, se trouvaient frappés. On se hâta par exemple de tirer sur l'affaire de Katyn un discret rideau de silence pour ne faire nulle peine au procureur et aux juges soviétiques.

« Parodie de justice ? Certainement pas. Rarement au contraire enquêtes furent plus minutieusement menées, accusés traités avec plus de ménagements. Mais justice unilatérale. Il ne suffisait pas que des coupables fussent justement condamnés, il fallait qu'ils le fussent, ou tout au moins pussent l'être, dans les deux camps. Á défaut, le déploiement de fastes judiciaires revêtait de nouveaux atours la procédure traditionnelle du *vae victis* beaucoup plus qu'il n'illustrait l'avènement d'une nouvelle règle de droit.

« De ce point de vue, qu'on en convienne ou non, les procédés de Nuremberg ont fatalement donné un certain caractère d'authenticité à ces affreux procès politiques dont les régimes totalitaires ont fait peu à peu un moyen normal de gouvernement. Il n'y aura pas de véritable loi internationale sur les crimes de guerre aussi longtemps que les criminels ne seront dénoncés et poursuivis que chez l'ennemi vaincu.

« Ce ne sont là, ce ne doivent pas être là, de simples réflexions rétrospectives. Si les bombardements de Guernica, de Belgrade, de Rotterdam, ont soulevé à l'époque une juste réprobation, il en va nécessairement de même pour tout bombardement dirigé contre des populations sans défense. De ce point de vue l'emploi de la bombe atomique à Hiroshima et à Nagasaki devrait lui aussi être condamné, puisque — indépendamment de la redoutable efficacité de la nouvelle arme — on cherchait avant tout à obtenir un effet de terreur.

« Aujourd'hui les faits du même ordre se multiplient dans la parfaite accoutumance de l'opinion publique. Il ne se passe guère de semaine sans que des communiqués nous fournissent complaisamment les détails les plus précis sur le nombre, la qualité et les effets des bombes jetées en Corée sur des villes de 50 000 à 100 000 habitants, qu'il s'agit, ne l'oublions pas, de délivrer.

« Suffit-il vraiment que ces villes servent de lieu de passage aux troupes ennemies ou contribuent à leur ravitaillement pour qu'il n'en reste plus sous l'effet du napalm qu'une terre calcinée jusque dans ses profondeurs ? On ne craint d'ailleurs pas de nous aviser qu'il s'agit là de "raids psychologiques" destinés à semer la panique chez l'ennemi. Et d'aucuns suggèrent que ces mêmes méthodes appliquées au Tonkin pourraient soulager notre corps expéditionnaire en difficulté... Est-ce là vraiment le langage et l'attitude des champions de la dignité et de la liberté humaines ? Est-ce là tout bonnement le respect des traités signés et de la foi jurée ? "Il est interdit — lit-on dans les Conventions de La Haye — d'attaquer ou de bombarder par quelque moyen que ce soit des villes, des villages, des habitations ou des bâtiments qui ne sont pas défendus. Le commandant des troupes assaillantes, avant d'entreprendre le bombardement, et sauf le cas d'attaque de vie force, devra faire tout ce qui dépend de lui pour en avertir les autorités." Que la guerre était donc belle en 1907 !

« On objectera sans doute l'impossibilité de fait de concilier les exigences de la guerre et le sentiment d'humanité, ainsi que les bienfaits qui résulteraient pour tous des horreurs de la guerre totale si la guerre elle-même s'en trouvait sensiblement abrégée. Troublante mais spécieuse logique ! Si l'efficacité devient la seule loi, si tous les moyens sont bons, si le gendarme doit étouffer même à l'égard des tiers des scrupules qu'il est vain d'attendre du malfaiteur, la guerre la plus juste se vide rapidement de tout contenu moral, les adversaires s'affrontent au même niveau, avec les mêmes armes, et les grandes idées, les grands mots de paix, liberté, justice, ne sont plus dans chaque camp que des projectiles comme les autres.

« De telles réflexions ne vont pas sans danger. Mal conduites elles peuvent désarmer le droit et faire stupidement le jeu de l'agresseur. Elles n'en sont pas moins nécessaires, car le lien reste étroit, quoi qu'on dise ou fasse, entre la fin et les moyens. Elles expriment en réalité tout le poids et tout l'honneur de la condition humaine. C'est par elles qu'on distingue un peuple d'hommes d'une fourmilière ou d'une nuée de sauterelles. »

SIRIUS (13 mars 1957) : « Témoins ou victimes d'atrocités commises en Algérie par des Français, des lecteurs s'affligent de la relative discrétion qu'observe *Le Monde* à ce sujet. Pour d'autres au contraire toute information qui peut être exploitée contre nous est déjà une trahison.

« Le dilemme est redoutable. Parler, c'est courir des risques qui ne doivent pas être assumés à la légère. Il n'est pas facile d'établir avec certitude, en tenant compte de toutes les circonstances, ce qui s'est passé au fond d'une cave ou dans une mechta perdue. Il faut prendre garde de ne pas blesser au plus profond de l'âme ceux, policiers et soldats, qui font simplement et honnêtement leur devoir. Il est fâcheux enfin de contribuer, si peu que ce soit, à pourvoir l'arsenal de la propagande adverse. Mais se taire, c'est être complices d'actes qui sont, comme l'écrit Pierre-Henri Simon, "non seulement fautes morales, mais erreurs politiques dont la nation subit un double dommage : dans l'intégrité de sa conscience et dans la force de sa position".

« [...] Si profond qu'il soit, après l'Occupation et la Résistance, après la guerre d'Indochine et deux ans de guérilla algérienne, le mal ne paraît pas incurable. Nous ne sommes pas encore, comme le redoute Pierre-Henri Simon, "les vaincus de Hitler". Mais il est grand temps de donner l'alarme. Dès maintenant, les Français doivent savoir qu'ils n'ont plus tout à fait le droit de condamner dans les mêmes termes qu'il y a dix ans les destructions d'Oradour et les tortionnaires de la Gestapo. »

CONTRE LE POUVOIR PERSONNEL

Sirius apprécie P. Mendès France. Sa force de caractère, sa morale intransigeante, son intégrité et son courage politique. Mais c'est avec un autre visage de la nation française, de Gaulle, qu'il préfère dialoguer. Il saisit toutes les occasions : événements majeurs, consultations électorales, conférences de presse présidentielles, etc. De la fin de la IV^e République au départ du Général, il rédige plus d'une centaine d'articles au travers desquels, de manière directe ou indirecte, il s'adresse personnellement au chef de l'État. En 1974, il rassemblera les feuillets épars en un livre au titre provocateur : *Onze ans de règne*⁹².

Celui-ci a pourtant commencé par un ralliement. En 1958, la IV^e République se suicide⁹³. L'urgence est à la solution de la question algérienne et, entre l'homme du 18 juin et les menaces que font peser sur la démocratie les généraux d'Alger, H. Beuve-Méry n'a pas un seul instant d'hésitation. Il choisit de Gaulle, mais avec sa méfiance légendaire : « Le Général, écrit-il le 29 mai, est un moindre mal. » Du scepticisme au refus, il n'y a qu'un pas. Le directeur du *Monde* le franchit en 1962, à l'occasion du référendum d'octobre sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Dès lors, il va constamment s'opposer à celui qui se croit l'homme providentiel et s'imagine le guide du peuple français. Jusqu'en 1967 où, après le recul enregistré par la majorité gouvernementale aux élections législatives, il prophétise : « Les fins de règne sont souvent tristes », écrit-il le 14 mars.

BEUVE-MÉRY (29 mai 1958) : « Une force existe : l'armée, largement engagée sur la voie de la sédition, travaillée par des éléments troubles qui s'efforcent de la noyauter et de l'utiliser à leurs propres fins.

92. H. BEUVE-MÉRY, *Onze ans de règne 1958-1969*, Flammarion, Paris, 1974.

93. Cf. SIRIUS, *Le Suicide de la République*, Éd. du Cerf, Paris, 1958.

« Une autorité morale aussi : celle du dissident de 1940, du libérateur de 1944, plus enclin peut-être, au fond de lui-même, à fixer ses traits pour l'Histoire qu'à se compromettre dans l'événement et à se salir franchement les mains.

« Au parlement, une droite qui n'a cessé de torpiller les gouvernements, de discréditer un peu plus le régime et favorise finalement de tout son pouvoir un coup d'État militaire. Au centre, des partis hantés par le souvenir du 10 juillet 1940, prêts à brandir jusqu'à l'absurde le drapeau de la légalité républicaine. À gauche, une poussière d'hommes qui ne peuvent défendre "les libertés sacrées de la nation" qu'en s'unissant aux communistes, dont nul n'ignore ce qu'ils en feraient.

« Un peuple enfin qui ne réagit plus guère aux mots d'ordre d'où qu'ils viennent, redoute l'aventure sous toutes ses formes et s'abandonne au destin en vivant, provisoirement, comme si rien n'était.

« Si cette analyse est exacte, les conclusions sont claires. Il est absurde de revendiquer les plus hautes responsabilités et d'organiser en fait la "carence du pouvoir" sous le masque de la légalité, d'appeler de Gaulle pour l'obliger ensuite à se retirer ou à se présenter en général factieux, d'abandonner, sous couvert d'obstination romaine, l'initiative à l'armée et à son noyau le plus dur, les paras, d'accroître ainsi à plus ou moins court terme les chances de la guerre civile.

« Aujourd'hui, dans l'immédiat, quelque réserve que l'on puisse faire sur le présent, et plus encore pour l'avenir, le général de Gaulle apparaît comme le moindre mal, la moins mauvaise chance.

« La IV^e République meurt beaucoup moins des coups qui lui sont portés que de son inaptitude à vivre. Comme en 1940, les Français auront tout loisir de le déplorer. Qu'ils se consolent en pensant que la vie, elle, ne s'arrête pas pour si peu et qu'ils finiront bien tôt ou tard par tirer les leçons de l'expérience cruelle où ils sont engagés. »

(22 septembre 1962) : « Accroître sans cesse les pouvoirs du président, réduire les ministres à n'être plus que de dociles fonctionnaires, abaisser ou défier à plaisir le Parlement, tenir pour négligeable le Conseil d'État, cantonner étroitement le Conseil constitutionnel et invoquer l'exemple des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne, voire de la Russie, où chacun peut mesurer les conséquences d'un culte excessif de la personnalité, c'est proprement se moquer. Flatter en même temps le peuple en misant sur sa crédulité, n'est-ce pas substituer simplement une démagogie à une autre ?

« Ce n'est ici ni le lieu ni le temps de chercher si un régime présidentiel digne de ce nom ou ce qu'on appelle un gouvernement de législature s'adapterait le mieux aux traditions et aux mœurs des Français tout en assurant les réformes nécessaires ou si, à tout prendre, mieux vaudrait encore le maintien de l'actuelle Constitution correctement interprétée et loyalement appliquée. Le pire paraît être un présidentielisme plébiscitaire largement ouvert sur l'aventure.

« [...] Un argument, cependant, pourrait être avancé à l'appui de la thèse présidentielle : l'incapacité des partis politiques, après quatre ans, à se mettre eux-mêmes d'accord sur des formes constitutionnelles qui aient quelque chance d'être adoptées et de durer. La véritable force du président de la République est moins aujourd'hui ce qui subsiste de foi enthousiaste ou d'espoir plus ou moins déçu parmi les citoyens que la possibilité de mettre à tout instant en demeure le peuple français : "Entre moi et l'abîme, choisissez." Cela peut mener loin... »

(14 mars 1967) « Doter la France d'institutions politiques qui permettent la continuité de vues et d'action, mettre fin à la guerre d'Algérie, réintégrer dans l'unité nationale les millions de Français longuement traités de "séparatistes", replacer la France au rang des grandes puissances mondiales, tels furent entre autres les grands desseins du général de Gaulle devenu chef de l'État. Même si les conditions de son accès au pouvoir prêtaient à de graves critiques, de tels projets offraient peu de prise à la contestation. Dans un premier temps, Françaises et Français ne se firent guère prier pour donner les ratifications ou les blancs-seings qui leur étaient demandés.

« [...] Au premier tour de la dernière élection présidentielle, près de dix millions et demi de suffrages se portaient sur le général de Gaulle, mais près de treize millions et demi d'électeurs lui signifiaient qu'ils préféreraient le voir abandonner la place ou exigeaient au moins qu'il modifie profondément certaines attitudes et certaines données de sa politique. Au premier tour des élections législatives qui viennent d'avoir lieu, ce mouvement de reflux se trouvait confirmé par quatorze millions de voix contre huit millions et demi. Le jeu de la loi électorale, la discipline des formations de gauche et, davantage sans doute que l'inévitable usure du pouvoir, l'exaspération ou l'angoisse d'éléments modérés ont provoqué la surprise du second tour et mis en question la majorité parlementaire.

« [...] La menace sera-t-elle comprise, la leçon entendue ? Verra-t-on enfin le chef de l'État un peu moins soucieux d'apparences prestigieuses et davantage des problèmes de logement, de niveau de vie, de justice sociale ? Le verra-t-on tardivement enclin à prendre des décisions politiques sans lesquelles il est vain d'espérer que les pays du Marché commun puissent passer de l'union douanière à l'union économique ? Ou bien, au contraire — car avec lui tout est possible —, tenterait-il tout à coup de donner un sens précis, un contenu réel à la bizarre formule si souvent répétée "de l'Atlantique à l'Oural" ?

« Durcissement ou assouplissement ? À l'inverse du second Empire, le régime gaulliste, mis en difficulté et jouant le tout pour le tout, se voudra-t-il de plus en plus autoritaire, de moins en moins scrupuleux à l'égard des règles qu'il a lui-même posées ? Il devra en toute hypothèse compter avec l'opposition, mais plus encore avec les tendances qui s'affirment dans son sein et les personnalités moins dévouées au chef vieilli que soucieuses de se trouver, après lui, en position de force. Les fins de règne sont souvent tristes... »

UN AN APRÈS 1968

Entre de Gaulle et H. Beuve-Méry, les choses sont plus complexes que ne le laissent transparaître ces déclarations acerbes sur l'âge du président. Sous la V^e République, les deux hommes entretiennent une relation ambiguë, faite de rejet et d'admiration mutuels. Sirius ne peut supporter le chef charismatique qui se cache sous la personnalité emphatique et sûre d'elle-même du Général. Sans doute le « moi ou le chaos » lui rappelle-t-il un peu trop le « don de ma personne » d'un autre militaire. Mais il a plus que de l'estime pour le précurseur de la France libre, le réformateur de 1944 et, tout bien pesé, l'homme de la paix en Algérie. Et même s'il déteste l'autoritarisme gaullien, il éprouve un profond respect pour le sens gaulliste de l'État qui a si tragiquement manqué à la république défunte. Le Général, lui aussi, hésite, tiraillé par des sentiments contraires. Selon l'humeur ou le moment, le pessimiste endurci l'amuse ou lui déplaît. De même, l'opposant tenace l'irrite, le met en colère ou bien au contraire force sa sympathie. Il est agacé par le moralisme de Sirius, mais il reconnaît au patron de presse de la compétence et du talent, une conscience professionnelle hors du commun et ne saurait avoir que des égards pour la grande figure du quatrième pouvoir qu'est H. Beuve-Méry. Sans doute se souvient-il qu'il fut l'homme du non à Munich, le seul du *Temps* à ne pas se laisser corrompre. Entre les deux hommes, l'un à la tête de la France, l'autre à celle du *Monde*, se joue ainsi un étrange jeu de miroirs où chacun possède une haute conscience de sa mission et vise à conquérir le bien suprême : être, seul, l'autorité spirituelle du pays. Le jeu aurait pu longtemps durer. Mai 68, cependant, va venir briser le miroir.

Au début des événements, le directeur du *Monde* n'est pas en France. Il s'est rendu à Madagascar où le gouvernement vient d'interdire la vente du journal pour une durée de trois mois. Une trop grande précision dans le compte rendu d'une manifestation à Tananarive est, semble-t-il, à l'origine du conflit. H. Beuve-Méry n'accepte pas la décision : les Malgaches se passeront du *Monde* pendant six mois. Les détails pratiques réglés, il rentre en Europe et atterrit à Bruxelles. En France, la grève est générale. Les avions sont dans leurs hangars et les trains à quai. Il lui faut louer un taxi. Arrivé à Paris, il décide de prendre le temps de la réflexion. Il observe, visite l'Odéon et la Sorbonne occupés et s'enquiert de l'avis de ses journalistes. Sa première réaction ne date que du 26, soit, noblesse et rituel obligent, deux

jours après le discours du Général sur la participation et son célèbre « la réforme, oui, la chienlit, non ! » Si, dans son article, le directeur du *Monde* engage le vieux chêne à se laisser déraciner, il lui accorde d'avoir bien réagi au mécontentement et de proposer des mesures concrètes dignes d'un vrai chef de gouvernement. Quinze jours plus tard, après la mort d'un lycéen à Flins et de violentes émeutes au quartier Latin, il se fâche. Sur un ton très gaullien, il reprend la traditionnelle distinction des hommes de pouvoir sur les minorités extrémistes et la masse des étudiants, révoltés mais raisonnables. « Oui ou non, écrit-il, veut-on casser la baraque ? » Après le raz de marée gaulliste aux élections du 30 juin, il se veut constructif et précise ce qu'il entend, lui, par participation.

Mais les dés sont jetés. Car, à aucun moment, H. Beuve-Méry ne donne l'impression de véritablement comprendre mai 68. Certes il accepte la contestation, l'estime positive sur beaucoup de points, et apprécie la remise en question des archaïsmes et des carcans sous le poids desquels suffoquent aussi bien l'Université que le monde industriel. Son mépris pour l'argent le rapproche même d'une jeunesse qui proclame haut et fort que les valeurs de la consommation ne suffisent pas à remplir son existence. Et, au fond, n'a-t-il pas ressenti, il y a un peu plus d'un quart de siècle, le même refus de l'ordre établi ? Mais, en même temps, il dénie aux enragés le droit de l'être. Pour les hommes de sa génération, la société est un organisme fragile et de trop fortes secousses conduisent fatalement à quelque dictature, de droite ou de gauche. L'éthique avec laquelle il regarde et juge 1968 est celle de l'humanisme d'Uriage et de la Résistance : l'amour du travail, la responsabilité du citoyen, l'idéal patriotique et national, le sens de l'élite, du service et de l'autorité de l'État. C'est-à-dire très précisément les valeurs dont les jeunes de 1968 affirment n'avoir cure. « Nous ne voulons plus être les cadres de la société capitaliste », a déclaré Daniel Cohn-Bendit. Et ainsi, le choc qui emporte de Gaulle est le même qui décide H. Beuve-Méry à profiter du vingt-cinquième anniversaire du journal pour en confier la direction à J. Fauvet. Un peu moins de huit mois séparent leurs départs respectifs. À la Noël 1969, de Gaulle est déjà installé à Colombey. H. Beuve-Méry, lui, s'apprête à rejoindre Sirius. Mais peut-être se remémore-t-il alors la conversation qu'il a eue avec le Général onze ans plus tôt, au tout début du règne...

BEUVE-MÉRY (18 septembre 1958) : « De Gaulle : “Ah ! *Le Monde*... Je vois le talent, le succès, le tirage. On le lit. Je le lis et je m'amuse beaucoup. Vous en savez des choses... C'est très divertissant les journaux...”

B.-M. : “Mon général, ce n'est pas tout à fait le but que nous poursuivons en faisant ce journal avec les difficultés que vous savez, mais, après tout, les rois de France avaient leurs bouffons qui parfois rendaient service tout en les amusant.”

De Gaulle : “Je n'ai pas dit cela... Il y a quinze ans, je croyais, comme aujourd'hui, que les institutions de la France devaient être réformées, transformées et que cela ne pouvait se faire qu'autour de moi. Quand vous avez pris un chemin différent (allusion au second référendum de 1946 sur la constitution), j'ai su que vous n'étiez pas des miens. Peut-être d'ailleurs n'en avez-vous jamais été...”

B.-M. : “En effet, mon général, du moins sous cette forme. Cependant, si un jour *Le Monde* cessait de vous amuser, si vous le considérez comme un obstacle à la politique que vous estimeriez indispensable pour le salut du pays, il vous suffirait de me le dire. Ou plutôt de me l'écrire. Je devrais en tirer les conséquences.”

De Gaulle : “Vous dites cela, mais vous savez bien que je suis pour la liberté de la presse.”

B.-M. : “Sans doute, et c'est grâce à vous qu'on doit de pouvoir lire *Le Monde* aujourd'hui en Algérie. Mais à l'origine du journal, il y a eu expropriation pour raison d'État et je ne me suis jamais considéré que comme libre gestionnaire d'une sorte de service d'intérêt public. Je répète qu'une lettre de vous...” »

(26-27 mai 68) : « Nécessité d'une mutation de la société, participation de chacun aux activités qui le concernent, rétablissement de l'ordre public et des conditions de vie élémentaires du pays, réforme des structures, adaptation de l'Université aux nécessités modernes de la nation ainsi qu'au rôle et à l'emploi des jeunes, arrêt d'une dégradation qui ouvrirait bientôt la voie

à une de ces guerres civiles dont quelque dictature est le couronnement normal, le général de Gaulle a tracé là — sommairement — un programme qui ne peut être que celui de tout gouvernement digne de ce nom. On doit, sur ce point, lui donner raison.

« [...] Tout ne serait pas réglé pour autant. Au-delà des mesures immédiates et des premières réformes de structure, resterait la crise la plus profonde qu'engendre une civilisation prodigue de biens matériels trop inégalement partagés et trop dépourvue de ces valeurs d'idéal dont les sociétés humaines ne peuvent finalement se passer. De cette crise commune à tous les pays industriellement développés, qu'ils se situent à l'Est ou à l'Ouest, se réclamant de quelque libéralisme ou de quelque socialisme, le général de Gaulle ne verra pas la fin. S'il venait toutefois à échouer dans une suprême tentative, l'Histoire lui saurait gré d'avoir pris la mesure de cette crise pas seulement en visionnaire mais en homme de gouvernement.

« [...] Parce que la nature des hommes est aussi du domaine des faits et non moins têtue qu'eux, il paraît vain de compter sur une telle modification du caractère et des habitudes d'un homme de soixante-dix-sept ans, sur cette mutation personnelle qui lui permettrait de mieux engager les grandes mutations collectives qu'on n'empêchera pas. Sur un ton moins impérieux que naguère, l'option offerte au peuple français reste tout aussi abrupte : moi ou le chaos. Si ce devait être le chaos, la France ne disparaîtrait pas pour autant. Tôt ou tard, le "sang nouveau" dont parle le Général viendrait l'irriguer. Elle risquerait seulement de payer fort cher l'obstination d'un homme incapable de se retirer à temps, en renonçant pour lui et pour elle à la démesure de ses rêves. »

(12 juin 1968) : « Comment convaincre les étudiants révoltés que s'il est de généreuses solidarités il peut en être aussi d'aveuglément destructrices ? Comment amener à plus de réflexion des jeunes gens qui, dans une colère dont ils perdent de vue les justifications profondes, prennent le risque d'être tués ou de tuer eux-mêmes ?

« Oui ou non, la rénovation de tout notre enseignement se réalisera-t-elle dans des affrontements de rue ? Oui ou non, un gouvernement, quel qu'il soit, peut-il laisser un quartier de Paris se couvrir de barricades ? Oui ou non, ces occupations, si elles devaient se prolonger, ces manifestations se multiplier, ne conduiraient-elles pas finalement à une sorte de "congolisation" dont on a tout lieu de craindre qu'elle ne provoque la plus violente réaction ?

« Les élections ne sont certes pas une panacée, mais elles ont ouvert une issue à une situation devenue inextricable. Quel qu'en soit le résultat, la brèche ouverte dans la vieille forteresse universitaire par la révolte estudiantine ne sera pas colmatée. Et déjà, ici ou là, ce sont beaucoup plus que des maquettes qui prennent forme avec le concours des enseignés et des enseignants.

« Les meneurs d'une révolution pour l'instant sans but ont de tout autres soucis. Il s'agit pour eux — ils ne s'en cachent pas — de "casser la baraque". Toute tentative de solution, élections comprises, n'est à leurs yeux qu'une "trahison", tout appel à l'ordre le plus élémentaire d'une insupportable provocation. Leur victoire serait celle d'un pur nihilisme, et nul ne peut prévoir jusqu'où irait la tragédie.

« On épiloguera plus tard sur les fautes, parfois très lourdes, commises de part et d'autre. Pour l'ensemble des étudiants, et plus encore pour cette minorité active qui, dès l'origine, s'est courageusement engagée, il est grand temps de signifier aux plus irresponsables que, sans rien abandonner de leurs justes exigences, ils ne les suivront pas n'importe où. »

(2 juillet 1968) : « Les élections ont eut lieu. Calmes et régulières dans l'ensemble, elles assurent le triomphe d'une autorité qui, le mois dernier, a pu paraître à ses partisans comme aux opposants et au général lui-même ne plus tenir qu'à un fil. La peur, largement exploitée, a sans doute joué mais aussi, pour parler comme M. Pompidou, un "réflexe" d'irritation.

« [...] Un des reproches qui a toujours été adressé ici au général de Gaulle, c'est d'avoir imposé à la France, à coups de poker souvent heureux, une politique dont, à la longue, elle n'avait pas les moyens. Il lui faut reconnaître aujourd'hui qu'une trop brillante façade ne s'est pas par hasard tout d'un coup lézardée, qu'il faut changer l'ordre des priorités sans céder à la tentation de tenir pour négligeables des vaincus qui doivent, de leur côté, tirer la leçon de leur échec. On saura bientôt si le chef de l'État est bien ce "révolutionnaire" qu'il s'est flatté d'être.

« [...] Révolution, mutation, participation, ces mots n'ont pas valeur de talisman et appellent d'urgentes précisions qui pourraient être information, formation, équité, responsabilité.

« Information d'abord, loyale sinon objective, vérifiable et par là même éducative. Au niveau de la nation avec la radio et la télévision, dont il est significatif et inquiétant qu'elle n'ait jamais paru incluse dans les projets de réforme. Information dans les entreprises, les universités et les écoles. Comme chacun, ouvriers ou étudiants aspirent légitimement à vivre le mieux ou le moins mal possible. Ils veulent aussi savoir, les plus jeunes, les plus généreux surtout, comment et pourquoi, se rendre compte eux-mêmes de ce qui est réalisable et de ce qui, provisoirement peut-être, ne l'est pas. Sous le fameux secret des affaires, combien d'injustifiables privilèges ? Sous les rites universitaires, que de traditions asphyxiantes ? La contestation est, de droit, aussi nécessaire à la vie sociale qu'en d'autres domaines l'élimination d'organes sclérosés ou de branches mortes.

« Mieux savoir, mieux comprendre, c'est aussi passer de la simple revendication à la responsabilité. Sans doute ne s'en souciaient-ils pas assez ceux dont la verve, souvent truculente, se donnait libre cours sur des murs vénérables. Mais il serait grave de tenir pour inexistantes ou négligeables sous le seul prétexte qu'elles ont été menées hors des formes administratives les recherches et les suggestions venues d'un peu partout. "Pouvoir ouvrier", "pouvoir étudiant", "gouvernement populaire", pourquoi pas ? À condition que ce ne soient pas de vains slogans lancés après tant d'autres, de ne pas oublier non plus que toute société a ses lois, que tout peuple est, à quelque titre, colonisé et colonisateur, tout individu à la fois aliéné et aliénant. Si "la société est carnivore", ce ne sont ni l'anarchie ni le nihilisme qui peuvent la rendre moins vorace.

« [...] Voici la France dotée d'un chef qui a reçu du corps électoral, comme il le souhaitait, l'adhésion la plus massive, d'une nouvelle Assemblée nationale, bientôt sans doute d'un gouvernement plus ou moins largement modifié. L'heure pour eux n'est pas aux vacances, comme si l'alerte passée tout pouvait aller comme devant. Tout non plus ne peut s'improviser en un jour.

« Peut-être le vote rapide de quelques lois-cadres aiderait-il à convaincre les forces productives du pays qu'elles doivent, à tous les échelons, se mobiliser et se reformer, les régionalistes et les "européens" que la décentralisation va de pair avec l'abaissement des barrières nationales, les jeunes, engagés dans la lutte, qu'il ne s'agit nullement de les "récupérer" mais de réaliser avec eux de meilleures conditions de travail, d'orientation et, quoiqu'ils en aient, de sélection. Avec la volonté de servir, la compétence reste la meilleure justification du pouvoir, le plus sûr moyen de le faire accepter. »

(29 avril 1969) : « Charles de Gaulle entendait-il masquer le sentiment d'impuissance et d'échec qui s'était fait jour un instant, en mai dernier, et qui, peu à peu, l'aurait envahi ? Joueur audacieux, longtemps heureux et soudain aux abois, ne risquait-il pas délibérément une sortie théâtrale, une sorte de suicide politique par un coup de roulette russe, sans égard pour les "désastreuses secousses" qu'il n'avait pas craint d'annoncer ? Que l'on rejette ou non l'hypothèse, il y a toujours lieu de revenir à la conception que, dès l'origine, le président démissionnaire s'est faite du pouvoir et de sa propre légitimité. En même temps que sur les exigences supposées du "destin national", elle se fonde — à défaut de droit divin — sur une prédestination à les interpréter et à les satisfaire.

« Le principal sens du référendum est alors de manifester cette vocation au regard de tous, sans aucun recours aux échelons intermédiaires puisque, par essence, "le pouvoir ne se divise pas". "Il faut donc prendre appui sur le peuple, lit-on dans les *Mémoires*, plutôt que dans les élites qui, entre lui et moi, tendaient à s'interposer." Ainsi peut-on expliquer qu'il ait fallu — quel que fût le prix à payer — effacer en quelque sorte le résultat des élections législatives par une consultation directe.

« [...] Charles de Gaulle s'en va, aucun problème ne se trouve pour autant résolu. On peut espérer que cette piété quelque peu idolâtrique qu'il a toujours portée à la France l'incitera à ne pas renouveler les erreurs du RPF et à réprouver les tentations que ces ultras ne manqueront pas de susciter. Ceux qui lui restent fidèles éprouvent une tristesse que partagent, plus

ou moins, beaucoup de ses antagonistes. Ces derniers ont du reste quelques bonnes raisons d'avoir le triomphe modeste. Pour tous, la tâche sera d'autant plus malaisée qu'au lieu d'établir solidement les institutions et les mœurs que les Français attendaient de lui, le chef de l'État leur a trop souvent appris à ne pas s'embarrasser de règles et de garanties devenues gênantes, créant ainsi des précédents que d'autres pourraient invoquer sans s'imposer les mêmes limites. Telle est, dans leur grandeur, la faiblesse de la plupart des héros historiques. Capables de dominer des tempêtes qui seules leur permettent de donner la mesure de leurs dons, ils en gardent une sorte de nostalgie, une inclination naturelle à substituer l'exceptionnel à la banale coutume : «Levez-vous, orages désirés...» »

(23 décembre 1969) : « Ce qu'entre autres nous pouvons retenir de l'histoire — de notre histoire — de vingt-cinq années, c'est, mis à part quelques à-coups, l'évolution progressive qui nous a amenés à une large copropriété des rédacteurs d'abord, puis des cadres et des employés, en attendant qu'un jour, peut-être, cette formule avec toutes ses conséquences puisse rallier le suffrage des ouvriers. Un de mes regrets est de n'avoir pu encore obtenir qu'une loi permette aux sociétés commerciales qui le désireraient de se donner, au prix de conditions sévères, un statut de fondation, résolvant ainsi en les supprimant les problèmes délicats que posent la patrimonialité et le droit des successions. En attendant nous n'avons pu parvenir à nos fins dans le cadre des lois actuelles qu'en recourant à des dispositions efficaces, certes, mais d'une trop grande complexité.

« Avec ou sans fondation, la voie, là aussi, reste semée d'écueils. Il n'est pas trop difficile de faire circuler l'information de haut en bas et de bas en haut de l'entreprise quand on n'a rien à dissimuler. En outre, c'est déjà former et préparer chacun à d'éventuelles et plus larges responsabilités. Encore faut-il qu'assemblées et réunions de tous ordres ne se multiplient pas à l'infini, que l'indispensable autorité ne se dilue pas jusqu'à se perdre dans quelque excès de collégialité, que la décentralisation et l'émulation nécessaires ne laissent insensiblement place ni à l'établissement de champs clos plus ou moins privilégiés ni aux paresseuses du fonctionnarisme. Il n'est véritable participation qui ne suppose de chacun une plus grande valeur professionnelle en même temps qu'une plus grande considération du talent des autres, toujours plus de foi, plus de dévouement à l'œuvre commune.

« C'est tout cela qui a fait jusqu'ici, à travers heurs et malheurs, la fortune du *Monde*. Le temps est venu pour moi de vous en remercier, mais aussi de m'excuser, voire... de m'accuser. Il est vrai, en effet, que je n'ai jamais bien eu l'art de féliciter qui le mériterait ni de pincer l'oreille des grognards. Égoïsme ? Indifférence aux êtres ? Je ne crois pas, mais le sentiment peut-être excessif que le travail bien fait porte en lui-même sa meilleure récompense. Ce serait ici l'occasion de reparler de ce fameux barreau de chaise dont parlait Péguy, et des joies que peut procurer sa perfection. Vous me saurez sans doute gré de ne pas trop m'y appesantir une dernière fois. Et aussi de vous épargner soit une énumération de sociétés, de services, d'organismes et de noms que vous connaissez aussi bien que moi, soit des choix fatalement arbitraires. À tous et à toutes, et notamment à ceux et à celles qui ont donné le plus d'eux-mêmes, je dis simplement mais de tout cœur ma très profonde reconnaissance. »

ÉPILOGUE

Le 21 mars 1987, la Société des lecteurs du *Monde*, créée en novembre 1985, a tenu sa première assemblée générale. La journée fut un immense succès. Plus de trois mille personnes étaient venues donner ou renouveler leur confiance au quotidien de la rue des Italiens. Parmi les personnalités présentes, se trouvaient H. Beuve-Méry bien sûr, André Fontaine, l'actuel directeur, mais aussi P. Delouvrier, Mme P. Mendès France et A. Minc. Bref, tout le petit monde d'un grand journal⁹⁴...

94. Cf. le compte rendu de cette assemblée générale dans *Le Monde* du 24 mars 1987.

Les passionnés de l'association

Vers 1840, dans son livre *De la démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville soulignait l'extraordinaire faculté des citoyens américains, quels que soient leur âge, leur condition ou leur opinion, à s'unir constamment et à créer des associations aux objectifs les plus divers. Il y voyait la manifestation d'une vie démocratique intense et l'une des raisons majeures de la supériorité de la démocratie américaine sur la démocratie française, fondée, elle, sur les excès conjoints de l'individualisme et de l'étatisme. Ainsi, prenant l'exemple de la lutte contre l'alcoolisme, il écrivait :

« La première fois que j'ai entendu dire aux États-Unis que cent mille hommes s'étaient engagés publiquement à ne pas faire usage de liqueurs fortes, la chose m'a paru plus plaisante que sérieuse, et je n'ai pas bien vu d'abord pourquoi ces citoyens si tempérants ne se contentaient point de boire de l'eau dans l'intérieur de leur famille. J'ai fini par comprendre que ces cent mille Américains, effrayés des progrès que faisait autour d'eux l'ivrognerie, avaient voulu accorder à la sobriété leur patronage. Ils avaient agi précisément comme un grand seigneur qui se vêtirait très uniment afin d'inspirer aux simples citoyens le mépris du luxe. Il est à croire que si ces cent mille hommes eussent vécu en France, chacun d'eux se serait adressé individuellement au gouvernement, pour le prier de surveiller les cabarets sur toute la surface du royaume⁹⁵. »

Un siècle et demi plus tard, on est en droit, me semble-t-il, de se demander si ces propos sont encore d'actualité. Près de deux Français sur trois relèvent aujourd'hui, directement ou indirectement, de ce qu'on appelle l'économie sociale (associations, syndicats, mutuelles, coopératives). À elles seules, les associations régies par la loi de 1901 représentent une force considérable. Elles sont au nombre de 650 000, regroupent plus de vingt millions d'adhérents et emploient près de 800 000 personnes. Animées pour l'essentiel par des socialistes, des communistes et des chrétiens, elles sont présentes dans tous les secteurs de la vie sociale, assurent avec l'aide de l'État la réalisation de multiples tâches auparavant exclusivement dévolues à la puissance publique et, sans leur action, le fonctionnement quotidien de la société française se trouverait gravement entravé. Remarquables instruments de conciliation des logiques privée et publique, elles constituent un lieu privilégié d'apprentissage des responsabilités civiques et nombreuses sont les associations qui peuvent se prévaloir d'avoir favorisé la carrière d'un ministre, d'un parlementaire, d'un maire ou d'un syndicaliste. Enfin, il est manifeste qu'avec la crise, leur rôle s'est encore accru. Que l'on songe aux « restaurants du cœur », au mouvement d'Harlem Désir ou aux organismes de formation de jeunes chômeurs, ce sont trois des grands problèmes de la France des années quatre-vingt, la pauvreté, le racisme et le chômage, qui relèvent désormais autant de l'intervention de l'État que de l'initiative des associations.

95. A. de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, Éd. Garnier-Flammarion, Paris, 1981, tome 2, p. 141.

À ce développement de la vie associative, beaucoup d'anciens d'Uriage et de la Thébaïde ont apporté leur contribution. Avec, nous allons le voir maintenant, une ferveur et une fidélité à toute épreuve...

LA NAISSANCE DE « PEUPLE ET CULTURE »

À la Libération, J. Dumazedier s'installe à Grenoble. Il est chargé d'organiser la réforme de l'éducation dans le département de l'Isère et a la ferme intention d'y lancer un mouvement d'éducation populaire à vocation nationale. Autour de lui, se rassemblent plusieurs membres de l'équipe : B. Cacères, J. de Chaléon, F. Ducruy, Y. Jacquot, L.-M. Lozach'meur, L. Massaloux. Au château de Bayard, un autre ancien d'Uriage, G. Ferry, est devenu le directeur du bureau d'études de l'école militaire fondée par X. de Virieu. Aidé par son fidèle ami B. Cacères, J. Dumazedier multiplie alors les contacts et réussit à constituer un noyau d'une vingtaine de personnes galvanisées par l'unanimité de la Libération et prêts à s'engager dans l'aventure. Elles viennent de différents horizons de la gauche communiste, socialiste, laïque et chrétienne. Très vite, le mouvement prend forme et, le 21 février 1945, les statuts de l'association sont déposés à la préfecture. Elle porte le nom de « Peuple et Culture », en souvenir d'un centre d'éducation populaire créé en 1936 par Yves Farge, combattant lui aussi du Vercors et bientôt ministre du Ravitaillement dans le cabinet de Félix Gouin. Un manifeste est rédigé. Il faut, disent ses auteurs, « rendre la culture au peuple et le peuple à la culture ». Soutenu par J. Guéhenno qui vient d'être nommé directeur des Mouvements de jeunesse et d'éducation populaire au ministère de l'Éducation nationale, le mouvement fait rapidement de très nombreux adeptes et la ville de Grenoble se couvre d'institutions culturelles qu'animent les militants de Peuple et Culture, de la CGT et de plusieurs associations locales. La cité de l'Isère vit à l'heure du partage de la culture.

DUMAZEDIER : « La date qui est restée la plus chère à mon cœur, c'est celle du 5 décembre 1944. C'est là que j'ai fait le saut décisif. Nommé au lendemain de la Libération de l'été 1944 secrétaire de la commission Éducation du comité de libération de l'Isère, c'est ce jour-là que j'ai réuni une vingtaine de compagnons d'origines très diverse pour proposer de transformer cette commission départementale d'Éducation en un mouvement national d'éducation populaire, indépendant des syndicats et des partis, même les plus proches de certains d'entre nous. Mon idée était de faire non pas une troisième force au sens politique, mais un tiers courant, multiple, d'action culturelle démocratique qui se placerait entre les syndicats et les partis et serait suffisamment puissant pour résister aux uns et aux autres et être capable de changer les mentalités et de réduire les injustices culturelles.

« Pendant l'été 1945, j'ai passé toutes mes vacances à préciser l'appel du 5 décembre 1944 en rédigeant ce que nous appelons aujourd'hui le manifeste. Plus que le livre collectif *Vers le style du XX^e siècle* dont j'avais pourtant rédigé la partie consacrée aux "élites populaires", c'est le rapport rédigé par Condorcet pour la Convention de 1792, afin de "rendre la raison populaire" par une éducation permanente et volontaire, le "Caliban parle" de Jean Guéhenno et les souvenirs des paroles de Louise Pérard, ma grand-mère, ouvrière militante assidue de la "Coopération des idées", université populaire du faubourg Saint-Antoine (1898), qui ont été mes sources d'inspiration majeure. L'accueil unanime fait à cette première version du Manifeste par mes camarades du mouvement fut pour moi un encouragement définitif. Une commission se constitua, animée par Paul Lengrand, vice-président-fondateur et meilleure plume parmi nous. C'est lui, au cours de cette même saison, qui donna au *Manifeste* sa forme finale.

« [...] En quoi consistent dans le *Manifeste* les contenus de la culture populaire ? Face aux multiples appropriations élitistes de la connaissance, qu'entraîne la complexité de la société moderne, nous avons repris l'ambitieux mot d'ordre de Condorcet : "rendre la raison populaire". Un siècle et demi après lui, malgré les grands progrès de la scolarisation, il nous semblait que la raison était encore bien loin d'être populaire dans les pratiques de la vie quotidienne, dans les choix volontaires ou subis des informations ou des divertissements tout au long de la

vie pour la majorité de la population. Nous pensions que la lutte contre les superstitions, les préjugés, les mythes, les ignorances souvent meurtrières s'imposait toujours selon des voies nouvelles plus efficaces. Plus encore que les sciences de la matière, nous pensions que les sciences de l'homme dans leurs riches diversités devaient être l'objet d'un partage plus large selon les formes nouvelles de groupes d'études volontaires qui, au-delà de l'école, sont en relation vigilante et critique avec les savoirs scolaires et les contenus dominants des moyens d'information de masse.

« Nous pensions aussi que la culture de la raison devait éviter les illusions du rationalisme qui tend à réduire tout à la connaissance scientifique. D'abord nous affirmions la nécessité d'une "foi en l'homme" sans laquelle notre effort serait sans fondement. La Résistance nous avait habitués à faire vivre ensemble ceux qui croyaient au ciel de différentes façons et ceux qui n'y croyaient pas du tout. Ce *Manifeste* appelait les croyants et les incroyants à s'unir dans le même combat culturel démocratique, contre toutes les intolérances. Par-delà les idéologies différentes, il invitait à créer et à vivre une culture quotidienne commune. »

LENGRAND : « Je me reconnaissais dans la formule "Un peuple, une culture", c'est-à-dire au fond dans la lutte contre les disparités, les inégalités de culture. Et je sentais comme un énorme privilège la possibilité d'avoir pu faire des études avec les plaisirs que ça signifie. Sans doute par paternalisme — paternalisme culturel s'entend je souhaitais que les autres aient le même plaisir, les mêmes chances. Je me battais donc pour l'égalitarisme et en même temps contre les disparités de toute espèce, y compris les disparités qui existaient alors entre Paris et la province. À l'époque, il n'y en avait que pour Paris ! Le reste de la France, c'était le désert culturel.

« Quant à mon opposition à la culture bourgeoise, elle ne me paraissait pas du tout contradictoire avec les éléments de nietzschéisme ou de gionisme contenus dans le *Manifeste*, dans la mesure où il me semblait normal de s'alimenter sur le plan culturel à toutes les sources. [...] Ce qui explique que nous faisons appel à différentes idées, c'est cette espèce de fougue qui nous animait à la Libération. »

DE CHALÉON : « J'ai vécu la période de la fondation de Peuple et Culture. Dans mon souvenir, cela reste comme une période de remue-ménage intense, d'idées nouvelles. Il y avait un grand souffle de liberté. Nous nous connaissions tous. Nous nous retrouvions chez les uns, chez les autres et nous discussions à perte de vue sur des tas de sujets. On avait l'impression que des idées nouvelles jaillissaient de partout, que tout bougeait en même temps. C'était la fraternisation de la Résistance qui continuait. Et puis, il y avait cet immense bonheur de la Libération. On n'imagine pas : se retrouver, pouvoir enfin souffler, se promener sans avoir à regarder à gauche et à droite pour éviter une rafle, prendre le train sans craindre les contrôles de police, ne plus risquer de recevoir une bombe sur la tête ! Tout arrivait en même temps. C'était formidable ! Et pourtant, nous étions dans une sacrée dèche. »

CACÉRES : « À la Libération, Dumazedier m'a proposé de rester à Grenoble pour créer Peuple et Culture. J'en ai parlé avec ma fiancée et, au lieu de rentrer à Toulouse, nous sommes venus habiter à Grenoble. Nous avons lancé le mouvement avec l'idée, qui d'ailleurs venait d'Uriage, d'une maison mère et de filiales spécialisées : le centre inter-facultés, le centre d'éducation sanitaire, la maison de la culture, le centre d'éducation ouvrière, le bibliobus, etc. Comme j'étais de milieu ouvrier, j'ai pris avec Lengrand la direction du centre d'éducation ouvrière. Bien sûr, nous avons beaucoup de rapports avec les autres centres et également avec l'école militaire d'Uriage. À plusieurs reprises, je suis allé y faire des conférences. »

FERRY : « Xavier de Virieu voulait que l'école s'inscrive dans la continuité d'Uriage. La formation était principalement militaire, mais il y avait une part d'éducation civique et cet aspect était très fortement marqué par l'esprit de l'école de Dunoyer de Segonzac. Mais ce qui dominait, c'était surtout le dialogue entre chrétiens et communistes. Un dialogue, bien sûr, qui recouvrait aussi les conflits de pouvoir dans la Résistance. L'école était en permanence soumise à cette tension. »

CACÉRES : « À Grenoble, nous voulions nous adresser à tous. Ainsi naquit dans l'enthousiasme la maison de la culture. Des écrivains, des ouvriers, des professeurs, des architectes,

des médecins participaient à de vastes cycles culturels. Le cinéma, le théâtre, la radio, les expositions, les conférences, les week-ends, les stages, tous les moyens furent utilisés pour animer une culture de participation. Les écoliers, les lycéens, sous la conduite d'un compagnon charpentier, venaient à la bourse du travail visiter l'exposition des chefs-d'œuvre. Les élèves de l'École des beaux-arts rivalisaient d'idées pour couvrir la ville d'affiches culturelles. Des médecins allaient dans les usines ou dans les syndicats pour entreprendre l'éducation sanitaire. La première célébration de la Résistance organisée par la maison de la culture à Grenoble attira sur le stade de la ville une grande foule. Des centaines de participants jouèrent à plusieurs reprises *Fer et acier*, de notre camarade Luigi Ciccione. La ville entière communiait dans la même ferveur. »

POUR UNE PÉDAGOGIE POPULAIRE

En 1945, à Grenoble, un mot est sur toutes les lèvres : l'entraînement mental. Aujourd'hui encore enseignée dans les stages de formation aux activités de développement, d'animation et de travail social, cette méthode, alors toute nouvelle, a été inventée par J. Dumazedier. Elle exprime à la perfection les idéaux de Peuple et Culture : la foi en l'homme et en la raison, la volonté d'adapter la pédagogie à l'éducation du peuple, le souci de faire du plus humble l'acteur de son propre destin et le nécessaire participant du devenir collectif. Équivalent laïc du « voir-juger-agir » des mouvements spécialisés de l'Action catholique (JOC, JAC, JEC, etc.), elle légitime et autorise l'apostolat culturel des chrétiens et des marxistes de l'association : apprendre à apprendre, telle est à leurs yeux la condition *sine qua non* du partage de la culture. Certains éprouvent pourtant quelques réticences.

DUMAZEDIER : « L'entraînement mental est, au départ, une idée qui m'est très personnelle. Elle est née au travers de l'expérience des collègues du travail sous le Front populaire et des cercles des auberges de jeunesse. J'avais été très frappé par les écarts de langage et de pensée entre la minorité cultivée, capable de se mouvoir dans le monde abstrait de la réflexion et la majorité qui n'y arrive pas et se cantonne au monde concret de la pratique. Et donc je me suis posé la question : comment réussir à faire passer des idées complexes et abstraites avec des mots simples et concrets ? En 1938, j'ai fait une thèse de linguistique sur le sujet. J'ai étudié la prose d'Anatole France pour lequel je n'avais pas un amour immodéré mais dont le style me paraissait d'une très grande clarté. J'ai cherché à voir comment il réussissait à exprimer des idées compliquées au travers d'images très simples. Et puis, progressivement, la méthode s'est précisée. J'ai fait un premier essai, à Uriage, avec Cacères et mon premier article sur l'entraînement mental a été publié dans les *Cahiers d'Uriage* en 1942. Les veillées du maquis m'ont aussi beaucoup aidé. Et également le fait d'avoir été un sportif de bon niveau. Dans le sport, la notion d'entraînement consiste à effectuer des gestes très simples, décomposés, qui, ensuite, après un travail de synthèse, permettent de revenir au jeu global, à une pratique complète et améliorée de l'activité sportive. Alain soutenait la même idée. Il s'étonnait que l'on n'apprenne pas à penser comme on apprend à manier son corps. Finalement, cette méthode a essaimé. Et elle a été adoptée dans les pratiques initiales de tout le mouvement. Le *Manifeste* de Peuple et Culture la préconisait comme une troisième voie de la formation en relation avec l'enseignement des matières et l'expression de la sensibilité, pour un renouveau de la culture populaire. »

LENGRAND : « J'ai écrit dans le premier numéro de la revue de Peuple et Culture en 1946 un texte sur cette question. D'abord je pense que tout ce qui est développé autour de la gymnastique mentale est vrai. Derrière cela il y a la notion d'apprentissage qui est centrale selon moi. "On apprend à", on apprend à écrire, à penser, à se servir de son outil intellectuel. Cela se fait par des exercices. C'est ce que je développe dans ce papier que j'ai écrit. C'est peut-être le premier papier approfondi qu'on ait écrit sur la "philosophie" de l'entraînement mental. Là, je retrouve la pensée de Valéry, la pensée d'Alain. En même temps je voyais le danger je le vois toujours — des gens qui pensent que c'est la culture, qui confondent cérébralisme et culture. Puisqu'il y a une dimension cérébrale, le choix est entre penser bien et penser mal et

pas du tout entre penser et ne pas penser, parce que l'homme pense obligatoirement. Mieux vaut pour lui qu'il ait une méthode pour y voir clair, une méthode de lutte contre la simplification, l'amalgame. L'idée de base de cette méthode est qu'on peut entraîner les gens à voir des différences là où ils n'en voient pas, à relativiser les points de vue.

« Sans que ce soit clairement perçu, l'entraînement mental était une méthode assez prémonitoire promouvant l'unité de la perception des aspects du monde en dehors des disciplines particulières, l'histoire, la géographie, la littérature... qui ne correspondaient jamais qu'à des aspects de la perception. L'entraînement mental s'est placé dans une approche résolument non disciplinaire utilisant ce que chacune des disciplines pouvait apporter. De ce point de vue-là, c'était une méthode pionnière de traitement du problème de l'apprentissage.

« J'ai toujours appréhendé l'entraînement mental avec cette précaution intérieure que d'autres n'ont pas eue au même degré, de considérer qu'il ne correspond qu'à une dimension cérébrale. Il est bien plus important pour moi de lire, même sans prendre de notes, d'avoir une fréquentation régulière avec les grandes œuvres de la littérature, de la poésie, que de faire une analyse...

« Il faut penser dialectiquement l'entraînement mental, sinon il vaut mieux ne pas en parler. Dialectiquement, ce moment de l'exercice de la pensée pour voir clair, distinguer l'objectif du subjectif, lutter contre la simplification dans le domaine intellectuel prend toute son importance... tout en sachant bien que ce n'est qu'une partie du chemin culturel. Sur la question, j'étais en retrait par rapport à des camarades qui pensaient que c'était le nouvel évangile de la culture. »

ÉDUIQUER LES ALLEMANDS

L'humanisme de demain, écrivait dans *La Somme* l'équipe de la Thébaidé, sera européen ou ne sera pas. Sous l'influence de Joseph Rovin, un survivant des camps de concentration qui devient dès la fin de la guerre un membre très actif de l'association, Peuple et Culture va se rendre en Allemagne. La leçon du traité de Versailles a été tirée : l'Allemagne ne doit pas payer.

CACÉRES : « Très peu de temps après la guerre, Joseph Rovin est revenu de Dachau. Il venait souvent nous voir à Grenoble et nous disait que nous ne pouvions pas continuer notre action en France et laisser l'Allemagne dans l'état psychologique et culturel où elle était. Il fallait aider les Allemands à prendre conscience des valeurs que l'hitlérisme venait de bafouer. Les deux combats allaient de pair. On ne pouvait pas développer la démocratie d'un côté du Rhin et pas de l'autre. Ou alors le fascisme renaîtrait dix, vingt ans plus tard. Et donc, nous sommes allés faire de l'éducation populaire en Allemagne, très tôt, dès 1946. Je dois l'avouer, cela m'a beaucoup coûté. Nous venions d'assister au retour des déportés. Nous avons vu les premiers films sur les camps, les premières photos sur les boucheries de la Gestapo en France. Et pourtant, nous l'avons fait. Mais c'était extrêmement dur. Moralement, physiquement même. Mais nous avons l'idéal de l'éducation populaire chevillé au corps. Et par la suite, nous avons continué et si l'Office franco-allemand de la jeunesse, qui s'est créé en 1962, existe et a tant de succès, je crois que c'est en partie grâce à tous nos voyages en Allemagne. »

L'ATTRAIT DE LA CAPITALE

En 1947, Peuple et Culture quitte Grenoble et s'installe à Paris. Pour certains, seule la traditionnelle centralisation française est en cause. D'autres y voient une raison politique : l'adhésion de J. Dumazedier et de B. Cacères au parti communiste. Mais la crise ne sera que de courte durée.

CACÉRES : « Nous avons [...] lutté contre les structures centralisatrices de notre pays, en créant une association nationale ayant son siège à Grenoble, mais les ministères reconstitués étendaient de plus en plus leur puissance. Cela préoccupait le fondateur de notre mouvement. Un soir, il nous réunit pour nous faire part de ses craintes :

« – Si nous voulons continuer une action nationale en faveur de l'éducation populaire, rester à Grenoble, malgré nos succès apparents, peut signifier à brève échéance notre affaiblissement et, à plus ou moins long terme, notre disparition. Nous devons, me semble-t-il, regarder plus loin et envisager d'installer la direction de notre mouvement à Paris. Le moment est venu pour chacun de nous de faire un choix difficile. Pour moi, seules doivent compter les idées que nous essayons de faire progresser.

« J'étais attaché à Grenoble, à mes camarades du centre d'éducation ouvrière, à ce milieu fraternel. Mais sans notre équipe, toute action individuelle risquait d'être vouée à l'échec. Malgré mes déchirements, un jour de 1947, je suivis l'équipe et son fondateur à Paris. »

DUMAZEDIER : « En 1946, je suis entré au parti communiste. Il avait fait beaucoup de choses dans la clandestinité et j'avais pour ses hommes une très grande sympathie. Bien sûr, les membres non communistes de Peuple et Culture qui étaient les plus nombreux ont vu cette adhésion d'un mauvais œil. Je les comprends, sans avoir été compris d'eux. »

LENGRAND : « J'étais contre le parisianisme, contre l'absorption par cette mode. Il y avait une chance de commencer quelque chose... Deux années, c'était beaucoup trop court pour mettre un terme à l'expérience. Seulement, il y avait l'ambition politique de certains membres de Peuple et Culture qui pensaient qu'il ne fallait pas laisser passer le train de l'Histoire. Le train de l'Histoire, c'était le communisme à l'époque, et c'est à Paris qu'il fallait être pour côtoyer les gens qui étaient l'incarnation de l'Histoire. Moi, j'avais quelque raison [...] de ne pas être séduit par cette orientation. J'étais contre aussi pour des raisons fonctionnelles puisqu'on avait commencé quelque chose, qu'il y avait un centre d'éducation ouvrière qui fonctionnait, pourquoi partir ? Je ne voyais pas la possibilité de faire la même chose à Paris en se retrouvant en face des "clans" français : les catholiques, la CGT, la Ligue de l'enseignement qui était toute-puissante... Je trouvais de toute façon qu'il était prématuré de quitter Grenoble. »

FERRY : « J'ai démissionné de Peuple et Culture lorsque Dumazedier est entré au parti communiste. Je refusais que Peuple et Culture apparaisse inféodée à un parti politique. Nous étions alors au début de la guerre froide et, dans notre mouvance, il est vrai que le problème de l'adhésion au parti communiste se posait pour tous. Mais, moi, je l'avais résolu par la négative. »

DUMAZEDIER : « Mon passage au parti communiste a été très bref. Pas plus d'une année. Sur ce point, Uriage a sans doute joué un rôle. J'avais conservé une exigence de vérité, un refus de mentir et de tricher quelles que soient mes préférences politiques. Ce n'est pas grand-chose et, en même temps, c'est énorme. Cela m'a rendu insupportable le caractère dogmatique du parti communiste. Les chrétiens récitent le catéchisme mais au moins, eux, ils sont libres individuellement. Là, c'est un dogme. En fin de compte, ça a été un mariage blanc. Je l'ai vécu comme une espèce de nouvelle émergence de ce que j'avais connu en 1936 et qui m'a définitivement confirmé dans mon éloignement, non pas des partis politiques en général — il faut bien des partis pour gagner des élections —, mais des partis comme instigateurs d'un mouvement d'action culturelle démocratique. Je suis tout à fait convaincu qu'ils ne peuvent pas remplir cette mission, quels qu'ils soient. »

CACÉRES : « À partir de 1947, un "rideau de fer" s'abattit sur l'Europe. La division des deux grandes puissances qui dominaient le monde conduisit à d'autres divisions auxquelles notre pays ne résista pas. Les trois partis qui assumaient ensemble la responsabilité des affaires se séparèrent. Le syndicalisme à son tour rompit son unité. Le temps de la suspicion arrivait.

« Rien ne pouvait être plus nuisible pour l'éducation populaire que cette division. Quand ceux qui vivaient fraternellement se barricadent derrière ce qu'ils croient vrai et considèrent les autres comme des hérétiques, alors l'éducation, qui est le contraire de l'intolérance, devient impossible.

« Dans notre équipe se rencontraient toutes les opinions. Les uns écrivaient dans *Esprit* et se reconnaissaient dans le personnalisme d'Emmanuel Mounier. D'autres croyaient au socialisme. D'autres encore, nombreux, étaient des enseignants de l'école laïque qu'ils considéraient comme le lieu du respect de la conscience de tous. Adhérents de la Ligue française de l'enseignement, ils combattaient avec conviction pour l'idéal laïque. D'autres encore adhéraient aux partis politiques mais nous ne demandions pas dans notre mouvement quels étaient les opinions et les engagements politiques ou philosophiques des adhérents. Nous avions en commun de croire à l'éducation populaire et de militer pour elle. Cela conduisait chacun d'entre nous à avoir le respect de l'engagement des autres. Ainsi notre action put-elle continuer. »

FACE À LA CULTURE DE MASSE

Au début des années soixante, trois des principaux responsables de Peuple et Culture font chacun paraître un livre aux éditions du Seuil. B. Cacères publie *Histoire de l'éducation populaire*, J. Dumazedier *Vers une civilisation du loisir ?*, et J. Rovin *Une idée neuve : la démocratie*. Cette floraison n'a rien de fortuit. Depuis la Libération, l'éducation populaire a beaucoup progressé. Les réseaux associatifs ont connu un développement rapide, les initiatives se sont multipliées et le besoin se faisait sentir d'un bilan de l'action culturelle, d'un regard rétrospectif jeté sur ses origines les plus lointaines comme sur les résultats les plus récents. Mais l'essentiel est ailleurs. Plus fondamentalement, ces livres traduisent l'inquiétude que soulève parmi les militants de l'association l'entrée de la France dans l'ère de la consommation et de la culture de masse. Sera-t-il possible de concilier dans l'avenir l'idéal de l'éducation populaire, la société industrielle et l'épanouissement de la civilisation des loisirs ? Telle est la question capitale qu'abordent par des biais différents les trois ouvrages. Rejoignant l'avis de leur maître à penser J. Guéhenno, qui vient d'écrire *Sur le chemin des hommes*⁹⁶, les responsables de Peuple et Culture demeurent néanmoins confiants dans les valeurs humanistes qui les ont de tout temps inspirés. En devenant permanente et non plus seulement populaire, en utilisant les moyens techniques modernes et en s'insérant dans les mécanismes de concertation et de planification, l'éducation pourra, estiment-ils, continuer à jouer un rôle moteur et faire du temps consacré au loisir le lieu et l'instrument d'une véritable démocratie culturelle. Dans un autre livre paru à la même époque, *L'Esprit du temps*⁹⁷, Edgar Morin se révèle beaucoup moins optimiste. À ses yeux, c'est « de la vacance des grandes valeurs » que « naît la valeur des grandes vacances⁹⁸ », et la loi du marché et le repli de l'individu sur son bonheur privé sont consubstantiels à la culture de masse. L'état actuel du paysage audiovisuel français ne lui donne-t-il pas raison ?

GUÉHENNO : « Aucune organisation de l'enseignement ne peut être désormais valable qui ne comporterait pas un grand service compensateur en quelque sorte, un service d'éducation permanente, tout prêt à corriger à tout instant les fautes, les manques de la première formation, et qui, pour tous les hommes et de tout âge, gardera en quelque sorte l'école toujours ouverte.

« [...] Il s'agit de corriger les insuffisances de l'école, de pousser plus loin son travail, de le continuer, d'accomplir autant qu'il est possible les hommes qu'elle n'a pas accomplis.

« Il s'agit de répandre dans toute la nation les lumières utiles.

« Il s'agit d'éclairer le métier des ouvriers, des paysans, de les aider à l'aimer, de faire que chacun comprenne ce qu'il fait, connaisse devant l'œuvre commune une joie de participation qui l'encourage et le grandisse.

96. J. GUÉHENNO, *Sur le chemin des hommes*, Grasset, Paris, 1959.

97. E. MORIN, *L'Esprit du temps*, Grasset-Fasquelle, Paris, 1962.

98. *Ibid.*, p. 85.

« Il s'agit de transformer les écoles de toutes les communes, d'en faire des foyers rayonnants où les hommes iraient à tout âge, sûrs d'y trouver des plaisirs, mais aussi bien les moyens de s'informer dont ils peuvent avoir besoin.

« Il s'agit d'aller partout, dans les usines, dans les casernes, partout où des hommes rassemblés attendent qu'on les instruisse.

« Il s'agit, à l'intérieur de l'Université elle-même, d'abattre les cloisons qui séparent les divers ordres de l'enseignement, de donner à tous les maîtres, à quelque ordre qu'ils appartiennent, et à des militants d'éducation populaire qu'il faudra former, un certain sentiment de leur fonction, de tout ce qu'ils se doivent les uns aux autres, pour que le courant passe, d'un ordre à l'autre, d'un étage à l'autre de la vieille maison, des instituts jusqu'aux instituteurs, et d'eux jusqu'aux masses qu'ils enseignent.

« Il s'agit d'assurer une circulation encore inconnue de la pensée, si bien que nos poètes, depuis si longtemps solitaires, retrouvent leur peuple, et que le peuple retrouve ses poètes.

« Il s'agit d'augmenter la conscience et la lucidité de la nation autant qu'il est possible et de faire en sorte que la raison aille plus vite que la violence.

« Il est grand temps de fonder les institutions scolaires d'une véritable démocratie. L'éducation populaire ne peut pas être laissée aux soins des partis. Chaque parti, en toute bonne conscience, et par définition, n'enseigne que soi. Seul, un service national peut donner l'enseignement politique critique qui développerait et sauvegarderait dans les citoyens leur puissance de choix. »

ROVAN : « Peuple et Culture a été créée par des hommes qui avaient une formation d'humanisme classique, Lengrand et Dumazedier, professeurs de lettres, moi historien, Cacères travailleur manuel mais ayant eu une formation littéraire. Il n'y avait pas de scientifique à Peuple et Culture. C'était essentiellement l'esprit de la tradition intellectuelle de la gauche française qui nous animait : Voltaire, Rousseau, Victor Hugo, un peu de Marx, avec ce que les uns et les autres en avaient absorbé. C'est de cette tradition de l'humanisme démocratique français, qui a nourri la culture d'hommes comme Dumazedier, Cacères et Lengrand, qu'est né l'entraînement mental, qui est une réflexion fondée sur la philosophie de Descartes et de Kant en passant par les logiciens.

« Il n'y avait pas alors de sciences sociales dignes de ce nom en France. La sociologie avait été créée dans ce pays mais sans véritable percée des sciences sociales. Cette situation se modifie à la fin des années cinquante. De ce point de vue, le cheminement de Dumazedier, de la philosophie et de la littérature vers la sociologie, est symptomatique. Or, étant donné le rôle, la force et la personnalité intellectuelle de Dumazedier, qui a des limites mais qui est d'une vigueur et d'un dynamisme prodigieux, tout le mouvement a suivi son président, créateur et patron, dans ces dimensions nouvelles où les phénomènes de la vie culturelle devraient être justiciables à la fois de l'esprit et des méthodes scientifiques ainsi que des méthodes de planification qui étaient en quelque sorte la traduction dans le monde politique des conquêtes des sciences de l'homme.

« D'où, au début des années soixante, tous les écrits de Peuple et Culture qui sont à mon avis tout à fait essentiels et qui l'ont été pendant longtemps. Ils ont fait aussi que Peuple et Culture a passé pendant une vingtaine d'années pour une des cellules de réflexion à la pointe de la vie intellectuelle française, parce que nous avons développé à la fois l'idée d'une rationalité de la vie culturelle et d'une politique scientifique du développement culturel, d'une planification du mouvement culturel. Nous avons tous pris le relais, mais c'est la grandeur de Dumazedier d'avoir lancé ces idées, de les avoir inlassablement répétées, de les avoir fait entrer dans beaucoup de crânes. »

CACÉRES : « Dans une société relativement stable, sans grands changements techniques, économiques et sociaux, il était difficile à l'homme qui n'avait reçu que peu d'instruction d'être intégré à part entière dans les divers secteurs de la vie de notre pays. Aujourd'hui, où tous les aspects de la vie française subissent de grands bouleversements qui modifient totalement notre société, participer réellement à la vie du pays, être adapté à son temps, pose un problème, quelle que soit la longueur des études. Cela est encore plus difficile pour ceux qui

n'ont bénéficié que d'une très courte scolarité. Quelque vingt millions de salariés qui n'ont eu pour tout bagage scolaire que le certificat d'études sont dans ce cas.

« [...] Indépendamment de la bonne ou mauvaise volonté des individus ou des classes, le rôle instrumental que la possession de la culture jouait au service des privilèges ou des idéologies, les moyens techniques ont condamné très longtemps l'aspiration démocratique dans le domaine culturel à demeurer une utopie. De nos jours, les grands moyens de communication, et en premier lieu la télévision, sont en train d'opérer une transmutation. Les générations actuellement à l'œuvre sont les premières dans l'histoire de l'humanité pour qui les mots "accession de tous aux œuvres de la culture" peuvent prendre une tonalité réaliste. D'ores et déjà, dans sa réalité limite d'aujourd'hui, la télévision procure à des millions d'hommes ou de femmes un prodigieux élargissement de leur horizon d'expérience. Elle leur permet de savoir, de connaître, de nommer une infinité de choses, d'événements et de situations qui sans elle leur seraient restés à jamais étrangers. Elle peut élargir l'horizon mental et faire participer des masses immenses à des événements et à des œuvres qui naguère restaient réservés au petit nombre.

« La télévision peut devenir l'instrument de culture de tout un peuple. Elle est déjà un moyen de communication entre les hommes. Mais elle peut être utilisée d'une manière plus ou moins complète et efficace selon les moyens matériels mis à sa disposition et selon la politique culturelle que les responsables directs ou indirects désirent ou sont chargés d'appliquer.

« [...] Il est urgent d'introduire dans le domaine socioculturel l'idée de prévision, l'idée de plan. Non seulement l'idée de contrôle, mais l'idée de prévision. La liberté de l'action culturelle peut se concilier avec des efforts en vue d'un équilibre à atteindre entre les buts fixés et les moyens pour y parvenir, étant entendu que ces moyens doivent être définis. L'ensemble des problèmes de l'éducation populaire doit être envisagé dans le cadre d'une éducation permanente d'un point de vue prévisionnel. Mais les problèmes d'aujourd'hui sont encore réglés avec des mentalités d'hier. Au lieu de prévoir, on ajoute ou on retranche quelque chose. L'éducation populaire ne peut que s'inscrire dans une politique de développement culturel qui suppose une participation des différents individus aux différents pouvoirs. Le développement devient en tout domaine, y compris dans le domaine culturel, le caractère majeur de toutes les sociétés, quel que soit son régime politique. Le développement inclut la croissance d'une société. Le développement, quel que soit le jugement que l'on porte sur lui, tend à contrôler. Jusqu'ici, le progrès de l'enseignement était dominé par les finances et les idées généreuses. Or, une étude objective de notre situation nous conduit à l'obligation d'un contenu culturel commun, imposé par les changements actuels modernes.

« Le temps de l'éducation permanente est venu. »

DUMAZEDIER : « En moins de cinquante ans, le loisir s'est affirmé, non seulement comme une possibilité attrayante, mais comme une valeur. On connaît les études du protestant Max Weber sur les types idéaux qui guidaient les fondateurs du capitalisme : "Le travail justifie le gain et toute activité inutile à la société est une activité mineure." Cette sociologie idéaliste reflétait en partie les thèses de Ricardo sur l'accumulation nécessaire du capital. Dans une perspective opposée, Marx avait la même idée de l'importance fondamentale du travail. "Le travail est l'essence de l'homme." Le développement du loisir menace aussi bien les valeurs de Marx que celles de Ricardo.

« [...] Il [le loisir] n'est pas un produit secondaire mais central de la civilisation actuelle. Avec l'accroissement du revenu individuel, l'augmentation du temps libre constitue peut-être la perspective fondamentale pour la majorité des hommes. Le travail n'est pas vécu comme une fin, mais comme un moyen.

« Cependant, les nations modernes n'ont pas encore pris conscience du problème général du loisir. Les loisirs sont encore vécus par morceaux sous la forme d'activités diverses qui empêchent d'analyser leur interdépendance et d'aménager leur équilibre dans un style de vie. Tour à tour le loisir est vacances ou travaux volontaires, farniente ou sport, plaisirs gastronomiques ou divertissements musicaux, jeux d'amour ou de hasard, lecture du journal ou étude d'un chef-d'œuvre, bavardage ou cercle culturel, violon d'Ingres ou animation d'une société, etc.

Pourtant, toutes ces activités de loisir sont circonscrites dans le même temps libre, elles n'ont aucun caractère de nécessité ni d'obligation. Elles ne visent pas à rapporter de l'argent, elles sont en marge des devoirs familiaux, sociaux, politiques ou religieux. Elles sont désintéressées. Elles peuvent se compléter, s'équilibrer, se substituer les unes aux autres selon les normes personnelles ou collectives. Elles sont entreprises librement pour apporter une satisfaction à leurs auteurs. Elles ont le plus souvent leurs propres fins en elles-mêmes. On a montré que, malgré la différence de leur contenu, ces activités peuvent avoir pour les individus et les sociétés des significations beaucoup plus proches qu'il n'y paraît de prime abord. Le temps libre est le temps privilégié de toutes les formes de déchéance ou d'épanouissement humain.

« Sous ces formes multiples, le loisir se dresse comme un défi à toutes les morales utilitaires, à toutes les philosophies communautaires, tous les tabous, hérités d'une civilisation traditionnelle dominée par la misère, l'ignorance, la peur et les rites contraignants du groupe. Elle les oblige à réajuster l'application de leurs principes. Il y a cent cinquante ans, on a dit : "le bonheur est une idée neuve en Europe". Aujourd'hui, on pourrait répéter cette affirmation. Cette recherche d'une nouvelle joie de vivre, cette nouvelle "rage de vivre" n'est pas seulement celle d'une nouvelle vague, mais d'une nouvelle civilisation.

« [...] Tous les pays capitalistes ou socialistes affrontent avec la croissance du loisir des problèmes majeurs. Les uns partant d'une politique de développement trop étroitement autoritaire des masses, les autres partant d'une absence de politique qui laisse prospérer un divertissement anarchique à base commerciale, tous à des niveaux variés de développement technique et dans des structures sociales différentes ou opposées se trouvent déjà aux prises avec la question centrale de la civilisation du loisir. Cette question pourrait être formulée ainsi :

« Comment une civilisation où le plaisir est devenu un droit pour tous et tend à devenir peu à peu un fait de masse peut-elle favoriser en chaque homme, quelles que soient sa naissance, sa fortune ou son instruction, la réalisation d'un équilibre optimal librement choisi entre le besoin et le repos, le divertissement et la participation à la vie sociale et culturelle ?

« À nos yeux, il n'y a pas de problème plus important pour l'avenir de l'homme dans les sociétés industrielles et démocratiques.

« [...] Pour y voir plus clair, pour mieux dégager les critères du développement culturel lié à la réalisation d'une démocratie culturelle respectueuse des différences de chacun, il nous paraît indispensable de rassembler les responsables de l'action culturelle privée et publique dans un *Conseil culturel* qui jouerait, par rapport aux différentes forces culturelles de notre pays, un rôle comparable à celui que jouent par rapport aux différentes forces économiques et sociales le Conseil économique ou la Commission supérieure des conventions collectives. Cette vaste convention collective entre les forces idéologiques au sujet des conditions du développement culturel correspondant au loisir des masses ne serait-elle pas le meilleur rempart à la fois contre la propagande totalitaire et l'incohérence libérale, la meilleure base pour la construction d'une démocratie culturelle ? »

MORIN : « La contradiction — la vitalité et la faiblesse — de la culture de masse est qu'elle entretient et développe des processus religieux sur ce qu'il y a de plus profane, des processus mythologiques sur ce qu'il y a de plus empirique. Et inversement : des processus empiriques et profanes sur l'idée mère des religions modernes : le salut individuel.

« Aussi, malgré sa fragilité institutionnelle, malgré son impuissance à s'accomplir en religion du salut terrestre, malgré le réalisme qui, par ailleurs, lui est nécessaire, malgré son misérable et périssable fondement, la culture de masse déploie la mythologie de l'individu du XX^e siècle. Inversement : malgré cette mythologie, elle demeure profane et terre à terre.

« La culture de masse, qui ne peut véritablement se cristalliser en religion de la vie privée, ne peut non plus mordre au-delà de la sphère privée. De même qu'elle ne peut s'institutionnaliser en religion, de même elle ne peut se fonder sur le pouvoir temporel et disposer d'appareil coercitif. Elle ne peut disposer d'école, de parti, d'armée, d'État. Elle ne se fonde que sur le marché, la consommation, la libidinosité. Elle n'a pas de bannières, sinon les photos de pin-up et de stars, comme elle n'a pas de rites, pas de cultes, sinon des signatures d'autographes et les bravos du public.

« [...] La culture de masse peut ainsi être considérée comme une gigantesque éthique du loisir. Disons autrement : l'éthique du loisir, qui s'épanouit au détriment de l'éthique du travail et à côté d'autres éthiques vacillantes, prend figure et structure dans la culture de masse. Celle-ci ne fait pas que *meubler le loisir* (par les spectacles, les matches, la télévision, la radio, la lecture des journaux et magazines), *elle oriente la recherche du salut individuel dans le loisir, et, de plus, elle acculture le loisir qui devient style de vie.*

« Le loisir n'est pas seulement le fourre-tout dans lequel entrent les contenus essentiels de la vie et où l'aspiration au bonheur individuel devient exigence. Il est par lui-même éthique culturelle. Le loisir n'est pas seulement le *cadre* des valeurs privées, il est aussi un accomplissement en soi.

« [...] L'individu, dès lors qu'il peut être déchargé du souci de sa protection, de sa vieillesse et de l'avenir de ses enfants, dès lors qu'il se trouve automatisé dans son travail et infirme face aux grands pouvoirs, dès lors que s'ouvrent les possibilités de consommation et de loisir, *cherchera désormais à consommer sa propre vie.*

« L'individu privé qui veut consommer sa propre vie tend à valoriser le présent. Il est du reste de plus en plus privé de passé : celui-ci ne lui fournit plus sagesse et règle de vie ; les anciennes valeurs, les grandes transcendances sont broyées par un devenir accéléré. Cet homme de plus en plus privé de passé est de plus en plus privé d'avenir. Déchargé des préoccupations accumulatives, il n'ose envisager un futur incroyable. Les traditionnels dangers de guerre se sont mués en une grande menace apocalyptique. Les perspectives de progrès se sont muées en visions de science-fiction.

« Et ainsi, tandis que l'État établit les rapports avec le passé et le futur, l'individu s'accroche à la grande justification de la vie présente : jouir et s'accomplir.

« La culture de masse répond essentiellement à cet "hyperindividualisme" privé. Mieux, elle contribue à affaiblir tous les corps intermédiaires — de la famille à la classe sociale — pour constituer un agglomérat d'individus — la masse — aux pieds de la Super-Machine sociale. »

UN AN AVANT 1968

En 1967, à l'issue d'une assemblée générale houleuse de Peuple et Culture, J. Dumazedier quitte la présidence de l'association. Nous sommes un an avant 1968, mais l'esprit de mai souffle déjà. Pour l'homme de la troisième force culturelle, la politisation de Peuple et Culture est inacceptable et vient contredire les efforts de toute une génération de militants humanistes. À bien des égards, son refus de 1968 est aussi violent que celui de H. Beuve-Méry⁹⁹. Mais tous les anciens d'Uriage engagés dans l'action éducative et culturelle n'auront pas une réaction aussi vive.

DUMAZEDIER : « 1967 a été pour moi une date décisive. Jusque-là, Peuple et Culture s'était fermement maintenue à égale distance des partis et des syndicats. On ne faisait de projections utopiennes ni sur les uns ni sur les autres. Nous représentions un modèle pour l'action culturelle et formions des animateurs pour des quantités d'autres associations. Et puis, en 1967, la situation a basculé. Au congrès, il y a eu sept motions plus ou moins antagonistes, représentant sept tendances politiques différentes. L'association était devenue un champ d'affrontement pour les partis et les groupes politiques. C'était tout le contraire de l'esprit de Peuple et Culture, de ce que j'avais voulu faire depuis la Libération. J'ai donc démissionné de mes fonctions de président. On ne m'a pas chassé, mais je ne pouvais pas continuer à travailler dans ces conditions-là. Ça ne m'intéressait plus. J'ai toujours accepté des divisions, des bagarres même sur les contenus ou les méthodes de l'action culturelle. Mais là, c'était tout à fait autre chose. C'était le raz de marée du "tout est politique". Comme s'il n'était pas possible d'accepter qu'il y ait une partie des problèmes qui relève de la politique et une autre

99. Cf. chapitre précédent, p. 129 et sq.

où ce soit sociétal, où ce soit la société qui construise elle-même ses libertés. Le "tout est politique" était un slogan naïf, de type totalitaire. Là-dessus, mai 68 est arrivé et l'illusion politique a pris plus de vigueur encore. Dans le climat de l'époque, où l'on entendait dire que l'éducation populaire ne valait rien, des militants fidèles et créatifs sont partis. Je ne veux pas dire que les gens qui restaient n'avaient pas de qualités, mais c'est un fait qu'il y a eu une véritable hémorragie sociale. Ça m'a été très douloureux. Vous savez, 1967, pour moi, c'est comme si c'était hier ! Bon, cela étant dit, je suis quand même resté au sein de Peuple et Culture. Pendant les dix années qui ont suivi, j'étais une sorte de conseiller, de consultant de l'association. »

ROVAN : « Le grand drame de Peuple et Culture [...] est qu'il y a eu vingt ans de relative harmonie au sein du mouvement après le clash de 1948 et qu'il y a eu un nouveau clash important en 1967. Nous avons eu notre 1968 un an plus tôt. Nous étions tellement en avance à Peuple et Culture que nous avons anticipé d'un an ! Alors, de quoi s'agit-il ? Il s'est agi certainement d'une mise en question des positions que j'avais fait prévaloir pendant une dizaine d'années et qui avaient été acceptées par la plupart des responsables, mise en question qui s'est déroulée sous le coup d'arrivée de gens plus jeunes, d'une nouvelle génération, qui voulait introduire à nouveau dans Peuple et Culture une conception plus militante, politiquement plus militante et plus totale. Ils ne souhaitaient pas, ils ne voulaient pas d'un mouvement qui se limitât au secteur culturel et ils disaient que la culture fait partie d'un ensemble. On ne peut pas isoler le secteur culturel. Il faut des engagements politiques plus militants et dans tous les domaines. Il faut que Peuple et Culture travaille en liaison plus étroite avec les partis politiques et les syndicats.

« Telles étaient leurs revendications. Je pense qu'elles étaient d'abord portées par certains communistes de Peuple et Culture et deuxièmement par un certain nombre de camarades qui travaillaient alors au PSU ou autour de lui. Il s'était ajouté à cela une sorte de lassitude devant une direction qui était toujours la même et qui avait des positions très nettes concernant la politique extérieure de Peuple et Culture qui était de mon ressort, laquelle était menée par quelqu'un qui pouvait être politiquement considéré comme difficilement identifiable avec tel ou tel courant de la gauche. »

CACÉRES : « À mon avis, la crise de Peuple et Culture en 1967, c'est pour beaucoup un problème de personnes, d'usure du pouvoir ; ce n'est pas contradictoire avec ce qu'en dit Dumazedier mais je crois que ce facteur a énormément joué. Cela faisait vingt-trois ans que nous avions le pouvoir au sein de l'association et que les votes se faisaient à l'unanimité. Et là, nous l'avons perdue. D'autres courants voulaient s'exprimer. Ils avaient d'autres idées que les nôtres. Les uns étaient pour l'éducation sexuelle, les autres étaient plutôt anarchistes et déclaraient qu'il fallait supprimer les institutions et donner la parole à tout le monde. C'était déjà l'atmosphère de 1968.

« Nous avons donc été contestés. Dumazedier a démissionné. Par solidarité, j'ai fait la même chose et Rovan aussi. Mais nous sommes tous restés permanents de l'association. Ensuite, pendant un an, il y a eu une sorte de direction collégiale de Peuple et Culture. Elle a posé de nombreux problèmes car la collégialité, sur un plan pratique, ça ne peut pas fonctionner. Et puis la crise est passée et lors de l'assemblée générale de 1968 qui s'est déroulée, je crois, en novembre, nous sommes revenus aux postes de direction. Dumazedier, lui, n'a pas voulu reprendre ses fonctions de président, mais nous ne faisons rien sans lui en parler. Et nous sommes restés jusqu'à la fin des années soixante-dix. »

FERRY : « En mai 68, j'étais enseignant de psychologie à l'université de Nanterre. J'ai suivi de très près tout le mouvement. J'ai participé aux assemblées générales, aux commissions, enfin à tout ce remue-ménage qu'il y a eu à l'époque. D'une certaine façon, je me suis trouvé dans une position d'intermédiaire entre les étudiants et les enseignants. Je n'étais pas dupe de l'infantilisme politique qui inspirait beaucoup de discours. Mon idée était d'appuyer le mouvement pour transformer les pratiques pédagogiques de l'Université. Je voyais en 1968 la possibilité d'ouvrir l'Université, de la faire évoluer vers d'autres formes de travail. Les séminaires, les ateliers, le travail de groupe, bref toutes les méthodes qui font appel à une certaine autonomie des étudiants et peuvent permettre une expression spontanée, collective. D'ailleurs, dans

le département de psychologie, nous avons déjà commencé à appliquer ces méthodes avant 1968 et ça n'a peut-être pas été sans incidence sur le comportement de certains étudiants de Nanterre. »

CACÉRES : « Pendant ce mois pas comme les autres se développa dans tous les mouvements d'éducation populaire une grande effervescence. Il y eut des remises en cause. Certains se demandèrent si, inconsciemment, nous n'aidions pas le pouvoir à maintenir le peuple dans un état qui l'empêchait de participer à la culture. Tel animateur qui considérait nos méthodes comme particulièrement efficaces perdit la foi, persuadé qu'elles allaient à l'encontre des buts qu'il poursuivait. Telle personne, toujours réservée, comme si elle retrouvait sa véritable nature, prit des initiatives pour le moins surprenantes. Beaucoup s'interrogèrent sur leur manière de vivre. N'étaient-ils pas enfermés dans des contradictions impossibles ?

« [...] Je me souvenais de juin 1936. Je pouvais à trente ans de distance comparer les deux mouvements qui, l'un comme l'autre, se proposaient de changer la vie. Mai 68 m'a paru davantage une sorte de révolte spontanée d'une partie de la nation que cette aspiration totale, profonde, qui souleva en 1936 le monde du travail, un monde sans loisirs, à la condition sociale inhumaine, difficile à imaginer aujourd'hui. Certes, en mai 68 comme en 1936, les travailleurs se mirent en grève, mais ces deux périodes ne me paraissent pas de même nature. Je sais d'expérience combien ceux qui travaillent de leurs mains se méfient de tout ce qui est abstrait. Seule la nécessité concrète de vivre ensemble, de se défendre ensemble, conduit le monde du travail à la solidarité.

« Caliban a souvent été trompé. Les changements profonds nécessitent une adhésion du cœur et de l'esprit. Les vraies révolutions n'éclatent pas à l'improviste. Les mouvements qui font accomplir à l'Histoire un bond en avant ont des racines lointaines. Sans révolution intérieure méditée, les révolutions politiques ne durent pas ou tournent mal.

« En mai 68 s'est produit entre les intellectuels, tout au moins une partie, et les manuels, un rapprochement réel mais éphémère qui suscita de grandes espérances. Les deux rivages se rejoignirent, mais bientôt la pesanteur du monde sépara à nouveau ceux qui venaient de se rencontrer. »

DANS LES ASSOCIATIONS CATHOLIQUES

Laissons, pour quelques instants, les responsables de Peuple et Culture à leur destin. Et rejoignons deux militantes « obscures » de la mouvance catholique, Y. Jacquot et L.-M. Lozach'meur. Nous les avons quittées à Grenoble, au sortir de la guerre.

LOZACH'MEUR : « Après la Libération, je suis retournée à Uriage et je me suis occupée d'une auberge de jeunesse qui était liée à l'école militaire du colonel de Virieu. Puis, en 1946, le Vieux Chef a été affecté au Maroc, à l'état-major des troupes françaises qui se trouvait à Rabat. Il m'a demandé si je voulais le suivre et j'ai accepté. J'y suis restée cinq ans, comme secrétaire, avec de petites activités à côté. Ensuite, en 1950, je suis partie dans un bled du Sud marocain avec mon mari, que je venais d'épouser. Nous y sommes restés jusqu'aux événements qui ont précédé l'indépendance de 1956. Nous avons eu ensuite, comme tout le monde, des difficultés pour nous "reconvertir". Nous avons pris, dans le Gard, une exploitation agricole que nous avons dû malheureusement abandonner après cinq ans d'incertitudes et de revers. Nouvelle brisure, car j'avais toujours souhaité vivre à la campagne, et de la terre. Nous sommes revenus à Grenoble avec nos deux enfants. C'est là que j'avais famille et amis.

« Par la suite, j'ai travaillé pendant dix-sept ans à la délégation grenobloise du Secours catholique où j'ai été responsable de l'accueil durant de nombreuses années. C'était une place aussi éprouvante qu'enrichissante. Je découvrais chaque jour des misères de tous ordres, morales ou matérielles. Je recevais la multitude des malades, les drogués, les alcooliques, les malades mentaux, ceux qui luttent contre la pauvreté et ceux qui n'en ont plus la force, les isolés, jeunes ou vieux, ceux qui ont un grand besoin de se confier et ceux qui s'enferment

dans leur silence et leur désespoir, les couples séparés, les violents, etc. Le parcours avec eux était parfois difficile et exténuant. Je craignais de me tromper, de les heurter, de manquer de discrétion ou, au contraire, de perspicacité avec les inévitables escrocs ou profiteurs. Mais ce qu'on apprend de ceux qui souffrent est extraordinaire et quelle joie lorsqu'une petite lueur d'espoir jaillit, lorsque naît un sourire, lorsque le courant passe, lorsque parfois l'inconnu d'hier vous saute au cou...

« Au début, j'avais été gênée de travailler sous une étiquette, dans un milieu un peu fermé en comparaison avec celui d'Uriage où j'avais vécu l'œcuménisme avant la lettre. Il y avait des murs entre les associations, même entre chrétiens, et on nous mettait des bâtons dans les roues, notamment certaines municipalités communistes qui se refusaient à collaborer avec le Secours catholique. C'était contraire au bien des familles en difficulté sur ces communes, et avec les assistants sociaux conscients de ces réalités, nous avons parfois recours à des moyens détournés pour apporter un complément d'aide à ces familles dans l'impasse. Ma conviction était toujours, comme à Uriage, qu'il fallait, ainsi que le disait le père Chenu, "travailler ensemble" et surtout ne pas se servir des pauvres pour faire valoir sa "chapelle". Comme l'Église, le Secours catholique se devait d'être en marche. Et il a évolué comme tout évolue avec les exigences de l'heure et les changements de structures et de manières de vivre. Des bénévoles de plus en plus nombreux sont ainsi venus proposer leur aide, leur temps et leurs compétences à la délégation. Et, peu à peu, dans les quartiers de Grenoble comme partout en France, un réseau de volontaires s'est tissé pour une entraide sincère et intelligente qu'on réalise, je crois, de plus en plus, être l'affaire de tous. »

JACQUOT : « Après la guerre, j'ai été secrétaire au cercle inter-facultés de Grenoble. Mais je n'y suis restée que quelques mois. Ensuite, j'ai travaillé dans diverses entreprises. La première était une affaire de transports. Puis je suis passée dans une entreprise de conditionnement de ciment pour les travaux publics. C'était à l'époque des grands chantiers, de la construction des aérodromes. Mais, assez rapidement, elle a dû déposer son bilan. À ce moment-là, beaucoup d'entreprises de travaux publics ont fait faillite et elles nous ont entraînés dans leur chute.

« Vers l'âge de trente-cinq ans, désireuse de ne pas m'éterniser dans les affaires et souhaitant travailler avec des enfants, j'ai opté pour l'enseignement. Écartée d'un recrutement dans l'Éducation nationale pour une question d'âge, je suis entrée dans l'enseignement privé, dans le primaire. Ce n'était pas un choix par idéologie mais j'étais persuadée de pouvoir y faire un travail intéressant. Très rapidement, j'ai adhéré à la CFTC d'alors. En 1959, nous nous sommes beaucoup battus, au moment de l'élaboration de la loi Debré. Il s'agissait d'éviter que soient attribuées des subventions globales à l'enseignement privé et que les enseignants reçoivent directement leur salaire de l'Éducation nationale. Ça a été un grand changement dans la condition des enseignants. Auparavant, des associations privées d'éducation populaire avaient seules la charge des écoles privées et il faut bien dire que les enseignants vivaient, surtout dans les campagnes, avec des salaires dérisoires. Quelques maîtres, surtout des pères de famille, trouvaient parfois des activités annexes pour boucler les fins de mois. J'ai connu des institutrices qui ne gagnaient presque rien. Avec la loi Debré, il y a eu un niveau décent : leur situation matérielle, en même temps que leur look, a radicalement changé. C'était spectaculaire !

« Quelques années plus tard, il y a eu la déconfessionnalisation de la CFTC et le syndicat, après la scission, s'est appelé pour sa majorité la CFDT tandis qu'une partie demeurait CFTC. Pendant une période, j'ai été secrétaire du syndicat enseignement privé CFDT pour le département. Cela prenait du temps et il faut bien dire qu'on nous regardait d'un mauvais œil. Il a fallu de longues années pour faire une place au syndicat.

« Au cours de ma carrière dans l'enseignement, j'ai aussi passé deux ans en Côte-d'Ivoire. J'y étais en tant qu'enseignante mais j'ai rapidement été séduite par une équipe qui s'occupait de développement et de promotion rurale. Je ne participais pas directement à leurs initiatives car je résidais en ville, mais j'étais très intéressée par leurs activités et j'ai habité avec eux pendant un an. J'étais également en contact avec des gens de la mission catholique avec lesquels j'essayais de promouvoir des groupes de femmes pour une réflexion commune. Toute cette expérience en Afrique a été pour moi, je dois le dire, d'une importance capitale. J'étais partie avec l'idée que j'allais faire beaucoup de choses pour les Ivoiriens et je suis revenue

avec le sentiment inverse. J'avais beaucoup reçu et pas fait grand-chose ! Ça a été une porte qui s'ouvrait devant moi et depuis, je n'ai jamais cessé de m'attacher aux problèmes du tiers monde. J'ai milité dans ce secteur-là et d'ailleurs, lorsque je suis partie à la retraite en 1981, j'ai pris des responsabilités au CCFD¹⁰⁰. Et je suis aujourd'hui la secrétaire du comité de Grenoble. Mais je vais bientôt quitter ce poste car je crois qu'il vaut mieux que ce soit des gens plus jeunes que moi qui fassent ce travail.

« Alors, bien sûr, entre Uriage et toutes ces activités, il y a une grande continuité. Peut-être n'aurais-je jamais été syndicaliste si je n'avais pas participé à Uriage ? C'est difficile à dire, évidemment, mais je pense que ce que j'ai vécu à l'école des cadres a joué. Joué aussi dans certains choix pédagogiques d'enseignante. Je pense, en outre, que l'ouverture héritée d'Uriage m'a aidée à découvrir les valeurs des cultures étrangères, des gens différents et la conscience de l'interdépendance des problèmes au niveau mondial. Et puis, il y avait la manière dont nous concevions la lutte pour le développement. Dans l'équipe dont je faisais partie, l'objectif était de nous mettre au service d'une prise de responsabilité de tous dans une perspective de développement communautaire. De ce point de vue, je me sentais en continuité avec Uriage où cet accent sur la responsabilité de l'homme, son devenir personnel et communautaire était un point important. »

UN IDÉAL ENCORE VIVANT

Retrouvons Peuple et Culture. En 1985, l'association a fêté son quarantième anniversaire. Les hommes de la Résistance ne sont plus à la direction du mouvement, mais leur passion pour l'éducation n'a pas faibli, et J. Dumazedier a saisi l'occasion pour rappeler le chemin parcouru et expliquer comment il concevait l'avenir de l'action culturelle. Après l'époque de l'éducation populaire, celle de l'éducation permanente, et dans les années soixante-dix l'accent mis sur la formation permanente grâce, notamment, aux lois de 1971 et 1978 sur la formation professionnelle, l'action culturelle est aujourd'hui entrée dans l'ère de « la société éducative en formation ». Ces différences de vocabulaire ne doivent pas tromper. Le même projet se répète, inlassablement.

DUMAZEDIER : « La formation permanente ne se réduit pas, pour nous, à la formation continue. Elle est un processus éducatif qui s'exerce, ou peut s'exercer, à tous les âges de la vie. Malgré toutes les forces de reproduction sociale qui la limitent, elle est un produit de notre société elle-même en changement permanent. Elle concerne la vie des enfants, des adolescents, des adultes à toutes les étapes de leur développement. C'est la formation de "l'homme inachevé" des Temps modernes. Elle a donc des aspects scolaires et extrascolaires. Elle peut se réaliser avec ou sans diplôme. Ce processus éducatif est assumé, non seulement par les institutions scolaires mais encore, et de plus en plus par toutes les institutions sociales : entreprises, syndicats, partis, Églises, associations, groupements, etc. Au cœur de ces institutions, les organisations éducatives sont souvent en conflit avec les autres organisations économiques, administratives, politiques. Des questions d'autonomie, de pouvoir se posent en termes rénovés. On a calculé que désormais le temps que les sujets sociaux passent à s'éduquer, se former, se perfectionner, se recycler... dépasse, au cours d'une vie, le temps qu'ils occupent à des activités de production. Il s'agit là d'une moyenne qui recouvre certains écarts sociaux qui vont croissant. Le problème de dépendance ou d'indépendance de la formation plus ou moins renouvelée de chacun par rapport au pouvoir des institutions sociales devient un problème de société. Aussi nous ne parlerons pas seulement d'un processus d'éducation permanente mais encore d'une société éducative en formation.

« [...] Cette part du processus éducatif d'aujourd'hui que nous appelons autoformation est d'autant plus urgente à mieux connaître qu'elle aura de plus en plus à sa disposition, malgré l'inertie bureaucratique de l'appareil scolaire, des disques en tous genres, des cassettes divertissantes et instructives, des vidéocassettes pour le spectacle et l'apprentissage, des or-

100. Comité catholique contre la faim et pour le développement.

dinateurs pour n'importe quoi, dans une grande variété d'organisations éducatives et de plus en plus chez soi. Comment préparer à cette possibilité nouvelle d'école à domicile ? Tous les sociologues des médias ou du loisir s'accordent pour dire que la période de la télévision ouverte en France dans les années cinquante est en train de s'achever. Une autre va lui succéder où certains écrans de télévision ou de console seront à la disposition des enfants et des adultes pour des programmes de leur choix pour le divertissement ou l'instruction, notamment dans un temps libre grandissant. Comment la scolarisation va-t-elle préparer efficacement les jeunes à des choix d'autoformation permanente d'aujourd'hui et de demain dans la situation *concurrentielle du loisir* qu'il faudra bien qu'un jour l'école prenne au sérieux, sous peine de verbalisme pédagogique verbeux et impuissant ? Dès 1969, Mac Luhan écrivait : "La plupart des écoles d'aujourd'hui passent d'énormes quantités d'heures et d'efforts à préparer les étudiants à un monde qui n'existe plus." Peut-être qu'il faudrait y voir de plus près, mais ce qui est certain, ce qui est observable et a été observé par les sciences de l'éducation, c'est que le modèle d'enseignement imposé à tous uniformément jusqu'à seize ans, même s'il est pratiqué avec compétence, ne correspond plus ni au processus éducatif tel qu'il est vécu par le plus grand nombre dans les différents groupes sociaux, ni aux exigences nouvelles d'autoformation permanente et d'hétéroformation périodique d'une société mutante emportée par une nouvelle révolution technologique et ethnique.

« [...] Répétons-le : en 1985, les risques d'incommunication, de ségrégation, d'exclusion culturelles seraient-ils moins grands avec l'extension des échecs manifestes et cachés de la scolarisation imposée ? Avec la croissance d'une population immigrée à faible niveau d'instruction ? Les plus instruits en majorité n'arrêtent-ils pas le plus fréquemment leur curiosité intellectuelle aux exercices de la période scolaire et à quelques stages postérieurs de courte durée, sans grande influence sur leur mode de penser ? La troisième révolution technologique et culturelle introduit pourtant de plus en plus rapidement des contenus et formes de savoirs et de savoir-faire de plus en plus complexes dans le travail ou en dehors de lui, non seulement dans la jeunesse, mais à tous les âges de la vie. Combien peuvent et pourraient, d'ici l'an 2000, dominer cette connaissance dans le champ technique, scientifique, artistique ou politique pour pouvoir communiquer et dialoguer avec les spécialistes, les experts, les inventeurs, les créateurs, les technocrates de tout bord ? Notre grand refus de l'isolement, de l'incommunication ou du mépris, pour que la démocratie ne se réduise pas à un mot, s'impose toujours et probablement avec encore plus de force qu'hier. »

On pourrait épiloguer à l'infini sur les chances de succès de ce modèle éducatif forgé il y a un demi-siècle et constamment réadapté depuis lors. L'école en dehors de l'école, le loisir républicain sont-ils encore des thèmes propres à soulever l'enthousiasme des générations présentes et à venir ? Est-ce l'aspiration à plus de démocratie qui remplit aujourd'hui les stages de formation en tout genre ? Ou le chômage, les reconversions supposément nécessaires et l'attribution d'aides sociales ? À la télévision, n'a-t-on pas créé la 5, la 6, privatisé TF1 et attribué à la 7 un minuscule strapontin sur la 3 ? Ces propos, dira-t-on, sont bien pessimistes. Il est vrai que j'oublie le passage, en juillet 1987, de B. Cacères sur la 2. Invité d'*Apostrophes*, il présentait ce soir-là son vingt et unième livre, *Si le pain m'était conté*. La consécration de quarante années d'éducation populaire.

Les artisans du spectacle

Jacques Douai, Olivier Hussenot, Yves Robert. Á Uriage, on s'en souvient, certains les regardaient avec un sourire ironique et hautain et les appelaient les touristes. S'ils avaient pu imaginer ce qu'allaient apporter au monde du spectacle ces trois artistes au talent déjà fécond mais encore en quête de confirmation et de succès, ils se seraient sans doute bien gardés de les traiter avec tant de condescendance. Aujourd'hui disparu et oublié du grand public, Olivier Hussenot a connu son heure de gloire dans l'immédiat après-guerre et les années cinquante. Interprète en 1952, aux côtés de Gérard Philipe, du célèbre film de Christian-Jaque *Fanfan la Tulipe*, il dirige alors avec son ami J.-P. Grenier, passé lui aussi par Uriage mais pour un séjour beaucoup plus bref, une troupe de jeunes comédiens qui rencontre les éloges de la critique théâtrale et les ovations des spectateurs parisiens. La compagnie Grenier-Hussenot joue le soir à la Gaîté-Montparnasse ou à la Porte Saint-Martin et à minuit dans des cabarets aux noms prestigieux : La Rose rouge, Chez Gilles, La Fontaine des quatre-saisons. C'est l'époque de Saint-Germain-des-Prés et du théâtre d'avant-garde où l'on monte, dans les salles de la capitale ou au festival d'Avignon tout juste naissant, les premières pièces d'Audiberti, Beckett, Clavel, Genet, Queneau ou Vian. De petites scènes, comme le rappelait récemment une exposition¹⁰¹, font alors du grand théâtre dont le quartier Latin conserve de nos jours encore le vivant souvenir. Le théâtre de la Huchette n'a-t-il pas fêté en 1987 la dix millième représentation de *La Cantatrice chauve* et de *La Leçon* d'Eugène Ionesco ?

Membre de la compagnie Grenier-Hussenot et principal animateur de La Rose rouge pendant plusieurs années, Yves Robert a, lui, conquis sa renommée dans le cinéma. Acteur dans plus d'une quarantaine de films, il a réalisé les inoubliables chefs-d'œuvre que sont *La Guerre des boutons* et *Alexandre le bienheureux*. Le premier lui a valu le prix Jean-Vigo 1962. Apportant au septième art français un sens du tragi-comique dont le cinéma italien a fait sa spécialité, les films d'Yves Robert divertissent sans jamais sombrer dans la niaiserie commerciale. Tout à la fois mélancoliques et truculents, drôles et impertinents, ils dépeignent avec une égale finesse le monde de l'enfance, la camaraderie ouvrière, les traditions paysannes ou le plus vieux défaut de l'homme : le mensonge. Croustillants et tendres, ils ressemblent à du bon pain, et une journaliste *du Monde*, Laurence Benaim, surnommait récemment Y. Robert le Poilâne du septième art¹⁰². Il est vrai qu'il y a presque trente ans il a acheté un moulin près de Rambouillet et y vit encore aujourd'hui !

101. Cf. le catalogue de l'exposition « Petites scènes, Grand théâtre - Le théâtre de création de 1944 à 1960 ». Ouvrage collectif présenté par la Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris, conçu et réalisé par Geneviève Latour, Paris, 1986.

102. *Le Monde du dimanche*, 12-13 oct. 1986, p. 9.

Au bon pain d'Yves Robert fait écho la chanson française de qualité de Jacques Douai. Créateur du Théâtre populaire de la chanson en 1966, il possède un répertoire de plus de trois cents titres qui va des ballades du Moyen-Âge à la poésie contemporaine, de Chrétien de Troyes à Aragon, en passant par Hugo, Rilke, Tzara et Prévert. Il chante le folklore vendéen ou québécois, « Le roi a fait battre tambour » ou « Les filles de Lorient ». Cinq fois grand prix du disque entre 1955 et 1977, il s'est également passionné pour le théâtre et le cinéma, la peinture et la danse. Mais sa vraie vocation, celle dont il ne s'est jamais départi depuis plus de quarante ans, c'est la formation conjointe de l'artiste et du spectateur. Et avec son épouse Ethéry Pagaya, il a pris en 1982 la direction du Théâtre du jardin pour l'enfance et la jeunesse. Il est ainsi fort probable que parmi son tout jeune public se trouvent déjà de futurs Hussenot, Robert ou Douai. C'est-à-dire des artisans du spectacle...

LA VIE D'ARTISTE

Être un jeune artiste à Paris dans l'immédiat après-guerre peut paraître aujourd'hui une condition peu enviable. Il faut en effet, comme tout le monde, vivre avec le rationnement alimentaire, la pénurie de logements et les innombrables difficultés des lendemains de guerre. Mais il faut, en plus, traverser la redoutable épreuve des auditions pour espérer obtenir une salle où se produire, trouver quelques sous afin d'acheter de quoi créer le décor et confectionner les costumes, et puis répéter, peaufiner, parfaire jusqu'au petit matin son propre jeu ou celui de son ami comédien. Et quand, à la fin des fins, tout est prêt pour la générale ou le premier tour de chant, il ne reste plus qu'à prier pour que le succès soit pour ce soir et permette, demain, de monter un nouveau spectacle. Sinon, il n'y aura d'autre solution que de reprendre à zéro le parcours du combattant. Une fois de plus. Comme le chante alors Léo Ferré, la vie d'artiste, c'est « cette fameuse fin du mois qui, depuis qu'on est toi et moi, nous revient sept fois par semaine, et nos soirées sans cinéma, et mon succès qui ne vient pas, et notre pitance incertaine ».

Pourtant ils sont nombreux, très nombreux à vivre et à aimer cette bohème. Paris connaît alors une formidable explosion culturelle et artistique. Un peu partout, et d'abord sur la rive gauche, à Saint-Germain-des-Prés, des théâtres et des cabarets s'ouvrent et font le plus souvent salle comble. Il est vrai que le métier du spectacle n'a, à l'époque, rien à voir avec un quelconque vedettariat commercial. On ne vend pas quelques heures de distraction, on ne commence pas une carrière. L'art est une fraternité et, dans une cave enfumée ou sur la scène, on partage entre artistes et avec le public la même foi en un spectacle libre et complet, source de communion et d'enrichissement personnel. La fin de la guerre en est la cause, immédiate, évidente. Le couvercle a sauté. Mais elle est loin d'être la seule. Depuis bien longtemps, des hommes ont milité pour un renouveau de l'art et du spectacle. J. Copeau et L. Chancerel par exemple, les deux maîtres à penser des comédiens d'Uriage. Ou Charles Dullin, Louis Jouvet, Gaston Baty et Georges Pitoëff, les fondateurs du Cartel en 1927. Ou bien encore Jean-Louis Barrault, Madeleine Renaud et tant d'autres. Mais, incontestablement, celui qui va personnifier mieux que quiconque l'esprit de l'art nouveau, c'est Jean Vilar, le créateur du festival d'Avignon en 1947 et le directeur du Théâtre national populaire en 1951. En 1944, avant que la guerre ne s'achève, il a rédigé un texte intitulé *L'État et le théâtre*. Bien peu, alors, en ont eu connaissance. Mais ses idées sont dans l'air du temps et c'est en la morale de Vilar que toute une génération d'artistes va se reconnaître.

VILAR : « Nous aurons quelque peu assaini l'art du théâtre quand nous aurons compris et admis sans restrictions que cet art n'est pas seulement un divertissement, mais qu'il témoigne aussi de l'âme de la cité. Quelles que soient ses vertus esthétiques, une réussite théâtrale est chose isolée et difficilement renouvelable, si l'œuvre et sa réalisation artisanale ne sont pas de pleine intimité avec le peuple dont elles emploient au moins la langue. Inversement, on peut affirmer qu'il est possible de juger de la grandeur d'une civilisation d'après la tenue de son art théâtral.

« Un État conscient et fier de ses pouvoirs, plus encore qu'à contrôler cet art, veillerait donc à ce que toutes les chances de sa grandeur soient possibles et se créerait une politique du théâtre. Mais il semble que rien ne soit plus étranger à nos gouvernants.

« Oh, certes, le politicien et la comédienne ont souvent fait commerce ensemble. Mais on comprendra aisément que, dans un État digne de ce mot, politique et théâtre soient un mariage nécessaire et d'esprit différent de celui d'une comédienne nationale et d'un homme officiel.

« Il ne s'agit pas non plus d'accoupler la sagesse profonde d'un art à une politique qui ne peut être que passagère, il s'agit d'exiger de celle-ci qu'elle soit suffisamment conforme aux espérances et aux forces les plus intimes de l'homme — et peut-être les plus violentes —, pour que le théâtre retrouve ses pleines vertus de chant et de beauté. Mais, si un homme de théâtre frémit à chaque fois que la "chose publique" laisse prévoir les chances de telles fiançailles, il sait aussi que son œuvre n'aura sa pleine vertu de persuasion que dans la mesure où l'événement politique aura perdu de son acuité. L'œuvre théâtrale authentique, si elle est à la pointe même de la philosophie de l'homme, réclame du public, j'allais dire de son peuple, l'attitude la plus sereine vis-à-vis des exigences *quotidiennes* de l'histoire.

« On sent bien que nous sommes ici aux frontières mêmes de l'anarchie et que l'adhésion d'un artiste aux palinodies inévitables de la vie politique est un geste inefficace. On comprend aussi qu'il ne puisse s'en désintéresser et qu'il adhère, par conscience des besoins permanents de son art, à la résurrection possible de la cité.

« Il réclamera donc de ceux qui ont à charge de mettre de l'ordre dans cet art une conscience claire, une clairvoyance impitoyable et comme chirurgicale. Car ce pays se donnera le théâtre qu'il mérite, dans la mesure où les chargés de pouvoirs le débarrasseront *d'abord* des médiocrités qui le paralysent.

« En bref, il s'agit pour commencer de bien vouloir considérer le théâtre non plus comme une exploitation commerciale, mais comme une religion de l'homme. D'éloigner du temple tous ceux qui pendant des années n'en ont été que les marchands. De vouloir bien admettre que le *charme* du théâtre ne ressortit pas à la distraction, mais à la croyance. Et ceci admis, d'éliminer, avec le sourire de Saint-Just, tout ce qui est bas, bête ou adroit.

« Nul responsable officiel de la tenue d'un art n'a eu plus belle chance de prouver ses vertus d'homme et d'artiste. »

HUSSENOT (Olivier) : « L'avenir s'éclaire quand Maurice Jacquemont, qui dirige le Studio des Champs-Élysées, nous propose, à Jean-Pierre et à moi, les rôles principaux d'une pièce flamande revue par André Obey, *Les Gueux au paradis*. Avec nous Rosy Varte, Jean-Roger Caussimon, Jacques Dufilho, les Quatre Barbus et bien d'autres. Jean Le Moal a dessiné des costumes et des décors éclatants de lumière. La chance nous sourit, la pièce sera jouée un an. »

JACQUEMONT : « Donner, à notre époque, une représentation sur un théâtre de Paris est une aventure incroyable : il faut répéter dans le froid et sans lumière, habiller les comédiens dans des tissus introuvables, teindre ces tissus, sans produits chimiques, fabriquer des affiches, sans papier, faire de la publicité sans journaux. Tant mieux. Acceptons bravement ces contraintes. Et la magie du théâtre risque d'être plus authentique.

« [...] Si chaque génération doit réinventer son art, la nôtre doit être particulièrement attentive à renoncer à des modes périmées, des fausses conventions, des doctrines mortes et de revenir à la vie de son temps. Jacques Copeau l'a écrit magnifiquement : "Nous n'avons pas besoin du dernier cri, mais du premier cri." »

HUSSENOT (Anne-Marie) : « Après Copeau, Léon Chancerel nous avait amené l'esprit de la *commedia dell'arte* : l'improvisation bien sûr, mais aussi un travail de compagnie auquel tout le monde collabore, un sens de la fraternité, un goût de faire n'importe quoi pour qu'un spectacle soit réussi. »

HUSSENOT (Olivier) : « Á la faveur de ce succès nous poursuivons, Jean-Pierre et moi, nos expériences personnelles : un nouveau mimodrame qui ne connaîtra qu'une seule représentation, *L'Enlèvement au bercail*. Nous récupérons à cette occasion Barbuette¹⁰³ et Yves Robert.

« Nous nous mettons alors à préparer un spectacle plus élaboré, ce sera *Orion le tueur*, mélodrame lyrique en six tableaux, deux enlèvements et un anneau magique. Jean-Pierre écrit un scénario poursuivi dans la meilleure tradition, Maurice Fombeure compose les dialogues, et Raymond Peynet accepte de décorer la pièce, bien que ce ne soit pas son propos habituel. Pierre Schaeffer nous jette dans les bras d'Olga, l'aînée des sœurs Poliakoff. Elle sera Alice de Longval, l'héroïne infortunée. Nous mettons les Frères Jacques dans le coup. Pierre Philippe dit Phi-Phi, qui les accompagne au piano et parfait leur éducation musicale, compose une musique de circonstance.

« [...] *Orion* ne dure qu'une heure, il nous faut trouver quelque chose. Nous imaginons une espèce de revue dans le style forain, où chacun pourra exercer ses petits talents. Jean-Denis Malclès dessine une roulotte qui servira de décor. Nous baptisons ça *Parade pour rire et pour pleurer*. Et c'est là que les Frères Jacques deviennent les Frères Jacques. Malclès imagine pour eux un collant noir et un gilet de couleur. Première réaction des Jules (nom familial des Jacques) : pas question de se fringuer comme ça, on va être ridicules. Á force de persuasion, nous parvenons à les convaincre. C'est le costume qui leur imposera leur style. Quand ils se voient dans la glace, moulés dans leur maillot, coiffés de gibus et gantés de blanc, tels quatre insectes géants, ils sentent tout de suite le parti qu'ils pourront tirer de leurs académies conjuguées. La première chanson de leur période new-look, c'est *L'Entrecôte*. Ce sera l'amorce du style qui fera leur célébrité.

« [...] Entre-temps nous nous sommes inscrits au concours des Jeunes Compagnies. Ça se passe salle d'Iéna. Ces messieurs du jury, estimant que notre spectacle n'est pas du théâtre, créent un prix spécial pour nous récompenser. Dans la salle, une spectatrice très intéressée, Agnès Capri. Après avoir monté deux spectacles à la Gaîté-Montparnasse, elle éprouve le besoin de souffler. Elle nous propose son théâtre pour l'été. Un miracle.

« La générale de *La Parade* et d'*Orion le tueur* a donc lieu en plein mois de juin 1946. La critique est bonne, la salle ne désemplit pas. On voit même des Rolls arrêtées en face.

« Il est bien difficile d'expliquer le pourquoi d'un succès. Comme celui d'un échec d'ailleurs. Il me semble pourtant que la nouveauté est un attrait, qu'un spectacle a plus de chance de plaire s'il ne ressemble pas à ce qu'on voit d'habitude. C'est ce qui a dû se passer. Le théâtre à Paris sous l'Occupation n'était pas particulièrement gai. *L'Antigone* d'Anouilh, *Huis-clos*, *Les Mouches*, Strindberg. Là-dessus le pays est libéré, on sent une ferveur nouvelle, la vie nocturne reprend ses droits, on s'est retenu pendant quatre ans, on a besoin d'éclater. Nous avons la chance d'arriver au bon moment, avec nos oripeaux colorés, nos gags et nos chansons. Si notre spectacle apporte quelque nouveauté, c'est dans la mesure où il allie le sens du comique et un certain souci esthétique. D'autres iront plus loin dans le burlesque, mais il y a une qualité propre qu'on nous reconnaît, c'est la tendresse. »

ROBERT : « Après la guerre, nous avons monté avec Olivier et Jean-Pierre des spectacles de parodie. *Orion le tueur*, par exemple, ou *La Parade*. C'était de la parodie complète, presque violente. Á quoi ça correspondait ? Bien sûr, cela nous amusait, mais il y avait autre chose. J'en discutais beaucoup, à l'époque, avec Boris Vian et un jour, il m'a dit : "Nous sommes en train de casser nos jouets." C'était exactement ça. On nous avait laissé des jouets qui étaient des conventions. Et nous, nous voulions montrer qu'elles étaient stupides, que nous ne ferions plus jamais cela. Alors, on parodiait. Ce qui, aujourd'hui, ressemble le plus à ce que nous faisons, c'est le Magic Circus. C'est cette atmosphère-là. Et, à l'époque, cela plaisait à pas mal de gens qui, eux aussi, voulaient voir un autre spectacle. Nous avons été enfermés pendant quatre ans par les nazis et il y avait un immense désir de communication entre ceux qui étaient sur scène et ceux qui se trouvaient dans la salle. Les besoins des uns et des autres paraissent identiques. Alors qu'aujourd'hui il semble qu'on soit en train de se chercher. »

103. Madeleine Barbulée, qui faisait aussi partie des comédiens d'Uriage.

HUSSENOT (Olivier) : « S'il est nécessaire d'exploiter un succès, ne serait-ce que pour assurer la vie de la troupe, il est bien plus intéressant de songer à ce qu'on fera ensuite. Yves Robert nous signale une pièce d'un auteur hongrois jouée dans les années vingt par Georges Pitoëff. C'est *Liliom*, de Molnar. Ça n'avait pas été un grand succès, peut-être parce que Pitoëff, influencé par la mode, avait habillé la pièce de décors cubistes qui s'accordaient mal avec l'aspect populaire de l'œuvre. Le texte étant introuvable, la compagnie se rend à la bibliothèque de l' Arsenal et obtient l'autorisation de faire une lecture à haute voix. Malgré les réserves de certains de ses membres, la compagnie adopte le projet. Personnellement, cette pièce qui commence dans une fête foraine et se poursuit dans l'au-delà me plaît bien.

« 1947. Retour à la Gaîté-Montparnasse avec *Liliom*. La troupe s'est enrichie de Rosy Varte. Notre administrateur, Jacques Derlon, nous refile une petite cousine. Les Frères Jacques et Malclès toujours avec nous. Yves Robert dans le rôle-titre. *Liliom* est encore un succès. On nous attendait un peu au tournant. Maintenant, on commence sérieusement à nous prendre au sérieux ! »

ROBERT : « De fil en aiguille, je suis entré définitivement dans le spectacle. Pendant sept ans, j'ai animé *La Rose rouge*, à Saint-Germain-des-Prés. J'écrivais ou je suscitais l'inspiration d'auteurs. Comme Vian et beaucoup d'autres. Je montais aussi des spectacles. »

HUSSENOT (Olivier) : « 1948. La grande époque de Saint-Germain-des-Prés. *La Rose rouge* en est le temple. Nico Papatakis, son directeur, nous demande de participer à son spectacle. Nico deviendra plus tard cinéaste (*Les Abysses*). La Compagnie Grenier-Hussenot fait son entrée à *La Rose rouge* avec un acte d'André Roussin, *L'Étranger au théâtre*, "une sorte de drame grec vu par un Slave et interprété par des clowns, en javanais de collégien", *dixit* un journaliste.

« [...] *La Rose rouge* est installée dans un sous-sol de la rue de Rennes. Les noctambules s'y entassent sur de minuscules tabourets autour de tables guère plus grandes. Plus on est serré, plus ça plaît. Les Frères Jacques sont au programme, ainsi qu'une débutante nommée Juliette Gréco. Accrochée au micro, moulée dans un fourreau noir, ses cheveux plaqués, son nez naturel, elle chante "Les Feuilles mortes" et "Si tu t'imagines" d'une voix à la fois suave et sauvage.

« Après Roussin, nous passons à une parodie de western imaginée par Yves Robert, *Terreur en Oklahoma*. Le saloon, l'Indien, la diligence, le shérif, le défilé dans les rues de New York, le cow-boy au grand cœur, tout y est. »

DOUAI : « Á la fin de la guerre, la première initiative que nous avons prise, Madeleine Barbulée, Jean-Pierre Grenier, Olivier Hussenot, Yves Robert et moi-même, c'est un spectacle pour enfants. Et puis, comme j'avais l'ambition de chanter, je me suis préparé et je suis allé d'audition en audition dans des tas d'endroits dans Paris. Je ne saurais dire combien aujourd'hui, mais beaucoup ! Et ainsi, j'ai eu la chance de débiter en 1947 Chez Pomme, à Montmartre, puis de chanter à *La Rose rouge*, et plus tard dans un cabaret de la rue du Pré-aux-Clercs, le *Quod Libet*, de Francis Claude, et aussi à *L'Échelle de Jacob*, pendant deux ans. J'avais été recommandé à Pomme par Jean-Roger Caussimon. C'était un cabaret d'un style "spécial". On y racontait des histoires de salle de garde, à faire rougir des grenadiers. Et moi, naïf, j'y arrivais avec des chansons comme "Un beau matin à la fraîche", "Colchique dans les prés", "Á la claire fontaine", "Démons et merveilles", "Les Feuilles mortes". Mais quand j'ai chanté "Les Feuilles mortes", la patronne Pomme s'est mise à pleurer. Je suis donc revenu le soir suivant, puis un autre, puis encore un autre et finalement j'y ai chanté deux années de suite sans un jour de relâche.

« Les cabarets ont été une expérience extraordinaire. C'était le lieu même du non-conventionnel. Il fallait être capable de s'adapter à toutes les situations, se renouveler constamment car il y avait un important public d'habitues et il ne pouvait être question de chanter tous les soirs les mêmes chansons. De plus, à la même époque, je participais tous les dimanches à l'émission de Francis Claude où je devais chanter deux chansons à chaque fois, l'une du patrimoine passé ou présent, l'autre nouvelle, inconnue. C'est ainsi que je me suis constitué en moins de trois ans un vaste répertoire. Mais un répertoire qui sortait du genre courant, de ces chansons de charme, réalistes ou fantaisistes qu'on entendait à l'époque. Il fallait trouver autre

chose pour le public qu'on appellera par la suite "rive gauche". Une chanson à texte littéraire, poétique. Une vraie chanson d'auteur et pas simplement de parolier. Après la guerre on sentait bien que les gens avaient besoin d'autre chose que du divertissement facile. Ils voulaient à la fois se distraire et s'enrichir. Il ne pouvait être question de les considérer comme de simples consommateurs. Nous devions être au service du public et de la chanson et non pas nous en servir pour notre propre renommée. C'est un état d'esprit que j'avais découvert avec Olivier Hussonot qui, lui, m'avait donné ma première chance. »

DANS LES ANNÉES CINQUANTE

En 1949, Y. Robert quitte la compagnie Grenier-Hussonot. Animer La Rose rouge représente un travail harassant et, surtout, sa véritable passion, c'est le cinéma. Durant les années cinquante, il interprète des rôles de second plan dans une bonne vingtaine de films dont les plus célèbres sont *Juliette ou la clé des songes*, de Marcel Carné, *Les Grandes Manœuvres*, de René Clair, et *La jument verte* de Claude Autant-Lara. Mais dès son premier engagement, en 1948, dans *Les Dieux du dimanche*, de René Lucot, il n'a pas pu s'empêcher d'aller jeter un coup d'œil de l'autre côté de la caméra. Et trois ans plus tard, il réalise son premier film, un court-métrage intitulé *Les Bonnes Manières*. Celles-ci sont suivies en 1954 par *Les hommes ne pensent qu'à ça* et, en 1957, par le désormais classique *Ni vu, ni connu* où il offre à Louis de Funès l'un de ses premiers grands rôles. Pendant ce temps, la compagnie Grenier-Hussonot a continué, de théâtre en cabaret, son bonhomme de chemin et servi, elle aussi, de tremplin à de futurs grands noms du spectacle. Pourtant, en 1956, après une saison au théâtre Marigny, elle se dissout. Mais l'amitié d'Uriage est solide. Et c'est grâce à O. Hussonot que J. Douai monte l'année suivante sur la scène du Petit Marigny. Il va, trois mois durant, y remporter un triomphe.

ROBERT : « Pendant le tournage des *Dieux du dimanche*, j'ai commis un impair ! Il y avait à l'époque une démarcation très nette entre les techniciens et les interprètes et on ne se risquait pas dans le domaine des caméramen sans être munis de passeports extravagants. Un jour, j'ai passé la ligne pour regarder dans le viseur. C'était une impulsion violente. Il y eut des hurlements, mais je les ignorais. Je venais de découvrir que j'étais passionné par la technique.

« Je crois que c'est mon côté manuel qui m'a attiré vers la caméra. Je suis un manuel, un manuel particulier parce que les ouvriers du livre — je vous l'ai dit, j'ai été typographe — manient des objets particuliers qui sont des livres. Cette formation manuelle dans cette corporation m'a beaucoup aidé par la suite. Il y avait dans cette corporation des gens étonnants, beaucoup d'anarchistes qui m'ont appris énormément de choses, à commencer par la curiosité. La découverte de la caméra a été pour moi la découverte d'un objet rassurant. Au théâtre, on est seul avec le public. Au cinéma, il y a entre les deux la pellicule, toujours présente, qu'on peut manier, revoir, manipuler, façonner, et qui est plus précise que des sensations. Jouer la comédie repose sur des sensations. »

HUSSENOT (Olivier) : « 1949. Installés pour un an à la Renaissance, nous donnons dans le vaudeville militaire, *Les Gaîtés de l'escadron*. Yves Robert vole maintenant de ses propres ailes. Michel Piccoli et Jean-Roger Caussimon viennent grossir nos rangs. Caussimon nous signale un copain très doué et inconnu, Louis de Funès. Nous recevons la visite d'un jeune Auvergnat, Fernand Raynaud. Malheureusement les effectifs sont complets. Malclès, avec ses tons pastel, a dépoussiéré la caserne. Nous évitons ainsi l'image sordide qu'on a souvent des locaux militaires de la Belle Époque. Courteline n'en est pas trahi pour autant.

« [...] 1951. Pierre Prévert vient d'ouvrir rue de Grenelle un cabaret-théâtre, La Fontaine des quatre-saisons. Une vraie scène en miniature. Comment résister à cet appel ? Nous y passerons trois ans, avec des fortunes diverses.

« [...] 1954. Jean-Pierre Grenier a entendu à la radio quelque chose qui lui plaît bien, *L'Éléphant dans la maison*. L'auteur s'appelle Alexandre Rivemale. Il se met au travail pour donner au texte

une forme théâtrale. De tempérament méridional, il ne se presse pas. C'est un garçon plein d'idées, un merveilleux conteur, mais il a beaucoup à apprendre du métier d'auteur dramatique. La pièce est enfin terminée. Elle s'appellera *Azouk*, du nom du petit éléphant. Mais elle est courte. Il faut un lever de rideau. Ce sera *L'Huître et la perle*, de William Saroyan.

« Nous traversons une nouvelle fois la Seine pour atterrir au théâtre Fontaine, dans la rue du même nom. Les taxis ne connaissent pas. Pour un peu ils nous emmèneraient rue La Fontaine, qui n'est pas la porte à côté.

« Une petite nouvelle, Marianne Lecène. Un grand nouveau, Jean Rochefort, que nous a amené Albert Vidalie. J'allais oublier Paul Préboist, dans le rôle de l'évadé. Un soir, on ne le voit pas arriver au théâtre. On téléphone chez lui, il dormait. Ce garçon a un sens du comique très particulier.

« Quelque temps plus tard, nous faisons la connaissance de Robert Hossein. Il nous parle avec le plus grand mystère d'une pièce qu'un de ses amis est en train d'écrire. Il nous en fait lecture. Ça tient de la comédie policière et du drame psychologique. Un genre que nous n'avons jamais abordé. La pièce dénonce l'antisémitisme : quelques jours après la première, un commando viendra briser les vitrines du théâtre. Il s'avère finalement que c'est Robert Hossein lui-même l'auteur. Ce n'est d'ailleurs pas son coup d'essai, il a déjà fait jouer *Les Voyous* au Vieux-Colombier.

« Le héros du drame est un jeune juif antisémite, un adolescent silencieux, fermé, buté. Comme nous n'avons pas cet article-là sous la main, je me paye l'audition des élèves du cours Dullin. Là, je tombe sur le gars que nous cherchons, Jean-Louis Trintignant. Lila Kedrova sera sa mère, grandiose et dérisoire. Rochefort toujours avec nous, et Carel. Un petit nouveau, Roger Dumas.

« [...] 1956. Nous nous installons à Marigny avec la très lourde tâche de succéder à Jean-Louis Barrault. Arrivant avec un petit pécule, nous nous associons avec Simone Volterra à cinquante-cinquante pour le meilleur et pour le pire. Nous ouvrons la saison avec *Nemo* (Rivemale). Le thème du héros de roman qui veut échapper à son éternel destin littéraire. Le premier acte se déroule dans le grand salon du *Nautilus*, œuvre de Georges Wakhevitch. Un hublot géant s'ouvre sur les profondeurs abyssales hantées par les pieuvres et autres monstres marins. Le coup d'œil est grandiose. Au deuxième acte, ça aurait plutôt tendance à se gâter.

« René Arrieu incarne le héros, avec ses vrais cheveux noirs et même un collier de barbe. Apparition dans la troupe d'Henri Virlojeux, Gérard Darrieu, Henri Labussière, Maurice Garrel, Christian Marin. Mais la minceur du sujet s'accorde mal à l'ampleur de la salle. Bref, c'est un demi-succès.

« Là-dessus nous nous attaquons à Feydeau : *L'Hôtel du libre échange*. Une comédienne très particulière fait son entrée à la compagnie, Florence Blot. Elle avait débuté dans la vie en confectionnant des chapeaux, elle avait débuté dans le métier en poussant la chanson au Globe, ce caf'conc' du boulevard de Strasbourg. Parrainé par Jean Rochefort, Jean-Paul Belmondo, sortant du Conservatoire, joue une panouille. Aspiré par le cinéma, il nous quittera prématurément. Noëlle, ma fille, joue une des quatre filles de papa Caussimon. Il y a aussi la très pimpante Armande Navarre. Et Malclès de nouveau avec nous. Gros succès.

« Entre-temps, nous avons lu le *Romulus* de Dürrenmatt. Son traducteur Jean-Pierre Porret nous raconte une autre de ses pièces, qu'il est justement en train de traduire, c'est *La Visite de la vieille dame*. Le mélange de tragique et de bouffon, le style baroque de Dürrenmatt nous plaisent. Adopté. Madame Sylvie prête son œil d'aigle à Claire Zahanassian, et en fait un personnage d'une cruauté sans appel, sous les dehors d'une milliardaire fantasque. Je joue pour la première fois — et avec quelle joie — un grand rôle dramatique.

« En dépit d'une presse élogieuse, ce n'est pas une réussite commerciale. Et l'argent file vite au Marigny. La saison s'achève avec un lourd passif.

« *La Vieille Dame* sera le dernier spectacle de la compagnie. Nous avons maintenant, Grenier et moi, envie de travailler chacun de son côté.

« [...] Il est parfois délicat de juger ce qu'on a fait. Je "passe donc la plume" à Alfred Simon qui, dans la revue *Esprit*, a analysé avec clairvoyance et amitié notre itinéraire :

« "Le moindre de leurs spectacles refait du théâtre ce site légendaire et amical, ce paysage pour la mémoire qu'il fut à nos émerveillements d'enfant. La Fête retrouvée, le sentiment dramatique sonnait clair et neuf. Ils ne sont certes pas seuls à nous les rendre, mais ils sont parmi les rares originalités irréductibles : le Barrault du théâtre total, le Vilar de la geste héroïque. Ce que certains condescendent à nommer la 'manière' Grenier-Hussenot est en réalité un STYLE, une reprise, devant l'exigence d'une vérité essentielle, de tous les éléments du jeu, quelque chose d'analogue au langage de Ramuz, le poète-romancier. Ces acteurs-poètes par leur jeu-en-poésie donnent ses lettres de noblesse au jeu des amateurs. Les Grenier-Hussenot ne doivent rien aux écoles : ils sont venus au théâtre avec leur vocabulaire propre, élaboré peu à peu dans leurs pérégrinations de comédiens-routiers au contact des publics les plus divers et les plus spontanés. Leur innocence malicieuse les met de plain-pied avec le style de la grande imagerie populaire, et leur réalisme poétique n'est pas si loin en esprit de l'art de Ramuz ou du Douanier Rousseau, de tout art primitif qu'un style ennoblit ainsi qu'une instinctive sympathie avec la réalité de l'homme et des choses." »

DOUAI : « Vers 1949, j'avais commencé à créer, avec Thérèse Palau, ce qui deviendra plus tard le Ballet national populaire. Je chantais dès l'après-midi à la radio, dans des galas ou des matinées privées. Je chantais au cabaret jusqu'à 2 heures du matin et à partir de 9 heures, je partais prospecter dans les écoles pour intéresser les chefs d'établissement à ce que j'appelais la sensibilisation du jeune public. Il fallait rendre visite aux établissements pour avoir un rendez-vous : il n'y avait pas le téléphone dans les écoles. Nous avons constitué une petite équipe qui présentait des spectacles fondés sur l'alliance du chant et de la danse et nous allions d'école en école faire des démonstrations.

« Ensuite, en 1955, je suis parti chanter au Québec. Ce voyage a été un tournant très important dans ma carrière. Les Québécois étaient passionnés par la chanson française et j'ai vécu là-bas, je pourrais dire, ma première grande rencontre authentique avec un public. Et cela dans un théâtre. À partir de ce moment-là, je n'ai plus jamais remis les pieds dans un cabaret. Ma rencontre avec le public québécois avait été tellement extraordinaire qu'il ne me semblait plus possible de chanter pour des gens qui vous entendent plus ou moins par hasard, parce qu'ils sont venus passer un bon moment, une soirée à boire et à rigoler. J'avais maintenant envie de chanter devant un public vraiment intéressé, pour des gens qui ont retenu leurs places à l'avance. Et alors, deux ans plus tard, en 1957, grâce à Olivier Hussenot qui avait joué au théâtre Marigny, j'ai eu la chance de voir mes vœux se réaliser. Pendant trois mois, j'ai chanté au Petit Marigny. Encouragé par l'accueil du public, j'ai pu recommencer l'expérience en 1959.

« Entre-temps, la petite troupe de danseurs que j'avais présentée dans les écoles avait grandi et, en 1960, avec Thérèse Palau devenue mon épouse, nous avons créé le Ballet national populaire, un spectacle mixte, chant et danse, au Théâtre des Champs-Élysées. On passait de la petite à la grande salle, avec cinquante-cinq artistes sur scène ! Je découvrais qu'un artiste pouvait à la fois ne pas s'isoler dans sa tour d'ivoire, trouver un répertoire qui le satisfasse, se préoccuper du public et aider à le former, et enfin rencontrer ce public dans un lieu privilégié : le théâtre. »

CONTRE LE SHOWBIZ

Malheureusement pour J. Douai et ses amis, à partir du début des années soixante, l'atmosphère change. À l'avènement de la culture yé-yé et des idoles de la génération du *baby boom* correspond l'expansion du *star system* et de l'industrie du spectacle. L'art va devenir une marchandise, l'artiste un produit fabriqué, et le spectateur un consommateur. Les choix que font alors O. Hussenot, Y. Robert et J. Douai sont sans équivoque et manifestent un seul et même idéal : refuser la logique du *show business* et défendre coûte que coûte un spectacle éthique, artisanal et de qualité. En 1959, O. Hussenot, tout en continuant à travailler au ca-

baret et au théâtre, devient le principal animateur d'une émission de télévision : *Banc d'essai*. Dans le prolongement direct des idées de l'immédiat après-guerre, elle a pour vocation de donner leur chance à de nouveaux auteurs, inconnus ou ignorés. Avec Danièle Delorme qu'il a épousée cinq ans plus tôt, Y. Robert fonde en 1961 sa propre société de production, La Guéville, du nom du moulin que le couple vient d'acquérir dans les Yvelines. Le premier film-maison, *La Guerre des boutons*, est tiré du roman de Louis Pergaud. Il raconte la rivalité et les bagarres de deux bandes de gamins appartenant à deux villages voisins de la campagne franc-comtoise. C'est un triomphe : Petit Gibus, l'interprète principal, fait rire et pleurer une France où les traditions paysannes et rurales sont encore bien vivantes. Après *Bébert et l'omnibus*, Y. Robert tourne en 1964 *Les Copains*. Un autre grand succès de l'époque. Adapté de l'œuvre de Jules Romains, le film donne à Georges Brassens l'occasion d'écrire l'une de ses plus belles chansons : « Les copains d'abord ». « Naviguant désormais en Père Pénard », Y. Robert réalise trois ans plus tard *Alexandre le Bienheureux*. Philippe Noiret y joue un paysan qui a décidé de se mettre en grève, préfère le lit au champ et confie à son chien le soin d'aller faire les courses au village. Cet éloge de la paresse, disait récemment le créateur de La Guéville, a eu à sa sortie, en 1967, « un effet thérapeutique sur certaines personnes. Après l'avoir vu, elles se sont dit : on va trop vite. Arrêtons-nous pour regarder l'oiseau¹⁰⁴. » La même année, J. Douai a pris, lui, la direction d'une maison de la culture de la banlieue parisienne. De là, il pense qu'il sera possible de lutter efficacement contre le déferlement du « toc » et d'entreprendre une véritable politique éducative.

Bien qu'ils soient à contre-courant du mouvement général, ces choix d'O. Hussenot, Y. Robert et J. Douai ne sont pas exceptionnels. Dans les années soixante, bien d'autres artistes de leur génération réagissent comme eux et veulent continuer à promouvoir les valeurs qui les ont inspirés depuis plus de vingt ans. Une manière d'être doublement fidèle : à soi-même et aux enseignements de J. Vilar.

HUSSENOT (Olivier) : « 1959. [...] Il se révèle très difficile de trouver de l'argent pour monter des pièces d'auteurs peu connus. Et c'est pourtant ce qui m'intéresse. Les directeurs et les producteurs n'ont guère le goût du risque. La Radiodiffusion française, en la personne de Paul Gilson, me permettra de poursuivre sans risques financiers la recherche d'auteurs nouveaux. Je laisse la parole à Paul Gilson : "L'émission publique d'Olivier Hussenot se déroulera dans des conditions aussi proches que possible de celles d'une représentation (esquisse de mise en scène, éléments de décor). Grâce à des animateurs de la qualité de Roger Blin, Jacques Fabbri, François Maistre, Jacques Mauclair et Sacha Pitoëff, elle permettra de faire connaître des pièces originales par leur sujet, inhabituelles dans leur style. Ici les jeunes auteurs seront traités avec les égards dus à la jeunesse sans qu'un buste de caissière leur réclame des comptes. On ne leur demandera que d'avoir du talent comme les spectateurs devant lesquels ils verront modeler leurs rêves. En organisant ces lectures animées, Olivier Hussenot invitera les hommes de métier : directeurs, producteurs, critiques, à prêter l'oreille." »

« [...] En deux saisons, nous avons présenté seize pièces. À la mort de Paul Gilson, nous avons dû nous arrêter. Gilson vivant, le comité de lecture de la RTF ratifiait mes choix, qui étaient aussi les siens. Mais le comité et moi n'avions pas la même optique. Le critère du comité, c'était la qualité littéraire. Pour moi, c'était la nouveauté du propos, l'originalité de la situation et des personnages, une vision du monde inattendue, même si la langue n'était pas parfaitement maîtrisée. Le comité a ainsi refusé certains textes qui me semblaient particulièrement intéressants. J'ai dû interrompre cette série en dépit du succès qu'elle rencontrait.

« Les débats qui suivaient ces lectures-spectacles ont réuni des personnalités très variées, Armand Salacrou, Marcel Bluwal, le R.P. Bruckberger, Claude Roy, Jean Duvignaud, Pierre-Aimé Touchard, Michel Polac, parmi tant d'autres.

« André Brincourt (*Le Figaro*) juge ainsi notre entreprise : "L'intérêt de ces lectures-spectacles est double : d'une part, nous bénéficions, en tant qu'auditeurs, d'œuvres originales interprétées par des comédiens de premier ordre ; d'autre part, la représentation elle-même ayant lieu en public, la pièce ne s'enferme pas, comme pour se 'protéger', dans un studio de verre, mais

104. Cf. *Le Monde du dimanche*, op. cit., p. 9.

accepte, avec tous les risques, la mise à l'épreuve. Pour l'auteur, pour les comédiens, comme pour nous-mêmes qui en percevons les échos, le public est présent."

« Après la disparition du *Banc d'essai*, l'idée a fait son chemin. Lucien Attoun, en créant au festival d'Avignon le Théâtre ouvert, a mis en œuvre une formule très voisine. »

VILAR : « Je crois que le théâtre peut être, *une fois de plus*, cet élément actif, qui, bien considéré en son *école* et en son *apprentissage*, peut être d'un apport considérable dans l'enseignement général et de base, dans l'animation de la classe, dans la libération de l'individu.

« Si l'artiste de théâtre doit être uniquement comédien, alors je crois que cet art du théâtre deviendra de plus en plus sclérosé, vieillot, embêtant, ou objet de luxe et de commerce privé. Si *l'artiste de la scène doit être uniquement comédien*, alors je crois que l'école du théâtre doit rester ce qu'elle est, et que le théâtre lui-même ne sera utile que le jeudi après-midi aux enseignants et aux enseignés, corvée pour les interprètes souvent, corvée parfois pour les élèves.

« Mais nous avons à concevoir et à préparer une autre école de théâtre.

« [...] Une école sans cours magistraux, sans concours, une école où Corneille, Racine, Molière ne règnent pas impérialement sur l'enseignement du théâtre, une école où les responsabilités civiques de l'acteur soient, dès son entrée, indiquées, imposées à l'étude. Ne pas former des individus brillants et creux, insupportables et sans culture. Il y a tout à faire en ce domaine. »

ROBERT : « Je m'étais mis en tête de tourner *La Guerre des boutons* d'après le bouquin de Louis Pergaud. Mais aucun producteur ne voulait risquer un sou sur l'affaire. Alors, avec Danièle Delorme, nous avons décidé de créer La Guéville et nous avons produit nous-mêmes le film. Après l'avoir terminé, on est allés voir des distributeurs. L'un d'entre eux, qui n'était pourtant pas n'importe qui, nous a dit : "Écoutez, si vous voulez un bon conseil, reprenez votre copie, enfermez-la dans un placard, fermez à double tour et jetez la clef au fond de la Seine." Je raconte toujours cette histoire car je la trouve épatante. Quand on sait le succès que le film a eu !

« La création de La Guéville correspondait aussi à la conception que je me faisais du métier. Ce qui m'a attiré vers le spectacle, ce n'est pas, à vrai dire, le rôle d'acteur mais le groupe, l'équipe. Et quand je fais un film, ce n'est jamais seulement le mien, mais celui de toute La Guéville où on prend les décisions de manière collégiale. On discute très longtemps sur le scénario, le découpage, la façon de tourner, etc. Le film est vraiment un ouvrage collectif. Cette conception, c'est aux auberges de jeunesse de l'avant-guerre et de l'Occupation que je la dois. Il y avait dans les auberges une profonde tolérance, une amitié gratuite, un esprit collectif qui faisaient que quand nous montions un spectacle, ce n'était jamais par ambition personnelle mais dans une démarche de groupe. On va me prendre pour un ancien combattant de revenir comme ça, quarante ans en arrière. Mais, je dois le dire, ce qui est essentiel dans mon métier, c'est à cette époque-là que je l'ai appris. »

VILAR : « Est-il possible, si l'on veut éviter l'engourdissement, l'ennui, l'égoïsme, la vanité, l'orgueil nocif, la sottise de l'âge et des différents âges, est-il possible de "faire" comme on dit, de faire du théâtre, sans cette sorte de contrainte et de viatique : "Je ne fais pas du théâtre pour moi seul puisque, après tout, je puis toujours faire le singe devant ma glace. Je ne fais pas du théâtre, je n'apprends pas ce métier, cet art, pour ma satisfaction et jouissance onanistes ; l'évidence même, c'est que j'ai besoin d'autres artistes pour jouer ; d'autres 'individus' : de régisseurs, d'ouvriers, de machinistes, d'électriciens ; d'ouvreuses, de contrôleurs ; de journalistes ; d'instituts théâtraux. J'ai besoin de la société pour satisfaire cette passion industrielle du bel canto ou de la tragédie, du drame ou de la comédie qui est mienne. Moi, tragédienne ou comédien ; moi, soprano ou ténor, j'ai besoin, pour humaniser, pour rendre plus humaines mes techniques, mon jeu — en un mot : pour séduire —, j'ai besoin nécessairement de connaître, de mieux connaître, de me plonger au sein de ce public, de cette société *dont je vis*, de ce groupement d'êtres qui sont mes chers contemporains et qui partagent avec moi les angoisses collectives, les folies meurtrières, certains vices, quelques vertus."

« [...] C'est à ce point où j'affirme — et peut-être est-ce la seule leçon que j'ai apprise après avoir travaillé avec, tout de même, près d'un millier d'artistes de tous âges —, c'est à ce point où j'affirme que seuls peuvent sauver de ce désastre feutré, de cette fausse gloire, de cette *mort vivante* le travail collégial, la vie en équipe, l'acceptation totale et le dévouement à une œuvre collective et aussi à une inévitable mission qui, en France tout au moins, porte le nom de "populaire". »

DOUAI : « En 1958-1960, il y a eu un virage. La société de consommation vient de naître ! Avant, ceux qui propageaient le toc ne s'intéressaient pas du tout à ce que nous faisons. Mais cela ne nous empêchait pas de gagner notre vie. On la gagnait même mieux qu'aujourd'hui, tout en travaillant autant. Mais là, au début des années soixante, nous allons découvrir que nous avons des concurrents qui ont des moyens de pression prodigieux. La publicité, les médias, la télévision se développent, la radio se diversifie. Et on commence déjà à "cloisonner". On aura plus tard France Culture, France Musique ou d'autres programmes. Certes il y en a pour tous les goûts et chacun en aura pour son argent à condition de savoir choisir ou d'être motivé. S'il ne l'est pas, il n'aura jamais l'occasion d'entendre de la musique classique. Les aberrations du système commencent ainsi à se manifester. La société de consommation envahit le milieu artistique. On appelle ça le *show business*, il faut faire des affaires, de l'argent ! Et petit à petit, les maisons de disques vont être à la recherche de produits qui se vendent en grande quantité, sans se préoccuper de la qualité artistique. Elles ne vont plus être au service de l'art mais se servir de l'art pour faire de l'argent.

« En réaction à cette situation, j'ai lancé en 1964 une opération qui s'appelait "Où va la chanson française ?". Et puis, en 1966, j'ai créé le Théâtre populaire de la chanson. Mais constatant que la direction des théâtres, au ministère de la Culture, ne s'y intéressait pas, après une année d'exploitation, j'ai accepté la direction de la maison de la culture de Sceaux-Bourg-la-Reine. Je l'ai appelée Les Gémeaux. Un signe double qui signifiait pour moi qu'on y ferait un double travail : sensibiliser le spectateur, et de préférence le jeune public, et présenter des spectacles de grande qualité sans sombrer dans l'élitisme. Pour moi, la vocation d'une maison de la culture, c'était cela. Un lieu privilégié qui devait permettre de présenter au public des spectacles de qualité ! Ne plus être obligé de répondre au goût du jour, à la mode, mais au contraire, un but ultime : avoir vocation de montrer des œuvres d'auteurs inconnus, jouées ou chantées par des artistes inconnus. Et en même temps, parce que cela me semblait inséparable, primordial, j'ai repris mon travail de sensibilisation dans les écoles, convaincu qu'il s'agissait là de la seule voie raisonnable.

« Malgré tout, je voyais très bien que nous devenions de plus en plus marginaux. Nous avions un public, mais il n'était pas assez nombreux pour faire entendre sa voix. Les concurrents disposaient de moyens de conditionnement de plus en plus importants. Ils pouvaient sortir un produit en 100 000 exemplaires, sûrs de le vendre dans les trois mois qui suivaient et c'est ça qui les intéressait. Nous, nous faisons un travail en profondeur, de longue haleine. D'ailleurs, tout cela, Jean Vilar l'avait dénoncé, dès 1962, dans une lettre aux associations restée célèbre. Il avait senti que la situation se dégradait et je me souviens qu'il s'était adressé aux artistes pour les mettre en garde. Je reprends ses termes de mémoire : "Il faut décrasser le comédien des théâtres populaires du mirage nocif du *star system*. Il faut qu'il sache que son avenir et le succès de son métier ne dépendent pas de la crédulité du public mais de la qualité humaine qu'il porte en lui. Et qu'importe que les artistes qui ont compris cela soient peu nombreux..." C'est resté pour moi un point de référence. »

VILAR : « Mais il m'aurait fallu commencer par le commencement et affirmer, par axiome, que la société est bien mal faite, qui ne protège pas les artistes, ses serviteurs, qu'ils soient ou très obéissants, ou anarchos. Bien mal faite, cette société, qui les contraint, à l'intérieur même de leur art ou de leur métier, à la hantise de la carrière pour la carrière. D'où les télévisions (pour avoir et gagner un "nom", tout autant que pour bien gagner sa vie, comme tu sais, comme je sais, comme on sait). D'où un film ici, une radio par là, une pièce n'importe laquelle ailleurs, puis un autre film, puis des dîners, des générales, parfois des protecteurs, voire des protectrices, des rendez-vous clandestins, "mais on n'en peut plus". Certes, depuis

plus de trente ans environ, la société des comédiens a mis un frein, du moins il me semble, à cet esclavage : "arriver à tout prix" mais nous n'en restons pas moins démunis, sans armes, contre les incertitudes de la carrière, contre les folies publicitaires des autres, contre... que de choses ne faudrait-il pas rappeler ?...

« Que faire ?

« [...] Et d'abord il n'y a pas de carrière à faire. "Arriver", "être quelque chose", "devenir quelqu'un", c'est le pire des chemins empoisonnés et traîtres. Le bonheur, fût-il le plus simple, n'est pas au bout de cette route ensorcelée. Ni, ici et là, sur ses bords. C'est au contraire le pire des esclavages, celui qui nous enchaîne à nous-mêmes. Qu'une ambition soutienne tout au long d'une vie un artiste de la scène, certes. Mais enfin, il faut la choisir, cette ambition.

« [...] Elle ne peut être : "Je serai la première." Elle ne peut être "je serai la gloire de mon art." Oh ! la, la ! Elle ne peut être : "Moi d'abord, dussé-je marcher sur les copains." Elle ne peut être : "Grand rôle, d'abord, et n'importe où et par n'importe quel moyen. Fric, tout de suite après." Tout cela, et le reste qu'il serait trop long de rappeler, constitue le Bazar des Ambitions théâtrales qui n'aide qu'à dresser des pantins, briser les caractères, faire de la comédienne ou du comédien un être au bout du temps très riche peut-être, très "publicitaire" évidemment, très, très connu, mais un bonhomme "appauvri", [...] un bonhomme (ou une bonne femme) très "employé", très "courtisé", très "admiré", mais vide, vidé, sans consistance, démoralisé à la cinquantaine. Un bonhomme, une bonne femme qui, la maturité venant, *a admirablement manqué sa vie.*

« L'ambition mal placée, mal choisie, ronge depuis le premier jour notre vie, nos nerfs, nos organes. Il faut apprendre à se libérer de cela. C'est la première démarche du bonheur. »

LA CHANSON 68

Dans le monde du spectacle comme ailleurs, 68 est une fracture. Tous les grands noms de la génération de l'art réconciliateur de la cité et du « théâtre, service public », vont se trouver pris à partie par les mouvements gauchistes. Jean-Louis Barrault est le premier à être contesté. Le 15 mai, le Théâtre de l'Odéon, dont il est alors le directeur, est envahi. C'est « l'un des hauts lieux de la culture bourgeoise » dont il faut « arrêter carrément le fonctionnement » et « changer les structures¹⁰⁵ ». Le 25 mai, les directeurs des théâtres populaires et des maisons de la culture se réunissent et signent le manifeste de Villeurbanne. Rédigé par Francis Jeanson, il constate l'échec du modèle de culture populaire et reconnaît l'existence d'un « non-public ». Lors du festival d'Avignon, J. Vilar subira bien sûr les attaques les plus rudes. Pour les contestataires, son œuvre n'est pas politique mais moralisatrice, et certains iront même jusqu'à le traiter de fasciste et lui lancer le slogan « Vilar-Béjart-Salazar ».

Fort heureusement pour eux, J. Douai, O. Hussenot et Y. Robert ont vécu un Mai 68 plus calme. Mêlés à l'enthousiasme de ces journées historiques, ils ont partagé l'espoir général d'une autre société. Un air qu'ils avaient souvent chanté.

Manifeste de Villeurbanne : « Jusqu'à ces derniers temps, la culture en France n'était guère mise en cause par les non-cultivés que sous la forme d'une indifférence dont les cultivés, à leur tour, se souciaient peu. Ça et là, toutefois, certaines inquiétudes se faisaient jour, certains efforts étaient entrepris avec le désir de s'arracher à l'ornière, de rompre avec le rassurant souci d'une plus équitable répartition du patrimoine culturel. Car la simple "diffusion" des œuvres d'art, même agrémentée d'un peu d'animation, apparaissait déjà de plus en plus incapable de provoquer une rencontre effective entre ces œuvres et d'énormes quantités d'hommes et de femmes qui s'acharnaient à survivre au sein de notre société mais qui, à bien des égards, en demeuraient exclus : contraints de participer à la production des biens matériels mais privés des moyens de contribuer à l'orientation même de sa démarche générale. En fait, la

105. Cité par P.-L. MIGNON, *Le Théâtre au XX^e siècle*, Gallimard, coll. « Folio-Essais », Paris, 1986, p. 97.

coupure ne cessait de s'aggraver entre les uns et les autres, entre ces exclus et nous tous, qui, bon gré mal gré, devenions de jour en jour davantage complices de leur expulsion.

« D'un seul coup la révolte des étudiants et la grève des ouvriers sont venues projeter, sur cette situation familière et plus ou moins admise, un éclairage particulièrement brutal. Ce que nous étions quelques-uns à entrevoir, et sans trop vouloir nous y attarder, est devenu pour tous une évidence : le viol de l'événement a mis fin aux incertitudes de nos fragiles réflexions. Nous le savons désormais, et nul ne peut plus l'ignorer : la coupure culturelle est profonde, elle recouvre à la fois une coupure économique-sociale et une coupure entre générations. Et dans les deux cas, c'est — au plan qui nous concerne — notre attitude même à l'égard de la culture qui se trouve mise en question de la façon la plus radicale. Quelle que soit la pureté de nos intentions, cette attitude apparaît en effet à une quantité considérable de nos citoyens comme une option faite par des privilégiés en faveur d'une culture héréditaire, particulariste, c'est-à-dire tout simplement bourgeoise.

« Il y a d'un côté le public, notre public, et peu importe qu'il soit, selon les cas, actuel ou potentiel (c'est-à-dire susceptible d'être actualisé au prix de quelques efforts supplémentaires sur le prix des places ou sur le volume du budget publicitaire) ; et il y a, de l'autre, un "non-public" : une immensité humaine composée de tous ceux qui n'ont encore aucun accès ni aucune chance d'accéder prochainement au phénomène culturel sous les formes qu'il persiste à revêtir dans la presque totalité des cas.

« [...] Á la conception traditionnelle dont nous avons été jusqu'ici plus ou moins victimes, il convient de substituer sans réserve et sans nuance, tout au moins dans un premier temps, une conception entièrement différente qui ne se réfère pas *a priori* à tel contenu préexistant, mais qui attend de la seule rencontre des hommes la définition progressive d'un contenu qu'ils puissent reconnaître. Car il est maintenant tout à fait clair qu'aucune définition de la culture ne sera valable, n'aura de sens, qu'au prix d'apparaître utile aux intéressés eux-mêmes, c'est-à-dire dans l'exacte mesure où le "non-public" y pourra trouver l'instrument dont il a besoin, et ce que nous pouvons déjà tenir pour assuré, c'est qu'elle devra par conséquent lui fournir — entre autres choses — un moyen de rompre son actuel isolement, de sortir du ghetto, en se situant de plus en plus consciemment dans le contexte social et historique, en se libérant toujours mieux des mystifications de tous ordres qui tendent à le rendre en lui-même complice des situations réelles qui lui sont infligées.

« C'est pourquoi tout effort d'ordre culturel ne pourra plus que nous apparaître vain aussi longtemps qu'il ne proposera pas expressément d'être une entreprise de *politisation* : c'est-à-dire d'inventer sans relâche, à l'intention de ce non-public, des occasions de se politiser, de se choisir librement, par-delà le sentiment d'impuissance et d'absurdité que ne cesse de susciter en lui un système social où les hommes ne sont pratiquement jamais en mesure d'inventer ensemble leur propre humanité. »

HUSSENOT (Olivier) : « Mai. Je passe une nuit historique aux états généraux du cinéma. Tout ce que la jeune génération compte de réalisateurs, producteurs, critiques, techniciens et comédiens est réuni dans la grande salle Gérard-Philippe de Suresnes. Dans l'enthousiasme et la contradiction, on refait le monde (du cinéma). On lance des idées d'une audace inconnue à ce jour. On va jusqu'à envisager de faire supporter à l'État les frais de production, de distribution et d'exploitation, ce qui aurait pour conséquence la gratuité pour le spectateur. »

ROBERT : « 68 a été un moment formidable. Il y a eu un mois d'état de grâce. Nous étions beaucoup à savoir que la Révolution n'allait pas se faire mais le vent qui soufflait, nous le connaissions bien. D'une certaine manière, nous l'avions déjà vécu dans l'avant-guerre et pendant l'Occupation, dans les milieux anarchistes, dans les auberges. Dans le monde du cinéma, des propositions fusaient de partout. Il y avait un groupe, dont Chabrol était le porte-parole, qui défendait l'idée d'un cinéma gratuit. En fait, c'était une utopie très pernicieuse et nous l'avions dit à Chabrol, avant son discours. C'était un projet typique des anarchistes lorsqu'ils tombent dans l'excès et deviennent dangereux. Á mon avis, le spectacle doit être un désordre bien organisé.

DOUAI : « En 68, j'ai acheté un magnétophone à piles et un gros micro et je suis parti me balader. Je suis entré à l'Odéon et ailleurs, en me disant que j'allais recueillir des témoignages extraordinaires. Quand, revenu chez moi, j'ai écouté les enregistrements, c'était une cacophonie invraisemblable parce que tout le monde parlait en même temps. D'un certain point de vue, j'ai été presque plus intéressé par le printemps de Prague. Là-bas aussi, c'était un mai 68 et on retrouvait dans deux sociétés différentes les mêmes réactions. Cela dit, mai 68 a représenté pour moi l'espérance d'avoir la parole et de pouvoir faire basculer la société de consommation vers autre chose, vers une autre dimension. Mais, malheureusement, nous avons raté le coche. C'était la seconde fois car nous l'avions aussi raté après la guerre, à la Libération. »

REVENIR AU SPIRITUEL

Dans les années soixante-dix, O. Hussenot joue dans plusieurs films et quelques feuilletons de télévision dont *Cinq à sec*. Mais ce ne sont là que des activités annexes. Il demeure, avant tout, un comédien de théâtre et interprète plus d'une vingtaine de pièces. En 1970, il part pour une saison à New York. Il est le conseiller du roi dans *Lettre morte* et *Architruc* de Robert Pinget. Deux ans plus tard, il monte sur la scène du Théâtre de la Ville pour *Santé publique*, une satire de la vie hospitalière de Pierre Nichols. La pièce est un triomphe et sera reprise l'année suivante. En 1974, il retourne aux États-Unis pour une tournée des universités américaines avec *Le roi se meurt*, de Ionesco. Fidèle à ses idées, il participe en 1975 à la fondation de la Coopérative du spectacle. Celle-ci a pour mission, écrit-il dans ses Mémoires, de « lutter contre la solitude du comédien et de l'aider à sortir de sa condition d'objet entre les mains de ceux qui font le spectacle. [...] Nous avons donc décidé de nous réunir, et de gérer nous-mêmes nos propres carrières, avec nos propres fonds et selon nos propres critères, dans un esprit de solidarité active ». Interprète en 1977 de *La Dame de la mer*, d'Ibsen, et de *L'Éventail*, de Goldoni, il achève la même année ses Mémoires. C'est à son ami Raymond Queneau, disparu un an plus tôt, qu'il laissera le mot de la fin : « Philosophiquement, je vieillis essayant de jouir de mon reste. »

De son côté, Y. Robert a continué de se consacrer presque exclusivement au cinéma. En 1972, il réalise *Le Grand Blond avec une chaussure noire*, dont Pierre Richard est l'interprète principal. Le film connaît un tel succès qu'après *Salut l'artiste*, l'une de ses œuvres préférées, sort en 1974 *Le Retour du grand blond*. Une suite dont il affirme alors n'avoir aucune honte tant l'amuse « le mécanisme du vaudeville qui », quand on le crée, « est presque un travail manuel¹⁰⁶ ». Puis, en 1976, il tourne *Un éléphant ça trompe énormément* avec, notamment, Jean Rochefort, Claude Brasseur, Guy Bedos et Victor Lanoux. Le film frise le million de spectateurs et reste, lui aussi, dans la tradition chère à Y. Robert. Comme le dit Jacques Siclier, « c'est un film de copains, écrit et tourné dans la bonne humeur¹⁰⁷ ». L'année suivante, la fine équipe récidive dans *Nous irons tous au paradis*. Une fois encore, le succès est au rendez-vous. On enregistre 150 000 entrées dès la première semaine. Une performance. D'autres suivront : *Courage, fuyons* en 1979 et surtout *Le Jumeau* en 1984 où l'on retrouve P. Richard dans le rôle d'un tendre menteur qui s'invente un frère jumeau. Celui-ci l'entraînera dans de folles aventures et il aura bien du mal à se dépêtrer de son double. Si, à la sortie du *Jumeau*, Y. Robert répondait à une journaliste que « l'art de distraire est tout aussi social qu'une mission de bienfaisance¹⁰⁸ », il ne s'est pourtant pas contenté d'être un amuseur public. Acteur en 1975 dans ce qui est certainement le chef-d'œuvre de Costa-Gavras, *Section spéciale*, un film sur l'organisation des tribunaux d'exception sous Vichy, il a aussi, en tant que directeur de La Guéville, favorisé l'éclosion de nouveaux talents. Jacques Doillon, par exemple, dont il a produit les trois premiers longs métrages. Cette attention portée aux jeunes cinéastes n'a rien de fortuit. En effet, dès 1974, Y. Robert avait tenu des propos malheureusement prophétiques : « Le cinéma français n'a pas de recherche. Il est invraisemblable que des grandes

106. *L'Avant-Scène Cinéma*, n° 146, avril 1974, p. 6.

107. *Télérama*, n° 1943, 8 avril 1987, p. 116.

108. *France-Soir*, 9 oct. 1984.

maisons françaises de distribution et d'exploitation comme Gaumont, UGC... et d'autres, n'aient pas un budget uniquement fondé sur les recherches cinématographiques. Ce défaut dans la création risque de provoquer un essoufflement de la production et par là même une crise profonde du cinéma¹⁰⁹. »

Mais retrouvons maintenant J. Douai. Après plusieurs années passées en tournées dans les pays francophones et une période difficile où il s'est passionné pour la peinture, il s'est installé au Théâtre du Jardin.

DOUAI : « En 1982, on nous a proposé, à Ethéry Pagaya et à moi-même, de reprendre la direction du Théâtre du Jardin d'acclimatation. Bien qu'existait depuis 1974, et créé par Yves Dupont et Olivier Hussenot — encore lui ! —, il n'avait fonctionné qu'une seule année à temps plein, grâce à Sylvia Monfort. Vous ne pouvez pas vous imaginer dans quel état il se trouvait quand nous l'avons repris. Pour toute toiture, il n'y avait qu'une toile. On entendait constamment le bruit de la rue et dès qu'il pleuvait, on ne pouvait plus ni chanter, ni jouer de la musique. L'hiver, on crevait de froid. L'été, on crevait de chaud. Il a donc fallu trouver de l'argent pour le remettre en état et commencer à le faire fonctionner. Yves Dupont, le directeur du Jardin, qui avait fait construire ce théâtre avec de petits moyens mais souhaitait qu'il se développe et devienne un centre permanent d'activités artistiques, nous a beaucoup aidés. En collaboration avec lui, nous avons créé une association 1901, « Les Amis du théâtre du Jardin », de manière à recevoir l'aide des pouvoirs publics. Nous avons vu tous les ministères, la Ville de Paris, le Conseil régional, toutes les institutions qui étaient susceptibles de nous aider. Beaucoup d'amis aussi nous ont soutenus : Cora Vaucaire, Marcel Marceau, Michael Denard, Ghislaine Thesmar, Raymond Devos qui a accepté de présider l'association. Et ainsi, petit à petit, en consacrant du temps et de l'énergie, nous avons réussi à faire fonctionner ce théâtre dans des conditions à peu près satisfaisantes. Il y a maintenant une charpente, un toit digne de ce nom et les travaux d'aménagement essentiels ont été réalisés. On peut maintenant y travailler, former des artistes, monter des spectacles, recevoir un public dans des conditions décentes. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire car notre projet est que ce théâtre devienne le prototype d'un véritable espace d'expression pour l'enfance et la jeunesse.

« Pour moi, ce théâtre, c'est à la fois un nouveau départ et le prolongement de quarante années d'efforts en direction du jeune public. Dès 1946, en effet, je m'en étais préoccupé. À cette époque, je travaillais dans une maison d'enfants, des orphelins de guerre, où nous faisons du mi-temps pédagogique. La moitié de la journée étant consacrée aux disciplines fondamentales et l'autre aux activités artistiques et sportives. En deux ans, les enfants se recyclaient et devenaient les meilleurs élèves de l'école du village. Je dis toujours que, dans ce domaine, nous avons soixante-dix ans de retard car les gens qui m'ont appris, quand j'avais vingt ans, à être attentif à l'éducation artistique des jeunes, ils le savaient et s'en préoccupaient depuis trente ans, au minimum. Éveiller l'enfance et la jeunesse à l'art, c'est capital. Les enfants sont l'avenir, ce sont eux qui, adultes, décideront, en tant qu'artistes ou comme public, de la qualité des spectacles de demain. Et, en vérité, quand on travaille avec un enfant, que l'on voit son avidité de vivre, son appétit de connaître, son désir de découvrir, on se dit qu'il suffit simplement de cultiver tout cela, de satisfaire cette curiosité naturelle. Être curieux, toujours, c'est cela l'essentiel. Sinon, vous êtes mort vivant. Et en plus, d'un point de vue social, cette démarche en direction de l'enfance est indispensable. Toute la société en bénéficie. À tous les responsables que je rencontre, je dis toujours que dans la mesure où je fais bien mon travail, il y aura plus tard moins de monde dans les prisons. Ce que nous faisons ici, c'est de la prévention. Ou plutôt de la prévention de la prévention.

« Il y a autre chose qui va vous intéresser : la manière dont nous travaillons ici et qui est tout à fait dans la continuité de ce que j'ai appris à Uriage. Là, nous avons tout ce qu'il fallait pour nous exprimer. On pouvait faire du théâtre, chanter, jouer d'un instrument, peindre, faire de la poterie. Il n'y avait pas de coupure entre les différents domaines de l'art. Eh bien, ici, c'est pareil. Depuis l'ouverture du théâtre jusqu'à aujourd'hui, nous avons reçu près de 70 000 enfants et organisé six cents manifestations de toutes sortes : des séances de théâtre, de chansons,

109. *L'Avant-Scène Cinéma*, op. cit., p. 6.

des festivals de ballets, de cinéma, des expositions de peinture. Nous avons monté deux comédies musicales, un opéra. Nous avons reçu l'Opéra de Paris, celui de Pékin. Nous avons accueilli des artistes de partout, d'Asie, d'Amérique et d'Europe. Nous avons organisé deux colloques sur des sujets en rapport avec nos préoccupations. Nous donnons des concerts éducatifs, avec de jeunes interprètes, des récitals de chansons pour éveiller les enfants au folklore et à la poésie. Nous avons aussi une école que dirige Ethéry Pagaya. Nous y formons des danseurs qui seront non seulement d'excellents techniciens mais des artistes de belle qualité humaine. Ils pratiquent ici toutes les disciplines artistiques. Nous avons une bibliothèque où ils peuvent trouver à lire sur des sujets en rapport avec leur métier et sur la société dans son ensemble. Nous nous employons à ce qu'ils aient un plus grand et meilleur rayonnement personnel, à ce qu'ils travaillent sur eux-mêmes afin de devenir des gens cultivés au sens noble du terme. Pour moi, la culture, ce n'est pas "ce qui reste quand on a tout oublié". C'est l'accumulation de tout ce qu'on a acquis au contact de l'art. C'est la capacité de développer par auto-éducation toutes ses potentialités. C'est cultiver une autre dimension de soi-même. Non celle qui se voit, le paraître, mais l'autre, plus intérieure. Le spirituel. Aujourd'hui d'ailleurs, on assiste à un changement de cap. Il est primordial pour l'homme de demain qu'il sache se dégager de la double aliénation par le travail et le loisir. Je ne suis pas loin de penser qu'il faudra bientôt assurer un minimum vital pour tous. Et que ceux qui souhaitent travailler davantage pour gagner plus le fassent. Mais que les autres puissent vivre autrement. Que la pauvreté et l'oisiveté ne soient pas considérées comme des tares. Travailler certes, mais aussi avoir la possibilité de faire des choses par soi-même, pour soi-même et pour les autres, sans référence au profit, avoir le temps de vivre intelligemment à l'inverse des consommateurs de loisirs. »

ÉPILOGUE

Le mardi 10 février 1987, à 20 heures 30, j'entrai au Jardin d'acclimatation. Ce soir-là, J. Douai présentait au monde du spectacle et à la presse spécialisée une nouvelle manifestation du Théâtre du Jardin : « Les mardis de la chanson ». Chaque semaine, du 17 février au 16 juin, les plus célèbres interprètes viendraient chanter les œuvres des poètes d'aujourd'hui et de demain, « les mille plus belles chansons françaises des quarante dernières années », précisait le programme. Par ailleurs, il était prévu que chaque récital serait retransmis sur « 98.8 FM » (ex-Fréquence Montmartre), dans l'émission « Chansons côté jardin » de Jean Arnulf, et qu'en première partie, passerait un jeune interprète, inconnu ou méconnu. Pour cette soirée inaugurale, J. Douai avait demandé à tous ses camarades de venir chanter, ne serait-ce que quelques instants : Valérie Ambroise, Béatrice Arnac, Isabelle Aubret, Jacques Bertin, Caroline Clerc, Jacqueline Danno, Juliette Gréco, Christian Juin, Serge Kerval, Simone Langlois, Bernard Lavalette, Monique Morelli, Marcel Mouloudji, Marc Ogeret, James Ollivier, Colette Renard, Catherine Sauvage, Francesca Solleville, Cora Vaucaire. Bref, il ne manquait que Léo Ferré, et les amis Brassens et Brel, pour que la génération fût au complet. Malheureusement tous les invités ne purent venir. Mouloudji par exemple qui, souffrant d'une grosse bronchite, proposa à son fils de le remplacer. Ce qu'il fit avec une voix et un talent à l'égal du père. Marc Ogeret, également, ne put répondre présent, empêché par un récital décidé à la dernière minute. Mais la soirée fut quand même une grande réussite. Le Théâtre du Jardin était plein à craquer, une longue amitié unissait les artistes et créait une émotion partagée par tous. On eût dit que la chanson française revivait, portée par l'optimisme de J. Douai, reprise par les chanteurs et les spectateurs. Il y eut pourtant une fausse note. L'une des interprètes fit, avant de chanter, une déclaration dont les termes étaient à peu près les suivants : « Je suis venue ici par amitié pour Jacques et pour soutenir son entreprise. Mais, quant à moi, je n'y crois plus. Nous avons été battus par des gens qui n'ont pas la même conception du métier que nous, pas la même morale que la nôtre. Et si je m'écoutais, et si j'en avais le courage, je me suiciderais. » Un silence général, bien compréhensible, s'ensuivit, bientôt rompu par l'interprétation d'« Avec le temps ». Mais, ce soir-là, il était un peu tard pour que les enfants du Théâtre du Jardin fussent présents...

Deux intellectuels en quête de fraternité

À Uriage et à la Thébaïde, on proclamait haut et fort la primauté du spirituel. La réflexion sur les valeurs devait toujours précéder et commander l'action. C'est donc en suivant deux intellectuels, Gilbert Gadoffre et Jean-Marie Domenach, que nous achèverons cette série de voyages biographiques dans la société française.

En 1947, après un long séjour en Autriche, G. Gadoffre rentre en France et crée l'Institut collégial européen, un centre culturel qui va rapidement connaître une très grande notoriété. Installé dans l'un des plus beaux sites du Val-d'Oise, dans l'ancienne abbaye de Royaumont fondée par Saint-Louis, le maître du Murinais organise, durant sept longues et fructueuses années, colloques, séminaires et stages où se retrouvent des étudiants, des universitaires et des chercheurs venus du monde entier. Puis, en 1953, G. Gadoffre quitte Royaumont et reprend des charges d'enseignement, d'abord en Grande-Bretagne à l'université de Manchester et ensuite, à partir de 1963, à Berkeley en Californie. À l'étranger pendant l'année scolaire, il se consacre l'été aux rencontres de l'Institut collégial qui, après une période itinérante, trouve en 1960 une nouvelle demeure : le Logis des Montains à Loches-en-Touraine. Le choix sera durable. Aujourd'hui à la retraite et âgé de soixante-dix-huit ans, G. Gadoffre passe chaque année deux ou trois mois en Indre-et-Loire pour animer et diriger les colloques de l'Institut. Mais ses activités ne s'arrêtent pas là. Spécialiste de la littérature de la Renaissance et auteur de plusieurs ouvrages dont un classique sur Ronsard et un essai sur du Bellay¹¹⁰, il collabore aujourd'hui également aux séminaires interdisciplinaires du Collège de France qu'il a fondés, voici de nombreuses années, avec le mathématicien André Lichnerowicz et l'économiste F. Perroux, récemment disparu. Régulièrement, littéraires et scientifiques s'y réunissent pour débattre de la théorie des systèmes, du rôle de l'analogie dans la production de la connaissance ou bien encore du concept de vérité scientifique.

De onze ans le cadet de G. Gadoffre, J.-M. Domenach est, lui, entré à la revue *Esprit* en 1946. Il a alors vingt-quatre ans et fait partie du comité directeur institué un an plus tôt par E. Mounier. À la mort de ce dernier, en 1950, il est nommé rédacteur en chef tandis qu'Albert Béguin prend les fonctions de directeur de publication. Mais, en 1957, celui-ci disparaît à son tour et J.-M. Domenach lui succède et lance une nouvelle série. Celle-ci va durer vingt ans, jusqu'en 1976, date à laquelle J.-M. Domenach quitte la revue et laisse à Paul Thibaud le soin de continuer. Après avoir travaillé pendant quelque temps à l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et au Centre de formation des journalistes (CFJ), il devient en 1980 professeur à l'École polytechnique, dans le département Humanités et sciences sociales. Membre du Centre de recherche sur l'épistémologie et l'autonomie (CREA) fondé en 1982 dans le cadre de l'École, J.-M. Domenach est un intellectuel reconnu et écouté. Conférencier occasionnel de plusieurs universités européennes et américaines, auteur d'innombrables articles parus aussi bien dans la presse française que dans des revues internationales, il a publié une douzaine de livres

110. G. GADOFFRE, *Ronsard*, Éd. du Seuil, coll. « Écrivains de toujours », Paris, 1960 ; *Du Bellay et le sacré*, Gallimard, coll. « Essais », Paris, 1978.

au travers desquels il n'a cessé depuis quarante ans de prendre position sur tous les grands courants de la pensée contemporaine. Deux ouvrages encadrent l'ensemble de son œuvre et résument très bien qui est l'homme, J.-M. Domenach, ses idéaux et ses combats. Chrétien fidèle en amitié, il a écrit son premier livre en 1947 et l'a consacré à son camarade de la résistance lyonnaise fusillé par les Allemands : *Gilbert Dru, celui qui croyait au ciel*¹¹¹. Homme de gauche ouvert mais ferme sur certains principes, c'est en 1984 qu'il a fait paraître son dernier ouvrage, *Lettre à mes ennemis de classe*, un pamphlet contre les équivoques et le sectarisme de la gauche officielle¹¹².

Ainsi, de 1945 à nos jours, G. Gadoffre et J.-M. Domenach ont pensé et agi dans des lieux différents. Entre eux, il existe pourtant un point commun qui trouve son origine dans l'expérience inoubliable qu'ils ont vécue à Uriage et à la Thébaïde. Pour l'un comme pour l'autre, le travail intellectuel n'a jamais été depuis plus d'un demi-siècle un acte solitaire, mais une œuvre collective, fruit de la synergie des hommes et de la synthèse des idées. Et aujourd'hui encore, ils rêvent d'une fraternité de l'esprit.

PENSER ENSEMBLE

Dans l'immédiat après-guerre, c'est un même idéal qui conduit J.-M. Domenach à rejoindre *Esprit* et G. Gadoffre à créer Royaumont : incarner dans la paix le renouveau humaniste et communautaire dont les années d'Occupation ont été le laboratoire. Pour ce faire, il n'est à leurs yeux de meilleure solution que de se réunir en équipe, de préférence à l'écart des grands centres urbains, et de travailler ensemble à poser les fondements d'une renaissance qui soit à la fois nationale, européenne et ouverte sur le monde.

DOMENACH : « Quand la Libération a été acquise dans le Sud-Ouest, Segonzac m'a convoqué et m'a dit : "Vous, Domenach, les intellectuels, vous partez à Grenoble pour essayer d'en faire une ville-prototype, un modèle pour la France entière." Je suis donc parti avec Dumazedier dans l'Isère. Mais, arrivé là-bas, très vite, les choses se sont dégradées. J'étais chargé de rédiger les éditoriaux du *Dauphiné libéré*, mais j'étais obligé de le faire en alternance avec un type qui, en fait, était un agent de Moscou. La politique avait déjà repris le dessus. Bref, au bout de deux mois, je n'ai plus supporté et j'ai repris ma liberté à l'égard du groupe d'Uriage. Je suis remonté à Paris et, un peu plus tard, je me suis intégré à l'équipe d'*Esprit*. *Esprit*, je l'ai vécu tout à fait dans le prolongement d'Uriage, même si c'était sur un mode plus intellectuel, moins physique et moins hiérarchique. Je continuais à inscrire mon destin dans un groupe et dans une responsabilité à l'égard d'une communauté. »

MOUNIER : « Il nous faut à la tête d'*Esprit* une équipe d'hommes à la peau dure, qui se sachent et se sentent en état de guerre spirituelle, et aient les uns pour les autres une sorte de sévérité militaire sous le regard unique de l'amitié. »

DOMENACH : « Magnifique automne 1944 — cette saison qu'aime Mounier, où le travail reprenait... À force de démarches, il parvient à faire reparaître *Esprit* en décembre 1944. Bientôt la revue s'installe au 27 de la rue Jacob ; elle y occupe un étage au-dessus des Éditions du Seuil où doivent reparaître les "collections *Esprit*", dont la plus célèbre, "Frontière ouverte", sera la première à initier les Français aux problèmes du tiers monde. Le comité directeur et les groupes de rédaction sont mis en place ; un "collège personnaliste" réunit des philosophes au-delà du cercle de la revue ; les groupes *Esprit* se reconstituent en province et les contacts reprennent aussitôt avec l'étranger ; à Paris un "Club du citoyen", animé par Paul Fraisse, se consacre à la critique de l'information et à l'éducation politique...

« Dans le même temps, Mounier réalise un rêve qu'il avait formé depuis longtemps : habiter à l'écart du centre de Paris en compagnie de quelques camarades, afin de rompre

111. J.-M. DOMENACH, *Gilbert Dru, celui qui croyait au ciel*, ECF, Paris, 1947.

112. J.-M. DOMENACH, *Lettres à mes ennemis de classe*, Éd. du Seuil, Paris, 1984.

avec l'anonymat urbain et de mener cette vie communautaire qu'il n'a pu jusqu'alors qu'essayer. Réaliste comme il l'était dans ses utopies, il avait, avant-guerre, battu la banlieue à la recherche d'un coin idéal, plantant enfin sa tente à Châtenay-Malabry : un hectare et demi de parc et trois maisons assez ruinées. Paul Fraisse s'emploie à remettre les lieux en état et bientôt trois familles s'installent aux "Murs blancs" : les Fraisse, les Marrou et les Mounier ; la mienne les rejoindra en septembre 1946, les Baboulène un an plus tard. Une communauté ? Pas vraiment si l'on donne à ce mot son sens fort. Disons plutôt une amitié. Mounier, qui a tant insisté sur la valeur du privé, se méfie des groupes fusionnels. Chaque famille conserve donc son autonomie au sein d'un ensemble qui se sait orienté à la même œuvre et qui se donne ses propres lois. »

GADOFFRE : « En 1945, j'ai été nommé directeur de l'information en zone française d'Autriche. J'y suis resté environ dix-huit mois pendant lesquels, en plus de mes activités quotidiennes, j'ai étudié la manière dont les Autrichiens avaient été nazifiés, dans quelles conditions et quelles couches sociales. Une partie de mon rapport a d'ailleurs été publiée dans la *Revue des Annales* en janvier 1947. Ensuite, je suis revenu en France avec l'idée de réaliser l'une des utopies de *La Somme* : l'Institut collégial¹¹³. Mais il fallait d'abord trouver un lieu. À l'époque, le propriétaire de Royaumont avait très peur d'une réquisition car son domaine était immense, très logeable et presque inoccupé, si ce n'est par lui-même et par sa famille en week-end. Il cherchait donc une organisation désireuse de s'y installer et il m'a proposé de venir voir. Le cadre m'a plu et convenait parfaitement à ce que je voulais entreprendre. J'ai donc fait le saut dans le vide et accepté.

« [...] Blottie dans un ancien marais, à l'écart des lignes de grande communication et des villes, cernée par des forêts, bordée de pâturages et de rivières, l'abbaye de Royaumont n'est pas de ces hauts lieux qui sollicitent les regards. Il faut pour la trouver l'œil du chercheur ou de l'artiste, car tout en elle est harmonieux repliement et paradoxes : ces ruines d'une église géante ne font que masquer un cloître et des bâtiments conventuels du plus pur gothique et miraculeusement conservés, cette flèche isolée qui tient debout on ne sait trop pourquoi surplombe une ferme modèle et une laiterie "Restauration", cette "folie" de style Louis XVI qui se mire dans une pièce d'eau n'est presque pas une demeure profane, mais le palais de moines commendataires. L'histoire a visiblement marqué ces pierres, et il n'est guère de grands événements, de Saint Louis à Robespierre, qui n'aient laissé ici de traces.

« [...] Institution libre, en marge des grands établissements d'État, le Centre n'entend pas concurrencer les institutions existantes, mais répondre à quelques exigences de la vie intellectuelle d'aujourd'hui qui ne sont pas satisfaites par elles. Alors qu'un abîme sépare de plus en plus la culture de type traditionnel et la vie, ce qu'il est convenu d'appeler les "sciences sociales" (sociologie, psychologie collective, histoire des civilisations, géographie humaine et économie) commencent à prendre conscience de leur unité et à élaborer dans l'ombre les fondements d'un nouvel humanisme assez différent de l'ancien, mais en prise directe sur la vie moderne et adapté au XX^e siècle. Ce mouvement de synthèse humaniste des sciences sociales a été assez peu sensible en France jusqu'ici, parce que le cloisonnement des facultés et l'individualisme des savants se prêtaient mal à un rapprochement des disciplines. C'est ce travail qu'a entrepris Royaumont en organisant périodiquement depuis 1948 des séries de journées d'études sur l'unité des sciences sociales qui réunissent quelques-uns des plus éminents sociologues, psychologues, économistes et historiens d'Europe et d'Amérique, qui étudient les modalités de collaboration entre leurs disciplines et les possibilités d'application des sciences sociales unifiées à l'étude des grands problèmes de la civilisation du XX^e siècle.

« Au cours de ces congrès, les délégués français sont accompagnés chacun par un de leurs disciples. Et c'est de la rencontre entre ces étudiants qu'est né le projet — maintenant réalisé — d'une jeune équipe de recherche qui, installée de façon quasi permanente au Centre, entreprend une enquête collective sur un village voisin de Royaumont en utilisant les méthodes psycho-sociologiques mises au point par les congrès de 1948 et 1949. Leur ambition va même jusqu'à envisager de grands travaux collectifs qui leur permettraient de faire avancer

113. Cf. encadré pages suivantes.

L'INSTITUT COLLÉGIAL, UNE COMMUNAUTÉ D'ÉTUDIANTS

Il ne faudra pas attendre que les réformes ici préconisées soient en voie de réalisation pour s'attaquer au problème des foyers culturels universitaires. Il y a du moins un type de foyer réalisable immédiatement et avec des moyens limités : c'est l'institut collégial. Nous entendons par là une communauté étudiante de type nouveau, encadrée par de jeunes professeurs sous la direction d'un régent, chef de communauté, et capable de suppléer aux défaillances des externats techniques des facultés. À la base de cette expérience, il faudra une équipe de jeunes humanistes, gens actifs ayant le goût de la réalisation et décidés à conduire à fond une aventure avec ou sans le secours des pouvoirs publics. L'État pourra les soutenir, mais sans réglementations tatillonnes ni contrôle paralysant. On pourrait résumer en huit points les conditions générales nécessaires pour un départ :

1. Le cadre de l'Institut collégial ne sera jamais choisi avec trop de soin. On devra éviter les quartiers centraux et chercher un asile de calme comportant au moins un grand jardin, sinon un parc. Les créateurs de la Cité universitaire ont déjà réalisé un progrès en déplaçant vers la périphérie l'axe de la vie étudiante à Paris. Mais ils ont été trop timides. Ils auraient dû aller plus loin, jusqu'à la vallée de Bièvres ou au parc de Sceaux. Grâce à l'actuel prolongement du métropolitain, le problème des communications avec les facultés n'en serait pas compliqué pour cela.
2. On veillera à l'équilibre entre les principes d'unité et diversité. Il n'est pas indispensable, par exemple, de ne réunir que des étudiants attelés aux mêmes examens. Le seul fait de vivre et de parler chaque jour avec des camarades poursuivant des cycles d'études différents a en lui-même une valeur de formation intellectuelle et sociale. Mais il faudra trouver alors un autre principe d'unité. On pourrait inversement imaginer un Institut collégial spécialisé dans un certain secteur d'études. Il faudrait, en contrepartie, réintroduire la diversité, créatrice d'échanges vivants, par l'introduction d'étudiants étrangers dont la proportion numérique avec les étudiants français aura été soigneusement dosée.
3. Les étudiants seront encadrés par un petit nombre d'assistants et de chargés de cours, jeunes professeurs ou chargés de recherches qui vivront avec leurs cadets, *guideront leur travail* et leur donneront un enseignement complémentaire de celui des facultés.
4. Cet enseignement ne devra prendre qu'accessoirement ou exceptionnellement la forme de cours continus. Il consistera surtout en direction du travail individuel et organisation du travail d'équipe en travaux pratiques, lectures en commun et même orientation des loisirs, pour reprendre une terminologie déjà périmée. Veillées, concerts, disques commentés, expositions, lectures dialoguées, projections, théâtre, tous ces moyens seront conjugués pour servir un plan de formation progressive soigneusement établi par le régent. Si paradoxal que cela puisse paraître, la pédagogie de l'institut collégial devra être aussi libérale et ouverte que le régime prévu pour nos écoles de hauts fonctionnaires de vingt-sept ans doit être rigoureux. Il s'agit de tenir compte et d'utiliser au maximum ici *la période d'épanouissement* physique, psychologique et culturel de la vingtième année, de l'extraordinaire réceptivité qui la caractérise. Tout devra converger vers ce but : l'épanouissement.
5. Assistants et étudiants seront sous l'autorité d'un régent qui ne sera pas à proprement parler un directeur d'établissement, ni un administrateur délégué, mais un *supérieur de communauté* et le *primus inter pares* des assistants. À lui reviendra le soin d'organiser la vie en commun, et de veiller à ce qu'elle ait, jusque dans ses moindres détails, un caractère formateur. Il sera l'arbitre et le régulateur, en même temps que le chef de cette cité en modèle réduit.

6. Le rythme de vie devra être soigneusement réglé, et il devra ménager un équilibre entre la tension et la détente, entre la vie personnelle et la vie communautaire, la vie physique et la vie de l'esprit. Le dégrassement matinal et les sports seront intégrés à la vie quotidienne.
7. Le style de vie proposé comme un exemple au début de l'année devra s'imposer progressivement par *contagion* à l'intérieur de la communauté, et finalement rayonner même autour d'elle. C'est ici que le régent et ses assistants joueront un rôle incomparable : de la nature de leurs rapports entre eux, de leur conversation, de leur *tonus* intellectuel, de leur maintien, de leurs vêtements mêmes, ressortira un style nouveau dont tous sentiront clairement ou non la présence.
8. L'Institut collégial ne devra pas vivre en circuit fermé il aura des rapports constants avec les autres cellules sociales renouvelées que nous préconisons ici : maisons de la culture, maisons du peuple, écoles de cadres, etc.

considérablement les sciences sociales [...]. Alors que jusqu'ici les sciences sociales n'avaient été utilisées sur une grande échelle qu'à la faveur de l'effort de guerre des grandes puissances (comme le prouvent à la fois la diversité des spécialistes utilisés par la *Propagandastaffel* de Goebbels et le gigantesque rassemblement d'économistes, de sociologues et de psychologues qui ont présidé à l'organisation aussi rapide que méthodique de l'armée américaine des années quarante et du service de la *psychological warfare* anglaise) ; il s'agit maintenant de passer à la reconversion en œuvres de paix des armes secrètes de l'esprit.

« Royaumont s'est attaqué aussi à un autre problème : celui du contact avec la culture française des étrangers qui font profession de l'enseigner chez eux. On connaît l'importance de leur rôle. De leur bonne ou mauvaise volonté naît en partie la bonne ou la mauvaise entente avec le pays où ils enseignent. Or c'est un fait qu'ils vivent trop souvent sur un savoir soigneusement filtré, pasteurisé, ayant peu de racines dans la vie et dans la civilisation française d'hier et d'aujourd'hui. C'est pour parer à cette lacune que le Centre organise depuis trois étés des *stages d'introduction à la culture française* (fréquentés à la fois par des chargés de cours de facultés étrangères, des professeurs de l'enseignement secondaire et des étudiants avancés) qui donnent une égale importance au présent et au passé de la culture française, aux activités culturelles et aux problèmes sociaux. Les conférences n'y sont pas faites exclusivement par des professeurs de faculté, mais aussi par les meilleurs critiques littéraires, critiques musicaux et critiques d'art de Paris, et elles sont complétées par des concerts, des expositions organisées sur place et des excursions en rapport avec les sujets traités. Au cours du stage de 1949, vingt-trois pays étaient représentés et une importante fraction des stagiaires était composée de maîtres de conférences de facultés étrangères. Si ces stages progressent à la même cadence au cours des années qui viennent, Royaumont pourrait devenir pendant le trimestre d'été l'école des cadres de l'élite des professeurs de français étrangers.

« L'importance attachée au rayonnement de la culture française a pour contrepartie une série d'activités : les rencontres internationales destinées à mettre en contact intellectuels et artistes français et étrangers. Dès sa première année d'exercice, Royaumont a repris la tradition des Entretiens de Pontigny, interrompue par la mort de Paul Desjardins, en 1940. Ces rencontres d'écrivains et d'universitaires venus de tous les coins d'Europe avaient joué un si grand rôle dans l'Europe de l'entre-deux-guerres que leur disparition eût gravement amoindri le rayonnement de la pensée française. La tradition une fois renouvelée, Royaumont s'est préoccupé de ne limiter les rencontres ni à la littérature ni à l'Europe et de créer à côté des Entretiens de Pontigny d'autres types de rencontres.

« Dans le domaine de la musique, ce sont les Semaines musicales internationales qui tous les ans, au mois de juin, permettent de confronter toutes les traditions musicales, depuis l'Inde jusqu'à la Scandinavie, en passant par l'Italie et l'Autriche.

« Les décades internationales organisées périodiquement répondent à un autre dessein : celui de faire mieux connaître aux Français la vie et la culture de certains pays étrangers. C'est

ainsi qu'ont été organisées à Royaumont des décades consacrées à l'Inde, à l'Afrique Noire, à l'Amérique latine. Tours d'horizon, conférences culturelles et économiques, rencontres entre intellectuels, diplomates, économistes et techniciens français et étrangers, tous les moyens sont employés pour promouvoir un courant de curiosité, donner une information solide et cohérente et attirer l'attention du public français sur les pays étrangers. Des séries de week-ends ont été organisées à Royaumont sur l'Angleterre, la Pologne, la Hongrie, le Canada, la Suède, la Suisse, le Danemark, et toujours dans le même esprit et la même préoccupation de ne pas sacrifier le présent au passé et d'appliquer les techniques de la pensée moderne à l'étude des hommes et de la société. Car c'est le paradoxe de ce palais gothique : rien n'y fait penser à une tour d'ivoire pour esthètes. Il s'affirme de plus en plus comme un lieu de rencontre propice à l'effervescence des idées nouvelles et à l'avènement d'une culture ouverte, réaliste et fortement insérée dans un siècle que les hôtes de l'ancienne abbaye ont la faiblesse de préférer encore aux autres : le vingtième. »

S'ENGAGER

Pour J.-M. Domenach et G. Gadoffre, l'émergence d'un nouvel humanisme et l'engagement de l'intellectuel sont indissolublement liés. Penser en équipe, c'est aussi croire et agir ensemble. Ainsi, comme il quittait régulièrement en 1943 le château du Murinais pour partir en tournée dans les maquis du Vercors, sous la IV^e République, J.-M. Domenach sort constamment de la communauté des « Murs blancs » de Châtenay-Malabry pour s'inscrire dans les grands combats politiques où s'affirment peu à peu l'existence et la morale d'une gauche socialiste et personnaliste indépendante des partis. C'est d'abord la lutte contre le colonialisme en Indochine et à Madagascar et les compromissions du MRP, puis la dénonciation du stalinisme et de l'inféodation des chrétiens progressistes au PCF, et enfin l'opposition à la guerre et à la torture en Algérie dont la SFIO de Guy Mollet se fait l'active complice. L'avènement de la V^e République trouve J.-M. Domenach plus uriageois que jamais. Face aux événements du 13 mai et au danger que fait courir à la démocratie l'autonomisation du pouvoir militaire, il faudrait, écrit-il dans le numéro d'*Esprit* de novembre 1958, un nouvel Uriage qui réintègre et réenracine l'armée dans la nation. Quant à G. Gadoffre, bien que passant la majeure partie de l'année en Angleterre à partir de 1953 et d'un naturel moins enthousiaste que celui de J.-M. Domenach, il n'est cependant pas resté à l'écart de la vie politique et sociale française. Et lorsque P. Mendès France, à la fin des années cinquante, lui a demandé de l'aider à former les cadres du parti radical, il s'est empressé de répondre présent.

DOMENACH : « J'ai grandi dans une époque qui multipliait les excitants de la croyance, dans une atmosphère de ferveur où ce qui était cru semblait moins important que de croire, et surtout de croire ensemble. Il m'en est resté comme une nostalgie, en même temps qu'une intolérance absolue à l'imposture, c'est-à-dire à tous ceux qui cherchent à m'imposer de croire, un besoin furieux de les contredire, de les culbuter. Tout jeune, j'ai communié dans les vapeurs d'encens, au chant des cantiques, de *La Marseillaise* et de *L'Internationale*, autour des feux de camp de la JEC et sur le camion à gazogène qui emmenait notre maquis, la mitrailleuse pointée par-dessus la cabine. Plus tard, ce fut dans les arrière-salles de bistrot où m'attendaient des gens pour qui la guerre n'était pas terminée, et qui se mobilisaient pour défendre la Révolution, les Indochinois, les Malgaches, les Maghrébins et tous les autres.

« [...] Bien que l'on m'ait maintes fois épinglé l'étiquette de "catholique de gauche", j'ai pour cette espèce une aversion particulière, effet d'une intolérance au voisinage qui rendait Mounier tellement dur à l'égard des vieux sillonnistes et des démocrates-chrétiens. Eux, et plus encore les chrétiens progressistes, m'ont rendu ce précieux service de jalonner le marécage où j'étais menacé de m'enliser. Á vrai dire, je n'ai jamais été tenté par le MRP, bien que j'eusse assisté à sa conception : dès 1943, j'avais compris qu'il serait le reflet politique d'une sociologie centriste, c'est-à-dire réactionnaire, et, à partir de 1946, la guerre du Vietnam, dont il se fit le champion, m'en sépara définitivement. Mais je menais les mêmes combats que les chrétiens

progressistes : contre le colonialisme, contre le réarmement allemand, pour un socialisme français. Cependant, leur manière de tremper le marxisme dans l'eau bénite, leur sentimentalité d'enfants de chœur, leur dévotion à la force sacralisée du Parti du prolétariat, me mirent bientôt hors de moi.

« [...] De 1944 à 1950, plusieurs jeunes intégristes ont ainsi traversé notre ciel pour atterrir dans le camp de la paix et de la liberté dirigé par le maréchal Staline. Ils m'ont aidé à comprendre que la manière de croire importe davantage que ce qu'on croit : convertis, quand ils avaient dix-huit ans, à un catholicisme teinté d'Action française, il leur fallait une certitude équivalente, où la science garantît la croyance, et qui rendît compte de l'histoire universelle.

« [...] L'après-guerre, pour moi, n'a commencé que vers 1950. Auparavant, ma foi s'investissait presque naturellement dans les hommes et dans les événements, elle débordait jusqu'aux limites du monde. Et puis les démentis sont venus. Cela paraît comique à présent. Mais je suivais l'élan, je ne m'étais pas rangé, je n'avais pas donné le coup de frein. Au directoire des "Combattants de la Liberté", je fréquentais Farge, Tillon, Kriegel-Valrimont, une pléiade de commissaires de la République, de chefs de partisans, et Lucie Aubrac qui avait libéré son mari les armes à la main... Comment imaginer la difficulté qu'il y avait de dire à ces gens-là que Tito n'était pas un agent de la CIA et que les mouches de Corée étaient des insectes innocents ; le choc que ça pouvait être de découvrir que mes héros capitulaient — car ils ne mentaient pas, ils fermaient les yeux. Je me rappelle ces heures passées en 1949 avec Yves Farge dans le train, en route vers un meeting au Havre ; je lui parlais des camps en Union soviétique, il n'y croyait pas, il ne voulait pas y croire. Et le brave abbé Boulier, qui portait des toasts de vodka à Staline et qui me disait : "Ce n'est pas possible, Domenach, Rajk n'est pas innocent" ; pendant l'Occupation, il avait été donné par son évêque à la police et il lui a fallu du temps, à lui aussi, pour rompre avec ses vénération.

« [...] Militant dans l'âme, je ne me contentais pas des estrades de meeting et des réunions prestigieuses de notre Conseil national des Combattants de la Paix : j'avais fondé, dans mon coin de banlieue, un conseil communal, microcosme presque parfait du peuple puisqu'il n'y manquait que le curé, que je n'avais pu fléchir. C'est là que j'ai vu fonctionner la mécanique. Fin 1949, j'étais parti passer un mois en Yougoslavie après en avoir parlé à Yves Farge, qui s'était laissé persuader que Tito était un agent de l'impérialisme américain, mais ne voulait pas m'empêcher de le constater de mes propres yeux. Tout ce que je vis là-bas me montra que la propagande stalinienne avait menti. À mon retour, je fus sommé de m'expliquer devant mon conseil communal. Pour l'occasion, les communistes y étaient entrés en nombre, profitant de ce que les portes étaient ouvertes à toutes les bonnes volontés ; ils avaient eu soin, pour mieux me faire honte, de convoquer un chrétien progressiste qui, depuis, a fait carrière dans le gaullisme d'affaires. Je fus publiquement chapitré, au nom du Christ, de la paix et du sens de l'Histoire, et ne parvins pas à faire entendre raison à une foule qui aurait plutôt douté de la rotondité de la Terre que de l'infaillibilité du Parti. On me harcela de délégations à domicile, on me convoqua pour des explications nocturnes devant des groupes de fidèles infatigables. J'avais avalé le chrétien progressiste. Ce qui me fut le plus douloureux, c'est la femme de ménage : au sein de notre conseil communal, avec son visage rude et ses jambes enflées, elle incarnait le prolétariat. On l'écoutait parce qu'elle parlait en bredouillant, comme les pauvres. Mais elle récitait *L'Humanité* du jour. Jésus-Christ me montrant du doigt par le truchement d'un grand bourgeois progressiste, passe encore, mais le prolétariat prenait position contre moi ! Je dois dire que l'instituteur et le directeur de l'école furent les seuls à me soutenir. Honneur à l'école publique ! Je fus donc exclu. Ou plutôt, car l'exclusion était formellement interdite par la Charte des Combattants de la Paix, le conseil communal "considéra que je m'étais placé hors de ses rangs" et, s'étant ainsi débarrassé du traître, ne tarda pas lui-même à se volatiliser. Farge, embêté, laissa faire. Quant à Tillon, Casanova et leurs collègues communistes, qui venaient d'opérer contre Vercors et Cassou, ils ne se doutaient pas que, deux ans plus tard, ils devraient à leur tour s'asseoir au banc des accusés.

« Cette anecdote me remua. Je signale aux spécialistes des pathologies rares que j'éprouvai alors un symptôme étrange : une sorte de barre dans l'abdomen, avec une envie métaphysique de vomir. J'imagine que Roger Garaudy a dû connaître le même malaise lorsqu'il fit face aux deux mille congressistes qui se bouchaient les oreilles en attendant de l'exclure. »

GADOFFRE : « Pierre Mendès France est le seul homme politique avec lequel j'ai vécu véritablement en symbiose. D'ailleurs, quelque temps avant la fin de la IV^e République, il m'avait demandé de constituer une école de cadres pour le parti radical. Je ne connaissais pas bien ce parti et je lui avais donc demandé l'autorisation de me rendre dans quelques fédérations importantes pour prendre la mesure des problèmes que j'allais rencontrer et voir comment on pourrait les résoudre. Rapidement, je me suis aperçu que beaucoup de ces fédérations avaient en fait une existence théorique. On y trouvait des fichiers, des noms mais, dans leur majorité, les gens ne payaient pas leurs cotisations et, surtout, ne créaient pas à l'intérieur du parti une réelle vie politique. Leurs voix permettaient principalement aux responsables des fédérations d'arriver à la direction générale du parti en disant : "Je représente mille, deux mille, trois mille ou cent personnes." J'ai donc commencé à élaborer un système de formation permanente des cadres du parti, qu'on a appelé les Forums, et qui s'inspirait des principes de nos équipes volantes du Vercors. Mais, là-dessus, la IV^e République s'est écroulée. C'était trop tard. En réalité, il aurait fallu faire ces forums dès les débuts de la guerre d'Algérie. »

DOMENACH : « Lorsque parvinrent à *Esprit*, en 1956, les premiers documents sur la torture, je résolus de ne pas les rendre publics avant d'avoir tenté une ultime démarche. Je demandai rendez-vous à l'état-major ; je fus reçu, rue Saint-Dominique, par le commandant Lacheroy, qui devait s'illustrer ensuite dans la "guerre psychologique". Je lui dis à peu près : "Je suis officier de réserve. Je publierai ces rapports si vous ne prenez pas de mesures pour arrêter des atrocités qui compromettent l'honneur de l'armée." Lacheroy et ses adjoints me congédièrent gentiment, en laissant entendre que j'étais un boy-scout. Pierre Vidal-Naquet, dont l'estime m'importe beaucoup, a critiqué plus tard mes hésitations. Je n'hésitais pas. Toute ma vie, j'ai agi selon la règle, aussi longtemps que possible. En l'occurrence, je tenais d'autant plus à respecter la règle que j'avais affaire à des gens qui la violaient. Quelques mois plus tard, le sous-lieutenant Jean Le Meur, condamné pour avoir désobéi à des ordres contraires à sa conscience et à l'honneur, allait nous rappeler la phrase admirable de la mère supérieure dans *Le Dialogue des carmélites* : "Mes enfants, ce n'est pas la règle qui nous garde, c'est nous qui gardons la règle."

« Je dus l'admettre : l'armée française, le gouvernement de la République trouvaient normales des actions dont je savais bien que les Français étaient capables comme les autres mais qui n'avaient encore jamais été légitimées. De cette guerre, j'ai gardé un souvenir de tristesse interminable. Alors a commencé pour moi, à l'égard de la France, de mon idée de la France, un travail de deuil dont je ne suis pas encore sorti.

« [...] Dans l'euphorie de leur tranquillité sauvée, les Français n'ont pas pris garde à une modification de leur régime qui n'est inscrite dans aucun article de la Constitution et qui est mille fois plus grave que toutes les atteintes à l'expression démocratique qu'on peut trouver dans cette Constitution : *pour la première fois dans l'histoire de France, l'armée s'est imposée comme une force politique autonome.*

« [...] Nous ne rendons pas aux colonels psychologues la haine qu'ils portent aux intellectuels : nous savons trop qu'ils furent les premières victimes, les plus exposées, d'une politique aberrante, d'une hypocrisie de gouvernement dont toute la France a souffert. Au surplus le mépris qu'ils professent pour les intellectuels n'est qu'une conséquence de la séparation entre l'armée et la nation, spécialement entre la formation des officiers et l'Université — séparation qui les livre aux théories hâtives de spécialistes douteux. Nous avons toujours respecté l'armée, d'abord parce que dans une société dominée par l'argent, elle vit sur des traditions plus nobles ; nous avons aimé l'armée au temps où elle sortait, rénovée, des années sombres, et les querelles qu'on nous cherche maintenant pour "démoralisation de l'armée" nous apparaissent comme un des stratagèmes les plus ridicules de la nouvelle "action psychologique". C'est la fracture entre l'armée et la nation qu'il faut réduire.

« [...] En particulier il est urgent — en attendant de relier à l'Université les écoles militaires comme le souhaitait Jaurès — d'enlever les officiers aux séductions des pensées faciles et des intellectualismes doctrinaires, et de les mettre en contact avec les forces réelles de la nation, avec des syndicalistes, des spécialistes de science politique, d'économie, de psychologie. Il nous faudrait un nouvel Uriage où puissent se confronter hommes de pensée et hommes de guerre. »

68, UN RETOUR AUX SOURCES

C'est avec un plaisir certain que J.-M. Domenach va accueillir les événements de mai 68. En effet, l'année précédente, il a publié *Le Retour du tragique*, un ambitieux essai sur la notion du tragique dans la littérature et l'histoire, depuis la Grèce antique jusqu'à l'ère moderne. Avec fougue et talent, il y dénonçait la disparition du sens du tragique dans les sociétés du bien-être et son remplacement par la mythologie de la consommation, du niveau de vie et du bonheur individuel. Il appelait à une résurrection du tragique, à un nouvel affrontement de l'homme aux questions fondamentales et concrètes qui doivent exprimer son être et diriger sa vie, et ajoutait que cette résurrection était inévitable en raison même de l'insatisfaction générale née du triomphe des choses et de l'apologie optimiste et béate de la Raison moderne. Prophétique et en mal d'action, il concluait son ouvrage par ces mots : « La science se compartimente ; la philosophie, intimidée, se spécialise ; la théologie bafouille. Alors la question métaphysique, expulsée des doctrines, descend dans la rue, sous le vêtement des pauvres, avec la tête de tout le monde. Il était temps : on commençait à étouffer dans une pensée qui discrédite toutes les libertés et qui aboutit à la répétition prudente et morne du connu. À la fin, nous porterons le soupçon sur tout ce qui soupçonne car la critique a rempli son office, et au-delà. Les langages sont libérés ; les formes ressuscitent, neuves ; on découvre d'immenses possibilités d'être heureux ; mais il y manque la conviction d'être là, avec une âme et un corps, et de pouvoir agir ensemble¹¹⁴. » Pourtant, J.-M. Domenach ne ménagera pas ses critiques à l'égard du mouvement de Mai et dressera un bilan contrasté de 1968. À ses yeux, la jeunesse contestataire a, paradoxalement, usé d'un langage vieilli, celui de la Révolution, du tragique de l'histoire et des grands mythes collectifs qui, précisément, nourrissait la génération de ses pères. Et surtout, elle s'est arrêtée aux portes de l'action constructive. Toutefois, poursuit-il, l'année 1968 a eu une autre signification, celle-là inestimable. À Paris ou à Prague, les printemps antiproduktivistes ont débusqué l'économisme commun aux systèmes capitaliste et socialiste et incité les hommes à se parler, à se rencontrer et à tenter de redevenir les acteurs de leur propre destin. Une manière, pour le directeur d'*Esprit*, de revenir aux sources, de renouer avec les enseignements fondamentaux du personnalisme des années trente.

Professeur à Berkeley, depuis 1963, G. Gadoffre s'est, lui, principalement intéressé aux protestations de la jeunesse américaine. Et à l'été 1969, il a organisé à Loches-en-Touraine un colloque sur les problèmes de la sélection et de la contestation en France et dans le monde au cours duquel il a fait une importante communication à ce sujet. Insistant, lui aussi, sur la question du retour aux sources, il a évoqué la détermination des étudiants d'outre-Atlantique à défendre les principes fondateurs de la démocratie américaine. Dans la salle, deux anciens d'Uriage étaient présents : P. Delouvrier et H. Beuve-Méry. Une rencontre amusante.

DOMENACH : « Lorsque j'ai vu ces jeunes gens, en mai 1968, ressortir les vieilles chansons et les vieux étendards sur le boulevard Saint-Michel, je me suis dit qu'ils secouaient, comme nous l'avions fait trente ans auparavant, l'insignifiance et l'absurdité de la société bourgeoise, et qu'ils avaient envie, comme nous, d'intensité et de communion. Mais, pour la première fois de ma vie, je suis resté sur le trottoir à regarder, parce que j'avais le sentiment d'une reconstitution historique : final avec toute la troupe. Mais dans les lycées en effervescence, lorsque j'allais parler avec les élèves et que je leur demandais : "Qu'est-ce que vous voulez donc ?", ils me répondaient : "Vivre !", et je le comprenais parfaitement mais il ne m'appartenait pas de leur en donner les moyens.

« [...] Le soulèvement de mai 68 a la même ambiguïté que ce qu'il contestait. Il s'arrête à l'expression du désir ; il dérive vers la parole et l'image des énergies qui bronchent devant la réalisation, et il finit par s'abîmer dans des idéologies contradictoires. Pourtant, la jeunesse étudiante avait frappé aux bons endroits : elle abolit toutes les ségrégations, elle réclame le partage du savoir et du pouvoir, elle instaure partout l'autonomie et le droit à la parole. Pour le dixième anniversaire, je viens de relire des textes et des graffiti d'alors, c'est d'une invention éblouissante ; l'intelligence devient gaie ; l'imagination est à la fois poétique et compétente.

114. J.-M. DOMENACH, *Le Retour du tragique*, op. cit., p. 290.

Les révolutions qui réussissent sont celles qui ont du retard sur leur époque, qui expriment des vérités déjà élaborées et longtemps refoulées. Ce n'est pas le cas de mai 68 qui avait de l'avance, comme la Commune ; c'est pourquoi mai 68 ne pouvait durer. Après avoir allumé la France et provoqué la plus grande grève de l'histoire, le mouvement n'eut pas la force de croire en lui-même. Il se détruisit en obéissant à des principes qui exprimaient, bien au-delà de son impuissance, la conscience profonde de sa prématuration.

« Le printemps de Paris est la première des insurrections antiproductivistes ; il va plus loin que le printemps de Prague, mais il n'est pas dans l'histoire. C'est pourquoi il ne se heurte à aucune autre force que lui-même, et il retombe dans l'histoire très en deçà du point d'où il était parti. Bien qu'il se soit insolument dressé contre les maîtres et les pères, il va se chercher une ascendance et une autorité dans la tradition du socialisme révolutionnaire. En Sorbonne, c'est le mois du rouge, chaque tendance expose ses idées sur la manière dont le prolétariat devrait prendre le pouvoir.

« [...] Lorsqu'on est dans le feu de l'action, ou de ce que l'on croit être l'action, on se trompe ordinairement sur le sens de l'événement. Ceux qui croyaient ressusciter la Révolution lui faisaient de somptueuses obsèques ; ah ! ces cavalcades, ces drapeaux, *L'Internationale* qui sortait des fenêtres de Sciences-Po où un groupe de catéchumènes apprenait les vieux chants révolutionnaires tandis qu'un autre discutait doctement sur le sujet : "La révolution est-elle encore possible aujourd'hui ?" Il ne manquait que les garibaldiens en chemise rouge, ceux qui me plaisaient le plus en 1935 et 1936, lorsqu'ils trottaient en tête des défilés sur l'air de *Avanti popolo* !

« [...] Moi aussi j'ai longtemps injurié le capitalisme jusqu'à ce que je réalise que le socialisme lui ressemble comme un frère : il n'y a qu'un seul modèle historique au travail dans le monde, c'est la société urbaine de production de masse, qui a atteint son apogée aux États-Unis et se distribue sous les formes variées du capitalisme et du socialisme. Le reste n'est que retard, détours, illusions ou ébauches éphémères. Et de même qu'au XVIII^e siècle les princes d'Europe copiaient le Trianon, de même retrouve-t-on partout les autoroutes, les bureaux conditionnés, les supermarchés et la télévision de masse, façon américaine. Il n'existe pas de modèle communiste, sauf dans les kibboutz et dans quelques "communes" d'Amérique du Nord. Il n'existe pas de modèle socialiste, il y a seulement des régimes qui, à travers ce qu'ils appellent socialisme, s'efforcent de rejoindre le niveau d'efficacité et de production qui assure au peuple les satisfactions qui correspondent aux exigences d'une mythologie devenue mondiale. "Il serait temps de reconnaître que les économies de type soviétique sont devenues compétitrices du capitalisme privé ou corporatif, non par ce qu'elles ont de socialiste, mais parce qu'elles ont progressivement assimilé le non-socialiste", écrivait Pierre Kende en février 1968, alors que bourgeonnait le printemps de Prague, cette... tentative pour régénérer le socialisme du dedans. Ce n'est pas seulement pour des raisons extérieures, tenant aux déterminismes de l'histoire et de la géographie, ce n'est pas seulement à cause de déviations bureaucratiques ou d'une nouvelle classe privilégiée, comme cherchent à le faire croire les trotskistes et tous ceux qui voudraient sauver le marxisme, que s'est opérée cette identification du "socialisme" au capitalisme, mais selon la ligne la plus profonde de l'économie : la mystification de l'économie par la fétichisation de la production, de "l'acte de production, quel que soit le rapport du produit avec les besoins exprimés par la société".

« [...] C'est précisément vers 1968, alors que j'entreprenais la rédaction de mon petit livre sur Emmanuel Mounier, que les choses s'éclaircirent pour moi. Cette convergence du capitalisme et du socialisme, l'anesthésie des hommes et des communautés, l'entropie croissante dans le monde, c'est de cela même que Mounier était parti en 1930, mais on s'était laissé prendre aux nécessités manichéennes du combat. Sous prétexte que l'utopie pouvait attendre, mais non les pauvres, et que c'était du dedans, par l'action politique, par la prise du pouvoir d'État, qu'on changerait le fond des choses, c'est toute la société qu'on laissait basculer dans une pauvreté pire que celle que nous dénoncions. Mounier s'était déclaré contre la misère, mais il faisait, comme Péguy, l'éloge de la pauvreté. Mounier avait critiqué la mystique de la productivité, ce qu'il appelait, dès 1934, "l'humanisme Ford-Staline", car il avait aperçu que le productivisme identifiait les deux systèmes, car il savait que le marxisme porte la marque du capitalisme ascendant, et que c'est le dernier avatar du progressisme bourgeois — ce que Castoriadis, par

une autre voie, devait nous aider à redécouvrir. Nous avons perdu du temps, mais il est vrai que l'actualité nous accaparait, et ce n'était pas rien, cette guerre d'Algérie qui dura sept ans, et pour nous davantage puisque, dès 1947, *Esprit* avait sonné l'alerte pour "prévenir la guerre d'Afrique du Nord". Mais, en 1968, l'histoire aidant, nous remontions vers nos sources, en coupant les dernières attaches avec les idéologies "sociales" du XIX^e siècle, en renouant avec la critique personnaliste du productivisme, que rejoignait la critique radicale du totalitarisme. »

GADOFFRE : « Il faut dire que la croissance démesurée d'ensembles géants tels que Columbia, l'université de Californie, Chicago, a beaucoup fait pour donner aux étudiants une mentalité d'hommes des foules. Pendant longtemps, les universités de qualité avaient été de type anglais. Les exigences de la recherche industrielle, militaire et spatiale (étroitement liée aux laboratoires d'université) ont hâté l'évolution en favorisant les concentrations énormes de moyens, d'instruments, d'équipes, de chaires nouvelles, de bourses d'étudiants. La communauté universitaire a fini par se modeler sur l'usine, avec trois catégories bien distinctes de personnel : au sommet, les administrateurs professionnels, qui ont renoncé à l'enseignement et, à la première occasion, entreront dans le *brain trust* d'un président ; au centre, les professeurs ayant vocation de recherche, avec, au milieu d'eux, les prix Nobel que les grandes universités s'arrachent à coups de dollars ; au bas de l'échelle, la cohorte humiliée des enseignants qui ont mal réussi dans la recherche, se font éliminer les uns après les autres, et retombent dans le circuit des petites universités sans prestige. Pour eux, la loi de la sélection par le succès est sans pitié, et les étudiants sont d'autant plus enclins à prendre leur défense qu'eux-mêmes subissent de mauvais gré une sélection en cours d'études qui devient de plus en plus sévère à mesure que les effectifs augmentent et que les universités géantes se transforment en centres de triage anonymes.

« Devant cette infiltration des techniques de la société industrielle sur le campus, les étudiants ont deux réactions contradictoires ils voudraient, d'une part, conserver la sécurité nonchalante dont on bénéficiait dans les universités de *happy few* ; d'autre part, ils réclament des portes de plus en plus largement ouvertes à la foule des étudiants sous-privilegiés qui n'arrivaient jamais au niveau des critères d'admission. C'est pour une grande part sous la pression des étudiants que les grandes universités de prestige ont consenti à admettre, à titre expérimental, un contingent de quelques centaines de Noirs recrutés au-dessous du niveau normal. Cette initiative était conçue comme une mesure de justice sociale qui compenserait le retard pris dans les écoles des ghettos noirs.

« [...] Malgré leurs maladresses tactiques (qui servent leurs adversaires, en fin de compte, beaucoup plus que la cause qu'ils défendent), ces étudiants américains ont des réactions saines, et ils pourraient, dans les années qui viennent, être un facteur de renouveau politique. Car que réclament-ils, en fin de compte ? Le respect des fondements théoriques de la communauté américaine, l'égalité réelle des droits, la non-discrimination, le redressement des injustices sociales. Ils défendent l'*american dream* contre ceux qui l'ont oublié, et ils prennent à la lettre ce qu'on leur a appris dès l'enfance. Ils tiennent lieu de clignotant rouge sur le tableau de bord, qui signale qu'un mécanisme essentiel est en dérangement

« Si les catastrophes dont leurs excès pourraient fort bien être responsables sont évitées, si nous arrivons à la fin de ce siècle pourvus de sociétés technologiques à l'échelle humaine, les combattants des droits de l'homme que sont les contestataires américains de l'ère post-kennedienne auront droit à notre reconnaissance. »

DELOUVRIER : « J'aimerais savoir si Gilbert Gadoffre voit dans cette contestation étudiante américaine un phénomène bénéfique ou dangereux. J'ai hésité entre les deux conclusions en l'écoutant. »

GADOFFRE : « Elle est à la fois bénéfique et dangereuse, comme tous les grands mouvements réformateurs. Ce qui est dangereux pour l'avenir, ce n'est pas la contestation, c'est la violence... »

BEUVE-MÉRY : « Il me semble que la révolte de la jeunesse actuelle, comme le montrait Gilbert Gadoffre, est un ersatz de recherche éthique et quasi religieuse. Les sciences et les techniques ne suffisent plus. Je reviens du colloque de Genève où Marcuse, Aron et Ricœur étaient

en désaccord sur presque tout sauf sur un point : les jeunes ont soif de trouver le pourquoi des choses et de donner un sens à la vie. Une revue de marketing écrivait récemment : "La jeunesse européenne manque d'âme, vendons-lui de l'idéal." »

D'URIAGE À L'AUTOGESTION

Laissons pour quelques instants G. Gadoffre. Loin d'être un repli sur des certitudes anciennes, le retour de J.-M. Domenach aux sources du personnalisme est un renouveau dont vont témoigner, durant les années soixante-dix, aussi bien sa vitalité intellectuelle que son énergie militante. En 1970, avec Michel Foucault et Pierre Vidal-Naquet, il fonde le Groupe d'information sur les prisons (GIP). Organisé sous la forme de « carrefours », le GIP veut se mettre à l'écoute des dépossédés et redonner la parole aux oubliés du système d'enfermement dont M. Foucault s'est employé, dans ses travaux sur l'institution psychiatrique ou le régime carcéral, à dessiner la lente genèse. Certes, écrira plus tard J.-M. Domenach dans *Ce que je crois*, la philosophie de M. Foucault est un antihumanisme et il « trace les circonscriptions de notre savoir avec une rigueur... antilyrique ». Mais elle « n'est nullement décourageante puisqu'elle le rend, comme Péguy, intolérant à toute exclusion et accueillant à toute parole qui vient de l'humiliation et de la misère¹¹⁵ ». Puis, en 1971, paraît aux Éditions du Seuil la traduction française de *Libérer l'avenir* d'Ivan Illich, suivie la même année par celle d'*Une société sans école* et de *La Convivialité* en 1973. Dans la pensée du fondateur du Centre international de documentation (CIDOC) de Cuernavaca (Mexique), J.-M. Domenach retrouve à la fois la confirmation de ses convictions les plus profondes et la matière pour de nouveaux défis. La critique illichienne des institutions technocratiques (l'école, l'hôpital, la ville, la bureaucratie, etc.) et sa recherche d'« outils conviviaux » rejoint et renouvelle les projets du personnalisme communautaire. Elle renforce J.-M. Domenach dans sa détermination à soutenir les mouvements sociaux post-soixante-huitards : organisations autogestionnaires, groupements de défense des minorités opprimées, syndicats de paysans-travailleurs, associations écologistes et antinucléaires, etc. Et elle le conforte également dans son traditionnel souci de lier réflexion intellectuelle et militante. Après un livre sur E. Mounier en 1972, il publie *Le Sauvage et l'Ordinateur* en 1976 et retourne l'année suivante voir son ami M. Mermoz de la communauté Boimondau. Il l'interviewe et compose, à partir des entretiens, *L'autogestion, c'est pas de la tarte !* qui paraîtra en 1978. Bref, l'utopie uriageoise a la vie dure, et J.-M. Domenach trouve dans les combats de la jeune génération le second souffle des pensées de l'entre-deux-guerres et de la Résistance, ainsi que de nouvelles raisons d'espérer. Il n'est pas le seul des anciens d'Uriage dans ce cas : P.-H. Chombart de Lauwe, le sociologue de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace, est, lui aussi, devenu autogestionnaire et veut promouvoir des centres de décision à dimension humaine. Mais la filiation entre Uriage et l'autogestion ne saurait seulement tenir à la continuité, de la « communauté » au « lieu de vie », de l'idéal du microcosme anticonformiste, autonome et régénérateur de l'ensemble de la société. Plus profondément peut-être, elle s'enracine dans le message évangélique, dans l'apostolat des chrétiens qui, de la foi en le progrès à la contestation de la croissance, n'ont cessé, depuis un demi-siècle, d'investir l'ici-bas au nom de l'au-delà et de répéter le mot de Péguy : « La révolution sera morale ou ne sera pas. » À ce sujet, fut d'ailleurs organisé en 1973, à France-Culture, un intéressant débat entre J.-M. Domenach et l'historien Michel de Certeau. L'émission s'intitulait : « Le christianisme, une nouvelle mythologie ? »

DOMENACH : « Entre la société communautaire d'Uriage et la société conviviale d'Illich, il y a une différence qui tient au fait que, chez Illich, il y a quelque chose de plus libertaire, de moins hiérarchique et militaire qu'à Uriage. Mais leur point commun est cette idée d'un lieu exemplaire, où l'on innove et où l'on invente ensemble le changement. Et, c'est vrai, j'ai vu un lien entre les deux, incontestablement, même si d'un point de vue sentimental, moral, je suis toujours resté fixé sur Uriage. D'ailleurs, ce qui est significatif, c'est que, quand j'ai quitté la direction d'*Esprit* en 1976, mon premier souci a été de reconstituer un Uriage. Mon idée était

115. J.-M. DOMENACH, *Ce que je crois*, Grasset, Paris, 1978, pp. 119-120.

de trouver un château près de Paris et d'y fonder une école, au sens grec, c'est-à-dire un lieu où on se donne le temps de penser, et où, en quelque sorte, on se serait remis à *La Somme*, en dressant un inventaire critique de la société industrielle et un projet de civilisation conviviale. Nous n'aurions pas appelé cette école "école de cadres" mais "école conviviale". J'avais commencé à recruter quelques amis et puis je me suis vite aperçu qu'on ne peut pas faire en temps de paix ce que nous avons fait en temps de guerre. Pourquoi ? En temps de paix, les gens n'acceptent pas de vivre en dehors de chez eux six mois par an. Il y a la carrière, les épouses, les enfants... »

ILLICH : « Les symptômes d'une crise planétaire qui va s'accélération sont manifestes. On en a de tous côtés cherché le pourquoi. J'avance pour ma part l'explication suivante : la crise s'enracine dans l'échec de l'entreprise moderne, à savoir la substitution de la machine à l'homme. Le grand projet s'est métamorphosé en un implacable procès d'asservissement du producteur et d'intoxication du consommateur.

« [...] La solution de la crise exige une radicale volte-face : ce n'est qu'en renversant la structure profonde qui règle le rapport de l'homme à l'outil que nous pourrions nous donner des outils justes. L'outil juste répond à trois exigences : il est générateur d'efficacité sans dégrader l'autonomie personnelle, il ne suscite ni esclaves ni maîtres, il élargit le rayon d'action personnel. L'homme a besoin d'un outil avec lequel travailler, non d'un outillage qui *travaille à sa place*. Il a besoin d'une technologie qui tire le meilleur parti de l'énergie et de l'imagination personnelles, non d'une technologie qui l'asservisse et le programme.

« Je crois qu'il faut *inverser* radicalement les institutions industrielles, *reconstruire* la société de fond en comble. Pour être efficace et rencontrer les besoins humains qu'il détermine aussi, un nouveau système de production doit retrouver la dimension personnelle et communautaire. La personne, la cellule de base conjuguent de façon optimale l'efficacité et l'autonomie : c'est seulement à leur échelle que se déterminera le besoin humain dont la production sociale est réalisable. »

DOMENACH : « Dès qu'Illich fait appel à la notion d'autonomie et à celle d'égalité pour critiquer les outils manipulables et monopolistes, il nous renvoie à une échelle de valeurs qui fait, de la vérité et de l'égalité, des vertus qu'il importe de pratiquer. L'économie illichienne se fonde sur une métaphysique, comme toutes les économies ; elle est implicitement évangélique. Certes, le lien qu'elle établit entre pauvreté et liberté est démontrable par l'expérience et par le raisonnement, mais jusqu'à un certain point seulement, jusqu'au point où le besoin s'aliène dans la satisfaction, où la liberté s'aliène dans l'institution, où l'*addiction* — l'accoutumance douce aux poisons — se substitue au consensus sur les valeurs.

« On ne peut donc penser l'économie en dehors de l'éthique. [...] Jamais n'a été plus évidente cette vérité proclamée par Mounier au cœur de la crise de 1932 : que, si nous ne changeons pas de mentalité, nous ne changerons rien du tout, et qu'il faut une conversion de l'esprit pour accompagner la révolution nécessaire. Ce qui semblait une proposition idéaliste prend aujourd'hui une consistance sociologique et économique. À travers l'étude des signes, de la valeur symbolique et des réseaux de communication, c'est la vieille scolastique de l'infrastructure et de la superstructure qui éclate, et l'on touche au centre de la réalité contemporaine. Et l'on comprend pourquoi l'explosion de mai 68 fut essentiellement une subversion du langage. Changer de métaphores, c'est changer la manière de dire, de penser et de voir ; c'est commencer à se libérer du discours industrialisé et commercialisé qui nous ligote, droite et gauche serrées bouche à bouche. Ce n'est pas par hasard que les pouvoirs totalitaires commencent par monopoliser le langage. Il y a une façon de dire qui commande la façon de faire. Celle de notre société est plus douce que celle des dictatures, mais non moins totalitaire. *Croissance, développement, progrès, expansion, formation, contrôle...*, autant de mots corrompus et corrupteurs, où déjà s'impose une manière de contraindre les hommes, de les modeler, de les "moduler" (comme ils disent !) conformément aux impératifs de la production-consommation.

« Modifier les signes et leur usage, délivrer le langage de la contrainte totalitaire et de l'intoxication industrielle, c'est une tâche à la fois poétique et politique. La croissance aujourd'hui bloquée est celle qui détruisait la communication, anémiait la signification et, par la destruction des différences, conduisait le monde à une mort entropique. L'autre croissance est celle

qui reliera les gens dans la fabrication et la consommation, celle qui produira des objets utiles et significatifs, la seule qui puisse dévaluer l'argent, signe des signes et maître de nos vies. Lorsqu'on aura compris que l'attaque contre la rationalité dominante n'est pas seulement une œuvre de mystique et de poète, mais qu'elle doit se concrétiser dans une critique de l'outil, de l'objet, de la ville, de la circulation, des grands services publics — et qu'il ne s'agit pas de substituer une domination à une autre, mais d'arracher la racine même de la domination —, on sortira enfin du XIX^e siècle, la révolution commencera pour de bon.

« [...] Autogestion, c'est le nom donné à l'ancienne et fondamentale revendication, socialiste et personnaliste : développer au maximum la participation à la décision, à l'exécution et au contrôle dans la vie économique et sociale. C'est évidemment l'horizon du véritable progrès social. Mais comment rendre cette revendication compatible avec la mythologie de la révolution dans laquelle continue de vivre une grande partie de la gauche française, et singulièrement celle qui prône l'autogestion ? L'autogestion ne peut se développer que sur la ligne d'une adhésion, d'un engagement, d'une longue patience, qui suppose détente, ouverture, communication, consensus — une ligne douce, pour ainsi dire —, alors que la révolution implique conflit, mobilisation, hiérarchie de commandement, volonté de convaincre et de vaincre — une ligne dure. Ce n'est ni la même pratique ni la même psychologie. Est-ce que ça peut être le même projet, le même programme, à moins qu'on ne renvoie l'autogestion aux lendemains de la révolution, ce qui en ferait une mythologie ou simplement un truc pour embêter les communistes ? La révolution suppose l'affrontement de deux camps bien délimités ; l'autogestion suppose le maximum d'accord sur les buts, la dilution des acteurs dans des structures aussi ouvertes, accueillantes que possible... »

CHOMBART DE LAUWE : « Le véritable dialogue n'est possible, en urbanisme comme dans tous les autres domaines où des décisions sont à prendre, qu'au niveau de groupes limités en nombre. Poser la question des petites unités de vie sociale locale, c'est poser la question des échelons de la décision dans une orientation autogestionnaire pour toute la société. Dans la vie rurale, le hameau, le village, le canton ou le "pays", l'arrondissement, le département, la région sont des unités à redéfinir mais qui gardent un sens. Dans les grandes agglomérations, nous avons vu que la petite unité de voisinage, le quartier ou des échelons plus importants avaient tendu à disparaître, ce qui supprimait les possibilités d'expression qui leur correspondaient, en particulier sur le plan politique. Or il existe un rapport entre l'aménagement de l'espace, l'expression politique et l'identité culturelle. Pour s'exprimer, politiquement comme ailleurs, il est nécessaire de se sentir solidaire de ceux avec lesquels on vit. Un nouvel aménagement de l'espace suppose de prendre parti à propos des unités dans lesquelles cette expression est possible. Que signifie le récent regain d'intérêt qui se manifeste pour ces petites unités ? La perte du sens et la perte de l'identité sont deux manifestations de la crise de la civilisation industrielle. Comment repartir sur d'autres bases ?

« Au lieu de rêver autour d'une mythisation de la fin des villes, il s'agit de voir comment les groupes spontanés, les comités de défense, les associations locales, en harmonisation avec les partis politiques, les organisations culturelles, les mouvements nationaux ou internationaux, peuvent nous aider à réfléchir sur de nouvelles formes de vie sociale au niveau local comme ailleurs. »

DE CERTEAU : « Il me semble qu'on assiste aujourd'hui à une évolution très importante de la situation du christianisme en France. J'en relève seulement quelques signes.

« Un premier indice est fourni par la presse, la radio et la télévision. Tout débat concernant les mœurs ou la vie civile ramène inmanquablement sur la scène publique un personnage ecclésiastique et des discours religieux. Ce personnage et ces discours n'y interviennent plus comme témoins d'une vérité. Ils jouent un rôle théâtral. Ils font partie du répertoire de la *com-media dell'arte* sociale. Cette situation est bien différente de ce qui se passait il y a encore quelques années, lorsque la croyance chrétienne était solidement ancrée dans des groupes et dans des comportements spécifiques. Alors, on adhérait à un langage, ou on le combattait. Il ne flottait pas comme aujourd'hui. Le christianisme définissait des associations et des pratiques particulières. Désormais c'est un fragment de la culture. Ce christianisme culturel n'est

plus lié à la foi d'un groupe particulier. On est ainsi amené à la question le christianisme s'est-il transformé en un folklore de la société actuelle ?... »

DOMENACH « Je crois en effet que nous nous trouvons devant un phénomène apparemment paradoxal, et dont les deux faces sont très liées : d'un côté, l'Église, comme structure organisée, comme dogme et comme pouvoir hiérarchique, s'affaiblit et parfois même semble se décomposer ; de l'autre, la religion, ou le religieux, est partout. Ce phénomène, nous pouvons le suivre dans les *mass media*, dans le sensationnel quotidien ; nous pouvons aussi en faire le constat dans ce qui fait la vie civique et politique de notre pays.

« Qu'on songe qu'en 1943 cela fut un événement inouï que Georges Bidault, un catholique, prenne la direction de l'ensemble des mouvements politiques qui soutenaient la Résistance. Aujourd'hui, quand des protestataires veulent faire la grève de la faim, ils entrent dans une église. Il serait trop long de faire la sociologie politico-religieuse de notre pays, mais il suffit de constater que partout où des groupes vivants, avancés, posent des questions, on rencontre des chrétiens ou des gens qui ont été chrétiens. Vous savez le rôle que joue maintenant la CFDT, qui a transformé l'équilibre de la gauche et lui a permis de retrouver son dynamisme en perdant son complexe d'infériorité à l'égard du parti communiste. Or ce rôle, la CFDT a commencé à le jouer à partir du moment où elle a renoncé à son étiquette confessionnelle.

« Qu'est-ce qui a changé en France, depuis une trentaine d'années ? Essentiellement l'Église et les catholiques. Voyez la paysannerie : même les divisions entre le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et les "paysans travailleurs" reflètent une division entre deux générations : celle de l'ACJF de 1936-1956 et la nouvelle extrême gauche catholique, issue de mai 68. Le Larzac : ce sont des paysans catholiques formés par la JAC qui ont lancé le mouvement. Lip : un militant catholique et un prêtre ouvrier sont les "meneurs" de cette grève originale. On trouve des militants catholiques et protestants, parfois des évêques à la tête des actions menées pour la défense des travailleurs immigrés ; ils ont été aussi — j'en parle d'expérience — parmi les militants du Groupe d'information sur les prisons (GIP). Enfin, ce sont eux qui ont posé les problèmes de la dissuasion nucléaire... Mais il n'y a pas que cette action de pointe. Lors des dernières élections législatives, le parti socialiste a gagné des voix dans les régions "de chrétienté" et, chose inconcevable avant-guerre, nombreux sont les chrétiens dans les cercles d'avant-garde du PS. On en voit même faire assaut de marxisme.

« On trouve donc à la fois une pulvérisation du dogme et une extraordinaire vitalité d'une pensée religieuse ou d'une attitude religieuse, de convictions, de sentiments religieux qui sont désorbités, et viennent féconder et activer des convictions qui ont tendance à décliner. J'ajouterai, pour ma part, un simple élément historique au constat que vous venez de faire : le christianisme, à l'envisager politiquement dans ce pays, semble arriver au bon moment comme une sorte de relais pour les énergies révolutionnaires, qui ne trouvaient plus dans le dogme de l'Histoire, dans les philosophies progressistes traditionnelles forgées au XIX^e siècle, des raisons suffisantes de croire, après les grandes déceptions du rationalisme scientifique, du marxisme stalinisé. Le christianisme apparaît comme une sorte de réserve, de vivier d'énergies neuves où vont puiser les partis, les mouvements : à mesure qu'il se décompose — c'est du moins ce qu'on dit —, il recompose lui-même d'autres mouvements, d'autres éléments, il structure un certain nombre d'institutions encore à l'état minoritaire, pulvérulent, mais qui comptent, semble-t-il, parmi les éléments les plus actifs de ce pays.

« [...] Je suis toujours surpris que l'on considère notre époque comme plus éloignée que les précédentes du message évangélique. C'est peut-être une question de génération. Ceux qui ont connu le temps où les évêques espagnols faisaient le salut fasciste et celui où l'on brûlait les juifs dans les camps nazis, le temps où l'espérance révolutionnaire était monopolisée par les staliniens, ceux-là trouvent notre époque plus heureuse et plus disponible à la grâce.

« Aujourd'hui, en même temps que le discours conventionnel du christianisme, ce sont tous les discours monolithiques qui s'effondrent. Le marxisme lui aussi a éclaté. Dès lors les grandes questions métaphysiques se promènent toutes nues dans la rue. "Qu'est-ce que je fais ici ? À quoi sert ma vie ?" Les phonographes de la propagande ne répondent plus à notre place, et la marée de la société de consommation ne parvient pas à recouvrir une multitude de lieux préservés, de "grottes", comme dirait Michel de Certeau, où la vie se retrouve et s'invente,

librement, joyeusement. Dans ces sociétés dévastées par la tyrannie de l'argent et de l'État, l'amour apparaît non plus comme une mystification, mais comme le besoin primordial et le lien social authentique. »

ENCORE ET TOUJOURS

C'est en 1986 que j'ai rencontré G. Gadoffre et J.-M. Domenach. Le premier me reçut dans son appartement de Boulogne-sur-Seine, le second dans les locaux de l'École polytechnique, rue Descartes. Avec amabilité, ils répondirent l'un et l'autre à mes questions sur Uriage, la Thébaïde et quarante années d'après-guerre. Puis, nous en vîmes à leurs activités présentes.

GADOFFRE : « Ici, c'est le secrétariat d'hiver de l'Institut collégial. Son secrétariat d'été est depuis un quart de siècle à Loches-en-Touraine où je continue de me rendre tous les ans. Toute la logistique de l'Institut se trouve là-bas : les archives, la bibliothèque, les machines à écrire, etc. Et c'est là-bas que nous pouvons organiser des équipes de recherche. C'est un peu une Thébaïde reconstituée en ce sens que pour sortir les actes des colloques, il faut une équipe de quatre personnes qui, pendant six semaines, déchiffrent les bandes enregistrées et font le travail de rédaction et de mise au point des Actes. »

DOMENACH : « Mon projet de nouvel Uriage n'étant pas réalisable, j'ai reporté mon idéal sur l'endroit où nous sommes, c'est-à-dire le CREA que j'ai fondé, avec Jean-Pierre Dupuy, au sein de l'École polytechnique. Ce n'est pas tout à fait ce que je voulais faire, mais c'est un lieu qui est à la fois intellectuel et convivial. Je me sens toujours fidèle à cette idée, qui me vient en grande partie d'Uriage, d'un travail intellectuel commun, d'une pédagogie militante, d'une fraternité de groupe. Vous savez, je viens d'une époque romantique où les gens adoraient chanter ensemble. Ce n'est plus le style d'aujourd'hui, mais, moi, je continue d'être un romantique. Uriage était une entreprise romantique. »

Épilogue

Depuis maintenant de nombreuses années, j'entends dire, ici et là, que les Français devraient, une fois encore, se rassembler pour entreprendre une nouvelle modernisation. J'entends dire est un euphémisme. On me le répète jusqu'à plus soif, on m'en rebat les oreilles. À moi, comme à mes cinquante-cinq millions de compatriotes. À ce concert, aucun violon, ou presque, ne manque : néolibéraux, libéraux policés et libéraux libertaires, socialistes récemment acquis à la logique du marché, chefs d'entreprise à la Tapie ou à l'ancienne mode, journalistes du scoop et de l'effet facile, publicitaires satisfaits, sportifs sponsorisés, citoyens enfin, sans autre pouvoir que celui de se faire l'écho d'un air qui leur échappe et dont ils seront souvent les premières victimes. Quels sont les objectifs de cette grande mutation à laquelle nous sommes tous convoqués ? S'agit-il de maîtriser notre rapport à la technique de plus en plus complexe et notre relation à la nature de plus en plus difficile ? Nous propose-t-on de travailler moins et plus intelligemment, de mieux répartir les richesses, de supprimer les bureaucraties et d'accroître les droits et les capacités de décision de tous, Français ou étrangers, vivant sur le territoire national ? Veut-on, en un mot, tenter de rendre notre monde plus humain et les hommes plus à même de vivre et de penser ensemble ?

Foin de tout cela ! Propos d'idéaliste, de poète ! L'exhortation à devenir moderne se veut aujourd'hui pragmatique et réaliste, prosaïque et triviale tant dans les fins qu'elle s'assigne que dans les moyens qu'elle se donne pour y parvenir. Nous devrions, nous dit-on, transformer notre mentalité et prendre quelques-uns des ingrédients qui ont fait les « miracles » des pays à la pointe du « progrès » : un peu, encore et toujours bien sûr, de l'esprit d'entreprise américain, un soupçon d'austérité et de rigueur allemandes, une once d'autoritarisme thatchérien et beaucoup, enfin, de docilité et de technicité japonaises. Ainsi remodelés, devenus les instruments de la deuxième révolution technologique et industrielle, nous pourrions espérer effectuer les reconversions indispensables dans le temps nécessaire, lutter à armes égales dans la guerre économique qui fait rage, réduire le chômage, peut-être même le vaincre et, un jour lointain et encore hypothétique, nous éveiller dans une autre croissance. Sortis ragaille de la crise, nous pourrions alors nous flatter d'avoir su créer une France économiquement performante et socialement transparente, réconciliée dans le consensus informatique et la pluie d'images satellitaires. Va-t-on quelquefois au-delà de ce prosaïsme ? Oui, bien sûr, mais si peu ! Le souci écologique s'arrête aux frontières de la logique industrielle. La préoccupation morale équivaut à quelques quêtes de charité menées à grand renfort de moyens médiatiques. L'imaginaire politique s'identifie, au mieux, à l'indispensable, c'est-à-dire à la défense des acquis de 1789 contre le Front national et, au pis, à des projets de démocratie par sondages et minitels interposés. L'exigence spirituelle est ce qui reste lorsque la prétendue neutralité de la technique, la rationalité économique et le calcul financier ont donné le la et réduit les besoins et les aspirations à la portion congrue. Enfin, les impératifs de la stratégie militaire et la sacro-sainte raison d'État recouvrent l'ensemble, limitant l'horizon de notre démocratie et de nos libertés. L'esprit du temps est triste.

Il est urgent de reconstruire l'utopie démocratique. Mais sans doute faut-il d'abord se décider à penser l'héritage. En quoi l'histoire de ce demi-siècle que nous venons de parcourir en compagnie des hommes et des femmes d'Uriage et de la Thébaïde peut-elle nous aider ? Deux leçons me retiendront ici.

La première est que toute société nouvelle s'invente et se construit dans une réflexion et un projet éthiques, une morale de la vie individuelle où s'enracinent les choix collectifs, que ceux-ci soient d'ordre technique, économique, politique ou culturel. Parmi les valeurs qui habitèrent les hommes et les femmes d'Uriage et de la Thébaïde, deux sont, me semble-t-il, centrales : l'engagement et le travail. Substituts de l'idéologie revendicatrice et de la mystique de l'argent qui prévalaient dans l'avant-guerre, ces valeurs, inscrites dans une perspective humaniste et démocratique, devaient contribuer à édifier une France et une Europe nouvelles, modernes pour certains, tout simplement différentes de celles qu'ils avaient connues pour d'autres. Une France et une Europe, démocratiques et réconciliées, éloignant à jamais le spectre du nazisme, de la guerre et de la faim, et où grâce à l'action de chaque citoyen, la liberté, l'égalité, la fraternité, le progrès technique, économique et social, le bien commun et l'épanouissement personnel iraient désormais de pair. Tel était l'idéal. Les réalisations sont, en partie, à la mesure des espoirs. La France et l'Europe de l'Ouest sont incroyablement plus riches et plus prospères qu'elles ne l'étaient dans l'avant-guerre. Une classe moyenne est née et les biens et le savoir sont indéniablement mieux répartis qu'hier. Les conflits sociaux se résolvent sans violence excessive et la nécessité du combat contre les résurgences diverses du fascisme est un élément central de la conscience européenne. Les anciens ennemis héréditaires, la France et l'Allemagne, sont les pivots de la CEE et la peur atomique empêche depuis plus de quarante ans le déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

Doit-on s'en satisfaire ? Les pays riches attisent, par l'envoi d'armes, des conflits sur l'ensemble de la planète. La moitié de l'Europe demeure plongée dans un système de pénurie et de privation de liberté. Nous croulons sous les biens matériels dont le tiers monde, économiquement et culturellement dominé, ne bénéficie pas et la pauvreté grandit à l'intérieur de nos sociétés développées. L'École et l'Université vivent, dans l'absence de moyens, avec des salaires scandaleusement bas, et dans l'ennui, une crise du savoir dont personne ne voit l'issue. Le système concertatif, oscillant entre la défense d'intérêts, le plus souvent légitimes ou parfois acquis, et la gestion bureaucratique, perd de sa puissance consensuelle. Le racisme et la xénophobie séduisent des fractions croissantes de la population et autorisent, avec la lutte contre le terrorisme, un renforcement du contrôle administratif et policier. Enfin, nous ne sommes pas sortis du pouvoir de l'argent et, dans la civilisation du travail dans laquelle nous vivons, la contrainte demeure la règle, l'épanouissement une exception. Je n'ignore pas, bien sûr, que tous ces problèmes sont abominablement complexes et que chacun d'entre eux, pris séparément, mériterait de très longs développements. Mais faut-il pour autant s'enfermer dans une réflexion exclusivement sectorielle ? Une morale individuelle, au fondement de toute action collective quels que soient sa nature et son objet, ne fait-elle pas aujourd'hui singulièrement défaut ? Qu'ont encore à nous dire et à nous apprendre les valeurs de l'engagement et du travail ?

Il faut, je crois, réinterroger ces valeurs à partir de trois questions fondamentales : le nationalisme économique, le sens de la technique, les mécanismes psychologiques de constitution du pouvoir. Ces questions, on l'a vu, furent abordées par les hommes et les femmes d'Uriage et de la Thébaïde. Et souvent avec une lucidité critique dont nous n'avons pas suffisamment conservé la mémoire. Certains demeurèrent vigilants, d'autres les oublièrent, un peu vite. Mais, de manière plus générale, on peut dire que la guerre, la lutte contre la pénurie et le souvenir d'une III^e République impuissante ont peut-être empêché que la réflexion critique se poursuive et trouve à s'incarner. Trop de bonnes intentions se sont ainsi heurtées aux structures et aux puissances établies, administratives ou financières. Trop d'engagements les ont, volontairement ou involontairement, renforcées et étendues. Trop d'énergies se sont aveuglées sur la neutralité des techniques et les sociétés d'après-guerre se sont massivement ordonnées sur la base d'une valorisation du travail seulement utile, producteur de biens consommables, et sur laquelle on ne saurait fonder une règle de vie, ni collective, ni individuelle. Osons une formule hâtive : s'engager et travailler, ce peut être le pire et le meilleur. Faire du travail l'instrument exclusif de la puissance nationale et transnationale, de l'engagement le moyen d'un développement technique sans rapport avec les besoins et les aspirations des individus, de la prise de responsabilité le véhicule des appétits de pouvoir et créer, en fin de compte, une société dont la logique échappe progressivement au contrôle de ses membres. Ou bien exprimer

dans une activité son humanité et son être social, participer à l'élaboration et à la diffusion de techniques maîtrisables par l'homme, vivre dans l'authenticité et le désintéressement une action collective sans laquelle la démocratie n'est qu'un vain mot et le changement social une contrainte, que celle-ci soit étatique ou marchande. Tout ici dépend de la place que l'on occupe dans l'échelle sociale, des moyens et des fins que l'on se donne et, bien entendu, des vices et des vertus de chacun.

Une éthique nouvelle est à imaginer qui s'essaierait à reprendre et à dépasser la manière dont la génération de la guerre a, dans sa grande majorité, conçu et vécu l'engagement et le travail. Elle ne verserait ni dans une conscience désespérée du monde et de soi-même, un repli frileux et hautain sur son intériorité critique, ni dans un pur et simple éloge de la paresse dont on voit mal comment l'homme de la fin du XX^e siècle pourrait encore réussir à s'y définir. Mais elle serait plus sourcilleuse, plus attentive aux trois questions que j'évoquais plus haut. Des voies restent à explorer : la limitation volontaire du carriérisme et des ambitions sociales oppressives, la revalorisation du travail non marchand et des activités aujourd'hui jugées inutiles, la dévalorisation des instincts et des réflexes de pouvoir. Toute une éducation de l'inutile, de l'humour et de l'ironie envers soi-même, du refus de l'esprit de sérieux est à faire. Tout un sens de la révolte tolérante, de l'insolence constructive, de l'activisme désintéressé est à réinventer. Il faudrait réussir à marier, dans une morale intime et quotidienne, le langage imaginaire et subversif de 1968 et l'humanisme républicain et constructif de la Résistance.

La seconde leçon que l'on peut tirer de ces cinquante dernières années est que la démocratie ne saurait se rénover et s'approfondir sans rencontrer et s'affronter à un questionnement politique, au sens étymologique du terme. « Quelle Cité désirons-nous construire ? » se sont demandé les hommes et les femmes d'Uriage et de la Thébaïde. Ils y répondirent en formulant un projet de société de troisième voie entre la démocratie parlementaire et libérale de la III^e République et les États autoritaires et totalitaires. Ce projet visait à fonder un régime à la fois très ancien et très nouveau, amalgamant des traditions extrêmement diverses et apparemment contradictoires : celles du modèle médiéval et d'Ancien Régime, celle de 1789, celles du marxisme et du christianisme personneliste, celles du socialisme, du syndicalisme, du mutualisme et des idéologies solidaristes du XIX^e siècle, réunies et fusionnées dans l'idéal d'une seconde Révolution française qui permettrait de dépasser autant l'État pesant et impuissant du laisser-passer-laisser-faire que l'État divin des fascismes. Cette démocratie nouvelle reposait sur l'idée qu'il fallait réinscrire les hommes de 1789 dans un tissu social rajeuni et développé, composé de groupes sociaux intermédiaires et d'élites librement choisies, susceptibles de produire une logique sociale à mi-chemin entre celle de l'État et celle de l'individu atomisé. Au travers de ces groupes et de ces élites, ainsi que par une prise de conscience plus grande et plus intime de l'égalité existant entre leurs droits et leurs devoirs sociaux, les citoyens étaient censés parvenir, d'une part, à préserver leur indépendance et leurs libertés de l'emprise étatique et, d'autre part, à édifier une nation solidaire et un État démocratique, à la fois fort et vivant, restauré dans son autorité et nourri de la représentation et de l'action collective.

On l'a vu, cette architecture sociopolitique a joué un rôle capital dans la vie et l'action des hommes et des femmes d'Uriage et de la Thébaïde. Elle a inspiré et soutenu beaucoup de leurs initiatives, les a fait concourir au développement associatif, rencontrer au début des années soixante le projet mendésiste de république moderne et c'est elle encore qui, en 1978, a nourri l'esprit du célèbre rapport de S. Nora et A. Minc sur l'informatisation de la société. Ainsi pourrait-on, me semble-t-il, soutenir aisément l'idée que la France s'est, dans une très large mesure, constituée de 1945 à nos jours sur la base de cette architecture sociopolitique et de ce projet de troisième voie. Il serait trop long d'y revenir ici dans le détail, mais je crois qu'en témoignent des phénomènes aussi divers que la planification et la concertation, l'importance de l'économie mixte dans l'appareil productif, l'extension considérable du secteur associatif et mutualiste ou bien encore les expériences de développement local qui fleurissent aujourd'hui dans de très nombreuses communes françaises.

Mais revenons au questionnement politique. Cette architecture, elle aussi, est capable de produire le pire ou le meilleur. Une société certes démocratique mais de surveillance diffuse,

diluée, où les hommes se contrôlent les uns les autres et où, d'association en décentralisation, l'État étend le domaine de son action et sa puissance administrative en recourant à des élites dont la compétence et la représentativité supposées se muent peu à peu en instruments de domination des sans-pouvoir. Ou bien un État démocratique construit sur des micro-sociétés à hauteur d'hommes, préservant les individus de l'isolement et de la marginalisation, mettant en œuvre les outils conviviaux d'Illich et constituant des remparts effectifs contre le centralisme et la bureaucratie. Ce qui, depuis un demi-siècle, s'est principalement réalisé, c'est malheureusement la première solution.

Pourtant l'idéal d'une démocratie reposant sur des micro-sociétés reste, je crois, à la fois vivace et pertinent. Mais celle-ci ne saurait s'instituer sans que s'accroisse l'autonomie politique de ces groupes, sans qu'ils récupèrent des prérogatives qui appartiennent aujourd'hui aux États-nations, ou des droits futurs, encore inconnus, que ces derniers renonceraient à s'annexer. Que l'on m'entende bien ici : il ne s'agit pas d'organiser la sécession des divers groupes qui composent la nation, de reconstituer des féodalités ou de prôner un retour à un fondamentalisme localiste et régionaliste qui nourrit de nos jours, ici ou là, des projets antidémocratiques. Il s'agit de s'approcher, au plus près, des formes de démocratie directe dans le cadre de la démocratie représentative d'ensemble, garante des principes de 1789. De toute manière, il est peu probable que cette évolution puisse se faire dans le cadre actuel des États-nations. Mais, au lieu de bâtir l'Europe des transferts de souveraineté et des appareils technocratiques, ne pourrait-on imaginer l'Europe des micro-sociétés conviviales et démocratiques ?

On l'aura sans doute compris, c'est de la pensée sociale de J.-M. Domenach (mais non de ses récentes prises de position politiques...) que je me sens le plus proche. Et c'est à lui que je voudrais adresser, pour finir, un clin d'œil amical. Quelle n'a pas été ma surprise en effet, lorsque rédigeant le dernier chapitre de ce livre et relisant l'ensemble de son œuvre, je suis tombé sur ces quelques lignes, écrites en 1984 dans *Lettre à mes ennemis de classe* : « Dans un essai récent, un auteur israélien [Z. Sternhell] a soutenu une thèse surprenante : les individus et les groupes qui, entre les deux guerres, ont refusé de se ranger à droite ou à gauche auraient été "imprégnés de fascisme" et inéluctablement condamnés à devenir des collaborateurs des nazis ou du moins des vichystes. J'aimerais montrer au contraire, si j'en avais le temps, que ce qui a, spirituellement, culturellement et techniquement contribué le plus à nourrir la Résistance puis la démocratie française après la Libération provient de ces mouvements de pensée des années trente, qu'il s'agisse de l'Église catholique, du théâtre et de la chanson, du journalisme, de la planification, de l'autogestion, de la vie associative, du renouveau rural, etc. Que Vichy ait recruté parmi eux, c'est certain, mais plutôt moins que dans les réservoirs de la droite et de la gauche classiques. Pierre Laval n'était pas, que je sache, un contestataire des années trente. Mais si forte est cette dichotomie qu'elle divise rétrospectivement l'histoire et qu'elle finira, si l'on n'y prend garde, par rendre notre passé stupide. » Il me reste donc à souhaiter que J.-M. Domenach ne me tienne pas grief de lui avoir, bien involontairement, dérobé son sujet !

BIBLIOGRAPHIE

On trouvera ci-dessous la liste des documents écrits auxquels j'ai eu recours afin de compléter les témoignages oraux des anciens d'Uriage et de la Thébaïde. Cette liste est établie par chapitre et par ordre alphabétique.

PREMIÈRE PARTIE : LE TEMPS DES COMMUNAUTÉS

1. La fondation

DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef. Mémoires et pages choisies*, Éd. du Seuil, Paris, 1971, pp. 81-82, 85.

DUNOYER DE SEGONZAC P., *Notes inédites*, cité in COMTE B., *Uriage 1940-1945*, texte dactylo, Lyon, 1977, p. 62.

LAMOUR P., *Le Cadran solaire*, Éd. Robert Laffont, coll. « Vécu », Paris, 1980, pp. 199-200.

2. Qui vient à Uriage ?

BLOCH-LAINÉ F., *Profession : fonctionnaire. Entretiens avec Françoise Carrière*, Éd. du Seuil, coll. « Traversée du siècle », Paris, 1976, p. 25.

DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef*, *op. cit.*, pp. 218-219 (témoignage d'H. Beuve-Méry).

HUSSENOT O., *Ma vie publique en six tableaux*, Éd. Denoël, coll. « Coudées franches », Paris, 1977, pp. 40-41.

LACROIX J., « Face au gouvernement de Vichy », *Le Monde*, supplément au numéro du 28 mars 1970, p. V.

MOUNIER E., *Mounier et sa génération. Lettres, carnets et inédits*, Éd. du Seuil, Paris, 1956, p. 282 et 288.

3. La vie

HUSSENOT O., *Ma vie publique en six tableaux*, *op. cit.*, p. 91.

Journal de bord des comédiens, texte dactylo, pp. 91-92.

REUTER P., *Souvenirs d'Uriage*, tiré à part transmis par l'auteur.

4. L'esprit

BEUVE-MÉRY H., « Révolutions nationales, révolution humaine », *Esprit*, mars 1941, réédité in *Réflexions politiques (1932-1952)*, Éditions Le Monde-Seuil, Paris, 1951, pp. 131-132.

- CHEVALLIER J.-J., *Démocratie et totalitarisme*, conférence prononcée à l'école d'Uriage, texte dactylo, p. 14.
- DUMAZEDIER J., « Conférence sur l'entreprise capitaliste et le prolétariat », *Jeunesse-France, Cahiers d'Uriage*, n° 35, sept.-oct. 1942, pp. 134-136.
- DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef*, *op. cit.*, p. 100, 227 (témoignage de G. Gadoffre), et 229 (témoignage de J.-J. Chevallier).
- LACROIX J., *État, nation patrie*, conférence prononcée à l'école d'Uriage, texte dactylo, (conférence complète + résumé), pp. 1-2.
- LACROIX J., « Individu, personne et communauté », *Jeunesse-France, Cahiers d'Uriage*, n° 29, mars 1942, p. 17.
- MOUNIER E., *Pour un humanisme français*, conférence prononcée à l'école d'Uriage, texte dactylo, p. 9, 11 et 17.
- NAUROIS DE R., Intervention dans la discussion de la conférence prononcée à l'école d'Uriage par M. Mazaud et intitulée « Droit pénal et État totalitaire », texte dactylo, p. 15.
- REUTER P., « Les trusts », *Cahiers d'Uriage*, fascicule n° 14, pp. 71-72 et 75-76.

5. Uriage, Vichy et la Résistance

- DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef*, *op. cit.*, pp. 102-105.
- FRENAY H., *La nuit finira. Mémoires de résistance 1940-1945*, Éd. Robert Laffont, coll. « Vécu » Paris, 1973, pp. 220-221.
- MOUNIER E., *Mounier et sa génération*, *op. cit.*, pp. 295-297 et 302-304.

6. Les adieux

- DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef*, *op. cit.*, pp. 106-107.
- HUSSENOT O., *Ma vie publique en six tableaux*, *op. cit.*, pp. 91-93.

7. Marxistes et chrétiens dans les maquis du Vercors

- ARAGON L., *La Diane française*, suivi de *En étrange pays dans mon pays lui-même*, et de *Brocéliande*, Seghers, coll. « P.S. », Paris, 1946, pp. 96-97.
- CACÉRES B., *Les deux rivages. Itinéraires d'un animateur d'éducation populaire*, Éd. Maspero, coll. « Actes et mémoires du peuple », Paris, 1982, p. 8.
- CACÉRES B., *L'espoir au cœur*, Éd. du Seuil, Paris, 1967, pp. 26, 40-41, 45-48, 59, 62-63 et 101-102.
- CACÉRES B., *La Rencontre des hommes*, Éd. du Seuil, Paris, 1950, rééd. coll. « Points », 1984, pp. 186 et 189-191.
- DOMENACH J.-M., *Les Camps de la Résistance*, texte dactylo, novembre 1943, pp. 1-3.
- DOMENACH J.-M., *Les Conditions d'une pédagogie révolutionnaire des camps de la Résistance*, texte dactylo, décembre 1943, pp. 1-3.
- GROUPE DES ÉQUIPES VOLANTES, *Équipe volante*, texte dactylo, p. 1.
- JÜNGER E., *Sur les falaises de marbre*, Gallimard, Paris, 1942, réédition coll. « L'imaginaire », 1986, p. 93 et 132.
- MERMOZ M., *L'autogestion, c'est pas de la tarte, entretiens avec Jean-Marie Domenach*, Éditions du Seuil, coll. « Traversée du siècle », Paris, 1978, pp. 11-12 et 138.
- MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET DE LA GUERRE, *Instruction provisoire pour l'emploi des corps-francs*, Imprimerie nationale, Paris, 1939, p. 5 (le véritable auteur de cette brochure est le colonel X. de Virieu).

8. La Thésbaïde incendiée

CACÉRES B., *L'Espoir au cœur*, *op. cit.*, p. 91.

DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef*, *op. cit.*, p. 115.

GADOFFRE G., *Les Ordalies*, Éd. du Seuil, Paris, 1955, pp. 212, 222, 234-35, 252, 256 et 258.

9. À la recherche d'une religion civile

DUNOYER DE SEGONZAC P., *Le Vieux Chef*, *op. cit.*, pp. 108, 219-220 (témoignage d'H. Beuve-Méry) et 241.

GADOFFRE G. (par l'équipe d'Uriage sous la direction de), *Vers le style du XX^e siècle*, Éd. du Seuil, coll. « Esprit », 1945, pp. 67-69, 74, 100-101, 111, 114-115, 135-137, 155, 158-159, 178-179, 181-184, 194-196, 230-231, 248-249 et 255.

GROUPE D'URIAGE, *Pour un homme nouveau dans un monde nouveau*, texte dactylo, 1944, pp. 8-10.

SECONDE PARTIE : LE TEMPS DES INITIATIVES

10. Le chef gaulliste et l'intellectuel mendésiste

BLOCH-LAINÉ F., *Profession : fonctionnaire...*, *op. cit.*, pp. 110-111, 159-161 et 164-165.

DELOUVRIER P., « Grand commis de son État », propos recueillis par Dominique Pélegrin, *Télérama*, 7 nov. 1984, pp. 22-24.

DELOUVRIER P., « Méditations sur l'art de décider », propos recueillis par Bernard Michal, *L'Événement du jeudi*, 14-20 mars 1985, pp. 56-61.

DELOUVRIER P., « 1961-1969. Les années Delouvrier », propos recueillis par Jacques-François Simon, supplément du *Monde*, 26 nov. 1987, pp. 4-5.

GADOFFRE G. (par l'équipe d'Uriage sous la direction de), *Vers le style du XX^e siècle*, *op. cit.*, pp. 170-174.

GRÉGOIRE R., Lettre à Michel Debré en date du 3 février 1982, p. 1 et 8 (lettre transmise à G. Gadoffre et publiée avec l'autorisation de l'auteur et de ce dernier).

NORA S., « Servir l'État », entretien avec Marcel Gauchet, *Le Débat*, mai-sept. 1986, p. 102, 104 et 106.

NORA S., MINC A., *L'Informatisation de la société*, La Documentation française, Éd. du Seuil, coll. « Points ». Paris, 1978, pp. 120-125.

11. Beuve, Sirius et la planète « Monde »

BEUVE-MÉRY H., articles parus dans *Le Monde* des 19 décembre 1944, 17 mars 1949, 22 novembre 1950, 31 janvier 1951, 19 juin 1954, 13 mars 1957, 29 mai 1958, 22 septembre 1962, 14 mars 1967, 26-27 mai 1968, 12 juin 1968, 29 avril 1969, 23 décembre 1969.

BEUVE-MÉRY H., article paru dans *Temps Présent*, 5 avril 1946.

BEUVE-MÉRY H., *Onze ans de règne. 1958-1969*, Flammarion, « Textes politiques », Paris, 1974, pp. 10-11.

BLOCH-LAINÉ F., *Profession : fonctionnaire*, *op. cit.*, pp. 71-72.

CHATELAIN A., « *Le Monde* » et ses lecteurs sous la IV^e République, Armand Colin, Paris, 1962, pp. 40-41 et 151-155.

COURTIN R., « Souvenirs inédits », cité in JEANNENEY J.-N. et JULLIARD J., « *Le Monde* » de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste, *op cit.*, p. 347.

GIROUD F., « L'homme de la semaine : Hubert Beuve-Méry », *L'Express*, 13 avril 1956, pp. 12-14.

12. Les passionnés de l'association

CACÉRES B., *Les Deux Rivages*, *op. cit.*, pp. 17-18, 33-34 et 103-105.

CACÉRES B., *L'Espoir au cœur*, *op. cit.*, p. 159.

CACÉRES B., *Histoire de l'éducation populaire*, Éd. du Seuil, coll. « Peuple et Culture », Paris, 1964, pp. 164-165, 182-183 et 185-186.

CARPIER G., *La Fondation du mouvement national « Peuple et Culture » (1944-1948) et le groupe de base « Peuple et Culture » de Haute-Savoie (1944-1951)*, mémoire de maîtrise d'histoire réalisé sous la direction de J. Droz et M. Rebérioux, octobre 1974.

DUMAZEDIER J., Allocution prononcée à l'occasion du quarantième anniversaire de Peuple et Culture, texte dactylo, pp. 4-5, 11, 12-13.

DUMAZEDIER J., « Formation permanente et autoformation », *Éducation permanente*, n° 78-79, juin 1985, pp. 9-10, 23-24.

DUMAZEDIER J., *Vers une civilisation du loisir ?*, Éd. du Seuil, coll. « Points », Paris, 1962, pp. 19-20, 237-238, 245-246 et 251-252.

GUÉHENNO J., *Sur le chemin des hommes*, Grasset, Paris, 1959, pp. 164-167.

MORIN E., *L'Esprit du temps*, Grasset, Paris, 1962, réédition Livre de Poche, coll. « Essais », 1983, pp. 77-78, 198-199 et 208.

PEUPLE ET CULTURE, entretiens avec Benigno Cacéres, Joffre Dumazedier, Paul Lengrand, Gabriel Monnet, Joseph Rovan. Recueil réalisé par Jean-Pierre Saez, texte dactylo, 1986, pp. 56-58, 60-61 et 111-115.

13. Les artisans du spectacle.

HUSSENOT. O., *Ma vie publique en six tableaux*, *op. cit.*, pp. 99-105, 107-108, 114-115, 118-122, 125, 138-141 et 154-155.

LATOUR G. (ouvrage collectif présenté par la Délégation à l'action artistique de la Ville de Paris), *Petites scènes, Grand Théâtre. Le Théâtre de création de 1944 à 1960*, Paris, 1986, pp. 194-195 (témoignage de M. Jacquemont).

Manifeste de Villeurbanne des directeurs des théâtres populaires et des maisons de la culture, cité in GIGNOUX H., *Histoire d'une famille théâtrale*, Éd. de l'Aire, Lausanne, 1984, pp. 431-435.

ROBERT Y., « Salut l'artiste », propos recueillis par Bernard Trémège, in *L'Avant-Scène*, n° 146, avril 1974, pp. 5-6.

VILAR J., *Le Théâtre, service public*, Gallimard, Paris, 1975, réédition 1986, pp. 87, 90, 483-484 et 503-504.

VILAR J., *Lettre à une jeune comédienne*, cité in ROY C., *Jean Vilar*, Seghers, coll. « Théâtre de tous les temps », Paris, 1968, pp. 150-155.

14. Deux intellectuels en quête de fraternité

CERTEAU DE M., DOMENACH J.-M., *Le Christianisme éclaté*, Éd. du Seuil, Paris, 1974, pp. 9-10, 13-16 et 115.

CHOMBART DE LAUWE P.-H., *La Fin des villes. Mythes ou réalité*, Éd. Calmann-Lévy, Paris, 1982, pp. 197-198.

- DOMENACH J.-M., « L'armée en République », in *Esprit*, nov. 1958, pp. 632 et 640-643.
- DOMENACH J.-M., *Ce que je crois*, op. cit., pp. 29, 34, 67-68, 70-71, 97-99, 130, 168, 193, 219-220, 227-229 et 265-266.
- DOMENACH J.-M., *Emmanuel Mounier*, Éd. du Seuil, coll. « Écrivains de toujours », Paris, 1972, pp. 163-165.
- DOMENACH J.-M., *Le Sauvage et l'Ordinateur*, Éd. du Seuil, coll. « Points », Paris, 1976, pp. 181-182.
- GADOFFRE G., « Contestation et sélection dans la jeunesse américaine », in *Actes du colloque de l'Institut collégial européen « Sélection et contestation »*, pp. 24-28.
- GADOFFRE G., *Royaumont 1950*, brochure transmise par l'auteur, pp. 29-33.
- GADOFFRE G. (par l'école d'Uriage sous la direction de), *Vers le style du XX^e siècle*, op. cit., pp. 191-194.
- ILLICH I., *La Convivialité*, Éd. du Seuil, coll. « Points », Paris, 1973, pp. 26-27.

Remerciements

Je tiens à exprimer ma plus vive reconnaissance à Bertrand d'Astorg, Madeleine Barbulée, Hubert Beuve-Méry, Bénigno Cacères, Jeannine de Chaléon, Paul-Henri Chombart de Lauwe, Lorrain Cruse, Paul Delouvrier, Jean Devictor, Jean-Marie Domenach, Jacques Douai, François Ducruy, Joffre Dumazedier, Gilles Ferry, Gilbert Gadoffre, Paul Grillet, Jean-Louis Hirschauer, Anne-Marie Hussenot, Yvonne Jacquot, Georges Lamirand, Paul de La Taille, Jean-Louis Lévy, Jacques Lochard, Louise-Marie Lozach'meur, Lucette Massaloux-Kellermann, Charles Müller, René de Naurois, Simon Nora, Pierre Ollier de Marichard, Paul Reuter, Yves Robert, Gilles Souriau, André Voisin. Sans leurs contributions, ce livre n'aurait pu voir le jour.

Je tiens également à remercier Pierre Alphandéry et Alain Caillé pour l'aide qu'ils m'ont apportée au début de la rédaction ; Yves Dupont et Thierry Paquot qui ont relu la totalité du manuscrit et m'ont permis, par leurs critiques et leurs conseils, d'en améliorer la qualité ; Françoise Gressier qui a assuré la frappe du texte et s'est chargée, aidée de Nejib Oueslati, de la transcription des enregistrements ; et enfin le propriétaire de la librairie parisienne « La Virgule », Pierre Akian, qui a toujours répondu avec la plus grande gentillesse aux innombrables commandes de livres que j'ai pu lui faire.

Pour la présente édition au format pdf, je tiens à adresser mes plus chaleureux remerciements à Catherine Lefebvre.

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE.....	9
LE TEMPS DES COMMUNAUTÉS	
1. La fondation.....	23
2. Qui vient à Uriage ?.....	27
3. La vie.....	41
4. L'esprit.....	49
5. Uriage, Vichy et la Résistance	59
6. Les adieux.....	67
7. Marxistes et chrétiens dans les maquis du Vercors.....	71
8. La Thébaïde incendiée.....	85
9. Á la recherche d'une religion civile.....	91
LE TEMPS DES INITIATIVES	
10. Le chef gaulliste et l'intellectuel mendésiste.....	105
11. Beuve, Sirius et la planète « Monde ».....	119
12. Les passionnés de l'association.....	135
13. Les artisans du spectacle.....	151
14. Deux intellectuels en quête de fraternité	167
ÉPILOGUE.....	183
BIBLIOGRAPHIE.....	187
REMERCIEMENTS.....	193